

SUPPLÉMENT

Le Monde ARGENT

Le palmarès européen des sicav

PROCHE-ORIENT

Les 26 Palestiniens de Bethléem accueillis en héros à Gaza p. 4

CAUCASE

Les Etats-Unis prennent pied en Géorgie, au sud de la Russie p. 2

TEXTILE

Le marché de la mode enfantine p. 12

TENNIS

Agassi et Roddick au Tournoi de Rome p. 23

AUTOMOBILE

La X-Type 2 litres, Jaguar sans tapage p. 24

MÉDECINE

Le rhume des foins, allergie de plus en plus fréquente p. 25

SCIENCES

Ces insectes qui disent le réchauffement climatique p. 26

|                    |    |                       |    |
|--------------------|----|-----------------------|----|
| International..... | 2  | Abonnements.....      | 22 |
| France.....        | 6  | Aujourd'hui.....      | 23 |
| Société.....       | 10 | Météorologie.....     | 27 |
| Entreprises.....   | 12 | Jeux.....             | 27 |
| Horizons.....      | 13 | Culture.....          | 28 |
| Carnet.....        | 22 | Radio-Télévision..... | 33 |

# Comment Jacques Chirac gouverne

Le président réélu est à la fois chef de l'Etat, véritable chef du gouvernement et chef de son nouveau parti, l'UMP

**Fiscalité.** Jacques Chirac a confirmé, vendredi 10 mai, en conseil des ministres, qu'une réduction de 5% de l'impôt sur le revenu interviendra dès septembre. Décryptage et analyse. p. 6

**Gouvernement.** Le premier conseil des ministres du gouvernement Raffarin a permis au chef de l'Etat de retrouver ses prérogatives perdues sous la cohabitation. Treize membres du gouvernement sont concernés par la règle du non-cumul. Jean-Pierre Raffarin fait son entrée aux Guignols. Reportage : la famille Saïfi savoure la réussite de Tokia. p. 7

**Droite.** L'Union pour la majorité présidentielle (UMP) sera-t-elle le parti unique de la droite ? François Bayrou résiste : dans une lettre aux parlementaires centristes, il accuse les chiraquiens de vouloir « rayer de la carte » l'UDF. Extraits. p. 8

**Editorial.** « Inéquité fiscale ». p. 21



► Le président veut une baisse de l'impôt sur le revenu de 5% dès septembre 2002

► Récit d'un premier conseil des ministres dominé par le chef de l'Etat

► Son nouveau parti tente d'étouffer l'UDF

► François Bayrou refuse un « parti unique de la droite »

► Exclusif : sa lettre aux députés centristes



## L'image des présidents

COMMENT les professionnels de la communication fabriquent nos présidents ? De Charles de Gaulle à Jacques Chirac, de 1958 à 2002, un « Grand Dossier » sur le poids des images en politique.

Lire pages 13 à 20

## Cuba : un appel à des élections libres

A DEUX JOURS de l'arrivée de l'ancien président américain Jimmy Carter à La Havane, la dissidence cubaine a effectué une démarche sans précédent en publiant une pétition pour obtenir un référendum sur des élections libres. Vendredi 10 mai, l'opposant Oswaldo Paya, responsable du Mouvement chrétien de libération, est venu déposer devant l'Assemblée nationale cubaine deux cartons contenant les 11 020 signatures de cette pétition.

Lancée en 1998, cette initiative a été baptisée « Projet Varela », du nom d'un prêtre cubain inspirateur des premiers mouvements nation-

listes de l'île au XIX<sup>e</sup> siècle. Oswaldo Paya a eu l'idée de se servir d'une disposition de la Constitution cubaine (l'article 88), qui permet aux citoyens d'avoir l'initiative des lois pour autant que 10 000 d'entre eux, remplissant les conditions pour être électeurs, en fassent la demande. En vertu de ce stratagème, la pétition consiste à réclamer du Parlement l'organisation d'un référendum sur des élections dans un délai de neuf mois à un an. Les signataires ne font donc pas directement cette réclamation.

« C'est la première fois que 10 000 personnes osent briser une

culture de la peur », a déclaré l'un des dissidents cubains les plus connus, Elizardo Sanchez. Cela aurait été impensable il y a quelques années et cela témoigne des changements intervenus à Cuba. Le dépôt des pétitions est intervenu alors que M. Carter arrive dimanche à La Havane pour une visite qui n'est guère appréciée à la Maison Blanche. L'ancien président (1976-1980) s'est en effet toujours opposé à l'embargo imposé en 1960 par Washington. M. Carter a été autorisé à intervenir en direct à la télévision cubaine.

Lire page 3

SUPPLÉMENT

## Le maelström du Proche-Orient vu par « The New York Times »



COMME chaque week-end, Le Monde offre à ses lecteurs un supplément de 12 pages proposant en « version originale » une sélection d'articles publiés, durant la semaine écoulée, par le grand quotidien new-yorkais. Avec ce numéro, plusieurs articles sur le maelström du Proche-Orient et l'administration Bush. Outre l'actualité internationale et américaine, les rubriques habituelles : Business, Science et technologie, Arts et Styles. Pourquoi le Kama-sutra a été mal traduit et comment le livre de Noam Chomsky sur le 11 septembre est devenu un best-seller...

## La harangue de Kenza aux obsèques de ses parents, tués par la haine raciste

BRUXELLES

de notre correspondant

« Dans ma rue, l'extrême droite tue. » A côté de son frère, qui baisse la tête, accablé de douleurs, Kenza, toute de blanc vêtue, harangue quelques milliers de personnes rassemblées sur la pelouse du parc Josaphat, à Schaerbeek, l'une des communes de Bruxelles. Elle est l'aînée des enfants du couple marocain Isnasi-El Hajji, assassiné, mardi 7 mai, par Hendrik Vyt, un sympathisant du Vlaams Blok qui avait décidé de passer à l'acte, dépité, selon ses propres dires, par la défaite de Jean-Marie Le Pen. « C'était un fou, ont dit certains, comme si cela suffisait à le déresponsabiliser. »

Des sanglots dans la voix, l'adolescente va raconter « la vie qui fait de drôles de détours ». Lundi dernier, dit-elle, elle était encore heureuse avec ses parents, ce soir, elle les enterre, et deux de ses frères, blessés, sont à l'hôpital. Kenza prône le recueillement mais, pleine d'aplomb face à plusieurs ministres, dont celui de l'intérieur, des présidents de parti et le maire de la commune,

elle juge que « des questions doivent être posées ». Rompant le silence que troublent seulement les pleurs étouffés des hommes et des femmes, Kenza reprend son souffle et lâche : « Pourquoi nos voisins sont-ils les seuls à être venus à notre secours ? Pourquoi un criminel a-t-il pu vivre armé dans ma maison, où je me croyais en sécurité ? Je vous interpelle, responsables de mon pays ; pas en tant que victime mais en tant que citoyenne. » A ses parents « qui vont rejoindre le pays qui les a vus naître », la jeune fille adresse un ultime regret : « Nous n'avons pas eu le temps de vous dire que nous vous aimons. » Au maire, elle formulera une requête : elle souhaiterait que la commune plante deux arbres pour commémorer le souvenir des défunts. « Faites que leur départ ne soit pas vain », lance-t-elle en guise d'ultime appel.

Pétrifiés, les responsables publics promettent « plus jamais ça », et Antoine Duquesne, le ministre de l'intérieur, affirme la détermination de son gouvernement à endiguer la violence raciste. « La haine est dans nos murs », estime Bernard Clerfayt, un maire qui tente depuis un an de redres-

ser l'image d'une municipalité où l'extrême droite a fait son trou, guidée par l'ancien commissaire en chef de la police locale. La communauté musulmane de Bruxelles, à laquelle s'adresseront l'ambassadeur du Maroc et des représentants du culte, doute, mais prône l'apaisement. Ce à quoi ne peuvent se résoudre quelques jeunes qui, depuis trois nuits, affrontent la police.

Vendredi, le Belge le plus applaudi a été Gérard B..., le voisin qui, empoignant son échelle malgré le danger, a sauvé les enfants du brasier allumé par Vyt, qui tirait sur les pompiers et les policiers pour les empêcher d'intervenir. Une enquête officielle a été diligentée sur la lenteur et la faiblesse de l'intervention des forces de l'ordre. Elle devrait aussi tenter de déterminer pourquoi Vyt, réputé violent et extrémiste, n'était pas mieux surveillé. Vendredi, Kenza ne voulait pas polémiquer. Elle a juste salué ceux qui avaient fait preuve de courage, « ce courage qui a manqué à ceux qui devaient nous sauver ».

Jean-Pierre Stroobants

MUSIQUE

## Voix d'Afrique à Angoulême



DU 17 AU 20 MAI, le festival Musiques métisses accueillera des chanteurs des pays du Sud qui, souvent, sont aussi des militants. Lire page 28

ANALYSE

## Le danger de l'islamophobie

LE 16 MARS 2001, une mosquée a brûlé à Belley, dans l'Ain. Un véhicule volé a enfoncé la porte du lieu de culte et mis le feu au hall d'entrée. L'instruction est toujours en cours. Plus récemment, le 26 avril, un cocktail Molotov a été lancé contre la maison d'Abderrahim Berkaoui, recteur de la mosquée de Valdegour, à Nîmes (Gard). Le responsable musulman affirme avoir reçu de nombreuses menaces de mort. A Perpignan (Pyrénées-Orientales), un colis piégé a été adressé à un lieu de culte musulman, géré par l'Association culturelle du Champ-de-Mars. Le paquet anonyme n'a pas été réclamé et a été réexpédié au service du rebut, à Libourne. Il a explosé, le 9 avril, entre les mains d'une employée des postes, qui a été légèrement blessée. Dans le Nord, la

mosquée de Lomme, près de Lille, a été taguée avec des croix gammées. Un cocktail Molotov a été lancé contre une salle de prière à Escaudain, à côté de Valenciennes.

En tout, Rachid Nekkaz, porte-parole du Forum citoyen des cultures musulmanes, évalue à une douzaine les agressions commises contre des lieux de culte musulmans. Cette estimation est sans doute inférieure à la réalité. Les musulmans ne disposent pas, en effet, d'une instance représentative qui pourrait centraliser les agressions et en dresser la liste. En outre, la plupart des mosquées sont gérées par des immigrés de la première génération, qui n'ont pas la nationalité française et n'osent pas porter plainte auprès de la police ou de la gendarmerie.

La presse régionale s'est fait l'écho de ces agressions. Mais la presse nationale ne les a que très rarement mentionnées. Il est vrai qu'en nombre ces événements restent très largement inférieurs aux actes antijuifs perpétrés contre des personnes ou des synagogues. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et SOS-Racisme ont recensé, dans un Livre blanc, 405 agressions entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 31 janvier 2002. Le retour de l'antisémitisme dans notre pays a été légitimement condamné par les hommes politiques, les responsables associatifs et les représentants des grandes religions.

Xavier Ternisien

Lire la suite page 21 et nos informations page 10

## ANNE WIAZEMSKY



## Sept garçons

roman



GALLIMARD

Ph. John Foley/Sygma - Editions Gallimard - 972 20 793 85 N° Paris 8

# INTERNATIONAL

## CAUCASE

En proie à des **CONFLITS SÉPARATISTES**, à des tensions interethniques et à des groupes criminels – trafiquants de drogue, preneurs d'otages –, la Géorgie, située sur la route des hydrocarbures de la mer Cas-

pienne, préoccupe les Etats-Unis. D'autant que la construction de l'**OLÉODUC** reliant Bakou, Tbilissi et Ceyhan (Turquie) devrait commencer au second semestre. Un premier groupe d'instructeurs militaires améri-

cains est arrivé, début mai, pour, officiellement, aider le régime d'Edouard Chevardnadze à affronter des éléments « **LIÉS À AL-QAÏDA** » dans les gorges de Pankissi, à la frontière avec la Tchétchénie. Moscou a

accepté cette coopération au nom de la lutte contre le « terrorisme tchétchène ». L'armée russe dispose de **TROIS BASES** en Géorgie et d'une présence influente en République autoproclamée d'Abkhazie.

## Les Etats-Unis prennent pied en Géorgie, contiguë à la Russie

Des instructeurs américains sont arrivés dans l'ex-République soviétique. Ils ont pour mission de former des unités spéciales, officiellement pour combattre des éléments d'Al-Qaïda installés, d'après Washington, dans les gorges de Pankissi. Moscou accepte, au nom de la « lutte antiterroriste »

### TBILISSI

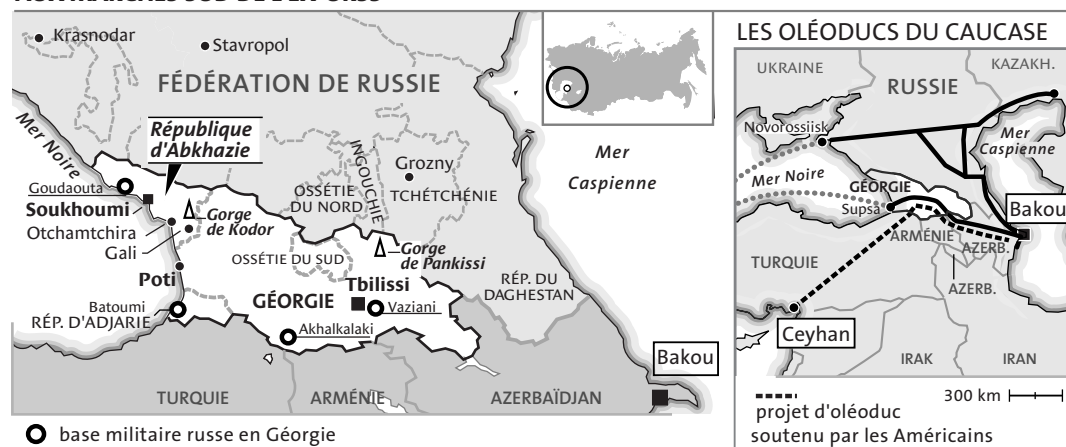
de notre envoyée spéciale

Dans le cadre de la campagne antiterroriste mondiale, un premier groupe d'instructeurs militaires américains est arrivé, début mai, dans la République ex-soviétique de Géorgie. Ils doivent mettre sur pied des unités spéciales au sein de l'armée locale : deux unités d'infanterie, un bataillon, et une unité motorisée, soit environ 1 500 hommes. Ces troupes géorgiennes auront officiellement pour tâche de combattre des éléments d'Al-Qaïda qui se trouveraient, selon Washington, dans les gorges de Pankissi, une zone montagneuse reculée dans le nord du pays, à la frontière avec la Tchétchénie.

Dix-huit logisticiens militaires américains sont déjà arrivés, le 30 avril, dans la capitale, Tbilissi. Le programme est évalué à 64 millions de dollars (environ 71 millions d'euros) : c'est plus de trois fois le budget militaire de la Géorgie.

A Moscou, après une vague d'émotion dans les médias, en février, lors de l'annonce initiale du programme, le Kremlin a réagi laconiquement à l'arrivée des premiers « bérets verts » américains dans la Caucase, traditionnelle terre d'influence russe depuis le rattachement, en 1801, du royaume de Géorgie à l'empire des tsars. « La Géorgie a le droit souverain

### AUX MARCHES SUD DE L'EX-URSS



de prendre des mesures pour assurer sa sécurité face à la menace du terrorisme international », a commenté le ministre russe des affaires étrangères.

### LA ROUTE DES HYDROCARBURES

En faisant état de liens entre certains combattants tchétchènes et les réseaux Al-Qaïda, Washington a conforté le discours officiel du Kremlin sur la guerre de Tchétchénie, et désamorcé les éventuelles contestations russes. « Les Russes voulaient intervenir eux-mêmes en Géorgie depuis longtemps, mais ils ont été pris de vitesse par les Américains », résume un diplomate occidental qui, comme de nombreux

observateurs dans la région, considère que la situation dans les gorges de Pankissi a servi de prétexte à une nouvelle avancée américaine sur les flancs sud de l'ex-URSS. « Poutine n'a rien pu dire. Moscou s'est laissé prendre au piège de sa propre rhétorique sur le "terrorisme tchétchène". »

La vraie raison de la présence militaire américaine en Géorgie, soulignent en privé les officiels géorgiens, est de stabiliser un pays stratégiquement situé sur la route des hydrocarbures de la Caspienne, au moment où la construction de l'oléoduc reliant Bakou, Tbilissi et Ceyhan (Turquie), doit commencer au second semestre 2002. Il s'agit de porter secours au régime – mal en point – du président Edouard Chevardnadze, au pouvoir depuis 1992. Washington a tissé de nombreux liens avec le dirigeant géorgien, ancien artisan, aux côtés de Mikhaïl Gorbatchev, du démantèlement du bloc de l'Est, et politicien habile ayant conservé des relations privilégiées avec l'équipe de George Bush père.

En dix ans, l'aide financière américaine à Tbilissi a atteint 1 milliard de dollars (près de 1,12 milliard d'euros), ce qui, rapporté au nombre d'habitants de la République (5 millions), se rapproche des niveaux atteints en Egypte et en Israël. L'ambassade américaine à

Tbilissi (une centaine d'Américains) est la troisième en taille dans l'ex-URSS, après Moscou et Kiev. Un programme d'assistance militaire existait avant les événements du 11 septembre 2001 : dix hélicoptères américains Huey ont été livrés en 2001, une équipe de « liaison militaire » américaine est présente dans les locaux du ministère géorgien de la défense depuis plus d'un an, et 150 millions de dollars (170 milliards d'euros) ont été déboursés pour les gardes-frontières géorgiens.

### PLUSIEURS GROUPES CRIMINELS

De source américaine, on soutient que l'argument de la lutte antiterroriste n'est pas imaginaire. « Des individus liés à Al-Qaïda et représentant un danger pour les Etats-Unis » ont séjourné dans les gorges de Pankissi, indique-t-on.

Il s'agirait d'une poignée de ressortissants de pays arabes, liés à l'un des chefs de guerre en Tchétchénie, le Jordanien Khattab (dont la mort a été annoncée récemment). Mais ces individus se seraient, depuis, évanouis dans la nature. Le Pankissi, une région utilisée comme base par divers groupes criminels caucasiens (trafiquants de drogue, preneurs d'otages) représente aujourd'hui « avant tout un risque sécuritaire pour l'Etat central géorgien », dit-on dans l'entourage de M. Che-

vardnadze. La preuve en aurait été fournie il y a un an. En mai 2001, le régime d'Edouard Chevardnadze s'est trouvé subitement confronté à une mutinerie d'une partie de la garde nationale, sur la base de Moukhrovani, non loin de Tbilissi. L'incident a été vite étouffé, mais les révoltés, qui réclamaient leur solde (non versée depuis des mois) auraient entretenu des liens avec les groupes criminels de Pankissi. Plus tard, en novembre 2001, une série de manifestations étudiantes réclamant la démission de M. Chevardnadze, après l'assassinat d'un journaliste à Tbilissi, ont provoqué une crise gouvernementale. Inquiets du risque de déstabilisation du pays, les Etats-Unis ont aidé le régime de M. Chevardnadze à passer l'hiver en finançant une partie de l'approvisionnement en électricité de la capitale.

Les tensions qui couvent avec Moscou – en premier lieu avec l'armée russe, qui dispose encore de trois bases dans la République et a bombardé à deux reprises le territoire géorgien, fin 2001 – ne font que renforcer cette impression de précarité. Moscou ne manque pas de relais en Géorgie, où est apparue une réplique locale du système oligarchique russe. Une demi-douzaine de clans (dont des membres de la famille Chevardnadze) contrôlent les principales sources de revenus dans le pays, à savoir le port de Poti, sur la mer Noire, les chemins de fer, le trafic d'essence.

### « ON S'EN CHARGE »

« Les Russes, relate un conseiller de M. Chevardnadze, n'arrêtaient pas de dire au gouvernement américain qu'ils voulaient entrer en Géorgie, qu'ils y étaient contraints, à cause de la présence d'Arabes, de terro-

### Des « sites neutres » pour l'entraînement

Les instructeurs américains arrivés en Géorgie pour former des unités de l'armée géorgienne à la lutte antiterroriste sélectionneront des « sites neutres » pour le déroulement des exercices d'entraînement, selon le lieutenant colonel R. M. Waltemeyer, chef de la mission américaine, cité par l'agence Associated Press. Le premier groupe d'instructeurs américains, arrivé en Géorgie la semaine dernière, est à la recherche de ces lieux. « Nous devons être sages dans le choix de lieux d'entraînement (...), il faut choisir un endroit approprié qui conviendra à tous, tout en évitant de donner l'impression d'être trop offensifs », a indiqué R. M. Waltemeyer. Il a ensuite précisé que la préparation théorique aurait lieu dans les environs de Tbilissi, tandis que les exercices sur le terrain auraient lieu dans les montagnes. R. M. Waltemeyer a, en outre, indiqué que le reste des instructeurs, soit 150 hommes, arriveraient d'ici la fin de mai. En plus de l'entraînement, les Etats-Unis fourniront des armes légères à l'armée locale, ont indiqué des officiels géorgiens. – (AP.)

Contrairement à la situation en Ouzbékistan et au Kirghizstan, où les pouvoirs centraux « tiennent » l'ensemble du territoire, les militaires américains prennent pied, en Géorgie, dans un pays en état de déliquescence avancée. Entre les conflits séparatistes non résolus (Abkhazie, Ossétie du Sud), les barons régionaux (Adjarie), les tensions interethniques (Arméniens de la région d'Akhalkalaki) et les zones de trafics criminels (Pankissi), la Géorgie ressemble à un gruyère perforé de toutes parts.

ristes. Les Américains leur ont répondu : « On s'en charge, mais sans envoyer notre propre force d'intervention. On entraînera les Géorgiens, on leur fournira des armes, des munitions ». Si la Russie avait été un pays stable et fiable, je doute que Washington nous aurait envoyés des militaires. Mais ils ont vu que, s'ils laissaient les Russes intervenir ici, ce ne serait que destructions, violences, chaos, comme dans la Caucase du Nord ».

Natalie Nougayrède

### Vers un accord de désarmement russo-américain

La Russie et les Etats-Unis pourraient bientôt parvenir à la signature d'un accord de réduction des armements nucléaires, lors du sommet qui se tiendra en Russie (à Moscou et à Saint-Petersbourg), du 23 au 26 mai, entre les présidents George W. Bush et Vladimir Poutine, a déclaré, vendredi 10 mai, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell.

Sans nier que certaines questions restaient « à résoudre », le chef de la diplomatie américaine a indiqué : « Nous avons toutefois bon espoir que le président Bush et le président Poutine puissent signer cet accord » lors de leurs prochains entretiens en Russie. Cet accord vise à réduire les arsenaux de quelque 6 000 têtes nucléaires pour chaque pays, le seul prévu par le traité Start I de 1991, à un niveau situé entre 1 700 et 2 200 ogives d'ici à 2012. L'accord achoppait jusque-là sur le souhait américain de stocker une partie des têtes au lieu de les détruire, ce qui n'est pas du goût de Moscou. M. Powell aura l'occasion de rencontrer son homologue russe, Igor Ivanov, mardi 15 et mercredi 16 mai, à Reykjavik, en marge d'une réunion ministérielle de l'OTAN. – (AFP.)

## L'Abkhazie, dix ans après la guerre contre les forces de Tbilissi, craint de nouveaux affrontements

### SOUKHOUMI

de notre envoyée spéciale

L'hélicoptère ex-soviétique Mi-8 affrété par les Nations unies, qui ont déployé dans cette région

### REPORTAGE

« Les Russes veulent montrer qu'ils ne renoncent pas à leur poids en Géorgie »

d'eucalyptus, de figuiers et de plages dorées, leur unique mission d'observateurs militaires dans l'ex-URSS, survole l'étendue ondulée de la mer Noire, sous un soleil

pâle. L'appareil évite soigneusement les terres intérieures, là où s'étire toujours, depuis 1993, la ligne de front entre forces abkhazes et géorgiennes.

L'Abkhazie est une République autoproclamée indépendante ; elle n'est reconnue par aucun Etat, mais est soutenue en sous-main par l'armée russe, qui considère comme son pré carré cette ancienne Riviera russe jalonnée de villas et de centres de repos militaires perdus dans la végétation tropicale. La guerre de 1992-1993, qui a opposé les séparatistes locaux au pouvoir central de Tbilissi, a fait environ trois mille morts et deux cent cinquante mille réfugiés (ces derniers étant surtout géorgiens).

Incorporés d'office par Staline dans la Géorgie, en 1931, les

Abkhazes, peuple circassien faiblement islamisé sous le poids de l'influence ottomane, ont revendiqué, au moment de l'effondrement de l'URSS, un droit à l'autodétermination. Le conflit qui a suivi a débouché sur une défaite des forces de Tbilissi, et un accord, imposé par Moscou, sur la présence de bases militaires russes en Géorgie. Le risque existe aujourd'hui que des groupes nationalistes géorgiens cherchent à laver cet affront par la voie des armes, grâce à l'appui militaire qu'ils auront obtenu des Etats-Unis.

### OBSERVATEURS DE L'ONU

La mission des Nations unies déployée en Abkhazie est baptisée Unomig et comporte une centaine d'observateurs militaires, avec à

leur tête un général originaire du Bangladesh. Signe des tensions dans la zone, un hélicoptère de l'Unomig a été abattu, en Abkhazie, en octobre 2001, faisant neuf morts. Le même mois, des affrontements ont éclaté dans les gorges de Kodor, une zone d'Abkhazie investie par des milices géorgiennes, elles-mêmes appuyées par un groupe de Tchétchènes armés. L'incident a fait une vingtaine de tués.

Le 12 avril, une unité de soixante-dix-huit parachutistes russes a été déposée par hélicoptère dans les gorges de Kodor, en violation d'accords préalables passés avec l'Unomig. Il a fallu l'arrivée sur place du président géorgien, Edouard Chevardnadze, qui parlementa

avec les différentes milices présentes, ainsi que de vives protestations de l'ONU et de l'administration américaine, pour que Vladimir Poutine ordonne, deux jours plus tard, le retrait des militaires russes. « Le 12 avril, commente un membre de l'Unomig, les Russes ont voulu montrer qu'ils ne renonçaient pas à leur poids en Géorgie, malgré l'arrivée d'instructeurs militaires américains. »

Tchengouiz a 27 ans et vit à Soukhoumi, la « capitale » abkhaze, où tous les stigmates de la guerre de 1993 ont été conservés. Façade bombardée, criblée et noircie, de l'ancien Parlement, maisons aux toits effondrés, routes défoncées par les impacts d'obus. « En 1993, j'ai combattu les Géorgiens dans la région d'Otchamtchi-

ra pour défendre les terres de ma famille, qui possède des vergers de mandariniers. En octobre 2001, je suis parti défendre notre patrie, avec tous mes amis, dans les gorges de Kodor. Si les Géorgiens attaquent de nouveau, comme ils seront sûrement tentés de le faire une fois que les Américains les auront dotés d'unités spéciales, nous seront prêts à répliquer. Nous avons nos forces. »

### PASSEPORTS RUSSES

Le processus de paix, placé sous l'égide de l'ONU, est au point mort. « Personne n'a intérêt à toucher au statu quo, qui bénéficie aux différents trafiquants, constate un employé abkhaze de l'Unomig. L'Abkhazie est un haut lieu de la contrebande du pétrole, des trafics de cigarettes, et des coupes sauvages de bois dans les forêts, le tout étant exporté vers la Russie. » L'armée russe, présente dans la région officiellement pour servir de « force de maintien de la paix », tire profit de ces activités.

Pendant ce temps, une grande partie de la population abkhaze continue de se procurer des passeports russes. « Pour les jeunes, c'est la seule façon de pouvoir voyager, et pour les vieux, cela permet de toucher une retraite russe, bien supérieure à la retraite abkhaze », explique Tchengouiz, lui-même doté du précieux document, qu'il a « acheté » à un fonctionnaire de la région de Krasnodar, dans le sud de la Russie. Moscou a fait savoir que le sort de l'Abkhazie ne lui était pas indifférent, « car soixante-dix mille citoyens russes » y vivent.

Propos recueillis par N. No.

N. No.

COMMERCE  
GESTION

Bac + 2 (DEUG, BTS, OUT...)  
Bac + 3 (Lettres, Droit, Eco...)

Intégrez une GRANDE ÉCOLE

3 sessions mai/juin/juillet

Concours d'admission externe

Contactez Marion Maury

8, rue de Lota - 75116 Paris

01 56 26 26 10/26

www.isg.fr

ISG  
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION  
NEW YORK - PARIS - TOKYO

ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT - ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

### TROIS QUESTIONS À... ANRI DJERGENIA

**1** Vous êtes premier ministre de la République autoproclamée d'Abkhazie. Comment réagissez-vous à l'arrivée d'instructeurs militaires américains en Géorgie ?

Des militaires américains sont déjà présents en Géorgie depuis deux ou trois ans. D'après nos informations, ils occupent tout un étage du ministère géorgien de la défense, à Tbilissi. Depuis des années, les dirigeants géorgiens veulent se lier aux Occidentaux, aux Allemands, aux Américains. Tout cela n'a pas de lien direct avec la lutte contre le terrorisme, ni avec la situation dans les gorges de Pankissi.

Les Américains le savent, et la lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte à leur présence. Ils

considèrent que la Géorgie est dans leur sphère d'influence. Les Abkhazes se trouvent aujourd'hui au cœur de la redistribution des sphères d'influence géopolitiques dans la région.

**2** Quelles peuvent être les conséquences de cette situation ?

Les Géorgiens se permettent un ton plus agressif vis-à-vis de l'Abkhazie. Il est clair que, confortés par l'aide américaine, ils envisagent une solution de force. Ils commenceront par intervenir dans les gorges de Pankissi, puis ils poursuivront leur soi-disant « lutte antiterroriste », en venant dans les gorges de Kodor, en Abkhazie.

Cela peut mener à une reprise

des affrontements militaires. En mai 1998, déjà, les Géorgiens ont tenté une offensive dans la région de Gali.

**3** Que ferez-vous dans ce cas ?

Nous sommes prêts à défendre nos intérêts, par la force s'il le faut. L'Abkhazie s'est par ailleurs adressée au président [russe Vladimir] Poutine pour suggérer que nous entrions dans une sorte de confédération avec la Russie. Nous n'avons pas encore reçu de réponse, mais notre but est de nous rapprocher de la Russie, d'agir étroitement avec elle.

## Karachi : forte récompense pour arrêter trois suspects

KARACHI

de notre envoyée spéciale

L'un porte des lunettes et un mince collier de barbe, l'autre a une calotte sur la tête et un cal sur le front, distinctif des gens pieux, le troisième porte une barbe plus fournie. La police pakistanaise a offert, vendredi 10 mai, une récompense de l'équivalent de 33 500 euros à toute personne qui livrerait des informations pouvant conduire à l'arrestation de ces trois hommes. Ce trio avait acheté la voiture qui a explosé, mercredi, près du bus transportant des ingénieurs français de la direction des constructions navales (DCN), tuant quatorze personnes dont onze Français.

Les informateurs soucieux d'anonymat peuvent confier leurs révélations à un site Internet officiel ouvert spécialement pour cette enquête. Pour l'instant, la police se concentre sur l'arrestation de ces trois hommes et l'examen génétique des restes du cadavre de celui qui est toujours considéré comme le kamikaze. « Nous avons des preuves que c'était un attentat-suicide, puisqu'un seul corps a été retrouvé près des débris de la voiture, les autres étant dans le bus », a affirmé Sayed Kamal Shah, le chef de la police de Karachi. Des tests d'ADN sont en cours sur ce cadavre, a-t-il ajouté, précisant que la police avait besoin des expertises techniques françaises et américaines pour certaines parties de l'enquête.

Le kamikaze pouvait-il être l'un des trois suspects recherchés ? M. Kamal Shah a répondu que rien n'était sûr, mais qu'il pensait que cet homme s'ajoutait au trio. « Ce n'est pas un groupe de trois personnes qui planifie une telle opération », a-t-il dit, en notant que les milieux extrémistes cloisonnent l'organisation de leurs attentats, les terroristes ne connaissant ni les commanditaires ni les logisticiens de l'opération. Dans le cas du meurtre à Karachi du journaliste du *Wall Street Journal* Daniel Pearl, il semble ainsi que les trois personnes arrêtées et jugées pour avoir envoyé les courriers électroniques avec les menaces et les photos de leur déteu ne savent rien au-delà de leur propre participation.

Le fait que l'attentat est une opération suicide inquiète particulièrement les autorités pakistanaïses, qui soulignent que cette technique, largement employée ailleurs, est étrangère au Pakistan. « Cette opération suicide est complètement nouvelle, c'est une dimension dangereuse. Le gouvernement et le président [Pervez Moucharrarf] ont décidé d'agir très fort contre cette utilisation de commandos suicides », a déclaré à Associated Press le général Rachid Qureshi, porte-parole du gouvernement militaire. La vague d'arrestations intervenues ces derniers jours dans les milieux extrémistes islamistes a porté principalement sur le Jaish -e-Mohammad et le Sipah-e-Sahaba, deux mouvements interdits. Mais les policiers estiment d'ores et déjà que la plupart des interpellés seront relâchés.

En attendant, la communauté étrangère du Pakistan s'interroge sur les mesures susceptibles de renforcer sa sécurité. Certains parlent, comme l'ambassadeur des Etats-Unis, Windy Chamberlain, mère de deux enfants, qui quitte son poste pour des raisons familiales, après à peine un an au Pakistan. Désormais, Washington semble disposé à réserver ses postes dans le pays aux célibataires.

Du côté français, le chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, Michel Debaq, devait arriver ce week-end à Karachi. Il sera accompagné des policiers chargés de l'enquête préliminaire, confiée conjointement à la direction de la surveillance du territoire (DST) et à la direction nationale antiterroriste (DNAT). Le président de la République, Jacques Chirac, a annoncé sa présence à la cérémonie d'hommage aux victimes, lundi à Cherbourg, d'où venaient la plupart des travailleurs français tués ou blessés à Karachi.

Françoise Chipaux

## Dix mille Cubains demandent des élections libres

Saisissant le Parlement avec une pétition inédite, ils réclament des libertés fondamentales qui mettraient à mal la dictature castriste. L'ancien président américain Jimmy Carter est attendu dimanche à La Havane

DEUX JOURS avant la visite de l'ancien président américain Jimmy Carter à Cuba, un groupe de dissidents a remis, vendredi 10 mai, une pétition auprès de l'Assemblée nationale cubaine. Ce texte, connu sous le nom de « projet Varela », se fonde sur l'article 88 de la Constitution cubaine qui prévoit que l'Assemblée nationale doit convoquer un référendum si elle reçoit une demande dûment signée par au moins 10 000 électeurs. L'initiative déposée par la dissidence demande l'organisation d'un référendum portant sur quatre thèmes : la liberté d'expression et d'association ; le droit à créer

des entreprises privées ; la libération de tous les prisonniers politiques ; l'adoption d'une nouvelle loi électorale permettant des élections libres et transparentes. Le texte déposé a été signé par plus de 11 000 Cubains.

« Aujourd'hui s'ouvre une nouvelle phase de notre histoire, un moment de réconciliation d'espérance », a déclaré à la presse étrangère, à la sortie du Parlement cubain, le principal promoteur du projet, Oswaldo Paya, accompagné d'autres dissidents. C'est une pétition du peuple. Il a indiqué que les signatures avaient été recueillies dans des conditions dif-

ficiles en raison de l'hostilité des forces de sécurité cubaines qui ont multiplié les menaces et les mesures d'intimidation. L'année dernière, la police secrète aurait même confisqué des documents portant plusieurs milliers de signatures.

Le gouvernement de Fidel Castro, qui considère tous les dissidents comme « des contre-révolutionnaires manipulés par les Etats-Unis », n'a pas réagi au dépôt du projet, qu'il avait qualifié dans le passé comme « une initiative vouée à l'échec ». La force du « projet Varela » est aussi de rassembler une opposition cubaine fragmentée et dispersée. « Je suis d'accord

avec cette initiative, c'est positif. Même s'il n'atteint pas son but, c'est une étape en avant », a déclaré le dissident Vladimiro Roca, libéré le 5 mai dernier après cinq années de prison.

L'initiative, la veille de la visite de l'ex-président américain, s'insère dans une stratégie qui vise à impliquer davantage la communauté internationale. Elle intervient après la récente condamnation de La Havane, à la commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, et juste avant la réunion de Madrid entre les pays de l'Amérique latine et l'Union européenne.

De son côté, cependant, Fidel Castro attend de Jimmy Carter une condamnation de l'embargo que Washington maintient depuis octobre 1960, comme l'avait fait le pape lors de sa visite historique en janvier 1998. L'ancien président américain lui fera sans doute ce cadeau, parce qu'il a toujours clairement pris position contre l'embargo et plaidé en faveur d'une amélioration des relations entre les Etats-Unis et Cuba pour, selon l'expression des partisans de cette stratégie, « porter le vers démocratique dans le fruit totalitaire ».

Alain Abellard

### PROFIL OSWALDO PAYA, 30 ANS D'OPPOSITION

Oswaldo Paya avait 17 ans, en 1969, lorsqu'il a laissé échapper, devant quelques camarades étudiants, une remarque sceptique, sinon anticastriste. Cette audace lui a valu trois ans de camp de travail dans la canne à sucre, à raison de dix heures par jour. De cet emprisonnement, il a retiré « une foi plus grande » sur le fait que « les choses peuvent changer ».

Trente ans après, Oswaldo Paya est toujours en lutte pour les libertés à Cuba. Aujourd'hui, avec un stratagème : utiliser la Constitution, écrite par Fidel Castro lui-même et qui prévoit la tenue d'un référendum pour autant que plus de 10 000 Cubains le souhaitent. « Ce régime vit sur un mythe d'invincibilité et d'éternité, confiait-il récemment. Mais les gens peuvent le faire bouger. »

Président du Mouvement chrétien de libération (MCL), l'un des mouvements d'opposition interdits mais tolérés, Paya a baptisé son projet du nom d'un prêtre

cubain du XIX<sup>e</sup> siècle, Felix Varela, inspirateur des premiers mouvements nationalistes de l'île. Avec une centaine d'amis, il a passé plus d'un an à récolter et à vérifier les signatures des Cubains qui ont osé braver ce qu'il appelle « la culture de la peur ».

Figure de la dissidence cubaine, avec Hector Palacios, du Centre d'études de la dissidence interne, et Elizardo Sanchez, de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale, il a subi le harcèlement régulier infligé aux opposants, au nom d'un code pénal qui punit toute « activité contre-révolutionnaire ». Durant le sommet ibéro-américain de novembre 1999 à La Havane, Oswaldo Paya et Hector Palacios avaient rencontré le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar. Ils avaient été arrêtés en janvier 2000 pour deux jours après avoir signé un texte intitulé « Tous Unis ».

C. Ls

### Jimmy Carter, pèlerin des bonnes causes

À 77 ANS, Jimmy Carter entreprend un audacieux voyage à Cuba. « Je ne m'attends pas à ce que ce voyage change le gouvernement cubain ou sa politique », a déclaré l'ancien président démocrate. Mais avant même d'avoir commencé, sa visite n'est pas sans influence sur le cours des événements. Dimanche 5 mai, le régime avait fait un geste, en libérant Vladimiro Roca, l'une des principales figures de la dissidence, après cinq ans de prison pour « incitation à la sédition ». Vendredi, c'est l'opposant Oswaldo Paya qui a jugé que le moment était venu de faire savoir au monde entier que plus de 10 000 Cubains réclamaient des élections libres. C'est peu dire que la Maison Blanche de George Bush est réticente à l'égard de ce voyage, d'autant que Carter est opposé à l'embargo américain imposé à Cuba depuis 1960. Même si les Américains ont commencé récemment à se rendre dans l'île en touristes – ce qui nécessite une autorisation spéciale – et même si les délégations de parlementaires de Washington se sont multipliées, jamais un responsable américain de ce niveau n'a effectué le déplacement. « Nous n'allons pas envoyer un sauveur à la rescousse d'un régime perdu par ses propres échecs historiques », a prévenu le sous-secrétaire d'Etat pour les Amériques, Otto Reich, lui-même d'origine cubaine, tendance anticastriste. La Maison Blanche a finale-

ment autorisé le déplacement, mais M. Carter a été prié d'insister le plus lourdement possible sur les droits de l'homme. Il pourra utiliser son discours de mardi, qui sera retransmis en direct à la télévision, un rare privilège qui lui a été accordé par les Cubains.

La presse américaine s'est fait l'écho de critiques contre une visite donnant une « légitimité à la dictature cubaine ». « Qu'est-ce qu'il compte faire ? Aller remercier Castro pour avoir libéré Vladimiro Roca avec 70 jours d'avance, après 5 ans d'emprisonnement arbitraire ? », ironisait un courrier des lecteurs.

Mais il s'est aussi trouvé des voix pour rendre hommage à un ex-président, l'un des cinq anciens toujours en vie, qui, plutôt que de « ratisser l'argent des grandes compagnies » (comme Gerald Ford qui émergeait dans nombre de conseils d'administration), d'écumer le circuit des conférences (Ronald Reagan) ou de « rêver de faire de l'or avec un talk-show télévisé » (un projet prêté à Bill Clinton) passe son temps à essayer d'arracher des cessez-le-feu à des factions rebelles, à surveiller des tentatives d'élections ou à convaincre les chrétiens d'Afrique que Dieu n'a rien contre les préservatifs. « Il n'y a pas beaucoup de temps perdu dans la vie de cet ancien président-là », se félicitait récemment le *New York Times*.

Corine Lesnes

## Sommet de l'enfance de l'ONU : les chefs d'Etat interpellés par leurs « petits citoyens »

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondante

La session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée aux enfants s'est achevée, vendredi 10 mai, avec peu de progrès et un document final amèrement dénoncé par les activistes. Elle aura néanmoins été une session « extraordinaire » grâce à la présence active d'enfants.

Comme une bouffée d'air frais, les petits étaient partout. Quelque 500 enfants de plus de 100 pays se sont réunis, comme des grands, trois jours durant, dans leur propre forum. Ils se sont mis d'accord sur une déclaration, et ils ont été entendus au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale, autour des



« Je suis scandalisé par les gouvernements qui pinaillent à n'en plus finir sur des virgules et des notions idéologiques »  
OLARA OTUNNU

tables rondes, devant les caméras et dans les conférences de presse, où ils ont fait passer leur message : « Nous ne sommes pas les sources de vos problèmes, nous sommes vos ressources ; nous ne sommes pas des dépenses, nous sommes des investissements ; nous ne sommes pas juste des enfants, nous sommes aussi des citoyens de cette planète ; vous dites que nous sommes l'avenir, mais nous sommes aussi le présent. »

« UN MONDE DIGNE DE NOUS »

Des revendications soutenues par Kofi Annan qui a ouvert, mercredi, le débat avec un constat sévère : « Nous, les adultes, nous avons misérablement échoué à protéger les droits essentiels des enfants, ne laissons pas nos enfants payer pour nos échecs », a dit le secrétaire général avant de céder la place aux délégués des enfants. « Nous sommes les victimes des exploitations et des abus de tout genre, nous sommes les enfants de la rue, nous sommes les enfants de la guerre, nous sommes les orphelins

du sida, nous sommes les victimes, et nos voix ne sont pas entendues, il faut que tout cela cesse, nous voulons un monde digne de nous... », a lancé d'une voix ferme Gabriela Azurdy Arrietaire, une Bolivienne de 13 ans, s'adressant aux 70 chefs d'Etat et aux centaines de ministres de 189 pays qui l'ont écoutée dans le silence.

Plus percutante encore était la réunion des chefs d'Etat africains avec les enfants de leur continent, qui les ont accusés d'escroqueries et d'incompétence. Regardant le président ougandais Museveni droit dans les yeux, le petit Joseph Tamale, 12 ans, voulait savoir qui allait payer les dettes de son pays. « Ce sera nous ? La prochaine génération ? Et avec quoi ? Car quand vous recevez de l'argent, vous le mettez dans vos poches ! » Trois enfants-soldats voulaient savoir si oui ou non le Conseil de sécurité avait la responsabilité de mettre fin aux conflits : « Et la guerre au Liberia ? », a demandé Wilmot Wungko, vous l'avez oubliée ? »

Sortant de la réunion, le représentant spécial de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés, l'Ougandais Olara Otunnu, s'est félicité de « l'authenticité » de ces prises de parole, qui auraient donné « un sens à cette conférence », tout en se disant « scandalisé par les gouvernements qui pinaillent à n'en plus finir sur des mots, des virgules et des notions idéologiques qui n'ont rien, mais rien à voir avec la réalité dévastatrice sur le terrain ».

Les chiffres en attestent. Entre 1990 et 2000, plus de 2 millions d'enfants ont perdu la vie dans les guerres civiles, plus de 6 millions ont été mutilés, 20 millions chassés de leurs foyers, et quelque 300 000 enfants recrutés comme soldats. Plus de 700 000 enfants sont victimes, chaque année, du trafic de personnes à cause, selon l'ONU, « de la demande pour une main-d'œuvre bon marché et celle, croissante, de filles et de garçons pour le commerce sexuel ».

Afsané Bassir Pour

## 7 questions au futur gouvernement sur la condition des animaux.

### ÉLEVAGE

Aidez-vous financièrement les agriculteurs désireux de s'orienter vers un élevage respectant les besoins comportementaux et physiologiques des animaux, et conforme au désir des consommateurs de disposer de produits de qualité ?

### TRANSPORTS

Ferez-vous supprimer, au niveau européen, le versement de restitutions à l'exportation du bétail vivant, qui encourage les transports sur des distances excessives ?

### EXPÉRIMENTATION

Décidez-vous de promouvoir la recherche, la validation, et la mise en œuvre de techniques expérimentales évitant d'utiliser l'animal comme modèle biologique ?

### NATURE ET FAUNE SAUVAGE

Ferez-vous appliquer à la lettre et sans délai chacun des textes européens ou internationaux imposant la préservation de la faune sauvage et la conservation des habitats ?

### L'ANIMAL, ÊTRE SENSIBLE

Le code rural ne reconnaît pas de sensibilité à l'animal sauvage libre. Son article L.214-1 doit être formulé de la façon suivante :

**Tout animal est un être sensible.**

**Si l'animal a un propriétaire, celui-ci doit le placer dans des conditions conformes aux impératifs biologiques de son espèce.**

Prendrez-vous l'initiative d'apporter cette modification ?

### ÉDUCATION

Prendrez-vous la décision d'instaurer une éducation au respect de la nature et à la connaissance de l'animal, à tous les niveaux de l'enseignement, et dans toutes les filières ?

### ORGANISATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Donnerez-vous aux services ministériels chargés du bien-être animal ou de la préservation des espèces, un rang administratif plus élevé que celui des « bureaux » actuels, et leur fournirez-vous les moyens, en personnel comme en budget, nécessaires à leur efficacité ?

| Fondation Assistance aux Animaux                | CNPA Conseil National de la Protection Animale    | Fondation LFDA Ligue Française des Droits de l'Animal | OABA Œuvre d'Assistance aux Bêtes d'Abattoirs     | Fondation 30 Millions d'Amis              | Ligue ROC pour la préservation de la faune sauvage |
|---|---|---|---|---|--|
| 24 rue Berlioz<br>75116 Paris<br>01 40 67 10 04 | 10 pl. Léon Blum<br>75011 Paris<br>01 43 72 09 06 | 39 r. Cl. Bernard<br>75005 Paris<br>01 47 07 98 99    | 10 pl. Léon Blum<br>75011 Paris<br>01 43 79 46 46 | 75402 Paris<br>Cedex 08<br>01 56 59 04 44 | 26 rue Pascal<br>75005 Paris<br>01 43 36 04 72     |

## Nous attendons vos réponses.

## Nouvel accident ferroviaire en Angleterre : sept morts



LONDRES. Un train de voyageurs a déraillé, vendredi 10 mai à la périphérie nord de Londres, entraînant la mort de 7 personnes et plus de 80 blessés, dont 6 dans un état critique. Le train, qui assurait la liaison entre King's Cross à Londres et King's Lynn dans le Norfolk, a déraillé au moment où il traversait la station de Potters Bar (photo). Les autorités ferroviaires ont indiqué que le train roulait à une vitesse jugée normale de 160 km/h. Les causes du drame sont pour l'instant inconnues. Selon certains experts, des installations défectueuses ou la présence de débris sur la voie pourraient être les deux hypothèses les plus probables. Cet accident est le cinquième en cinq ans et relance le débat sur la sécurité du réseau, présenté comme « sûr » par le ministre des transports Stephen Byers. « C'est trop. Les gens cesseront de prendre le train si cela continue », a souligné Ron Tarling, l'un des blessés de Potters Bar. - (AFP, Reuters.)

## Vers l'extradition d'un Algérien de Londres à Washington

LONDRES. La justice britannique a autorisé, vendredi 10 mai, l'extradition d'un Algérien, Amar Makhoulif, par la justice britannique qui avait refusé trois mois plus tôt celle d'un autre Algérien, Lotfi Raïssi, lui aussi accusé d'actes terroristes par la justice américaine. Le juge anglais Timothy Workman a estimé que les preuves étaient suffisantes pour que M. Makhoulif soit extradité. Ce dernier est soupçonné par la justice américaine d'avoir participé à un complot visant à faire sauter l'aéroport de Los Angeles pendant les cérémonies du passage à l'an 2000. La tentative avait été déjouée lorsqu'un autre Algérien, Ahmed Ressam, avait été arrêté alors qu'il tentait d'entrer aux Etats-Unis en provenance du Canada dans une voiture bourrée d'explosifs. M. Makhoulif avait été arrêté en février 2001 à l'aéroport londonien d'Heathrow. Selon l'acte d'accusation américain, il serait un « agent recruteur » et « l'un des chefs de cellule d'Al-Qaïda » en Grande-Bretagne. Il ne risque pas la peine de mort en vertu des garanties données par la justice américaine. La décision d'extradition se trouve désormais entre les mains du ministre britannique de l'intérieur, David Blunkett. - (AFP.)

## Le Pentagone veut plus de dollars pour lutter contre le terrorisme

WASHINGTON. La guerre contre le terrorisme lancée par le président américain George W. Bush a déjà coûté à l'armée près de 12,5 milliards de dollars (14 milliards d'euros), a indiqué, mardi 7 mai à une commission du Sénat Dov Zakheim, le chef comptable du département de la Défense, venu au Congrès avec une délégation de responsables du Pentagone, dont le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, pour presser les élus de leur accorder des fonds supplémentaires. Peu après le 11 septembre, l'armée avait demandé une enveloppe de 18 milliards de dollars en plus de son budget ordinaire 2002. Mais ces fonds devraient être épuisés dès ce mois-ci. La rallonge désormais demandée par M. Rumsfeld se porte à 14 milliards de dollars d'ici à septembre et 48 milliards supplémentaires sur le budget 2003. La requête précise que 7,9 milliards de dollars sont nécessaires pour la campagne en Afghanistan d'ici à la fin de l'exercice fiscal, ainsi que 43 millions pour la sécurité des ports, 91 millions pour renforcer le commandement Nord, chargé de renforcer les défenses antiterroristes américaines, ainsi que des fonds pour construire des routes aux Philippines. - (AFP.)

### DÉPÊCHES

■ **IRAK : le chef des experts en désarmement de l'ONU**, Hans Blix, a estimé qu'il « sera difficile de convaincre les Irakiens d'accepter les inspections tant que persistera la menace » d'une intervention militaire américaine contre ce pays. « Cela semble être une condition mais je ne suis pas sûr qu'ils [les Irakiens] veulent vraiment le dire », a-t-il déclaré, dans un entretien au quotidien saoudien *Al-Hayat* de vendredi. A ses yeux, une mission délicate attend les experts, qui « devront réévaluer la situation sur le terrain, où entre 600 et 700 sites seraient inspectés pour constater s'il y a eu des changements depuis le départ [de la précédente commission spéciale de l'ONU pour le désarmement de Bagdad]. - (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS : Robert Hanssen, un agent du FBI** considéré comme l'un des pires espions dans l'histoire des Etats-Unis, a été condamné, vendredi 10 mai, à la prison à vie par un tribunal d'Alexandria pour avoir opéré pendant vingt ans pour le compte de Moscou. Entre 1979 et 1999, M. Hanssen avait communiqué à Moscou, contre 1,4 million de dollars (1,6 million d'euros), d'importants secrets de la défense et du renseignement, dont les noms de deux agents doubles du KGB travaillant pour les Etats-Unis. - (AFP.)

■ **TURQUIE : suite aux actions de groupuscules turcs, l'organisation Reporters sans frontières**, à l'origine d'une exposition sur le sol de la salle des Pas-Perdus de la gare Saint-Lazare (Paris) avec les portraits de 38 chefs d'Etat ou responsables « prédateurs de la liberté de la presse », a dû retirer les portraits exposés depuis le 3 mai à la demande du service de la sécurité de la gare. La présence du portrait du chef d'état-major des armées turques, Hüseyin Kivrikoglu, avait également provoqué l'ire des autorités turques qui menaçaient de réviser leur relations militaires avec la France si l'exposition n'était pas démontée.

# Vingt-six Palestiniens transférés de Bethléem ont été accueillis comme des héros à Gaza

Ils évoquent le siège de la basilique de la Nativité et racontent au « Monde » leur sortie et leur voyage en bus vendredi. Ils ont passé leur première nuit dans un petit hôtel du front de mer

**GAZA**  
de notre envoyé spécial  
Les vingt-six Palestiniens de Bethléem transférés vers la bande de Gaza vendredi 10 mai, après la fin

### REPORTAGE

« Cela restera pour moi un cauchemar », explique un jeune activiste du Fatah

du siège de la basilique de la Nativité, ont passé leur première nuit de liberté dans un petit hôtel du front de mer. Arrivés en fin de matinée au point de passage d'Erez, au nord du territoire, après un court voyage en bus, escortés par l'armée israélienne, ils ont été accueillis chaleureusement par les habitants de Gaza, qui les ont fêtés comme des héros.

La plupart de ces hommes, considérés comme des activistes par les Israéliens, ne s'étaient pas rendus depuis bien longtemps dans cette étroite bande de terre, séparée de Bethléem par moins de 100 kilomètres, mais devenue inaccessible depuis le début de la seconde Intifada. « J'étais venu ici avec mon père en 1986, mais je n'en avais pas gardé de souvenirs précis », explique Ali Al-Kam, âgé de 26 ans. « Je ne connais personne à Gaza. Je n'ai ni parents ni amis, mais je me sens tout de même en famille. Heureusement, nous avons pu rester sur notre terre », ajoute-t-il.

« C'est à 4 heures du matin que l'on a su que nous allions vraiment partir », raconte ce militant du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui tient à se présenter comme un membre du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). « Cela faisait deux nuits que nous ne dormions pas. Nous avons tout d'abord dit au revoir aux treize qui partaient à l'étranger. Tout le monde était très triste. Puis nous avons attendu notre tour. Tout s'est passé très vite. Le voyage en bus a été éprouvant, parce que les Israéliens nous ont battus et insultés sans arrêt. Maintenant, nous voici à Gaza, mais j'ai du mal à réaliser. Je ne sais pas comment les choses vont se passer. Si je pour-

Hamas, marchand de peinture. Ils ont laissé l'un et l'autre leur famille à Bethléem.

Un peu plus loin, Raed Chatara grille cigarette sur cigarette, en regardant la mer. Rasé de frais pour la première fois depuis cinq semaines, les traits émaciés, ce jeune membre des renseignements militaires, l'un des innombrables services de sécurité palestiniens, a déjà reçu la visite d'un ami de son frère, Elias Saadé, chrétien comme lui, à qui il a raconté le siège de la basilique. « Je n'ai que des mauvais souvenirs : le froid au début, le manque de sommeil, la faim, et puis en permanence la peur d'être tué par les Israéliens. Cela restera pour moi un cauchemar », explique ce

nous retournerons à Bethléem. Dieu sait quand », assure-t-il.

Ismaïl Abou Chanab, un porte-parole du Hamas venu rendre visite aux exilés, n'en démord pas. « Bien sûr, c'est mieux que ces hommes soient parmi nous et non dans une prison israélienne, concède-t-il. Au moins, ici, ils sont en sécurité, même si l'on ne sait jamais ce que l'avenir peut réserver. Mais, en même temps, quel fiasco politique ! L'Autorité palestinienne a accepté cet exil, elle a légitimé ce transfert contraire à toutes les règles de droit, car ces hommes ne sont coupables de rien ! A Bethléem, ils ne faisaient que se défendre, et c'est Israël qui a été récompensé pour son invasion ! », estime-t-il.

A cet instant, la menace de représailles israéliennes planait toujours sur la bande de Gaza, après l'attentat de Rishon Letzion qui avait causé la mort de quinze Israéliens, le 7 mai. « Nous sommes au courant, nous savons qu'il peut se passer quelque chose ici », avait ainsi déclaré Raed Chatara, levant les bras au ciel en signe d'impuissance. Alors que des concentrations de blindés avaient été signalées au nord de la bande de Gaza, le ministre de la défense, Benyamin Ben Eliezer, semblait pourtant faire machine arrière, vendredi soir, en assurant que l'opération envisagée était reportée jusqu'à nouvel ordre, prélude, selon les Palestiniens de Gaza, samedi matin, à une annulation pure et simple.

Gilles Paris

## Arrestation de colons qui préparaient un attentat

La police israélienne a récemment arrêté quatre colons soupçonnés de faire partie d'un groupe anti-arabe et d'avoir préparé au moins un attentat antipalestinien, a indiqué, vendredi 10 mai, une source policière. Deux des suspects ont été arrêtés près d'une école palestinienne de Jérusalem-Est. Leur véhicule traînait une remorque remplie de bombes de gaz, de bidons d'essence et d'explosifs. Depuis le début de l'Intifada, douze Palestiniens ont été tués et des dizaines blessés par des attaques d'extrémistes israéliens, selon l'association israélienne de défense des droits de l'homme B'tselem.

Par ailleurs, un autre groupe d'extrême droite israélien a menacé d'assassiner la chanteuse israélienne Yaffa Yarkoni, si celle-ci se produisait au cours d'une manifestation pacifiste prévue pour samedi à Tel-Aviv. La chanteuse a été vivement critiquée en Israël pour avoir mis en cause le comportement de l'armée au cours de l'opération « Mur de protection ». - (Corresp.)

rai travailler. Ni combien de temps je vais rester dans cet hôtel. » Ali Al-Kam est charpentier, et son voisin de chambre, Iyad Adoua, 28 ans, également membre du

jeune membre du Fatah, âgé de 23 ans. Sa présence à Gaza est-elle une victoire ? « Pas encore. Nous ne nous sommes pas rendus, mais la victoire ne sera complète que lorsque

## Des pays européens accueilleront les treize jugés « dangereux » par Israël

### BETHLÉEM

de notre envoyée spéciale

Après plus de cinq semaines de couvre-feu, les habitants de Bethléem, prudemment retranchés sur le pas de leur porte, à leur fenêtre, ou sur leur balcon, n'osaient croire au départ des soldats israéliens. Vendredi 10 mai dans l'après-midi, alors que d'ultimes tractations réglaient la levée définitive du siège de l'église de la Nativité, les militaires israéliens, qui avaient investi la mairie de la ville, en surplomb de la place de la Mangeoire, endossaient pourtant leur barda et levaient le camp. Dans la soirée, l'armée israélienne achevait son retrait de la dernière ville de Cisjordanie encore totalement occupée dans le cadre de l'opération « mur de protection ». Dans la vieille ville dévastée, jonchée d'ordures et de voitures calcinées, les traces du siège étaient toujours nettes. Selon des témoins, la basilique elle-même a souffert peu de dégâts, un autel renversé, une vitre cassée, mais est rendue aux religieux dans un état de saleté extrême. Elle devrait être purifiée lors d'un rite de « lavement liturgique », a indiqué le porte-parole du patriarcat latin de Jérusalem.

Au cœur du compromis passé entre les Pales-

teniens et les Israéliens, l'exil organisé pour les assiégés recherchés par Israël ne satisfait guère les habitants de la ville. « Qu'on les envoie à Gaza, d'accord car c'est dans leur pays en Palestine, mais les déporter à l'étranger, ça, non », juge Moussa, qui assure résumer un sentiment général. « Cela dit, je ne pense pas qu'ils resteront longtemps en Europe », ajoute-t-il. Plus virulent, le Mouvement de résistance islamique (Hamas), concerné par la mesure, a qualifié l'accord de « marché suspect », estimant que « le bannissement constitue un grave précédent ».

### « LE DROIT DE DEMANDER LEUR EXTRADITION »

Dans la journée, les treize Palestiniens, qualifiés de « dangereux » par Israël, sont arrivés à Chypre, où ils devraient passer plusieurs jours avant de connaître leur pays d'accueil. La Grèce et le Portugal ont fait savoir, vendredi, qu'ils étaient prêts à accueillir certains d'entre eux. L'Italie et l'Espagne se sont également mises sur les rangs. Selon des sources diplomatiques européennes, les treize bannis devraient être libérés de leurs mouvements dès leur arrivée à destination, l'Union européenne n'ayant accu-

ne charge contre eux. La décision concernant leur lieu d'accueil devrait intervenir lundi.

« Ces gens ont du sang sur les mains », a déclaré le ministre des affaires étrangères, Shimon Pérès, lors d'une visite à Rome. « Israël se réserve le droit de demander leur extradition et de les traduire en justice. » Plus généralement, la fin du siège de la Nativité a été accueillie avec soulagement. Pour le président américain, George Bush, cet épilogue « lève les obstacles qui empêchaient de restaurer la coopération sécuritaire entre les deux parties et devrait faire avancer les perspectives de reprise d'un processus de paix ».

Le président palestinien, Yasser Arafat, l'a qualifié pour sa part de « pas très important ». Parallèlement, l'armée israélienne a continué ses incursions dans des villes de Cisjordanie et arrêté plusieurs personnes, présentées comme des membres du Hamas. A Tulkarem, les militaires ont fait exploser la maison du kamikaze, auteur de l'attentat qui avait causé la mort de vingt-neuf civils israéliens lors du repas de la Pâque juive, à Netanya, le 27 mars.

Stéphanie Le Bars

## Protestation contre une soirée de soutien à l'armée israélienne

ILS SONT venus chargés de grands sacs à ordures gorgés de déchets ménagers qu'ils ont déversés sur le trottoir devant l'entrée du théâtre Le Bataclan, boulevard Voltaire, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Emmenés par la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (Capjo), une cinquantaine de manifestants entendaient ainsi protester, vendredi 10 mai, contre une soirée en hommage à l'armée israélienne, prévue au Bataclan le 14 mai, à l'initiative de Libi, un fonds pour renforcer la défense d'Israël.

« Honte au Bataclan, qui accueille l'armée d'occupation israélienne », indiquait une pancarte. « Israël criminel, Bataclan complice », « Annulez la soirée du 14 mai », « L'armée israélienne hors de France », « Chirac que fais-tu ? En Palestine on tue », ont scandé les participants, qui ont distribué des tracts dénonçant la « nouvelle provocation de l'armée israélienne à Paris ». Ce gala est le second du genre dans la capitale française en l'espace de deux mois - le premier s'était tenu en mars au Palais des sports à l'initiative de l'association Pour le bien-être du soldat israélien.

A l'heure où, souligne le texte, « Israël défie le monde entier en s'opposant - avec la complicité acti-

ve ou passive des Nations unies et des Etats-Unis - à toute enquête sur les violations du droit commises par son armée à Jenine et ailleurs, la tenue de telles réjouissances au Bataclan est assimilable à une apologie de crimes de guerre, laquelle est punie par la loi ». Chacun en sa qualité d'« habitant, de citoyen et d'électeur » est invité à faire connaître son indignation, de vive voix ou par courrier, au député et maire du XI<sup>e</sup> arrondissement, Georges Sarre, à la police de ce même arrondissement, au préfet de police, Jean-Paul Proust, ainsi qu'à la direction du Bataclan.

### AVEC « GROUPE MUSICAL »

Les invités à la soirée du 14 mai sont priés de payer 150 euros comme « prix de soutien à Israël ». Le gala se déroulera avec la participation du « groupe musical » de l'armée israélienne, ainsi qu'avec de « nombreux artistes et plusieurs personnalités israéliennes et françaises ». Il est organisé à l'occasion de la Journée de Jérusalem, l'une des principales manifestations de l'extrême droite en Israël qui vise à « affirmer le caractère irrévocable de l'annexion » de la partie est de la Ville sainte, souligne le tract distribué par les manifestants.

Mouna Naïm

## L'OTAN retirera progressivement 12 000 soldats des Balkans

### BRUXELLES

de notre bureau européen

« Rester dans la région, tout en tirant les conclusions d'une amélioration de la situation, et en maintenant notre efficacité » : telle est, selon un responsable de l'OTAN, la raison de l'importante réduction des effectifs de l'OTAN en Bosnie et au Kosovo, annoncée, vendredi 10 mai, au siège de l'Alliance atlantique. Comme il en était question depuis plusieurs mois, la force de paix de l'OTAN en Bosnie (SFOR) sera réduite de 19 000 à 12 000 hommes d'ici à la fin 2002, tandis que les forces du Kosovo (KFOR) seront réduites de 4 800 hommes, le nouveau contingent s'établissant à environ 33 200 hommes.

Le conseil des dix-neuf ambassadeurs de l'OTAN est arrivé à la conclusion que la situation s'était suffisamment améliorée dans la région pour procéder à cette réduction d'effectifs de quelque 12 000 hommes, laquelle s'inscrit dans la logique d'une évolution engagée il y a plusieurs années : après les accords de Dayton, en novembre 1995, l'OTAN avait déployé jusqu'à 60 000 hommes en Bosnie. Pour autant, il ne s'agit que d'un relatif désengagement.

Outre que celui-ci sera étalé dans le temps (probablement jusqu'au début de 2003), il va notamment

concerner les effectifs des quartiers généraux et les personnels chargés de la logistique, par le biais d'une mise en commun de certaines responsabilités. Les troupes de combat seront assez peu touchées. « L'efficacité des éléments de la SFOR et de la KFOR ne sera pas entamée », insiste-t-on au siège de l'OTAN. Il s'agit d'adresser aux autorités de Bosnie et du Kosovo un message de confiance, en insistant sur le fait que c'est à elles, à l'avenir, de prendre en main les problèmes de sécurité sur leur territoire.

Aujourd'hui, ceux-ci relèvent davantage de forces policières que militaires, puisqu'il s'agit notamment de lutter contre les diverses manifestations du crime organisé. C'est cette logique qui a conduit l'Union européenne à prendre la décision d'envoyer - à partir de janvier 2003 - une force de quelque 500 policiers et gendarmes en Bosnie, en remplacement de l'actuelle IPTF (force internationale de police). Le « désengagement » de l'Alliance atlantique de Bosnie et du Kosovo doit enfin être apprécié à l'aune des efforts que celle-ci a entrepris pour mettre sur pied une réserve de troupes rapidement mobilisables et susceptibles d'être envoyées dans les Balkans.

Laurent Zecchini

**INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS**

**L'atout indispensable pour une carrière internationale**

**MBA**

SCIENCES PO

- Un programme bilingue intensif sur 9 mois, allié à la tradition culturelle de Sciences Po.
- Un corps professoral de notoriété internationale.
- Un diplôme accrédité AMBA.

Réunion d'information le jeudi 16 mai 2002 à 18h30 dans nos locaux  
Contact : Secrétariat du Pr. Jean-Jacques Rosa

174, Bd Saint-Germain 75006 PARIS - Tél. : 01 45 44 87 43 - Fax : 01 45 44 88 92  
Website : http://mba.sciences-po.fr - E-Mail : mba@sciences-po.fr

## Les obsèques de Pim Fortuyn exacerbent le désarroi et l'émotion

Le score de la liste du leader populiste, le 15 mai, est imprévisible



Des milliers de personnes ont rendu, vendredi 10 mai, un dernier hommage à Pim Fortuyn, le dirigeant populiste néerlandais assassiné, en accompagnant sa dépouille mortelle, reposant dans un corbillard blanc, à travers la cité portuaire de Rotterdam.

### BRUXELLES

de notre correspondant

Des dizaines de milliers de Néerlandais se sont massés, vendredi 10 mai, dans les rues de Rotterdam pour suivre les funérailles du leader populiste Pim Fortuyn, tombé, lundi, sous les balles d'un militant pour le droit des animaux.

Parti du domicile de M. Fortuyn, le corbillard blanc a rejoint, applaudi par la foule et décoré de nombreux bouquets de fleurs, la cathédrale. Sur le parvis, des militants de la Liste Pim Fortuyn (LPF) scandaient des slogans, dont « Plus jamais la gauche ». La veille, quelque 15 000 personnes étaient déjà venues s'incliner sur la

la société néerlandaise. La dépouille mortelle de M. Fortuyn a ensuite été inhumée, pour quelques semaines, dans le village de Driehuis et sera ensuite transférée dans le nord de l'Italie, où Pim Fortuyn possédait une maison.

### « VOTE POSTHUME » ?

Comme on pouvait s'y attendre, cette cérémonie a ajouté à l'émotion d'une opinion publique qui, tout au long de la journée, a redit son incompréhension. « Ce n'est pas possible, pas ici » est sans doute la formule que l'on a le plus souvent entendue depuis quelques jours. Pouvait-on, dans une telle ambiance, relancer la campagne

re une tentative de récupération. Cette dernière tendance a fini par l'emporter : tout débat et diffusion de spots devraient rester proscrits. Chaque formation décidera toutefois elle-même si elle intervient, ou non, dans les médias.

La publication de deux sondages est annoncée pour le lundi 13 mai. Ils seront évidemment examinés avec beaucoup d'attention par des dirigeants politiques qui ne nient pas qu'ils avancent dans un épais brouillard. Les sondeurs eux-mêmes sont très sceptiques : « En tant que peuple, nous sommes devenus imprévisibles », a expliqué l'un d'eux au journal *Volkskrant*. Les spécialistes se demandent si le pays va être confronté à un « vote posthume » pour Fortuyn ou si, avant mercredi, les Néerlandais auront entamé un travail de deuil et finalement décidé de voter « utile ».

### « AT YOUR SERVICE »

Incompréhensible pour une partie des Néerlandais eux-mêmes, l'ampleur du traumatisme actuel peut, en tout cas, laisser perplexe. Sauf à penser que la personnalité de Pim Fortuyn, son style et son discours avaient littéralement vampiré un pays qui dénonçait depuis longtemps la torpeur de sa vie publique et la grisaille de sa classe politique.

Proposant, sur un mode léger, le « grand nettoyage », le leader populiste avait ramassé en un seul discours, clair et direct, l'insatisfaction à l'égard du fonctionnement d'un Etat pourtant « providentiel » et d'une classe politique qui, privilégiant le consensus et le compromis, avait rendu quasiment tabous certains débats, dont celui sur l'immigration.

En lançant son slogan fétiche (« At your service »), M. Fortuyn semblait, pour beaucoup de Néerlandais, s'être transformé en messie providentiel. Aujourd'hui, il est, en outre, devenu une victime.

Jean-Pierre Stroobants

## Les partisans du nucléaire font entendre leur voix en Europe

« Si nous renonçons au nucléaire, nous ne respecterons pas Kyoto », estime la Commissaire européenne chargée de l'énergie

« L'INDUSTRIE la moins polluante, c'est l'énergie nucléaire », en dépit du problème des déchets, « qu'il convient de maîtriser ». A peine nommée, la ministre de l'énergie et du développement durable, Roselyne Bachelot, a suscité un véritable tollé dans les milieux écologiques en France. Elle a également estimé que les énergies renouvelables, comme l'éolien et le solaire, « ne sont pas à la mesure des enjeux industriels de notre pays ».

Cette prise de position choque nettement moins à Bruxelles où les partisans européens du nucléaire se font moins discrets. La commissaire européenne chargée de l'énergie, Loyola de Palacio, a ainsi expliqué, fin avril, qu'il fallait choisir : « Si nous renonçons au nucléaire, nous ne respecterons pas Kyoto [qui exige de réduire les émissions de gaz à effet de serre]. C'est aussi simple que cela, et il faut le dire clairement pour que les gens le comprennent bien. » Les antinucléaires expliquent que Kyoto et la sortie de l'atome sont compatibles si l'on développe les énergies renouvelables et si l'on réalise des économies d'énergie dans les habitations et les transports, en réduisant le poids de la route.

Outre Kyoto, un grand argument des pro-nucléaires est d'ordre stratégique, alors que la flambée du pétrole de 2000 et la crise au Proche-Orient ont montré que l'énergie sûre et bon marché n'était pas garantie. Début mai, à Detroit, les ministres de l'énergie du G 8 ont appelé à la diversification des sources d'énergie. « La plupart des membres du G 8 ont insisté dans ce contexte sur la valeur de l'énergie atomique, à condition qu'une sécurité optimale et le traitement des déchets soient assurés », explique le communiqué de la présidence.

L'Europe reste très divisée sur l'atome. Le rejet est viscéral en Autriche. L'Italie et l'Espagne ont peu ou pas de nucléaire. Dernière à avoir rejoint le club des « anti », la Belgique a décidé en mars de l'abandonner entre 2015 et 2025,

mais le texte prévoit qu'en cas de « force majeure », notamment un problème grave d'approvisionnement, la fermeture des centrales pourrait être ajournée par arrêté ministériel. En Allemagne, l'abandon progressif décidé par le chancelier Gerhard Schröder sous la pression des Verts reste théorique. L'opposition chrétienne-démocrate, qui a le vent en poupe dans les sondages, affirme dans son programme que le nucléaire est un des « piliers » de la politique énergétique allemande et veut faire machine arrière si elle revient aux affaires. Quant à la Suède, les défenseurs du nucléaire font remarquer qu'elle n'a fermé qu'un réacteur vingt ans après avoir décidé d'abandonner l'atome.

ments coûteux, mais privilégie plutôt les centrales au gaz, dont la construction peut se faire en deux ans », explique-t-on chez l'électricien belge Electrabel. « Les financiers ne sont pas pour ou contre le nucléaire, confirme Olivier Deleuze, le secrétaire d'Etat belge à l'énergie, ils sont pour le retour sur investissement. Et de ce point de vue, l'ouverture du marché va contre le nucléaire, qui apporte beaucoup plus d'ennuis que le gaz. » Même si le gaz peut, lui aussi, se renchérir.

Un autre élément pèse sur la rentabilité du nucléaire : le coût élevé du démantèlement des réacteurs usés. La libéralisation devrait ici pousser à la vérité des coûts. Le Parlement européen a ainsi adopté début mars un amendement à la directive sur la libéralisation de l'électricité : il spécifie que les fonds mis de côté pour le démantèlement des centrales devraient être gérés par un organisme public, de façon à garantir leur présence en cas de besoin, et pour corriger une distorsion de concurrence : EDF dispose, en effet, librement de ses provisions pour un démantèlement, ce qui constitue une masse financière importante pour investir sur les marchés étrangers. La Commission compte refuser cet amendement mais veut régler ce problème dans un texte à part.

Plus généralement, la direction de la concurrence du commissaire Mario Monti veut faire la chasse aux aides au nucléaire, qui créent selon elle des distorsions de concurrence. Loyola de Palacio, qui est aussi favorable aux aides aux énergies renouvelables, n'est pas de cet avis. Elle est aidée en cela par le traité Euratom, qui autorise certaines aides et encourage l'usage du nucléaire. Un des enjeux est de savoir si le débat nucléaire sera posé dans sa globalité, ou réglé en catimini via une approche purement concurrentielle.

Arnaud Leparmentier, de notre bureau européen, avec Hervé Kempf

### Trois cibles potentielles

Toujours silencieux, Volkert Van der Graaf, le meurtrier présumé de Pim Fortuyn, a été placé pour dix jours en détention préventive par un tribunal d'Amsterdam. Le militant d'Offensive écologique, une organisation radicale de défense des animaux, sera défendu par trois avocats qui ont assisté antérieurement le PKK turc et un membre présumé de l'ETA arrêté aux Pays-Bas. L'une de ses avocates, Britta Böhrer, a été invitée par Greenpeace Nederland à abandonner la fonction de présidente qu'elle occupe dans cette organisation.

Selon les autorités judiciaires néerlandaises, les noms et adresses de trois candidats de la Liste Pim Fortuyn ont été retrouvés dans la voiture du meurtrier présumé, ainsi que des plans des quartiers où ils vivaient. Comme la plupart des personnalités politiques importantes, ces personnes font désormais l'objet d'une protection rapprochée. — (Corresp.)

dépouille de l'homme politique. Très rare aux Pays-Bas, ce type d'hommage n'avait plus eu lieu depuis 1962, lors du décès de la reine Wilhelmina.

Lors de la messe, célébrée en présence d'un délégué de la maison royale, de Wim Kok, premier ministre démissionnaire, et de représentants de tous les partis, Simon Fortuyn, le frère du défunt, a évoqué « un homme passionné, parfois emporté, charmant ; dur dans ses jugements, mais humain et social ». Pour son frère, le leader de la LPF n'était pas « un extrémiste de droite ». En écho, Mgr Van Luyn, l'évêque de Rotterdam qui célébrait la messe, avait insisté sur la nécessité d'un maintien de la tolérance dans

électorale pour les législatives du 15 mai, « gelée » depuis l'annonce du meurtre ? A cinq jours du scrutin, les responsables des partis politiques ont hésité, puis répondu par la négative à cette question.

Certains responsables avaient estimé qu'il est très paradoxal de voir l'ensemble de leur pays parler de politique, alors qu'eux-mêmes se taisaient. D'autres encore évoquaient le droit des citoyens à être informés complètement, la LPF ayant, quant à elle, l'occasion d'exposer ses arguments. D'autres encore jugeaient que, compte tenu de l'ambiance régnant aux Pays-Bas, toute initiative prise par les partis serait vue comme une offense à la mémoire de M. Fortuyn, voi-

## Elargissement : le problème des centrales vétustes

Trois pays candidats disposent encore d'équipements jugés dangereux

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Le nucléaire pèse sur le processus d'élargissement de l'Union européenne à l'Est. L'Autriche, pays non nucléaire, a renoncé en principe, malgré les campagnes de l'extrême droite, à bloquer l'adhésion de la République tchèque à cause de sa centrale de Temelin, qui a fait l'objet d'importants travaux de mise aux normes. Mais deux pays, la Lituanie et la Bulgarie, dont les centrales ne sont pas modernisables, posent un grave problème aux pays de l'Union, qui ne veulent pas hériter de réacteurs de type soviétique, considérés comme des bombes en puissance.

Trois pays – parmi les treize candidats – disposent encore de centrales considérées comme dangereuses (Kozloduy en Bulgarie, Bohunice en Slovaquie et Ignalina en Lituanie). Ils se sont engagés à les fermer. Il s'agissait d'une condition préalable posée par l'Union européenne, en 1999, pour ouvrir avec eux des négociations d'adhésion. Mais si la Slovaquie a fixé un calendrier précis de démantèlement, la Bulgarie et la Lituanie s'y refusent. Le cas est particulièrement critique pour la Lituanie, qui fait partie des dix pays censés clore leurs négociations d'adhésion avant la fin de l'année.

Le président lituanien, Valdas Adamkus, a affirmé, le 23 avril, que son pays ne sera pas capable, pour des raisons techniques et sociales, de fermer complètement sa centrale d'Ignalina avant 2009, comme l'exige Bruxelles. Cette centrale de type Tchernobyl, qui fournit 70 % de l'électricité de la Lituanie, est le premier employeur du pays ; elle représente aussi sa première source de devises et la garantie de l'indépendance du pays à l'égard de la Russie. « C'est un problème complexe, et je ne vois pas la possibilité pratique de le résoudre

### LES 3 SITES DANGEREUX

Centrale nucléaire non modernisable



aussi rapidement », a déclaré le président lituanien, avant d'ajouter : « Je pense que nous ne devons pas nous engager sur une date concrète comme celle de 2009 qui, à ma connaissance, n'est pas clairement argumentée, mais penser à ce qui se passerait si nous n'étions capables de le faire qu'en 2011. »

### ENGAGEMENTS DATÉS

A Bruxelles, la Commission ne veut pas en entendre parler. La commissaire à l'énergie, l'Espagnole Loyola de Palacio, a demandé devant le Parlement que les engagements datés de fermeture des centrales fassent partie des traités d'adhésion de ces pays. Le risque est que, une fois dans l'Union, les nouveaux membres se rebiffent et refusent, au nom de l'égalité de traitement, que Bruxelles mette son nez dans leurs affaires nucléaires. Une idée défendue par certains fonctionnaires euro-

péens est de prévoir des sanctions – du genre suspension des aides communautaires – pour forcer, si nécessaire, la Lituanie puis la Bulgarie à respecter leurs engagements.

M<sup>me</sup> de Palacio, elle, demande l'élaboration de normes communes dans l'industrie nucléaire, ce qui permettrait à Bruxelles d'avoir son mot à dire : « Franchement, je n'arrive pas à comprendre que, dans l'Union, nous disposions de normes – très détaillées pour certaines – sur la qualité des eaux des rivières et des lacs et que, pourtant, nous n'ayons pas d'approche commune pour assurer un haut niveau de sûreté nucléaire », a-t-elle lancé aux députés.

Aujourd'hui, le nucléaire est du ressort des Etats – à l'exception de la surveillance des matières nucléaires pour éviter la prolifération –, et ceux-ci ont toujours refusé la « communautarisation » du dossier. Pour Loyola de Palacio, favorable au nucléaire, l'enjeu est décisif, car un incident grave entraînerait, selon son entourage, les populations européennes à exiger l'abandon du nucléaire dans toute l'Europe.

Pour sortir de l'impasse, la Commission voudrait qu'une aide soit apportée à la Lituanie, qui a investi 250 millions d'euros dans la modernisation de sa centrale, pour compenser son démantèlement. Le projet de financement de l'élargissement présenté en janvier prévoit d'allouer 200 millions d'euros au démantèlement des centrales de l'Est. Or, pour Ignalina, le coût est estimé à 2,2 milliards d'euros d'ici à 2020. « On peut convoquer une conférence de donateurs, avec les pays scandinaves, pour faire un geste », estime un fonctionnaire travaillant sur le dossier de l'élargissement.

Ar. Le.

## Les « anti-globos » s'inquiètent du glissement à droite

### LEIDEN (Pays-Bas)

de notre envoyé spécial

EuroDusnie sonne comme un parc de loisirs. Ce n'est qu'un clin d'œil ironique de la part de ces pourfendeurs de multinationales, ces croisés de l'anticapitalisme, installés à Leiden, au nord de La Haye, où ils ont ouvert un magasin unique dans le pays : les marchandises y sont... gratuites. EuroDusnie, explique-t-on dans leur magazine *Deusnews*, signifie d'ailleurs « donc pas d'euros ».

Le collectif occupe illégalement une ancienne école désaffectée située dans une cité ouvrière le long de la voie de chemin de fer reliant Amsterdam à La Haye. Sur les murs et le toit, d'immenses graffitis résument leur philosophie : « Une action directe pour une démocratie directe ». EuroDusnie est un fil de cette toile tissée au milieu des années 1990 aux quatre coins de la planète et dont les acteurs se manifestèrent bruyamment à Gênes, l'année dernière, ou plus récemment à Barcelone.

### « LES JEUNES SE SENTENT PLUS CONCERNÉS »

Si ce « mouvement d'action globale » a le vent en poupe aux Pays-Bas, des inquiétudes percent depuis quelques mois chez les activistes pacifistes et non-violents. Le meurtre de Pim Fortuyn est venu les renforcer. « Depuis les attentats du 11 septembre, nous avons constaté que notre mouvement est de plus en plus souvent attaqué », observe Marco. De grands panneaux de bois percés d'un hublot de verre obturent chacune des fenêtres de la façade donnant sur la rue. « Des skinheads viennent régulièrement les casser », s'inquiète Marco. « Or nous devons les proté-

ger », ajoute-t-il en désignant une femme africaine et son petit garçon, logés dans l'ancienne école comme une petite dizaine d'autres sans-papiers.

EuroDusnie prône pourtant le pacifisme et la non-violence, la désobéissance civile et les actions d'assistance sociale. Choqués par le meurtre de Pim Fortuyn, les « anti-globos » s'inquiètent surtout des conséquences de sa mort et de l'ascension vertigineuse du thème populiste d'extrême droite qu'il véhiculait. « Lors des élections législatives du 15 mai prochain, beaucoup de gens vont voter pour la liste de Pim Fortuyn comme on signerait un livre de condoléances », explique Marco. Les partis traditionnels pourraient être tentés de durcir, eux aussi, leurs programmes. Signe annonciateur, Marco, vétéran des manifestations de rue, affirme que l'attitude des policiers à leur rencontre est de plus en plus violente.

Un mouvement inverse pourrait contrebalancer ce glissement à droite annoncé par les sondeurs. Marco le pressent : « Il y a quatre ans, quand le phénomène Fortuyn n'existait pas, nous rejoints alors le système en bloc, y compris notre participation aux élections. Maintenant, les jeunes se sentent plus concernés. Probablement qu'une bonne partie d'entre eux iront voter, sans doute pour le Parti socialiste. Même si l'on ne partage pas complètement leur projet, c'est le seul parti à gauche à continuer à se battre pour les gens sur le terrain. En détruisant le tissu et la politique sociale, en vendant le pays aux multinationales, les autres formations sont complices de la montée de l'extrême droite. »

Christophe Châtelot

# FRANCE

## LE GOUVERNEMENT

Le président de la République a annoncé, vendredi 10 mai, lors du premier conseil des ministres depuis sa réélection, que l'impôt sur le revenu de 2001 sera **RÉDUIT DE 5 %**. Cette baisse de 2,7 milliards d'euros,

promise durant la campagne, s'appliquera dès le versement du **TROISIÈME TIERS**, le 15 septembre, et s'ajoutera à la réduction déjà annoncée par le gouvernement Jospin. Jean-Pierre Raffarin n'exclut pas d'aug-

menter la **PRIME POUR L'EMPLOI**, versée à 8,5 millions de foyers modestes. La baisse annoncée est, selon le gouvernement, la première étape d'un plan sur cinq ans visant à réduire de 30 % l'impôt sur le revenu. Le

premier ministre entend aussi engager une nouvelle **BAISSE DES CHARGES** sur les bas salaires. Bruxelles a mis en garde la France sur l'engagement qu'elle a pris de ramener ses comptes publics à l'équilibre en 2004.

## M. Chirac annonce une baisse de l'impôt sur le revenu dès 2002

Le président de la République a confirmé, vendredi 10 mai, en conseil des ministres, qu'une réduction de 5 % devait intervenir mi-septembre, dès le paiement du troisième tiers. Elle s'ajoutera à celle qui avait été décidée par le gouvernement de Lionel Jospin

**LA BAISSE** de l'impôt sur le revenu (IR) dès 2002, Jacques Chirac l'avait promise durant sa campagne. Vendredi 10 mai, pour le premier conseil des ministres depuis sa réélection, le président de la République a demandé au nouveau gouvernement qu'il « adopte dans les prochaines semaines la réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu de 2001 payable en 2002 », première étape d'une baisse qui devra être de 30 % au cours du quinquennat (soit 15 milliards d'euros), a annoncé M. Chirac. Derrière cette déclaration, nombre d'interrogations demeurent, auxquelles Jean-Pierre Raffarin et Francis Mer, le ministre de l'économie et des finances, devront répondre rapidement.

Le ministre délégué au budget a précisé, samedi, sur Europe 1, qu'il souhaitait « une baisse forfaitaire, où chaque Français voit son impôt réduit de 5 % ». Alain Lambert juge que « ce serait plus compliqué de réduire de 5 % tous les taux du barème, cela exigerait [sa] refonte, les ordinateurs du ministère devraient refaire un calcul général des impôts ». Il a ajouté que « si nous voulons [le] refondre, il faudra le faire pour la prochaine loi de finances ».

Le séminaire gouvernemental de samedi marquera une première étape dans la réflexion du gouvernement au sujet de la fiscalité. Cette baisse des impôts sera aussi le premier dossier de Jean-François Cirelli, ancien conseiller économique de M. Chirac à l'Elysée, qui vient d'être nommé directeur adjoint du cabinet de M. Raffarin.

### UNE BAISSE INITIÉE PAR LIONEL JOSPIN

| Tranches du barème   | Taux d'imposition |       |
|----------------------|-------------------|-------|
|                      | En %              |       |
|                      | 1999              | 2002  |
| De 4 121 à 8 104 €   | 10,5              | 7,50  |
| De 8 104 à 14 264 €  | 24,0              | 21,00 |
| De 14 264 à 23 096 € | 33,0              | 31,00 |
| De 23 096 à 37 579 € | 43,0              | 41,00 |
| De 37 579 à 46 343 € | 48,0              | 46,75 |
| Au delà de 46 343 €  | 54,0              | 52,75 |

Source : ministère des finances

► **La baisse de l'impôt sur le revenu annoncée par M. Chirac peut-elle entrer en vigueur dès septembre ?** Le président souhaite qu'elle porte sur l'impôt sur les revenus de 2001, c'est-à-dire payé en 2002. Le deuxième tiers devant être acquitté avant le 15 mai, c'est donc sur le troisième tiers, payable au 15 septembre, que les contribuables pourront constater l'allègement auquel travaille le nouveau gouvernement. Pour cela, il faudra d'abord que le Parlement ait adopté une loi de finances rectificative pour 2002, cet été, afin que l'administration fiscale puisse en intégrer les mesures dans les avis d'imposition pour le troisième tiers. M. Raffarin préconisera d'ici un mois - avant les législatives -, un projet de collectif budgétaire. Si la gauche gagnait

les élections, tout serait remis en cause.

► **La nouvelle baisse s'ajoutera-t-elle à celle décidée par Lionel Jospin pour 2002 ?** Oui. C'était la seule certitude, vendredi, dans l'entourage de M. Raffarin. Après avoir allégé l'impôt sur le revenu de 1,7 milliard d'euros en 2000, en pleine affaire de la « cagnotte », le premier ministre socialiste avait décidé, sous l'impulsion de son ministre de l'économie Laurent Fabius, d'alléger encore cet impôt de 7 milliards d'euros entre 2001 et 2003, dont 3,6 milliards d'euros en 2001 et 2 milliards d'euros en 2002. Au total, donc, en trois ans - entre 2000 et 2002 - M. Jospin a abaissé l'IR de 7,3 milliards d'euros. Un chiffre à comparer à un IR qui a, au total, rapporté 53,5 milliards d'euros en 2001.

► **A qui profitera la baisse de l'impôt sur le revenu promise ?** Durant la campagne, l'état-major du président-candidat n'était pas en mesure de répondre précisément sur ce point. Vendredi, le dossier n'était pas plus avancé. En 2001, sur 32,9 millions de foyers fiscaux, seuls 17,2 millions étaient imposables. La première question à laquelle devra répondre le gouvernement de M. Raffarin est de savoir de quelle manière la baisse de l'impôt sur le revenu se répartira entre ces contribuables assujettis. Les taux seront-ils abaissés de manière homogène pour toutes les tranches ? Ou bien le nouveau premier ministre choisira-t-il, comme son prédécesseur, de réduire davantage les taux des tranches inférieures que ceux des tranches supérieures du barème, essayant ainsi d'afficher une mesure plus sociale ? Une baisse homogène de 5 % de l'impôt sur le revenu, c'est un allègement fiscal de 2,7 milliards d'euros qui profite pour 70 % aux 10 % des contribuables qui ont les revenus les plus élevés et pour 30 % au 1 % des contribuables les plus riches.

► **Des mesures sont-elles prévues pour les Français qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu ?**

La baisse de l'impôt sur le revenu pourrait en fait s'accompagner d'une augmentation de la prime pour l'emploi, ce crédit d'impôt pour quelque 8,5 millions de salariés modestes. « Rien n'est certain, rien n'est exclu non plus. Il pourrait y avoir une baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu, plus une augmentation de

la prime pour l'emploi, indique-t-on dans l'entourage de M. Raffarin. Il pourrait aussi y avoir une baisse de l'impôt sur le revenu et une augmentation de la prime pour l'emploi qui représenteraient à elles deux 5 % de l'impôt sur le revenu ». Créée en 2001 par le gouvernement Jospin, la prime pour l'emploi, si elle reste financièrement marginale, permet de toucher fiscalement la moitié des contribuables qui ne payent pas d'impôt sur le revenu et qui ne sont

ment à l'occasion du sommet européen de Barcelone, mi-mars. Pourtant, la situation actuelle des comptes publics rend cet objectif très difficile à atteindre. M. Fabius déclarait, au début de l'année, que les déficits publics devaient représenter 1,8 à 1,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002, et 1,7 à 1,8 % du PIB en 2003. On voyait mal comment, après ces années difficiles pour les comptes publics, ceux-ci pourraient être équilibrés en 2004.

### Le cinquième audit depuis 1981

Depuis 1981, plusieurs premiers ministres ont décidé, comme Jean-Pierre Raffarin vient de le faire, de procéder à un audit des finances publiques. Le 10 juin 1981, François Bloch-Lainé, ancien directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, est chargé par Pierre Mauroy de dresser le bilan du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Le 23 avril 1986, Renaud de la Genière, gouverneur de la Banque de France, remet à Jacques Chirac un rapport sur la situation des finances publiques. Le 8 avril 1993, Edouard Balladur annonce la constitution d'une commission chargée d'établir un bilan. Elle est présidée par Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes. Alain Juppé n'avait pas fait d'audit de la gestion Balladur, mais il jugeait la situation financière « calamiteuse ». Enfin, le 17 juin 1995, Lionel Jospin avait confié un audit des comptes publics à Jacques Bonnet et à Philippe Nasse, magistrats de la Cour des comptes.

donc jamais concernés par sa baisse. Il s'agit d'un crédit d'impôt que l'Etat accorde aux salariés dont la rémunération se situe entre 0,3 et 1,4 fois le smic. En 2002, comme en 2001, elle représentera une dépense de 2,26 milliards d'euros.

► **Les promesses fiscales de M. Chirac sont-elles compatibles avec les engagements européens de la France ?** La France s'est engagée à équilibrer ses finances publiques en 2004. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont réitéré cet engage-

ment. Les promesses de M. Chirac rendent cet objectif encore plus difficile à atteindre, puisqu'il a annoncé, durant la campagne, qu'il pourrait repousser à 2007 le retour à l'équilibre des comptes publics afin de financer son programme. Si les déficits perdurent, la dette augmentera et les intérêts financiers payés par l'Etat, qui constituent l'un des plus gros budgets de la nation, seront plus lourds.

Virginie Malingre

## Lionel Jospin a plus allégé l'impôt qu'Edouard Balladur et Alain Juppé

**JUSQU'ICI**, la droite n'a jamais eu de chance avec l'impôt sur le revenu. A chaque fois qu'elle a voulu l'alléger, elle n'a pu parvenir à ses fins. Edouard Balladur, quand il était à Matignon, entre 1993 et 1995, avait fait une première tentative. Dans la loi de finances pour 1994, Nicolas Sarkozy, ministre du budget, avait réduit de treize à sept le nombre de tranches d'imposition et réduit l'impôt sur le revenu de 20 milliards de francs (3 milliards d'euros). M. Balladur s'était engagé à poursuivre cette réforme, mais il avait dû y renoncer faute de marges de manœuvre budgétaires suffisantes.

En 1997, M. Juppé prend le relais et prévoit de réduire l'impôt sur le revenu de 75 milliards de francs (11,4 milliards d'euros) sur cinq ans, dont 25 milliards (3,8 milliards d'euros) dès 1997. Les sept taux du barème devaient être abaissés, plus sensiblement dans le haut du barème que dans le bas. Ainsi, en cinq ans, le taux marginal supérieur devait passer de 56,8 % à 47 % ; le taux inférieur devait, lui, être ramené de 12 % à 7 %. La dissolution de l'Assemblée nationale, en avril 1997, et la victoire de la gauche en juin met-

tront fin aux plans de M. Juppé.

A peine arrivé à Matignon, Lionel Jospin s'est en effet empressé d'enterrer les projets de son prédécesseur. La France devait alors satisfaire aux critères de Maastricht (réduction des déficits) et l'heure n'était plus aux baisses d'impôts. A l'époque, le premier ministre et le PS excluaient catégoriquement tout allègement de l'impôt sur le revenu considéré alors comme socialement injuste : il ne concerne que la moitié la plus aisée des Français et est, aux côtés de l'impôt de solidarité sur la fortune, le seul impôt progressif en France.

L'affaire de la « cagnotte » budgétaire en 1999 et l'influence de Laurent Fabius, nommé à Bercy en mars 2000, pousseront M. Jospin à changer d'avis : entre 2000 et 2002, il aura allégé l'impôt sur le revenu de 7,3 milliards d'euros. C'est-à-dire grosso modo ce que prévoyait de faire M. Juppé en plus de la baisse de 3,8 milliards d'euros de 1997... M. Jospin décide de baisser tous les taux du barème, mais, contrairement à M. Juppé, il décide une baisse plus forte pour le bas du barème que pour le haut.

V. Ma.

## En privilégiant la baisse de la pression fiscale plutôt que la réduction des déficits publics, Paris risque d'ouvrir une crise avec Bruxelles

**LA FRANCE** reviendra-t-elle sur son engagement d'équilibrer ses finances publiques en 2004 ? Jacques Chirac a expliqué pendant la campagne que cet objectif n'était « pas impératif », envisageant de le repousser à 2007 pour pou-

### ANALYSE

### On s'est aperçu que le pacte de stabilité restait soumis aux tractations politiques

voir baisser comme promis les impôts de 30 milliards d'euros durant le quinquennat. Si la France revenait sur cet engagement, elle provoquerait une crise importante avec la Commission européenne, chargée de veiller au respect du pacte de stabilité et de croissance, et ses partenaires européens.

Ce pacte prévoit que les douze pays de la zone euro doivent avoir des comptes publics équilibrés à « moyen terme ». Ce moyen terme, fixé initialement à 2002, a déjà été repoussé à 2004. Le repousser une nouvelle fois reviendrait, selon Bruxelles, à violer le pacte. En outre, la France renierait sa parole : la Commission rappelle que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont réitéré mi-mars, au sommet européen de Barcelone, cet engagement pris en décembre par le ministre de l'économie, Laurent Fabius. La Commission cherche à se rassurer en citant les exemples d'autres gouvernements nouvellement consti-

tués, qui ont renoncé à leurs promesses de baisses d'impôts pour respecter leurs engagements européens : ce fut le cas de Silvio Berlusconi en Italie, à l'automne 2001, et de la droite portugaise, ce printemps.

Sauf que Jacques Chirac, lui, est bien décidé à ne pas répéter le scénario de 1995, qui l'avait conduit à la dissolution et à la défaite aux législatives de juin 1997 : pour respecter les critères de Maastricht, le président de la République avait renié ses promesses électorales dès l'automne 1995. « Il ne le fera pas deux fois », a répété Nicolas Sarkozy durant la campagne. Un non-respect par la France de ses engagements européens affecterait profondément la crédibilité du pacte de stabilité. Celui-ci a déjà montré ses limites, quand les grands pays de la zone euro - France, Allemagne et Italie - ont été les seuls, avec le Portugal, à ne pas mettre à profit les années de vaches grasses pour équilibrer leurs finances publiques et les seuls à privilégier les baisses d'impôts : la Commission en a déduit que le pacte de stabilité était trop contraignant dans ces périodes fastes, puisque chacun était libre de gérer comme l'entendait ses éventuelles « cagnottes ». On s'est également aperçu que le pacte restait soumis aux tractations politiques : début février, sous la pression du chancelier Gerhard Schröder, les ministres des finances ont refusé d'entériner l'« avertissement préventif » que la Commission avait décidé d'infliger à l'Allemagne à cause de la dérive de ses comptes publics.

Si la France repousse l'échéance de 2004, ce sera un refus affiché et assumé des règles. Cette

attitude d'affrontement est, selon les observateurs, un scénario peu probable. La France chercherait plutôt à dire qu'elle fait de son mieux pour parvenir à l'équilibre en 2004, mais que la situation politique intérieure, voire la pression du Front national, l'empêche d'agir autrement. Le risque est que d'autres pays, comme l'Allemagne et l'Italie, s'engouffrent dans la brèche pour demander à leur tour des dérogations. Ce qui provoquerait une crise avec les petits pays : le pacte est pour eux le moyen de se protéger contre les errements des grands pays - les dérivés du Portugal étant en réalité sans effet sur la valeur de l'euro.

La droite française peut rétorquer que la seule règle absolue est celle des critères de Maastricht de ne pas avoir un déficit supérieur à 3 % du produit intérieur brut. La France aurait alors les plus grandes peines du monde à défendre le « gouvernement économique » pour lequel elle affirme se battre à Bruxelles. Ce ne serait pas la première fois que ses actes seraient en contradiction avec ses discours : en septembre 2000, Laurent Fabius avait plaidé pour une réponse coordonnée à la hausse des prix du pétrole. Lionel Jospin s'était empressé de faire cavalier seul, baissant la fiscalité sur le gazole, au grand dam de Gerhard Schröder et de Tony Blair. A Bruxelles, certains pensent, à l'image du président de la Commission, Romano Prodi, que seule une crise permettra de poser enfin les vraies questions sur la coordination des politiques et d'avancer.

Arnaud Leparmentier et Virginie Malingre

## Une augmentation de la prime pour l'emploi est envisagée

La marge de manœuvre pour poursuivre la baisse des charges sociales sur les salaires est réduite

**DANS** son programme de candidat à l'élection présidentielle, Jacques Chirac a promis aux Français d'alléger les impôts de quelque 30 milliards d'euros durant son quinquennat. Les personnes soumises à l'impôt sur le revenu (la moitié des foyers fiscaux) doivent être les principales bénéficiaires de cette politique, puisque M. Chirac souhaite la réduire de 30 %, c'est-à-dire de 15 milliards d'euros (dont 5 % dès 2002).

Pour la moitié des Français la moins riche, celle qui ne paye pas d'impôt sur le revenu, M. Chirac n'a officiellement rien prévu, si ce n'est d'alléger la TVA sur les prestations

des hôtels-restaurants ou de « remettre à plat » la taxe d'habitation. Mais le président et son gouvernement envisagent d'augmenter la prime pour l'emploi. Ce serait sans doute plus simple à faire que les mesures inscrites dans son programme : pour alléger la TVA pour les hôtels et les restaurants, la France devra, au préalable, obtenir le feu vert de la Commission européenne.

### TAXE D'HABITATION

Le gouvernement de Lionel Jospin avait mis près d'un an à obtenir de Bruxelles l'autorisation d'appliquer le taux réduit de TVA (5,5 %) aux travaux d'entretien du bâti-


ment. Qui plus est, durant la campagne, le président-candidat a fait savoir qu'il allégerait de 2 milliards d'euros la taxe d'habitation. Voilà pour les ménages.

Pour les entreprises, Jacques Chirac a annoncé 7 milliards d'euros d'allègements fiscaux. Il a notamment promis de ramener l'impôt sur les sociétés au niveau moyen européen. Mais, dans l'immédiat, le chef de l'Etat privilégie un allègement des charges sociales pesant sur les salaires des travailleurs peu qualifiés (6 milliards d'euros). Au cours du premier conseil des ministres du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, vendredi 10 mai, il a

demandé que cette baisse soit « significative ».

Mais, sur ce sujet aussi, M. Chirac et la droite sont restés flous durant la campagne présidentielle. Car, sous l'impulsion d'Edouard Balladur puis d'Alain Juppé, des baisses de charges importantes sont déjà intervenues. Lionel Jospin les a reconduites, tout en les amplifiant, dans le cadre des 35 heures. La marge de manœuvre sur les bas salaires est donc faible. M. Raffarin s'attachera sans doute à expliciter les promesses de M. Chirac dans les jours à venir.

V. Ma.



**MEDECINE - PHARMACIE**  
Prépa. annuelle aux concours de 1ère année

**PARAMÉDICAL**  
**CARRIÈRES SOCIALES**  
Prépa. annuelle aux concours

**DROIT - SCIENCES PO.**  
Prépa. annuelle et d'été aux concours

**BTS OPTICIEN LUNETIER**  
Prépa. à l'examen national

**PROFESSEUR DES ECOLES**  
Prépa. au concours du CRPE

Direction : Docteur JF PONCET

Etablissement d'enseignement supérieur privé déclaré auprès des Rectorsat régi par la loi du 12 juillet 1875.

**COURS GALIEN - Site internet : www.cours-galien.fr**  
Paris : 92 rue de Rennes 75006 Tél. 01 53 63 00 22  
Lyon : 10 rue Antoine Luminère 69008 Tél. 04 78 00 06 20  
Dijon : 32 rue Chabot Charny 21000 Tél. 03 80 66 26 00  
St Etienne : 31 rue du 11 novembre 42100 Tél. 04 77 43 95 00  
Montpellier : Pitot Bât. E - Place Mirouze 34000 Tél. 04 67 61 95 42  
Grenoble : 18 rue Aimon de Chissé 38000 Tél. 04 76 03 15 99  
Clit Ferrand : 4 avenue Marx Dormoy 63000 Tél. 04 73 29 32 32  
Strasbourg : Ouverture mi juin 2002 - Tél. 04 78 00 06 20



Vendredi 10 mai, à l'issue du premier conseil des ministres, Jacques Chirac et son gouvernement ont posé devant les photographes dans le parc du palais de l'Élysée. Le président de la République avait à sa droite le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, et, à sa gauche Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

## Au premier conseil des ministres, solennité et consignes de silence

**MUETS**, ou peu s'en faut. Les membres du gouvernement sont restés très silencieux, vendredi 10 mai, au sortir de la première réunion du conseil des ministres. Jean-Jacques Aillagon, nouveau ministre de la culture et de la communication, a simplement trouvé « l'ambiance parfaite, solennelle ». Gilles de Robien, ministre de l'équipement et des transports, l'a jugée « studieuse » ; pour Alain Lambert, ministre délégué au budget, et Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports, l'atmosphère était « grave ».

Les ministres avaient surtout reçu la consigne de se taire. « Le président de la République a souhaité que la communication soit cohérente, solidaire et responsable, afin de ne pas dégrader l'image du politique », confiera plus tard l'un des participants. De retour de Karachi (Pakistan), la ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, est sortie la

première, en compagnie de Nicolas Sarkozy, qui avait la mine sombre. Peu après, un petit groupe accompagnait le premier ministre : Roselyne Bachelot (écologie), Tokia Saïfi (développement durable), Gilles de Robien, Jean-Louis Borloo (ville), Jean-Paul Delevoye (fonction publique) et réforme de l'Etat) et Jean-François Copé (santé).

Le porte-parole – et benjamin – du gouvernement, Jean-François Copé, est resté, lui, plus d'une heure dans les bureaux de l'Élysée pour rédiger le compte rendu que, pour la première fois, il devait livrer à la presse. C'est à midi passé qu'à l'Hôtel Marigny, voisin de l'Élysée, que M. Copé s'est installé derrière un pupitre. Au fond de la salle, Claude Chirac, fille et conseillère en communication du président, et l'ensemble du service de presse de l'Élysée ont suivi attentivement l'exercice. M. Copé a détaillé le propos liminaire du président de la Républi-

que, qui a donné précisément la « feuille de route » du gouvernement.

« En notre nom à tous, le premier ministre a ensuite félicité le président de la République pour sa réélection », rapporte M. Copé. Jean-Pierre Raffarin, précise-t-il, a aussi indiqué que « l'action du gouvernement, conformément à la Constitution, serait conduite sous l'autorité du président de la République ».

### « PETIT MOT GENTIL »

Après avoir invité ses ministres à faire preuve de « cohésion », de « solidarité » et d'« entente préalable », le chef du gouvernement a invité chacun à lui transmettre au plus tôt des propositions de réforme, ce qui devait commencer à être fait, samedi 11 mai, lors d'un premier « séminaire de gouvernance ».

Devant le conseil, M. Raffarin a confirmé qu'un audit serait réalisé pour analyser la situation des finan-

ces publiques, et donc évaluer les marges de manœuvre du gouvernement. Les ministres ont ensuite entendu les communications des ministres de la défense, M<sup>me</sup> Alliot-Marie, et des affaires étrangères, Dominique de Villepin, sur la situation internationale, et notamment sur l'attentat commis, le 8 mai, au Pakistan.

Autour de la table, selon l'ordre protocolaire, M. Chirac était entouré de M. Sarkozy, à sa droite, et de Dominique Perben, ministre de la justice. En face de lui, M. Raffarin était assis entre François Fillon, ministre des affaires sociales, et M. de Villepin. Le hasard fait que les deux principaux représentants de la société civile, l'ex-patron Francis Mer (économie et finances) et le philosophe Luc Ferry (jeunesse et éducation), siègent face à face. Dominique Versini, secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité, et Nicole Ameline, secrétaire d'Etat à la mer, sont placées en bout de table.

En entrant dans la salle du conseil, M. Chirac a pris soin de saluer chacun des 27 membres du gouvernement Raffarin, avec « un petit mot gentil » pour les nouveaux. Parmi d'autres, M<sup>me</sup> Saïfi a été sensible à ce geste, jugeant que ce moment avait été pour elle « l'un des plus émouvants ». « Tout le monde était un peu tourneboulé », confie M. Borloo.

Enfin est venue l'heure de la photo de famille. Là encore, rien n'est laissé au hasard : sur les marches du perron, côté parc, de petites étiquettes blanches indiquaient l'emplacement de chacun. Ce retour à la tradition ouvre une nouvelle époque : un tel cliché est banni en période de cohabitation.

Jean-Baptiste de Montvalon et Jean-Louis Saux

## M. Chirac veut interdire le cumul à ses ministres

Les treize membres du gouvernement qui président un exécutif local sont concernés

« JE VEUX que ce soit réglé ce week-end ! » Le rappel à l'ordre du président concernant le cumul des mandats fut vif. Mais il n'était destiné qu'aux membres du gouvernement. Lors du compte rendu du premier conseil des ministres du quinquennat, vendredi 10 mai, Jean-François Copé ne l'a donc pas mentionné.

« Ce sujet a été évoqué brièvement », a simplement indiqué le porte-parole du gouvernement, avant de rappeler la teneur de la jurisprudence instituée par Lionel Jospin, et que Jacques Chirac souhaite voir appliquée au gouvernement Raffarin : « Les mandats des présidences d'un exécutif local – mairie, conseil général, ou conseil régional – ne sauraient être cumulés avec celui de membre du gouvernement », a précisé M. Copé, en laissant entendre, ultérieurement, que seul le premier ministre s'était exprimé sur cette question.

### APRÈS NÉGOCIATIONS

Si le chef de l'Etat a mis son poids dans la balance, c'est que – contrairement à ce que laissent entendre certains membres du gouvernement – l'affaire ne va pas de soi. M. Chirac a pu observer, lors de la précédente législature, à quel point M. Jospin avait eu du mal à imposer cette règle aux membres de son gouvernement. La loi oblige déjà les ministres à renoncer à leur mandat de parlementaire. Ceux qui président un exécutif local redoutent donc de se trouver bien démunis s'ils doivent aussi y renoncer et si la gauche sort victorieuse des prochaines élections législatives.

J.-B. de M.

## A Hautmont, la famille Saïfi savoure la réussite de Tokia

### HAUTMONT (Nord)

de notre envoyé spécial

L'image fera date au sein de la famille Saïfi et dans le quartier du Bois-du-Quesnoy, tout en haut

### REPORTAGE

« Ce que la gauche promettait, la droite l'a fait »

d'Hautmont (Nord). Dans le petit salon de la maison familiale, les chaînes de télévision repassent la sortie du premier conseil des ministres. A la droite de Jean-Pierre Raffarin, Tokia, fraîchement nommée secrétaire d'Etat au développement durable, marche d'un pas assuré. Devant le petit écran, la famille n'en revient toujours pas. « Ce que la gauche promettait, la droite l'a fait », répète Fareth, l'un des frères.

Depuis mardi soir, la maison des Saïfi ne désemplit pas. Les journalistes se succèdent. Les parents, les amis, les voisins accourent pour féliciter la maman, Yamina. La nomination de sa fille, c'est un peu la récompense d'une vie passée à élever ses dix enfants. Une mission qu'elle a dû assumer seule après la disparition du chef de famille, en 1973.

Il faut remonter à la seconde guerre mondiale pour trouver les premières traces de cette famille algérienne dans le Nord. « Enrôlé dans l'armée française, mon oncle a combattu les nazis », rappelle fièrement Mohamed, l'un des aînés de Tokia. C'est lui, cet oncle, qui, en 1945, fait venir d'Algérie son frère Korichi, qui est alors embauché chez Vallourec comme ouvrier sidérurgiste. Yamina, qu'il épouse un peu plus tard en Algérie, le rejoint en 1952. Le couple emménage dans le quartier ouvrier du Bois-du-Quesnoy.

Aujourd'hui, Yamina habite toujours le même pavillon, là où elle a mis au monde onze de ses treize enfants. La famille y vit chichement, mais ce n'est pas la misère. Ici, les parents tiennent à la réussite de leurs enfants et il n'est pas question de faire de différence entre les trois filles et les dix garçons. Avec le petit salaire du père, le couple parvient à s'en sortir et à

assurer les études de chacun des enfants. L'aînée, Fatima, a été la première fille du quartier à avoir décroché le baccalauréat. Aujourd'hui âgée de 49 ans, elle est enseignante. Tous les autres enfants ont connu la même réussite. Abdelkrim est devenu journaliste. « Pourtant, un de ses professeurs, au collège lui avait prédit une carrière de balayeur », se souvient amèrement Mohamed, lui-même cadre à la mairie de Maubeuge.

Dès les années 1980, la famille se fait connaître par ses engagements dans le monde associatif. Les enfants de Yamina et Korichi refusent les discours misérabilistes de l'antiracisme de cette époque. S'ils applaudissent à la marche des beurs en 1983, ils préfèrent France Plus à SOS-Racisme.

Quand Tokia Saïfi crée l'association Espace Intégration, c'est pour « tirer l'immigration par le haut », selon ses mots. « C'est pour lutter contre l'exclusion au travail et donner sa chance à tous les enfants d'immigrés », traduit son frère. Ce discours est mal perçu par les militants, qui les qualifient de « bourgeois ».

Jusqu'à Lille, certains parlent et dénoncent le « clan Saïfi ». Un terme que réfute aujourd'hui vivement la famille : « Dans ce quartier d'Hautmont, il n'y a rien, aucune animation pour les jeunes, aucun lieu pour les chômeurs de longue durée qui peuplent l'essentiel des logements. Depuis longtemps, nous avons organisé des animations, nous avons créé des associations, nous travaillons dans l'humanitaire. Doit-on nous le reprocher ? »

A Bois-du-Quesnoy, lors de la présidentielle, Jean-Marie Le Pen a réalisé une percée importante. « Pourtant, le quartier est calme. Mais les gens se sentent abandonnés, désespérés. Un simple vol d'autoradio suffit à faire basculer vers le vote extrême. »

Lorsque la nomination de Tokia Saïfi a été connue, des voisins qui ont voté pour le candidat frontiste sont venus embrasser Yamina. Mieux, un conseiller municipal, apparenté extrême droite, a félicité Mohamed. « L'essentiel, pour eux, c'est que l'on parle de leur ville et de leur quartier. C'est qu'une enfant d'ici soit au gouvernement. » Et Mohamed Saïfi insiste : « Non, ils ne sont pas racistes. Ils ont besoin d'être écoutés. » – (Intérim)

## Le chef de l'Etat réclame « action, autorité, unité »

DANS UN PROPOS liminaire très précis, le président de la République a appelé les ministres réunis autour de lui, vendredi 10 mai, à l'Élysée à former « un gouvernement de mission au service des Français ». Selon le nouveau porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé (RPR), cette « mission commence immédiatement » et elle est « appelée à se déployer dans la durée ». Les maîtres-mots utilisés par le chef de l'Etat ont été « action, autorité, unité », mais aussi « dialogue, proximité, solidarité et modestie ».

La sécurité figure au premier rang des priorités : « d'ici dix jours », les grands axes des projets de loi-programme sur la sécurité et

la justice doivent être arrêtés. Jacques Chirac convoquera, d'autre part, « sous quinzaine », la première réunion du « conseil de sécurité intérieure », dont il avait proposé la création aux tout premiers jours de sa campagne.

En matière d'emploi et de croissance, le président a demandé que, « dans les prochaines semaines », le conseil des ministres puisse présenter un projet de réduction de 5 % de l'impôt sur les revenus de 2001 payable en 2002. Il a aussi plaidé pour « une baisse significative des charges sur les bas salaires ». Au titre du « dialogue social », troisième priorité du gouvernement, le président de la République a demandé au premier ministre de

rencontrer « très rapidement l'ensemble des partenaires sociaux », afin de discuter avec eux « des priorités, des formes et du calendrier du dialogue social ». Il a cité, sur ce sujet, « la sauvegarde des retraites, la mise en place de l'assurance emploi, l'assouplissement des 35 heures et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ».

M. Chirac a enfin annoncé la tenue prochaine d'« un Grenelle des simplifications » administratives et invité le gouvernement à préparer « la réforme constitutionnelle nécessaire pour mettre en place la nouvelle architecture des pouvoirs qu'appelle la modernisation de notre pays », et cela « dans la plus large concertation ».

## Pour les Guignols, la tête de M. Raffarin est elle-même « un consensus »

« LE PROBLÈME, avec les nouvelles têtes, c'est qu'elles sont vraiment nouvelles », déclarait « PPDA », dépit, au soir de la nomination de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. Autrement dit : on ne peut pas fabriquer une marionnette aussi vite qu'on nomme un premier ministre. Dès lundi, l'équipe des Guignols de Canal + prépare activement l'entrée en scène d'un personnage qui commence à faire défaut. Alors que les « voix » – Lionel Dutemple, Ahmed Hamidi et Julien Hervé – branchaient leurs magnétophones pour travailler les intonations du nouveau venu, Alain Duverne, qui fabrique les fameuses marionnettes depuis leur naissance, met la main à la pâte.

Quelques jours plus tard, on devine la jubilation dans sa voix. « Vous venez voir le petit nouveau ? », s'exclame-t-il, apparemment satisfait de son « original », la sculpture en terre qui



THOMAS DELTOMBE

sert à faire le moule de la marionnette. Dans son atelier à Paris, le buste trône entre une pile de photos et un téléviseur en pause sur une image du chef du gouvernement. Alain Duverne n'a pas l'air mécontent du choix de Jacques Chirac : Raffarin, c'était « fastoche ». La tête de l'emploi comme on dit.

Son avantage, explique-t-il en curant négligemment le nez du premier ministre avec un scapell, c'est que sa tête est en elle-même « un consensus » : « Des bajoues qui plaisent au bourgeois, un menton volontaire qui plait au libéral, un front en avant qui confère son discours d'homme tenace et un nez enfoncé signe d'une souffrance physique. » En somme, « un bon acteur qui va savoir faire passer des mesures de droite alors qu'il a une tête de gauche ».

« Je ne vous cache pas qu'avec Raffarin ça devrait être assez simple, confie de son côté le

directeur artistique, Yves Le Rolland, c'est un bon client. » La marionnette devrait donc faire ses premières apparitions en début de semaine prochaine, une fois le masque en latex et le mécanisme interne achevés. « Jusqu'à présent, continue M. Le Rolland, on ne le connaissait pas, alors on n'allait pas se moquer de lui. Il faut que le personnage réel nourrisse la caricature. »

La question s'était posée d'anticiper la nomination de M. Raffarin en lançant la fabrication dès avant le second tour de la présidentielle. Mais prendre les devants, c'est aussi prendre un risque. A 6 098 euros la marionnette, aucune nouvelle tête ne devrait être créée d'ici aux législatives qui pourraient amener une nouvelle équipe gouvernementale.

Seule exception : Roselyne Bachelot. Les auteurs ne semblent pas résister à la tentation d'ajouter la ministre de l'écologie aux quelque trois cents marionnettes déjà en stock. « C'est déjà un personnage en elle-même, se réjouit Yves Le Rolland, elle donne envie. »

Thomas Deltombe

# François Bayrou appelle à l'aide les députés pour sauver l'UDF

Dans une lettre aux parlementaires centristes, il accuse les chiraquiens de vouloir « rayer de la carte » son parti en attirant ses élus dans l'UMP, ce qui le priverait de tout financement public. Vendredi, le parti du président a retardé la publication des investitures pour les législatives

ALORS que Jacques Chirac s'efforce de mettre son gouvernement en ordre de bataille en vue des prochaines élections législatives, le président de l'UDF entre en résistance. François Bayrou, crédité de 6,86 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle, le 21 avril, se dresse contre l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), qui tente d'enrôler sous sa bannière le plus grand nombre de candidats issus des groupes RPR, UDF et DL. Dans une lettre adressée aux 67 députés sortants de son parti – dont *Le Monde* détient une copie –, le député européen appelle à leur « amitié » et à leur « solidarité » pour sauver l'UDF, qu'il estime « menacée d'être rayée dans peu de jours de la carte politique française ».

Créé il y a 1978 à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, l'UDF avait été conçue pour contenir la puissance du RPR. Vingt-quatre ans plus tard, M. Bayrou défend encore l'idée d'une « majorité à deux pôles » et s'oppose à la dissolution dans une formation unique – fût-elle de rassemblement – des diverses forces de la droite parlementaire. « Sans la sensibilité que représente l'UDF, les élections législatives ne seront pas gagnées [par la droite] », assure-t-il.

Aussi M. Bayrou dénonce-t-il les ambitions qu'il juge hégémoni-



JACQUES DEMARTHON/APP

Le 7 mai, François Bayrou donne une conférence de presse au siège de son parti. Le président de l'UDF annonce qu'il veut construire « un deuxième pôle », non chiraquien, à droite, et réaffirme qu'il n'est pas décidé à « plier » devant la pression de l'UMP.

ques du nouveau parti imposé par le chef de l'Etat : la naissante UMP a, de fait, d'ores et déjà séduit plus de la moitié des parlementaires affiliés à l'UDF. A en croire un proche de Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, « 40 députés UDF, sur les 57 sortants en quête de renouvellement de leur mandat, ont rejoint l'UMP et se présenteront devant leurs électeurs sous cette étiquette ». D'où la réaction énergique du président de l'UDF, qui brandit, dans sa lettre, cette

menace : « Si les candidats UDF se déclarent sous le sigle UMP à la préfecture, l'UDF cesse instantanément d'exister. »

C'est que par-delà ces défections, qui pourraient marginaliser dangereusement le courant politique qu'il conduit, le leader centriste souligne les conséquences financières automatiques de ces ralliements massifs. Derrière les intérêts politiques apparaît clairement l'enjeu essentiel : l'argent.

La loi sur le financement public des partis politiques dispose qu'au

moment de déposer sa candidature aux élections législatives, chaque candidat doit déclarer à la préfecture de son département son rattachement à un parti politique. Pour bénéficier de l'aide publique, qui s'élève à 1,66 euro par voix obtenue au premier tour du scrutin législatif, les partis doivent présenter un minimum de 50 candidats dans 30 départements différents. « Cette subvention est intangible pendant cinq ans et ne peut être remise en cause, rappelle M. Bayrou. C'est la part "suffrages" du

financement public. Si aucun candidat ne s'inscrit sous l'étiquette UDF, le financement public disparaît. »

Une deuxième part est attribuée sur le critère du nombre de parlementaires élus. La dotation versée aux partis à ce titre s'élève à 45 000 euros par an et par élu. Mais il convient de remplir scrupuleusement les formulaires. Aussi François Bayrou se fait-il didactique : « A la préfecture, il n'est admis qu'une inscription et une seule. En 1997, certains d'entre nous avaient inscrit UDF-Adhérents directs ou UDF-Force démocrate. Le Conseil d'Etat a décidé que dans leur cas, il n'y aurait aucun versement. Nous avons perdu plus de trois millions de francs », insiste-t-il.

Avec ce système, compter ses voix, c'est donc également compter ses sous. Quel que soit le parti. Encore faut-il satisfaire aux exigences de la loi. Pour l'heure, c'est justement là que le bât blesse entre l'UDF et l'UMP. Ainsi, vendredi 10 mai en fin d'après-midi, durant une heure et demie, la négociation s'est poursuivie entre François Bayrou et Jean Arthuis d'un côté, Jean-Claude Gaudin, Bernard Accoyer de l'autre. Avec un seul ordre du jour : dresser la liste des candidats qui disposent encore d'une semaine avant de se déclarer en préfecture. L'UMP avait annoncé qu'elle publierait cette liste en milieu

d'après-midi ; elle a dû surseoir.

Les négociateurs devaient se retrouver, samedi 11 mai, et il faudra patienter avant de connaître les résultats des discussions. A l'UMP, les plus optimistes espéraient une publication des investitures dès samedi, quitte à risquer quelques primaires UMP-UDF dans une dizaine de circonscriptions. « Nous ne voulons agresser personne », expliquait Jean-Claude Gaudin, qui préside la commission des investitures de l'UMP. Personne d'ailleurs ne se

« Si aucun candidat ne s'inscrit sous l'étiquette UDF, le financement public disparaît »

FRANÇOIS BAYROU

sent agressé puisque tous les participants soulignent l'« atmosphère cordiale » des discussions. Il n'empêche, le désaccord persiste. Il porte sur le nombre de circonscriptions que l'UMP accepterait de réserver à l'UDF. Pour l'heure, il y en aurait 41.

Des exceptions que M. Gaudin résume de cette formule : « Dans ces circonscriptions, nous laissons libre les candidats d'être ou de ne pas être à l'UMP. » Reste que ce chiffre demeure insuffisant pour M. Bayrou. « Pour lui le calcul est simple, il veut récupérer du financement public ; donc il ne peut pas descendre en dessous de 50 candidats dans 30 départements », indique-t-on à l'UMP. Le nouveau parti du président ne dissimule pas ses ambitions : constituer le groupe parlementaire le plus puissant possible dans la future Assemblée nationale et assurer la meilleure majorité pour Jacques Chirac au soir du 16 juin.

En marge de ces discussions entre concurrents-alliés de l'hypothétique future majorité présidentielle, l'UMP déclare pour sa part avoir achevé la constitution de sa propre liste sur la quasi-totalité des 577 circonscriptions. Parmi les candidats retenus, une trentaine étaient auparavant classés « divers droite », environ 150 seraient originaires de l'UDF, 98 de Démocratie libérale et 285 du RPR.

Yves Bordenave

## Les élus de droite à l'Assemblée nationale depuis 1997

- Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1997, la droite parlementaire issue des élections législatives compte 245 élus qui se répartissent en trois groupes : le Rassemblement pour la République (RPR), l'Union pour la démocratie française-Alliance (UDF) et Démocratie libérale et indépendante (DL).
- Le groupe RPR compte 135 députés, dont 6 apparentés, et est présidé par Jean-Louis Debré (Eure).
- Le groupe UDF rassemble 62 députés, dont 5 apparentés, et son président est Philippe Douste-Blazy (Haute-Garonne).
- Le groupe DL a 43 députés, dont 2 apparentés ; il est présidé par Jean-François Mattei (Bouches-du-Rhône).

## « L'UMP est un parti déterminé à supprimer toute autre formation »

VOICI les principaux extraits de la lettre que François Bayrou a adressée aux députés du groupe UDF.

« Je veux m'adresser à chacun des députés de notre mouvement, avec gravité, au moment où l'UDF est menacée d'être rayée dans peu de jours de la carte politique française (...). Les résultats du premier tour ont été ce que vous savez. C'est alors que le lundi matin 22 avril, à la première heure, a été brutalement annoncée, sans aucune concertation, la création de l'UMP, qui n'est plus un sigle commun à toute l'opposition décidée à devenir majorité, mais un parti politique unique, déterminé à supprimer toute autre formation. C'est ainsi qu'il faut lire les quatre « conditions » posées par les promoteurs de l'UMP pour obtenir cette investiture et que je vous rappelle dans les termes précis annoncés : 1. S'engager à soutenir tous les projets du gouvernement ; 2. S'inscrire à la préfecture sous l'étiquette UMP, à l'exclusion de toute autre ; 3. S'inscrire au groupe unique UMP ; 4. S'engager à participer à la création du parti UMP à l'automne (...). La condition 1 s'apparente au mandat impéra-

tif, inconstitutionnel. Notre loyauté est acquise, mais un député vote en conscience et il est libre. Il n'a aucun engagement à prendre sur ses votes pendant cinq ans : en démocratie républicaine, il n'y a pas de chèque en blanc, on ne vote pas à l'aveugle. La condition 4 ferait sourire si les choses n'étaient pas si graves : du « parti » UMP, nul ne connaît ni les statuts, ni le nom, ni le programme, ni les membres, ni la configuration. Il faut être un apôtre bien convaincu, pour s'engager à participer à quelque chose que nul ne définit ! La condition 3 prête sans doute à discussion. Certains parmi nous pensent qu'un groupe unique permet de mieux organiser le débat. Ce n'est pas mon point de vue. Dans un groupe de quelque 300 membres, la condition de député de base et l'expression des sensibilités sont vraiment difficiles. Ne s'y exprimeront que les « ténors », toujours les mêmes. Et les majoritaires feront taire, par la « discipline de vote », les minoritaires (...). Mais c'est évidemment la condition 2 qui est la plus lourde de conséquences, car elle emporte ni plus ni moins la disparition immédiate de l'UDF comme famille politique ! En effet, l'inscription « UMP » à la préfecture supprime instantanément tout financement

public à l'UDF (...). Le financement public est partagé en deux parts. La première part est calculée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus par les candidats du parti politique au premier tour des élections législatives. Chaque candidat déclare se rattacher à un parti (...). L'Etat attribue à ce parti 1,66 euro par suffrage. Si donc les candidats UDF totalisent deux millions de suffrages (mon score à l'élection présidentielle), l'UDF recevra pendant cinq ans une subvention égale à 3 320 000 euros (...). La deuxième part est attribuée sur le critère non plus des suffrages, mais des parlementaires élus (...). A la préfecture, il n'est admis qu'une inscription et une seule (...). Vous mesurez ainsi les conséquences de cette disposition. Si les candidats UDF se déclarent sous le sigle UMP à la préfecture, l'UDF cesse instantanément d'exister. De quel droit quel-que un peut-il décider de rayer autoritairement de la carte un mouvement politique qui vient de réunir sur le nom de son candidat deux millions de suffrages et d'arriver, contre tous les pronostics, quatrième de l'élection présidentielle ? (...) Voilà pourquoi, fort de la confiance de nos différentes instances, je suis décidé à tenir bon (...).

## Maurice Leroy, délégué national de l'UDF « Le parti unique de la droite, c'est le rêve du FN, un tapis rouge déroulé à Le Pen »

Jacques Chirac et Alain Juppé ont entrepris de créer l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) à marche forcée. Mais François Bayrou et ses fidèles, dont vous êtes, refusent toujours d'y entrer. Pourquoi cette résistance ?

Honnêtement, je ne comprends pas cette obstination à vouloir la mort de François Bayrou. En quoi représente-t-il un danger pour Chirac, avec 7 % à la présidentielle ? Et sur le terrain je ne vois pas non plus de gens qui me parlent de l'UMP. Les gens veulent que l'on s'entende à droite. Mais ils ne désirent pas l'uniformisation.

Mais, hormis des questions financières, quelles raisons de fond l'UDF a-t-elle d'exister ? La droite n'a-t-elle pas besoin de s'unir, ne serait-ce que pour faire face au Front national ?

Eh bien, parlons-en, du FN ! Imaginez qu'il n'y ait à l'Assemblée, à droite, que le groupe unique de l'UMP. Et à gauche, comme toujours, le PS, le PC, les Verts, les chevronnés. Si jamais le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin échoue ou ne parvient pas à mettre en œuvre les réformes promises, l'UMP basculera avec lui dans l'opprobre. Et quelle sera l'alternative à droite, en dehors de Le Pen ? Rien. Le parti unique de la droite

est le rêve du Front national. Le Pen a toujours assuré que tous les gouvernements de droite sont dans le même panier, et l'on accredité sa thèse. Faire l'UMP, c'est dérouler un tapis rouge devant Le Pen. Qu'Alain Juppé, qui est dans les starting-blocks pour 2007, ait besoin d'un RPR rénové, élargi, restructuré, c'est bien. Mais en préservant l'UDF on permet l'alternative démocratique de droite en cas d'échec.



« Chirac a voulu phagocytter l'UDF, il a récolté Le Pen. On est perdant sur toute la ligne »

MAURICE LEROY

Pourtant, à partir du moment où l'UMP prône la décentralisation et la relance de l'intégration européenne, en quoi l'UDF garde-t-elle une identité ?

Oh ! Je peux vous dire que sur le terrain la distinction est très visible. Car, si Alain Juppé et ses cadres sont venus sur nos positions, les militants de base du RPR, leurs électeurs, sont restés très jacobins, très étatistes. Une partie, d'ailleurs, de cette base est partie au FN. En venant sur nos positions, au centre, Jacques Chirac n'a pas élargi sa base électora-

le : il a obtenu moins de 20 % au premier tour de la présidentielle, ne l'oubliez pas. Mais en revanche, il a perdu sur sa droite. Il y a une image footballistique très juste : quand on vient occuper le centre on est dépassé par ses ailes. Chirac a voulu phagocytter l'UDF et a récolté Le Pen. On est perdant sur toute la ligne. Car, en France, il n'y a jamais eu une seule droite.

M. Bayrou et ses amis peuvent-ils résister à la force d'attraction d'un mouvement unique ?

La moitié des députés UDF ont décidé, sous la pression, de rejoindre l'UMP. Nous avons cependant chaque jour des adhésions, dans nos fédérations comme au siège parisien. J'étais, jeudi, à une cérémonie dans le Perche, en compagnie de Jacqueline Gouraud (sénatrice UDF du Loir-et-Cher). Les gens nous disaient : « Tenez bon ! » Donc, on tiendra. Je pense que nous aurons entre trente et quarante députés UDF. Mais, vous savez, Noël Mamère, avec quatre députés Verts, s'est fait pas mal entendre à l'Assemblée nationale. Nous existerons. Et vous verrez que ce sera une chance pour la droite.

Propos recueillis par Raphaëlle Bacqué

## A Paris, l'UMP a presque fini d'établir la liste des investitures pour les législatives

M. Tiberi est adoubé ; M<sup>me</sup> de Panafieu se maintient contre M. Pons

LA DROITE parisienne tente une difficile opération de mue afin de faire oublier son échec aux municipales de mars 2001. Sous réserve d'ultimes arbitrages, concernant, notamment, la 7<sup>e</sup> circonscription, qui devrait être réservée à une candidate de l'UDF, Nicole Guedj, la liste des investitures pour les élections législatives de juin est désormais presque arrêtée.

Attentif à la situation dans la capitale, le conseiller politique de Jacques Chirac, Jérôme Monod, a assisté à toutes les réunions de la commission d'investiture de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Alain Juppé a, lui aussi, suivi de près le déroulement des travaux ; un de ses proches, Patrick Stefanini, est ainsi investi dans la 17<sup>e</sup> circonscription, actuellement détenue par Françoise de Panafieu.

En choisissant huit femmes et en investissant seulement neuf sortants, la droite parisienne s'est efforcée de tirer les leçons de son échec aux municipales, qui avaient vu les électeurs sanctionner le faible renouvellement des listes conduites par Philippe Séguin. Eu égard à cet effort, la rivalité qui oppose toujours les deux députés (RPR), Françoise de Panafieu et Bernard Pons, fait un peu désordre. C'est finalement M. Pons qui a obtenu l'investiture dans la 16<sup>e</sup> circonscription, dont il est député sor-

tant. Mais, comme elle l'avait annoncé il y a plusieurs mois déjà, sa rivale, maire du 17<sup>e</sup> arrondissement et députée de la circonscription voisine, a résolu d'y maintenir sa candidature. Une primaire devra donc avoir lieu dans cette circonscription, l'UMP ayant renoncé à arbitrer entre le président de l'Association des amis de Jacques Chirac, qui aura 76 ans au mois de juillet – et M<sup>me</sup> de Panafieu.

### ÉVITER LES DISSIDENCES

« On donne l'investiture à l'un en souhaitant que l'autre va gagner ; ce n'est pas très glorieux », grogne un élu RPR. La maire du 17<sup>e</sup> semble avoir le soutien de Bernadette Chirac. Elle a prévu de reproduire, dans son matériel de campagne, « le petit mot » que l'épouse du chef de l'Etat lui a adressé, à côté de « quelques mots » d'Alain Juppé. Deux autres sortants, Gilbert Gantier (DL, 15<sup>e</sup> circ.) et Nicole Catala (RPR, 11<sup>e</sup> circ.), devraient s'effacer pour laisser, respectivement, la place à Laurent Dominati (DL) et à Dominique Versini, ancienne directrice du SAMU social de Paris, conseillère régionale (RPR) et nouvelle secrétaire d'Etat chargée de la lutte contre l'exclusion. Dans la 8<sup>e</sup> circonscription, en dépit de sa candidature dissidente aux municipales, Jean de Gaulle (RPR), député sortant, est réinvesti

alors que Valérie Terranova, ancienne collaboratrice de Jacques Chirac et chargée des relations internationales au RPR, était sur les rangs.

M. Dominati quitte donc sa circonscription du centre de Paris, relativement menacée, pour une sinécure où il est assuré d'être réélu. Cette décision fait le bonheur de Jean-François Legaret, maire du 1<sup>er</sup> arrondissement depuis mars 2001 – et ancien adjoint de Jean Tiberi à la mairie de Paris –, qui est investi dans le centre face à la candidate Verte, Martine Billard. Ce tour de passe-passe devrait suffire à endormir toute velléité de dissidence chez les tiberistes, l'ancien maire étant, lui-même, désigné par l'UMP dans son fief de la 2<sup>e</sup> circonscription.

Parmi les jeunes, Roxane Decoré (RPR), qui avait, un temps, conduit la liste de Philippe Séguin aux municipales, est candidate dans la 19<sup>e</sup> circonscription et Xavier Chanaud (DL), le fils de l'ancien maire du 18<sup>e</sup> arrondissement, dans la 18<sup>e</sup> circonscription voisine. Sont également investis Martine Aurillac (3<sup>e</sup> circ.), Pierre Lellouche (4<sup>e</sup> circ.), Annick Tissot (6<sup>e</sup> circ.), Jacques Toubon (10<sup>e</sup> circ.), Edouard Balladur (12<sup>e</sup> circ.), René Galy-Dejean (13<sup>e</sup> circ.) et Claude Goasguen (14<sup>e</sup> circ.).

Christine Garin





# SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

La 19<sup>e</sup> **RENCONTRE** annuelle des musulmans de France, organisée par l'Union des organisations islamiques de France, se tient depuis jeudi 9 mai, **AU BOURGET** (Seine-saint-Denis) et fermera ses portes dimanche. L'occasion

pour la communauté, venue en **NOMBRE**, de revendiquer une identité plus affirmée mais aussi d'exprimer ses inquiétudes. La percée du Front national a été ressentie comme un choc par des fidèles qui ne pensaient pas

« que la société française en arriverait là » et qui dénoncent la multiplication des **ACTES CONTRE LES MUSULMANS**. Plusieurs projets d'écoles confessionnelles sous contrat sont actuellement en phase de finalisation. Selon

une étude de l'Institut des hautes études pour la sécurité intérieure, les **JEUNES** musulmans vivent d'abord l'islam comme « un moyen de s'affirmer en tant que minorité ».

## Les musulmans de France, entre affirmation identitaire et inquiétudes

Montée du Front national, augmentation des actes contre des mosquées, hostilité face au port du foulard à l'école : à la 19<sup>e</sup> Rencontre de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), du jeudi 9 au dimanche 12 mai, au Bourget, les fidèles dénoncent l'intolérance et réclament la sécurité

« **IL Y A encore plus de monde que l'année dernière** », jauge du regard Brahim, un jeune musulman venu de Roubaix. La 19<sup>e</sup> Rencontre annuelle des musulmans de France, organisée par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) au Bourget (Seine-Saint-Denis), s'est ouverte, jeudi 9 mai, et fermera ses portes dimanche. Est-ce le pont de l'Ascension qui attire cette foule bigarrée de jeunes filles voilées, de gamins de banlieue en survêtement ou de familles avec des poussettes ? En tout cas, le public ne s'est pas déplacé pour entendre des vedettes. Pas de Tariq Abdul-Wahab, le basketteur converti à l'islam, parmi les intervenants. Pas de Yussuf Islam (alias Cat Stevens), ni de Youssef al-Qardaoui, chef spirituel des Frères musulmans dans le programme de l'UOIF, contrairement aux années passées. On relève seulement les noms de Mahfoud Nahnah, président du parti légaliste Hamas en Algérie, et du cheikh Issam al-Bachir, ministre des affaires religieuses du Soudan.

Abdelillah, Naji, Nicolas et Hicham affirment être venus de Clermont-Ferrand en voiture « pour écouter les conférences » : « Pour nous, c'est une occasion unique d'entendre des savants originaires parfois de pays lointains, comme l'Arabie saoudite. » Les quatre jeunes, tous musulmans pratiquants, admettent tout de même avoir fait le déplacement « pour acheter des livres et quelques vêtements ». Le rassemblement de l'UOIF a aussi la réputation d'être un lieu de rencontres, « la première agence matrimoniale musulmane de France », selon certains. Sur ce chapitre, les Clermontois resteront discrets : « Chacun fait comme il veut... » L'espace commercial est particulièrement fréquenté. On y trouve toutes sortes d'ouvrages de piété, « moins chers qu'ailleurs » selon un connaisseur. On peut y acheter la dernière mode en matière de « prêt-à-porter islamique ». Les foulards sont particulièrement prisés. Il y a le modèle « modeste », et puis, un peu plus chers, dans la collection « célébration », les modèles « charme » et « rosée », agrémentés de paillettes. Mais l'objet qui a le plus de succès est sans conteste l'écharpe « Palestine », avec keffiyeh et drapeau national, vendu 5 euros au profit des « frères palestiniens ».



La 19<sup>e</sup> Rencontre annuelle des musulmans de France, organisée par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), s'est ouverte jeudi 9 mai au Bourget (Seine-Saint-Denis) et fermera ses portes dimanche. En plus des conférences, expositions et débats qui y sont organisés, l'espace commercial attire beaucoup de monde. Ici, des femmes font leur shopping, vendredi 10 mai, au stand du prêt-à-porter islamique.

Le résultat du Front national au premier tour de l'élection présidentielle a choqué beaucoup de musulmans, comme Fethi Belabdelli, président d'Etudiants musulmans de France (EMF) : « Je ne pensais pas que la société française en arriverait à ce point. » Il se rassure en savourant les succès de son association, qui a obtenu 7 % des voix aux dernières élections des représentants étudiants au Crous. « C'est le résultat de douze ans de travail de terrain, argumente-t-il. En un an, nous sommes passés de 7 à 11 sections. Nos activités concernent aussi bien les secteurs culturel, sportif, social, syndical. »

### « LEPÉNISATION DES ESPRITS »

Il cite en exemple l'organisation de tournois sportifs, l'aide alimentaire aux étudiants en situation de précarité, ou encore des opérations de prévention du suicide. Fethi Belabdelli se plaint des discriminations dont serait victime son association de la part des universités, telles que le refus de leur accorder un local.

Mais ce sont surtout les déclarations de Georges Frêche, le maire de Montpellier, à *Midi libre* qui sus-

citent le plus de commentaires. Celui-ci y a en effet déclaré le 13 avril : « Je serais partisan d'une loi interdisant le foulard islamique ou empêchant des étudiants musulmans de se présenter en tant que tels aux élections du Crous. On ne va pas accepter aujourd'hui des musulmans ou des juifs ce qu'on a refusé aux catholiques ! » Selon Yamin Makri, porte-parole de l'Union des jeunes musulmans (UJM) de Lyon,

les déclarations de M. Frêche ne sont que la partie visible d'une « lepénisation des esprits ». « C'est la vision politique de Le Pen qui est plus importante que le personnage lui-même, commente-t-il. Le fait qu'il soit présent au second tour ne fait que mettre en évidence cette lepénisation que nous, musulmans, vivons au quotidien dans les quartiers. »

Le porte-parole de l'UJM n'est

pas surpris par la mise en avant du thème de l'insécurité de la part du président Jacques Chirac : « Si Jospin avait été élu, il aurait dit la même chose. » D'après lui, les musulmans ne sont pas hostiles aux thèmes sécuritaires. « L'insécurité est un vrai problème pour ceux qui la vivent au quotidien, à savoir les familles issues de l'immigration. Ce sont elles les principales victimes des incivilités. Pas les habitants des

## Des écoles confessionnelles commencent à voir le jour

Le **PREMIER** collège confessionnel musulman a ouvert ses portes en 2001 à Aubervilliers. L'École de la réussite accueille pour l'instant 11 élèves en classe de sixième. Dhaou Meskine, l'imam tunisien de la mosquée de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), est à l'origine de cette initiative. Son objectif est de créer une autre classe de sixième et une classe de cinquième pour l'année scolaire 2002-2003. « Nous avons déjà reçu plus d'une centaine de demandes d'inscription, mais nous ne pourrions malheureusement accueillir que 50 élèves », affirme-t-il. Le programme enseigné est celui de l'éducation nationale, auquel s'ajoute une heure facultative d'enseignement religieux. Les frais de scolarité s'élèvent à 1 524 euros par an. L'École de la réussite a du mal à trouver son financement, bien que plusieurs professeurs y enseignent de manière

bénévole. Elle souhaite passer à terme sous contrat d'association avec l'Etat. Elle est pour cela en période d'observation, pour une durée de trois ans.

Deux autres écoles musulmanes sont encore au stade de projets : L'École Avenir, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et la Maison des enfants, à Villepinte. Il n'existe actuellement en France qu'une seule école musulmane sous contrat, la Médersa Taalim oul-Islam de Saint-Denis de la Réunion. Le contrat d'association a été signé en 1990. L'école est divisée en deux sections : l'une, « française », dans laquelle les professeurs sont rémunérés par l'éducation nationale ; l'autre, islamique, et placée sous la responsabilité d'une association musulmane.

X. T.

Xavier Ternisien

## La Grande Mosquée de Paris demande un nouveau report des élections au conseil français du culte musulman

Prévues pour le 26 mai, elles avaient été déjà été ajournées au 23 juin

La **GRANDE MOSQUÉE** de Paris a demandé, vendredi 10 mai, un nouveau report des élections au conseil français du culte musulman, qui doivent avoir lieu le dimanche 23 juin. Dans un communiqué, le recteur Dalil Boubakeur considère qu'un « travail de longue haleine reste à accomplir » pour assurer à la future instance « la représentativité la plus large, garantir sa pérennité, la prémunir de toute instrumentalisation et la mettre à l'abri de toute influence extrémiste ». « Le report souhaité par la Mosquée de Paris est une attitude normale et qui ne remet nullement en cause la consultation », précise le communiqué.

La Mosquée de Paris avait déjà demandé, le 25 avril, à la commission d'organisation de la consultation sur l'islam de France (Comor) un premier report des élections (*Le Monde* du 3 mai). Elle invoquait alors le changement de gouvernement prévisible à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle. Les autres participants à la consultation (fédérations nationales, grandes mosquées et personnalités qualifiées) avaient accédé à cette requête et accepté de repousser les élections au conseil français du culte musulman, initialement prévues le 26 mai, au dimanche 23 juin, soit après les

élections législatives. Toutefois, la Mosquée de Paris devait confirmer le 10 mai sa participation effective au scrutin. Le recteur Dalil Boubakeur avait évoqué « de nombreux problèmes techniques et des cas critiques » dans le processus en cours pour justifier sa décision. Il désignait aussi du doigt « l'entrisme de certaines organisations islamistes ». Cependant, les résultats prévisibles du scrutin laissaient supposer que la Mosquée de Paris, institution contrôlée



« Un travail de longue haleine reste à accomplir pour assurer à la future instance la représentativité la plus large »

DALIL BOUBAKEUR

par l'Algérie, serait moins représentée dans le futur conseil français du culte musulman, que les Marocains, qui gèrent davantage de mosquées.

Il n'est pas sûr que les autres membres de la consultation acceptent ce nouveau report. L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), principale force participante au scrutin, devait faire connaître sa position samedi 11 mai, en fin d'après-midi au cours du rassemblement du Bourget. Son secrétaire

général, Fouad Alaoui, ne cachait pas, vendredi soir, son intention de maintenir l'échéance du 23 juin, avec ou sans la Mosquée de Paris. « Nous ne sommes pas dans le cas du troisième aéroport de Paris : on ne peut pas remettre en cause indéfiniment les décisions qui ont été prises, a-t-il confié au *Monde*. La consultation a été conduite dans la plus grande transparence possible. Nous allons prendre l'opinion publique à témoin de l'attitude d'obstruction de la Mosquée de Paris. »

Lancée en novembre 1999 par Jean-Pierre Chevènement, à l'époque ministre de l'intérieur donc en charge des cultes, la consultation sur l'islam de France a élaboré un système d'élections devant aboutir à la désignation d'une instance représentative du culte musulman à partir des mosquées. Plus d'un millier de lieux de culte ont accepté d'y participer, désigné des délégués et composé des listes électorales. Si l'UOIF décidait, en accord avec les autres partenaires de la consultation, de maintenir les élections le 23 juin, une situation inédite serait créée puisqu'un conseil français du culte musulman verrait le jour, sans la participation de la Mosquée de Paris.

X. T.

## Chez les jeunes, l'islam est plus un « moyen de s'affirmer » qu'une « conviction religieuse », d'après une étude de l'Ihesi

L'**ISLAM**, quasiment absent des préoccupations des jeunes issus de l'immigration maghrébine jusqu'aux années 1980, devient une référence majeure, donnant sens à leur vie quotidienne et à leur identité dans l'espace public. C'est ce qui ressort d'une étude sur « L'islam à l'école », réalisée par les sociologues Khadija Mohsen-Finan et Vincent Geisser pour l'Institut des hautes études sur la sécurité intérieure (Ihesi). Les enquêteurs ont interrogé 494 collégiens et lycéens de Lille, Montbéliard et Marseille au cours des années 2000 et 2001. Parmi eux, 42 % étaient de confession musulmane. L'étude établit une comparaison entre élèves musulmans et non-musulmans sur trois thèmes : le rapport à l'institution scolaire, la socialisation politique et la place de la religion.

La première leçon de ce travail est que les élèves d'origine maghrébine se définissent principalement comme musulmans. A la question « Parmi les éléments suivants, lequel te caractérise le mieux ? », 33 % citent en tête la religion, devant le lieu d'habitation (11,4%), ou la couleur de la peau (10,5%). Chez les élèves non-musulmans, c'est l'identité homme-femme qui est citée en premier (24,6 %), suivie du lieu d'habitation (27 %), la religion n'étant choisie que par 4 % d'entre eux. 85,7 % des élèves musulmans estiment que les convictions

religieuses sont « importantes » ou « très importantes », contre 35,6 % des élèves non-musulmans.

Les auteurs de l'étude estiment toutefois que ce classement ne préjuge en rien de la place concrète de la religion dans la vie quotidienne des élèves. Le référent religieux jouerait davantage, selon eux, le rôle d'un « marqueur social ». Ils en veulent pour preuve les réponses manifestement surévaluées aux questions portant sur la pratique religieuse : 25,7 % des élèves musulmans affirment se rendre dans un lieu de culte au moins une fois par semaine, 85 % déclarent suivre toujours le jeûne du Ramadan et 81 % affirment manger halal à la maison. Les auteurs en tirent la conclusion que « la religion musulmane participe aujourd'hui à l'affirmation de soi (...) et cela d'autant plus que les élèves ont intériorisé l'idée de stigmatisation du fait musulman. »

### PRINCIPES DE LA LAÏCITÉ

Les collégiens et lycéens de confession musulmane ont une conception de la laïcité plus ouverte que leurs camarades non-musulmans : 52,4 % seraient favorables à l'introduction de cours de religion à l'école (10,6 % chez les non-musulmans) et 63 % sont partisans du port de signes religieux dans l'institution scolaire (28,5 % chez les non-musulmans).

beaux quartiers. A qui appartiennent les voitures qu'on brûle, les boîtes aux lettres qu'on casse ? »

Jaouad Alkhaliki, président de l'Union des musulmans de Trappes (UMT), partage cet avis. Ce jeune informaticien de 34 ans va jusqu'à affirmer que « plus les pouvoirs publics lutteront contre l'insécurité, plus les musulmans seront contents ». Il émet cependant quelques réserves : « Il faut que la police agisse dans le cadre des règles démocratiques. Si jamais une bavure intervenait à Trappes, ça pourrait faire très mal... » Jaouad Alkhaliki se dit « très déçu par les médias » : « Après le premier tour, les télévisions n'ont pas interrogé les musulmans dans les quartiers. Nous sommes les premiers concernés, et on ne nous demande pas notre avis. »

### « LE VOILE OU PAS »

Le stand de l'Union des musulmans de Trappes présente la maquette d'une mosquée de 6 000 m<sup>2</sup>, qui devrait bientôt voir le jour sur le territoire de la commune. « Des graffitis contre l'islam et les arabes ont été tracés sur les panneaux plantés dans le terrain, déplore M. Alkhaliki. On a collé des affiches pour Le Pen et Mégrét sur les portes de l'actuelle mosquée. »

Les discriminations dont sont victimes les musulmans reviennent dans toutes les conversations. Khabib, le webmasteur du site islamia, affirme qu'un projet de veille sur les actes antimusulmans est à l'étude. « Plusieurs internautes envisagent de créer un Observatoire français musulman. Dans un premier temps, notre but est de récolter un maximum d'informations possible. Ensuite, nous commencerons à faire connaître l'observatoire, et puis nous porterons plainte devant les tribunaux. »

Sur le stand d'EMF, deux jeunes filles voilées s'inquiètent des propos que le nouveau ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, aurait tenus contre le port du foulard à l'école : « Dans une France laïque, on devrait être capable de porter le voile ou pas. Je ne vois pas où est le problème, du moment que l'élève est bon et écoute bien en classe », s'indigne Nabila, étudiante en DEUG d'arabe, sous le regard approbateur de Béatrice, une convertie qui porte elle aussi fièrement le foulard.

X. T.

Xavier Ternisien

X.T.

## En Nouvelle-Calédonie, le culte d'un « rocher tabou », mobile contesté du meurtre d'une touriste japonaise

Le corps de Mika Kasuma avait été découvert sur le site de Kanumera, au milieu du lagon de l'île des Pins. Deux frères, qui avaient décrété ce lieu « sacré », ont été écroués

**NOUMÉA (Nouvelle-Calédonie)**  
de notre correspondante

Au Japon, elle a été baptisée « l'île la plus proche du paradis ». Pour Mika Kasuma, ce fut l'île de l'enfer. Cette touriste japonaise de 28 ans a été retrouvée morte, lundi 6 mai, le corps partiellement brûlé et dévêtu, à l'île des Pins (sud de la Nouvelle-Calédonie). L'autopsie a révélé que la victime a été tuée à coups de pierres sur la tête. Un électrochoc dans cette île de 1 700 habitants, fleuron du tourisme calédonien. Plus de 15 000 Japonais s'y rendent chaque année pour y naviguer sur des flots cristallins ou simplement flâner sur les plages au sable immaculé...

C'est dans ce cadre paradisiaque que les gendarmes ont découvert le corps de Mika, dissimulé sous des branchages sur le rocher de Kanumera. Un rocher majestueux planté dans les eaux turquoise du lagon entre les deux plages les plus touristiques de l'île. Le lendemain de la macabre découverte, deux frères originaires de l'île, Antoine, 37 ans, et Ambroise Konhu, 43 ans, étaient interpellés avant d'être mis en examen pour homicide volontaire, jeudi 16 mai, et écroués. Devant

un parterre de journalistes accourus du Japon, le premier substitut du procureur, Michel Carrier, a souligné les « mensonges des deux suspects sur leur emploi du temps » et les « fortes présomptions » pesant sur eux. Il a toutefois précisé qu'il n'y avait « aucune preuve irréfutable » de leur implication et que tous deux n'iaient les faits.

A l'île des Pins, l'arrestation des frères Konhu n'a guère surpris. Ici, même si on se garde de toute conclusion hâtive, « l'histoire du rocher de Kanumera », qui empoisonne depuis des années la vie de cette île paisible, est sur toutes les lèvres. « Tout a commencé il y a un peu plus de douze ans. Le climat politique était agité en Nouvelle-Calédonie, les revendications foncières étaient à la mode et la famille Konhu s'est mise à revendiquer le rocher. Un élu originaire de l'île des Pins les a soutenus pour nuire au grand chef Hilarion Vendegou », raconte un habitant. Le rocher est alors décrété « tabou » et plus personne n'ose s'en approcher, au risque de susciter les foudres des Konhu. Des pancartes « Interdit d'accès - tabou » fleurissent sur le site et quelques incidents alimentent la

rubrique faits divers de la presse locale. L'un des deux frères fait d'ailleurs quelques séjours en prison pour avoir molesté des touristes qui s'y étaient aventurés. « Dans la coutume kanak, ce rocher n'est pas du tout sacré ! Quand j'étais petit, je montais dessus pour me baigner. C'est à tout le monde », s'insurge Arnold, un jeune Kanak réceptionniste dans un hôtel de l'île. Mais les frères Konhu ne désarment pas. Ils aménagent « leur » rocher en petit village de tressage et de sculpture pour attirer les visiteurs, qui devront s'acquitter d'un péage d'environ 100 francs Pacifique (80 centimes d'euro) pour pouvoir mettre le pied sur le rocher.

### VERTUS HALLUCINOGENES

Sous l'influence d'un métropolitain, une « secte du rocher » voit alors le jour autour d'Ambroise Konhu. « Là, c'est vraiment devenu rocambolesque », confie un habitué de l'île, témoin de cette époque. Les jeunes désœuvrés vouent surtout un culte au datura, une plante surnommée l'« herbe du diable », aux vertus hallucinogènes très puissantes et aux effets dévas-

tateurs sur le système nerveux. Plusieurs fidèles de cette pseudo-secte poursuivent aujourd'hui leur délire à l'hôpital psychiatrique de Nouméa.

Soutenu par la grande majorité de la population, le maire et grand chef Hilarion Vendegou avait finalement interdit la fréquentation du rocher. Il entendait mettre ainsi un terme à ce qu'il considérait comme une mascarade. Mais, selon la population locale, les frères Konhu n'avaient jamais renoncé ni à leurs paradis artificiels ni à leurs revendications.

Vendredi, les chefs des clans de la baie de Kuto ont offert une « coutume » - des étoffes et de l'argent - aux parents et au frère de Mika Kasuma venus du Japon se recueillir sur le rocher de Kanumera. Tous ensemble, ils ont prié. Alors que les pierres retrouvées autour de la victime permettaient d'émettre au départ l'hypothèse d'un crime « rituel », les Kanaks ont voulu dire que ce drame n'avait rien à voir avec leurs traditions et qu'ils partageaient la douleur de la famille nipponne.

Claudine Wery

## L'échappée belle de trois retraités britanniques dans les Pyrénées-Orientales

Portés « disparus », ils avaient changé de location

### PERPIGNAN

de notre correspondant

Leur disparition avait plongé l'Angleterre et une partie de la France dans l'inquiétude. Les médias britanniques, accourus en nombre comme leurs homologues français, redoutaient le pire. Mais les tribulations de trois retraités britanniques dont on avait perdu la trace en Roussillon ont connu, vendredi matin, un épilogue heureux. Alice Houghton, son époux Roy, et son frère William Shepard, 235 ans à eux trois, ont bien eu un léger choc en ouvrant la porte de l'appartement de leur pavillon de location de l'avenue du 8-Mai, à Argelès-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). Mais pour l'agent immobilier et les gendarmes de la brigade de gendarmerie de Port-Vendres la vue de ces deux hommes de 78 et 77 ans et de cette femme de 80 ans représentait un vrai soulagement.

La gendarmerie avait mené la veille, jeudi de l'Ascension, d'importantes recherches. Cinquante gendarmes assistés d'un hélicoptère et d'un bateau avaient été mobilisés dans la région de Collioure, où les trois retraités étaient attendus depuis samedi dans une autre location. Jusqu'au coup de téléphone, vendredi matin, d'un agent immobilier d'Argelès qui affirmait leur avoir procuré leur nouveau logement. Les trois « disparus » s'y étaient installés depuis trois jours et n'avaient pas prévenu leurs proches de ce changement de programme. C'est en voyant leurs photos vendredi matin dans le quotidien local, *L'Indépendant*, que l'agent immobilier a reconnu ses locataires et prévenu les autorités. Les vacances des Houghton étaient pourtant bien programmées. Connaissant la région, où ils avaient déjà séjourné, ils avaient

réservé pour une quinzaine de jours une location à Collioure. Après avoir traversé la Manche sur un ferry et la France sous les ondées, ils étaient arrivés en Roussillon sous une pluie digne d'un hiver londonien. A la seule vue de l'escalier à gravir pour accéder à la location initialement retenue, Roy Houghton s'est senti pris de palpitations. Les trois Britanniques ont alors rebroussé chemin et sont revenus à Perpignan, où ils ont passé la nuit à l'hôtel Campanile.

### DE PLAIN-PIED

Inquiète de leur absence, la propriétaire du logement donna l'alerte. Leur fils, Peter Houghton, signalait jeudi, au quotidien londonien *Evening Standard*, qu'il avait eu un dernier contact téléphonique avec ses parents le samedi précédent. « Ils m'ont appelé samedi pour dire qu'ils étaient à une heure de route de Collioure et que tout allait bien », rapportait-il. Tandis que le signallement des trois « disparus » était diffusé dans l'espace Schengen, les retraités s'installaient tranquillement dans une autre location, de plain-pied celle-là, à Argelès-sur-Mer. Roy, éprouvé par le voyage, et son épouse Alice souffrant d'une violente douleur à l'épaule ont passé le plus clair de leur temps jusqu'à vendredi à se reposer, sortant juste pour faire quelques courses alimentaires dans les environs immédiats, où personne ne les avait remarqués.

Trop fatigués, les trois retraités devaient rapidement regagner l'Angleterre. Vendredi matin, un médecin était à leur côté pour évaluer si leur état physique leur permettait de regagner seuls, en voiture, le Royaume-Uni ou si un rapatriement sanitaire était nécessaire.

Jean-Claude Marre

## Les sortants des cabinets ministériels trouvent refuge à l'éducation nationale

C'EST, de l'avis des spécialistes, un « gros arrive ». A l'occasion des alternances politiques, les corps d'inspection du ministère de l'éducation nationale servent souvent de terre d'asile pour les collaborateurs de l'équipe sortante. Mais cette fois, ils ont été tout particulièrement sollicités.

L'inspection de l'académie de Paris, petit groupe d'une dizaine de membres, vient d'accueillir d'un coup cinq personnes : Daniel Assouline, professeur certifié, conseiller puis directeur de cabinet de l'ex-ministre délégué à l'enseignement professionnel Jean-Luc Mélenchon ; Nicole Baldet, chef du secrétariat particulier de Lionel Jospin à Matignon ; Christophe Borgel, ancien président de l'UNEF-ID, conseiller technique au cabinet de Claude Allègre, puis de Jack Lang ; Christophe Degruelle, chef de cabinet de l'ex-ministre de l'éducation ; enfin Claude Roiron, professeur certifié et atta-

chée parlementaire, conseillère technique de MM. Allègre et Lang. Très convoitée, l'inspection de l'académie de Paris a été créée en 1914 avec douze postes, destinés à seconder dans ses responsabilités le recteur des universités de la capitale, à l'époque également ministre de l'éducation.

Ces postes, qui ne sont plus rattachés au territoire parisien, sont inscrits dans une ligne budgétaire. Ils ne correspondent à aucun statut et ne sont soumis à aucune procédure de recrutement. Ils sont à la totale discrétion du gouvernement. Seuls certains de ces « inspecteurs », rémunérés à vie, hors prime, entre 2 520 et 3 560 euros bruts mensuels selon leurs fonctions antérieures, sont effectivement chargés d'une mission pour l'éducation nationale.

La droite a déjà utilisé ce réservoir. En 1996, Françoise Hostalier, ex-« juppette » et éphémère secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire

de François Bayrou, avait été nommée inspectrice de l'académie de Paris.

D'autres nominations, plus « classiques » et décidées davantage en amont afin de respecter procédures officielles et conditions de diplôme, ont permis de garnir les rangs des deux inspections générales de l'éducation nationale. Michel Valadas, directeur de cabinet de M. Mélenchon, Jacques Verclytte, directeur de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger, et Jean-Pierre Villain, conseiller au cabinet de M. Lang, ont ainsi été récompensés pour le travail qu'ils ont accompli en étant promus inspecteurs généraux. Jean Pigeassou et Daniel Vimont, conseillers au cabinet de M. Lang, et Henri Pradeaux, chef de cabinet de Lionel Jospin, sont devenus membres de l'inspection générale de l'administration.

Nathalie Guibert

## La PEEP voudrait voir l'école se rapprocher de l'entreprise

L'insertion professionnelle était au cœur du 83<sup>e</sup> congrès des Parents d'élèves de l'enseignement public

ASSURER une meilleure insertion professionnelle des jeunes. La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) a plaidé, vendredi 10 mai, à l'occasion de son 83<sup>e</sup> congrès à Deauville (Calvados), pour que l'école prépare mieux les jeunes à l'entrée sur le marché de l'emploi. S'adressant au nouveau gouvernement, la PEEP - habituellement classée à droite par opposition à la FCPE, proche du Parti socialiste - a rappelé sa volonté de voir l'école « s'adapter davantage ».

« L'insertion professionnelle des élèves reste une préoccupation majeure des parents d'élèves. Il est nécessaire que l'école fasse évoluer

ses modes d'organisation, ses modes d'enseignement, pour mieux répondre à cette attente », a expliqué Christian Janet, réélu pour la cinquième année consécutive à la tête de l'association.

### « ÉDUCATION AU CHOIX »

La PEEP défend ainsi un rapprochement de l'éducation nationale avec « le monde de l'entreprise », les collectivités locales et les parents. Elle souhaite l'instauration d'une véritable « éducation aux choix » en matière d'orientation et demande aux enseignants d'« adapter » la prise en charge des élèves « en fonction du contexte local ».

La PEEP, qui revendique 300 000 adhérents, est intervenue par avance dans le débat sur le maintien de deux des innovations pédagogiques initiées sous le gouvernement Jospin : il convient, selon elle, d'« amplifier » l'expérience des itinéraires de découverte au collège et des travaux personnels encadrés au lycée. « La meilleure prise en compte de la diversité des élèves nécessite que l'enseignement s'ouvre vers plus de transversalité », justifie la PEEP, contre l'opinion d'une partie des professeurs, qui contestent les modalités de mise en œuvre de ces innovations.

A l'occasion de ce congrès, la PEEP a publié les résultats d'un

sondage réalisé du 9 au 15 avril auprès de 813 parents d'élèves. 57 % d'entre eux se déclarent opposés à une orientation plus précoce qu'aujourd'hui, c'est-à-dire avant la classe de troisième. 70 % des parents interrogés estiment que les moyens mis en place par l'éducation nationale pour aider les jeunes à bien s'orienter et à se former sont insuffisants.

Quant à l'amélioration de l'insertion professionnelle, 82 % des parents plaident pour des stages en entreprise et 78 % pour un dialogue avec des professionnels dans les classes.

Luc Bronner

# LE GRAND JURY

RTL Le Monde 

# Patrick Devedjian

## Ministre Délégué aux Libertés Locales

**DIMANCHE 12 MAI / 18:30**

Patrick Cohen - RTL / Gérard Courtois - Le Monde / Pierre-Luc Séguillon - LCI

**RTL** VIVRE ENSEMBLE



## LE GRAND DOSSIER



PATRICK ZACHMANN/MAGNUM PHOTOS

1976. Jacques Chirac prononce un discours lors d'un meeting du RPR sous les photos géantes de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou.

# L'IMAGE DES PRÉSIDENTS

**N**OUS sommes en 1848 et l'affiche électorale du vainqueur est troublante. Il faut beaucoup d'attention pour trouver le prénom : Louis. En revanche, le nom s'étale en énorme : Napoléon Bonaparte. Le portrait dessiné représente un homme fier, la main dans le gilet. En jouant, au moyen de l'image, de la confusion avec son oncle flamboyant, « Napoléon le petit » (futur Napoléon III), comme le qualifiait avec mépris Victor Hugo, est élu président de la République, premier de la liste des 22 qui mène à Jacques Chirac. La politique spectacle est née. C'est peu dire qu'elle s'est depuis perfectionnée.

Ce « grand dossier » se propose, à travers les sept élections présidentielles de la V<sup>e</sup> République et les cinq présidents qui se sont succédé à l'Élysée depuis 1965 – de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac –, de voir comment les candidats construisent leur image et mettent en place des stratégies de communication qui contribuent à la victoire. Le sujet est tabou : aucun homme politique, craignant d'être transformé en produit, ne s'est livré sur cette question. Il est aussi une énigme : comment apprécier la part de « l'image » dans une victoire ou une défaite ? « Elle déplace 200 000 à 300 000 voix », affirment des spécialistes. Elle

aurait joué un rôle dans la victoire de Giscard en 1974, dans celle de Mitterrand en 1981. Quant aux communicants de Jospin, ils sont en train de devenir les boucs émissaires de la défaite.

La politique spectacle, telle qu'elle s'étale aujourd'hui, est ébauchée par Michel Bongrand au service de Jean Lecanuet en 1965. Elle s'affirme – et gagne – avec le publicitaire Jacques Hintzy, au service de Giscard en 1974. Que dit Hintzy ? « Croire qu'un candidat peut être élu sur un programme et qu'il va ensuite l'appliquer me semble d'une immense naïveté. On élit un homme, pas un programme. » Nous y sommes en plein. La part centrale occupée par les questions de forme, au détriment des idées, se vérifie à quatre niveaux. L'imagerie politique s'est déplacée de la rue – tracts, affiches, professions de foi, photos – à la télévision. Les militants et les cellules « propagande » des partis ont perdu de leur influence au profit de communicants, dont la compétence débordait souvent sur les choix politiques. La définition même de l'image s'est élargie, touchant désormais aux petites phrases, à la forme des meetings et des actions de terrain, aux gestes, à l'élocution, à l'apparence physique du candidat. Dernier facteur, les campagnes « ouvertes » d'antan sont devenues des campagnes verrouillées où les « gros » candidats sont tenus à distance du peuple et des médias par une équipe de conseillers qui distillent des exclusivités, photo et télévi-

sion, comme cela se pratique pour Michael Jackson ou Julia Roberts.

Dans une campagne 2002 où tous ces éléments sont montés d'un cran s'affirme un présidentiable-acteur, qui dévoile sa part d'intimité dans les pages *people* des magazines, envoie au front son épouse. Le Pen apparaît rajeuni et décontracté sur une photo en noir et blanc et ouvre son album de famille à la télévision. Chirac et Jospin bloquent l'accès aux photographes et caméras, préférant les exclusivités promotionnelles. Dans le *Journal non autorisé d'une campagne*, documentaire diffusé sur Canal+, l'enjeu est dit : « Ou comment l'abus de politique spectacle met en danger la démocratie. »

L'affiche politique et la profession de foi ne jouent plus un rôle moteur. Les panneaux officiels sont maltraités et tagués. Les centaines de milliers d'affiches qui, selon un rituel nocturne, sont collées par les militants, jugées « ringardes » par les conseils en communication, sont en régression. Quant aux panneaux commerciaux – les fameux « 4 x 3 » accaparés à grands frais par les candidats fortunés –, une loi de 1989 les a interdits trois mois avant une présidentielle. Restent, dans la mémoire collective, quelques temps forts de ces affiches, comme celle de Giscard avec sa fille en 1974 ou la « Force tranquille » de Mitterrand en 1981, qui, déjà, ont mis en avant une personnalité et non un programme.

L'essentiel se joue désormais à la

**Au fil  
des élections, la  
V<sup>e</sup> République  
a vu croître  
l'emprise des  
professionnels  
de la  
communication  
sur les  
présidents  
et les preneurs  
d'images**

télévision. De Gaulle, un peu malgré lui, a donné la tendance, lors du scrutin de 1965, en faisant du grand spectacle télévisuel entre les deux tours. Ce sont ensuite Gérard Colé et Jacques Pilhan, communicants de Mitterrand, le second passant ensuite au service de Chirac – un transfert qui accreditait l'idée que l'image l'emporte sur le fond –, qui vont faire tourner à plein régime la télévision. Dans cette logique, l'horaire des meetings de Chirac était choisi en fonction du « 20 heures » des télévisions et Jospin a multiplié les voyages en province pour – d'abord ? – se rendre sur le plateau des stations France 3. Le Pen joue aussi de la télévision comme personne. L'image de François Bayrou corrigeant un gamin lui faisant les poches a fait grimper le candidat. Mais, au-delà, Raymond Depardon dit combien « les caméras automatiques », sans point de vue, sans vraiment donner du temps, brouillent les messages au profit de l'apparence.

Les hommes d'image ont beau jeu de répondre que, lorsque la communication prend le pas sur le fond, « c'est qu'il n'y a plus de fond ». Que reste-t-il ? Un Jacques Chirac plus « physique » que Jospin, qui a donné l'impression d'en « vouloir plus fort ». Il reste son portrait photographique, officiel et rassurant, qui orne les 36 000 mairies de France, pour rappeler l'autorité de sa fonction.

Michel Guerrin

## SOMMAIRE

### LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE EN IMAGES

En 1965, de Gaulle a révolutionné la communication politique à la télévision. *Paris Match* et l'intimité des puissants. La galerie des portraits officiels. p. 14 et 15

### LA COMMUNICATION ET LA POLITIQUE

Privés d'accès direct aux présidents, caméramen et photographes dénoncent le contrôle des communicants. p. 16 et 17

### RETOUR SUR LA PRÉSIDENTIELLE 2002

Comment Jacques Chirac a bâti son image. Comment Jean-Marie Le Pen a transformé la sienne. Comment Lionel Jospin avait choisi de confier l'album de la victoire à un photographe, Stéphane Ruet. p. 18 et 19

### ENTRETIENS

Le cinéaste Raymond Depardon et l'historien Jean-Paul Gourévitch passent au crible les rapports entre image et politique. p. 20

Il fut un temps où l'affiche électorale envahissait les rues, où un général-président crevait le petit écran, où la photo d'un repas présidentiel en famille était une révolution

# La V<sup>e</sup> illustrée

## De Gaulle, inventeur de la télévision

Longtemps, la communication présidentielle a relevé du bricolage. « Le grand Charles » a tout changé

**L**E 5 décembre 1965, au soir du premier tour de la première élection présidentielle au suffrage universel, la surprise est énorme. Elle est amère pour le général de Gaulle, mis en ballottage par François Mitterrand, quand on lui prédisait une promenade de santé. « Il était abattu », dira Alain Peyrefitte. « Il a hésité à se présenter au second tour, raconte, aujourd'hui, Pierre Lefranc, son directeur de campagne. J'ai dû le convaincre d'aller se confier à la télévision avant le vote du 19 décembre, de parler de ses goûts, de paraître décontracté. J'ai eu du mal. Il m'a répondu : "Oui, la France veut me voir en pyjama !" »

Elle le voulait. Ce n'est plus le président de la République mais un Français qui se confie – en une seule prise, répartie en trois projections d'une quinzaine de minutes chacune, les 13, 14 et 15 décembre – à Michel Droit, journaliste « aux ordres ». Il parle d'une voix traînante, lève les bras au ciel, lance « L'Europe, l'Europe, l'Europe ! », évoque « la ménagère qui, comme la France, veut le progrès mais pas la pagaille ». Seulement 6,3 millions de Français possèdent un téléviseur qui diffuse deux chaînes en noir et blanc – la deuxième ne couvre que 50 % du territoire. Mais il « a crevé l'écran », conclut la presse. De Gaulle est élu avec 55,19 % des voix. « Le ballottage et ces émissions ont permis de gommer son image de dictateur bonapartiste, explique Pierre Lefranc. Le Général a marqué par son ton, sa maîtrise de la langue, son humour, sa gouaille. Les Français sont entrés

dans la peau d'un homme qui ne se cachait plus derrière son bureau. Ces émissions étaient une nouveauté fondamentale. »

Il y a un paradoxe de Gaulle en 1965. Il se contrefiche – comme la plupart des hommes politiques d'alors – des techniques de communication qui visent à « vendre » un candidat au-delà de son programme, mais il est le premier à comprendre que la télévision est « le » média pour imposer un style et gagner. 1965 est encore le temps du bricolage. Jean Lecanuet s'entoure d'un publicitaire de renom, Michel Bongrand, qui va travailler son image à l'américaine – le sourire « after-shave ». Jean-Louis Tixier-Vignancour, baroudeur de l'extrême droite, est le premier à faire un tour de France dans un bus. Sinon, les cellules « propagande », au-delà de panneaux commerciaux loués, s'appuient essentiellement sur les militants. On ne cherche pas encore à convaincre le sceptique mais à conforter les troupes. Il faut coller en masse, distribuer des tracts, montrer sa force, gagner la bataille de la rue. « J'ai moi-même collé des affiches ! », dit Pierre Lefranc. Il faut aussi gagner la bataille des mots, dans les quotidiens nationaux à gros tirage et à la radio, notamment sur Europe 1 et France-Inter.

De Gaulle annonce sa candidature un mois seulement avant le premier tour, quand Mitterrand ou Lecanuet labourent la France depuis le printemps. « On ne pouvait pas bouger, uniquement préparer des ébauches d'affiches », se souvient Pierre Lefranc, qui n'était pas un pro-

fessionnel de la communication. Pour le Général, un président sortant doit « protéger la dignité de la fonction » et, de ce fait, se déclarer « in extremis ». Dans cette logique, balayée par les présidents-candidats qui lui succéderont, il refuse d'apparaître dans la campagne : aucun meeting ou déplacement, aucune interview, aucune séance photo. Il ne se rend pas au QG de campagne. « Je le voyais très peu », dit Lefranc.

Autre choix extravagant, de Gaulle refuse, avant le premier tour, une bonne partie de son temps de parole à la télévision. Etrange, car depuis 1958, le général verrouille cet objet

unique de la gauche. Il « n'a pas été facile de venir jusqu'à vous », lâche Tixier-Vignancour.

Les gaullistes ne mesurent pas tout de suite l'impact de l'image et la personnalisation engendrée par la télévision. Comment d'ailleurs faire campagne sans jamais « voir » le candidat ? « Cela est en principe impossible. Mais de Gaulle est à part, explique Pierre Lefranc. Il n'avait pas à se faire connaître, à la différence des autres. Nous disions que nous avions un très bon candidat, c'est tout. Et puis, la communication n'avait pas l'importance d'aujourd'hui. Personne ne se préoccupait de mise en scène et

il voyait mal la caméra à cause de l'éclairage. Nous avons ensuite installé une lampe rouge qu'il fixait. » Le premier passage n'est pas bon, le général est raide. Marcel Bleustein-Blanchet, fondateur de Publicis, lui conseille de retirer ses lunettes et de ne pas lire son texte. Mais la première « fait du bruit », dit Pierre Lefranc. On faisait la queue dans les bistros pour le voir.

Très vite, de Gaulle devient éblouissant. Il multiplie les apparitions, notamment lors de conférences de presse mémorables. « Il avait l'art de la formule claire et imagée, humaine, dit Pierre Lefranc. Il n'était pourtant pas entraîné, n'avait pas de conseiller, mais il ne faut pas oublier qu'il avait des centaines de discours derrière lui. Il apprenait tout par cœur, à la virgule près. Il avait surtout l'air convaincu, alors que Chaban-Delmas, par exemple n'a jamais passé le petit écran. »

Certains voient en de Gaulle le premier président qui sait valoriser sa personnalité au moyen de la communication – comme l'a fait ensuite Mitterrand. Le premier showman ? Pierre Lefranc nuance : « Ça n'a rien à voir avec la politique-spectacle d'aujourd'hui. La forme a pris le pas sur le fond. Il était impensable que de Gaulle soit entouré par un aréopage de publicitaires, de lui suggérer de changer de costume ; impensable que sa femme joue un rôle puisqu'elle n'avait pas de fonction publique. Toutes ces déviations portent atteinte à la dignité de la République. »

Michel Guerrin et Daniel Psenny

« Il apprenait tout par cœur, à la virgule près. Il avait surtout l'air convaincu. »

PIERRE LEFRANC

ménager dont il se méfie. Alain Peyrefitte, le ministre de l'information, bâtit « le journal télévisé du soir » communiqué au directeur de l'information, le gaulliste Edouard Sablier. Aucune place alors n'est offerte à l'opposition. Tout change en 1962, avec une loi qui fait bénéficier les candidats d'un temps de parole égalitaire à la radio et à la télévision. Les adversaires du « grand Charles » peuvent se faire connaître aux Français, montrer leur visage, faire entendre leur voix, aligner les critiques.

« Ce dialogue qui commence entre nous, je l'espérais depuis longtemps », dit François Mitterrand, candidat

d'image. » Les moyens financiers sont « sans aucune mesure » avec ceux d'aujourd'hui. « J'ai fait la campagne sous les préaux d'école avec 200 affiches », dit Lefranc.

De Gaulle rectifie le tir avec son grand numéro télévisé d'entre les deux tours. Il n'y a là rien de providentiel. L'animal a déjà sept ans de télévision derrière lui. Il est le premier président du conseil, en 1958, à s'adresser aux Français, droit dans les yeux, derrière son bureau. Pierre Lefranc était à ses côtés, servant de « doublure » (ils ont la même taille) pour les réglages. « La première fois, il était dans ses petits souliers. Myope,

## Où sont les grandes affiches d'antan ?

Réglementées par une loi à partir de 1989, elles permettaient auparavant aux candidats d'envahir les murs

Où sont passées les grandes affiches politiques d'antan qui s'étalaient sur les panneaux de 4 m x 3 m, animant les murs des villes, agressant les champs de luzerne ? Elles ont été balayées par une loi de 1989, qui interdit tout affichage commercial trois mois avant une présidentielle, six mois avant une législative. Restent les affichettes sur les panneaux officiels, qui privilégient le visage du candidat pour la plupart, des mots et promesses pour l'extrême gauche, le fond bleu pour les candidats de droite, et les « affiches sauvages », que les militants collent suivant un rituel à l'efficacité incertaine.

Même cet affichage sauvage est en régression. Il a quasiment disparu à Paris. « C'est une bonne chose car c'est nocif pour l'environnement, il ne fait pas gagner une voix et fait perdre du temps aux militants », affirme Jacques Hintzy, responsable des campagnes de publicité de Giscard d'Estaing en 1974 et en 1981. « Les panneaux officiels sont moins nombreux qu'il y a dix ans », ajoute Alain Gesgon, président du Centre international de recherche sur l'imagerie politique. Enfin, les partis constatent que ces affiches sont souvent déchirées, taguées, détournées, ridiculisées, symptôme de plus d'un affichage marginalisé au profit de la télévision et d'un irrespect grandissant envers les hommes politiques.

L'agonie des images de la rue inquiète. « Les citoyens ont perdu la possibilité de se retrouver ou de s'opposer autour d'un cœur de campagne, de personnalités. Les affiches donnaient une assise », dit Jacques Hintzy. Jacques Séguéla, « communicant » des socialistes de Mitterrand à Jospin, a été sévère, dans *Le Monde*, en 1999 : « La France, pays phare de la démocratie, est un des rares pays du monde qui l'a bâillonnée. Le pire est de priver ainsi les campagnes électorales de tout symbolisme. »

Il existe en effet des symboles forts dans les affiches commerciales des élections de la V<sup>e</sup> République, reflète

d'une époque, d'une économie, d'une vision de la politique. Les premiers panneaux commerciaux 4 m x 3 m sont utilisés dès 1965. De Gaulle et Lecanuet ont les moyens de se les offrir, pas François Mitterrand, dont la campagne « était marquée par une grande pauvreté », affirme Georges Beauchamp dans *La Photo du Président*, de Viviane Esders (Hazan, 2002). « Il y avait surtout un gros affichage militant, y compris sur les écoles et les églises », explique Alain Gesgon. De Gaulle utilise le drapeau tricolore ; Lecanuet montre ses dents ; Mitterrand, avec son slogan « Un président jeune pour une France moderne », pose sur fond de pylônes EDF « au moment où le pays s'électrifie à outrance », dit Alain Gesgon.

La qualité insipide des affiches de 1969 – deux portraits pour Pompidou et Poher avec des slogans passe-partout – succède au sommet de



La campagne de François Mitterrand, en 1981. La photo a été prise par Patrick de Mervelec, sur fond de village de la Nièvre.

créativité que fut mai 68. Une affiche alternative prolonge 68 : elle montre les deux candidats du second tour, de profil, dos à dos comme dans un duel, avec ce titre : « Blanc bonnet, bonnet blanc ».

Le premier duel Giscard-Mitterrand, en 1974, marque un bond en avant de l'affichage commercial « avec l'apogée du 4 x 3 », affirme

Alain Gesgon. Giscard, dont les t-shirts « Giscard à la barre » font fureur, apporte une rupture en posant avec sa fille, Jacinthe. « On a dit que cette affiche a apporté le demi-point gagnant à Giscard, relève Alain Gesgon. Elle fut abandonnée collée, très vue, avec juste le nom du candidat qui sort de sa tour d'ivoire, abandonne son image de technocrate et de minis-

tre des finances pour devenir un père de famille en costume clair. » Les affiches de Mitterrand, en revanche, sont banales – « sur une version, il est mal rasé ! », remarque Alain Gesgon. 1974 est aussi marquée par « La nouvelle société » de Chaban-Delmas et la première affiche écologiste, pour René Dumont, écrite à la main, comme un dessin d'enfant.

1981 est considérée comme l'apogée de l'affiche commerciale, avec notamment l'arrivée des panneaux doubles 4 x 3, d'un coût considérable, sans contrôle. Les affiches de Mitterrand, « présentes en masse », ont le plus marqué. On retient souvent « La force tranquille », en panneau simple ou double, avec un slogan personnalisé sans référence au socialisme. Une autre affiche, « L'autre chemin », montre pour la première fois un candidat (Mitterrand), en panneau simple ou double, entouré

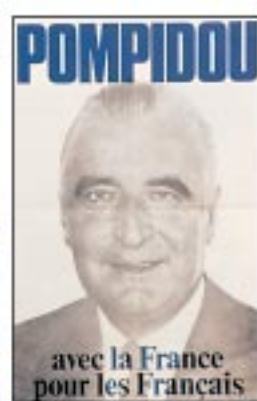
d'une équipe. « Il n'y a aucun communiste alors que Mitterrand affirmait qu'il y aurait des ministres du PC », note Gérard Colé, qui a dirigé la communication du candidat.

Les équipes de communication se mettent à commander des portraits à des photographes de renom : Erwit, Aron, de Mervelec pour Mitterrand, Helmut Newton pour Chirac – photo refusée par Bernadette Chirac. Ce dernier est le premier des grands candidats à tomber la cravate. La campagne de Giscard est en revanche plus classique, en président, avec un portrait et un slogan – « Il faut une France forte » – déclinés sur plusieurs fonds (usine, paysage, sport...). Giscard innove aussi avec des 4 x 3 qui invitent le public à l'appeler au téléphone : « VGE 81-81 » ou qui annonce son passage à la télévision, « Le 8 mai à 20 h 30 ».

En 1988, apparaît le panneau triple 4 x 3, dernière étape dans la surenchère. Mitterrand l'adopte, Raymond Barre aussi, et même Le Pen. « Arlette Laguiller sort son premier 4 x 3 », ajoute Alain Gesgon. Mitterrand joue les rassembleurs avec « La France unie » sur fond de drapeau bleu-blanc-rouge – ce qui est interdit par le code électoral – et le fameux « Génération Mitterrand » avec un bébé. Chirac abandonne les lunettes et l'afficheur Giraudy innove en annonçant sur un panneau : « Dimanche soir, ici à 20 heures, vous avez rendez-vous avec l'Histoire ». A l'heure dite, le visage de Mitterrand apparaissait.

Bien malin celui qui peut retenir une affiche de la présidentielle de 1995. Pour 2002, au-delà du portrait neutre de Jacques Chirac ou de l'instaurant de Jospin sur fond prune, on retiendra le portrait en noir et blanc de Jean-Marie Le Pen, décontracté et rajeuni de vingt ans. Ou la belle créativité d'affiches sauvages anti-Front national qui ont fleuri sur les murs de France, avant la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai.

M. G.



Affiches pour des élections présidentielles. De gauche à droite et de haut en bas : Valéry Giscard d'Estaing et sa fille, en 1974. Deux affiches pour Jacques Chirac, en 1981. Georges Marchais (PCF), en 1981. Charles de Gaulle, puis François Mitterrand, en 1965. Georges Pompidou en 1969. Arlette Laguiller, pour sa première participation en 1974.



# L'intimité des puissants

De René Coty à Jacques Chirac, « Match » cherche à photographier « autrement » la République



Septembre 1958. Les de Gaulle chez eux, à La Boisserie, à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne), la veille du référendum sur la Constitution de la V<sup>e</sup> République.



Dimanche 15 juin 1969. Georges Pompidou et sa femme Claude à Orvilliers (Yvelines) le jour du second tour de l'élection présidentielle.



1990. François et Danielle Mitterrand à Latche (Landes).

QUELQUES jours avant le second tour de l'élection présidentielle, le Press Club de France accueillait une exposition de photos : « La vie privée de la République, de Coty à Chirac » (01-40-74-64-94). Toutes ces images ont été prises, à la demande de Paris-Match, par des photographes maison, avant d'être publiées dans les pages du magazine. Une seule exception : celle du président Coty (assis) humant une soupière fumante tenue par sa femme (debout). L'instantané fixé par Izis, un photographe indépendant, a été acheté par l'hebdomadaire.

En réalité, le premier grand reportage sur l'intimité des présidents appartient à la préhistoire de la V<sup>e</sup> République. Il s'agit d'une visite à la Boisserie, seule et unique fois où un photjournaliste – Jean Mangeot – pénétrera de son vivant dans la demeure champenoise du général de Gaulle. Nous sommes en octobre 1954, l'homme du 18 juin n'est pas encore retourné aux affaires, et il vient de rédiger le premier tome de ses Mémoires, dont Paris-Match publie les bonnes feuilles. Dans l'esprit de l'homme d'Etat, ces Mémoires sont incontestablement une machine de guerre destinée à le rapprocher du pouvoir. Et l'entretien illustré qui accompagne la sortie du volume est un événement médité par l'auteur : Paris-Match diffuse à l'époque plus d'un million et demi d'exemplaires, alors que la télévision sort à peine des limbes. Les intérêts de l'hebdomadaire populaire – réussir un scoop – coïncident donc avec ceux du « plus illustre des Français » : revenir dans l'actualité.

Cette convergence d'intérêts va se retrouver par la suite quand la direction du magazine – Roger Théron en tête – décide de consacrer des pages régulières à la vie privée des hôtes de l'Élysée. « Publier des images que l'on ne voit nulle part ailleurs, c'est le rôle de Paris-Match, explique le directeur de la rédaction, Alain Genestar. Même si ces photos, plus proches, plus authentiques, plus vraies, peuvent servir les hommes politiques. » Encore faut-il élaborer un mode d'emploi. « Nous nous sommes vite posé la question : comment photographier autrement un président de la République ? », se souvient Marc Brincourt, l'organisateur de l'exposition. Le modèle retenu va être celui du star system, largement testé aux Etats-Unis, où Life diffuse les images du président Kennedy jouant avec ses enfants ou se promenant au bord de la mer avec sa femme. On verra donc successivement Georges et Claude Pompidou avec leur labrador dans leur maison

de campagne d'Orvilliers, Valéry Giscard d'Estaing à table avec toute sa famille, François Mitterrand cheminant sur un sentier des Landes, et Jacques Chirac déjeunant sans protocole dans le jardin de l'Élysée avec sa femme Bernadette et le couple Juppé.

divers. Nous privilégions les hommes et les femmes, des vedettes du spectacle aux politiques. Notre métier c'est d'aller au plus près de ces acteurs. »

Cette revendication fondamentale d'information est contredite par les tractations et les mises en scène qui entourent un grand nombre de pri-

phes d'information capables de couvrir la guerre d'Afghanistan ou un reportage chez tel ou tel candidat. Aujourd'hui, pour des raisons de sécurité, il est de plus en plus difficile d'approcher un homme politique de près. D'où les accords que nous passons avec lui. Mais proximité ne rime pas avec complaisance. Une photo officielle, donc une fausse image. Une fausse image est peu convaincante, donc mauvaise pour notre public. Aussi ne nous intéresse-t-elle pas. » Le magazine irait-il jusqu'à publier des images qui fâchent ? « La vie de Paris-Match est tissée de broutilles et de réconciliations », constate Alain Genestar. L'enquête de Claudine Vernier-Palliez sur le séjour de Jacques Chirac à l'île Maurice au cours de l'été 2000 – un joli portrait en creux du président de la République – provoqua les foudres de l'Élysée. Elles furent suivies d'une lettre d'excuses du directeur de la rédaction et d'un démenti furieux de la société des journalistes de l'hebdomadaire.

Emmanuel de Roux

« Nous privilégions les hommes et les femmes, des vedettes du spectacle aux politiques. Notre métier, c'est d'aller au plus près de ces acteurs » ALAIN GENESTAR

L'impact médiatique de ces opérations n'échappe pas aux hommes politiques. Parfois, entre le photographe et son modèle se noue une complicité, sinon une amitié. Celle de François Pagès pour Georges Pompidou ou de Claude Azoulay pour François Mitterrand sont notoires. Les photjournalistes accompagnent régulièrement leur « sujet ». Ils sont parfois reçus chez eux et peuvent travailler sur la durée, sans contraintes. « L'habitude, la répétition, effacent la suspicion », affirme aujourd'hui Claude Azoulay. Cette relation n'est pas fréquente. Valéry Giscard d'Estaing entend choisir lui-même les photos à publier. « Presque tous veulent contrôler étroitement leur image, indique Marc Brincourt. A chaque fois il faut négocier. Même avec Mitterrand, qui accepte rarement que d'autres familiers apparaissent à ses côtés. Quant à Jacques Chirac, il n'a jamais accepté de se laisser photographier avec son petit-fils à l'Élysée. On est loin de la liberté laissée par un Bill Clinton aux photographes de la Maison Blanche. »

La chasse aux images est d'autant plus difficile que les lois françaises protègent la vie privée des individus. Il faut donc négocier sans arrêt. Du coup il n'existe pas (ou peu) de photos de Georges Pompidou malade ; celles de Mazarine, la fille de François Mitterrand, sont publiées très tardivement, avec l'aval tacite de son père. Quant à l'image de Mitterrand sur son lit de mort – dont l'auteur reste inconnu –, elle a valu à l'hebdomadaire un procès. « C'est une très belle photo pleine de dignité, affirme Alain Genestar. Nous avons pris le risque juridique de la publier parce qu'elle correspondait à nos critères. » Ces critères sont simples : être présent dans tous les secteurs de l'information. « Match est le journal de l'image et des gens, explique Alain Genestar. Nous couvrons les grands événements nationaux et internationaux, des guerres aux faits

ses de vue. Jacques Chirac surpris au restaurant ou Lionel Jospin aperçu dans sa cuisine, autant de tranches de vie qui ne tombent pas du ciel. Un membre de la rédaction de Match avoue que « ce sont les candidats, ou plutôt leurs conseillers, qui imaginent les images que nous prenons ». Ce que récuse Alain Genestar : « Match est un journal d'information, nous utilisons des photogra-



27 avril 1996. Jacques et Bernadette Chirac reçoivent le premier ministre Alain Juppé et sa femme Isabelle dans les jardins de l'Élysée.



Avril 1981. La famille Giscard d'Estaing réunie le dimanche.

## L'art délicat du portrait officiel

L'IMAGE du président, c'est d'abord le portrait officiel qui orne les mairies des 36 664 communes de France, ainsi que des commissariats, collectivités locales, préfectures, écoles ou ambassades. Aucune disposition n'oblige un maire à exposer l'effigie du président, mais cette tradition républicaine s'intensifie : 60 000 affiches de Chirac, de 50 cm x 60 cm, ont été imprimées en 1995. Régulièrement, des institutions, entreprises, éditeurs, le public aussi, commandent affiches et tirages à prix coûtant. Nombre de villages ont décoré une salle avec les portraits des vingt-deux chefs d'Etat, de Napoléon III à Jacques Chirac.

Les photos traduisent une fonction plus qu'elles ne révèlent l'homme. Sauf Giscard. Les contraintes du genre sont lourdes – « un cahier des charges impossible », a dit Bettina Rheims après son portrait du président en exercice – donnant des images solennelles d'un homme droit comme un i. Car le portrait officiel, c'est autant le président et ses conseillers qui le réalisent que le photographe.

Quand Jean-Marie Marcel est contacté pour réaliser, en 1958, le portrait officiel du général de Gaulle, le photographe, qui tenait un studio place Vendôme, avait abandonné le métier. « Mais on ne refuse pas un tel client », dit-il aujourd'hui. Un client qu'il connaît bien. En 1945, ce portraitiste avait réalisé le portrait

le plus fort de De Gaulle, au point d'avoir servi d'affiche électorale : en noir et blanc, insolent, menton haut et cigarette au coin des lèvres. « Il fumait ses Players comme un pompier. Je ne l'ai jamais vu aussi détendu et conquérant. »

Avant la prise de vue officielle, Pierre Lefranc, conseiller du général, demande à Marcel s'il n'a rien à se reprocher. « Pour rigoler, j'ai répondu que j'avais été le photographe de Pétain... » Le photographe prend deux vues, en militaire puis en civil. « De Gaulle avait souffert d'avoir vécu dans l'illégalité et il voulait gommer son image d'officier. Il a donc retenu le portrait en costume bourgeois. » Mais avec l'Ordre de la Libération au cou.

Marcel se tient à distance, 7 mètres, optant pour une focale longue afin de « gommer l'embonpoint ». « Je lui ai demandé de tourner la tête, pour qu'elle ne soit pas dans l'alignement du corps. » La vue est académique, mais elle est la première en couleur. « La première aussi avec une bibliothèque au fond, que j'ai choisie. »

Amoureux du portrait « habité » en noir et blanc, auteur de belles photos de Colette ou de Mésaïen, Marcel ajoute : « Cette photo, ce n'est pas mon goût. J'aurais préféré montrer le général comme il était et non comme une statue, mais je n'ai pas eu le choix. » « C'est du travail bien fait », aurait répondu de Gaulle à propos d'une image

dont le négatif original a été perdu. Jean-Marie Marcel est assez sévère envers les quatre portraits suivants. Pompidou ? « La position est mauvaise, sinon, c'est une réplique de ma photo. » Giscard ? « Il a voulu faire le malin et il a réussi. » Mitterrand ? « Il est mal éclairé. Il ressemble à un président d'entreprise ou de banque. » Chirac ? « C'est la catastrophe : On dirait un maître d'hôtel qui reçoit le client devant son établissement. »

Jean-Marie Marcel a raison sur un point : Giscard marque une rupture dans la galerie des vingt-deux portraits. « La photographie est l'art de l'instantané, et je voulais une image qui rénove radicalement l'image répu-

blicaine. Je la voulais en plein air, en costume de ville », a expliqué au Monde de l'ancien président. Avec Lartigue, l'Élysée choisit pour la première fois un photographe mondialement célèbre. Non pas un portraitiste mais un champion de l'instantané sautillant. Dans son journal, Lartigue explique : « Giscard voulait une photo gaie, j'avais installé un grand drapeau sur le perron de l'Élysée, j'ai demandé au vent de faire bouger le drapeau et j'ai attendu que le visage du président se dessine sur la couleur blanche. »

Giscard est le premier président à ôter l'habit de cérémonie (écharpe rouge, grand collier de la Légion d'honneur), le premier à desserrer les lèvres. C'est la seule image

– d'ailleurs légèrement floue – où le mouvement se fait sentir. Le format horizontal est inédit. Lartigue serait aussi le premier photographe rémunéré (6 000 F). Le cachet a doublé pour Gisèle Freund, qui montre, avec Mitterrand, le premier président assis, un livre ouvert dans les mains (Les Essais de Montaigne). Célèbre pour ses portraits d'écrivains dans les années 1930, Freund met en avant l'homme de lettres. « Le président m'a demandé une photo "digne". Je l'ai pris en éclairage naturel, il était mal habillé et crispé. En moins d'une demi-heure, c'était bouclé », nous avait raconté la photographe. « Je ne suis pas très contente de l'image, elle ne me ressemble pas. »

Jacques Chirac serait le premier à avoir choisi son photographe, la sulfureuse Bettina Rheims, star tapageuse de l'image sexy, qui est descendue dans le parc de l'Élysée – une première – dans le but de montrer un homme « proche des gens, accessible, plus simple ». Comme Mitterrand en 1988, le président ne devrait pas faire réaliser une autre prise de vue pour son deuxième mandat. Ce deuxième portrait a, d'une certaine façon, été publié en couverture de Paris Match, juste après sa victoire : toujours dans le parc sur fond d'Élysée, même corps penché vers la droite, même costume sombre. Mais cette fois, Bernadette est à ses côtés et un caniche blanc gambade dans l'herbe.

M. G.



Séance de travail pour la photo officielle de Valéry Giscard d'Estaing. © Hugues Vassals. Association des amis de J. H. Lartigue/Ministère de la culture 2002.

Les preneurs d'images du XXI<sup>e</sup> siècle échappent difficilement aux règles draconiennes imposées par les professionnels du marketing politique pour mettre en valeur leur président

Avril 1985. Yves Mourousi, présentateur vedette de TF1, innove et surprend en interviewant le président de la République, François Mitterrand, assis sur la table du studio.



## Le cauchemar des photographes

L'accès des preneurs d'images aux présidents est si limité qu'ils crient à la manipulation

Le livre vient de sortir et il a un parfum de nostalgie. Pour *La Photo du président* (éd. Hazan), Viviane Esders a sélectionné les images fortes des cinq présidents de la V<sup>e</sup> République. On y retrouve la gestuelle gaillarde d'un de Gaulle, Giscard à son aise, Mitterrand en promenade avec son ennemi Michel Rocard, Chirac en Rastignac agité, et puis des dizaines d'instantanés, admiratifs ou sévères, pris par des photographes en liberté.

Ère révolue. Nombre de photographes affirment que l'élection présidentielle 2002 marque un tournant dans la politique spectacle. Il tient en une formule : « Bienvenue au nouveau royaume des entraves et de la manipulation. » Patrick Artinian, trois présidentielles au compteur, dont celle de 2002 pour *Le Monde*, est sans nuance : « C'était l'enfer. Je n'ai jamais vu ça. Tout est contrôlé, formaté. » Laurent Troude, jeune photographe qui vient de boucler sa première présidentielle en suivant Jacques Chirac pour *Libération*, livre le même constat : « Les politiques sont devenus des stars du showbiz. » Guillaume Herbaut, qui a suivi Lionel Jospin : « On ne peut plus donner un sens politique aux photos. »

A l'origine du contrôle des images, il y aurait l'inflation spectaculaire de photographes et d'équipes de télévision, essentiellement autour des candidats Chirac et Jospin. « En 1974, il y avait quinze photographes et trois caméras. En 2002, il y avait quarante photographes et trente caméras », constate Benoît Gysembergh, photographe de *Paris Match*. 2002 marque encore une forte inflation par rapport à 1995. « Arriver à photographier Chirac en pied tenait de l'exploit », se souvient Laurent Troude. On a vu apparaître, pour Lionel Jospin, une « responsable de l'image », Nathalie Mercier, alors que Claude Chirac jouait ce rôle – parmi d'autres – pour son père. Ces dernières ont mis en place des protocoles serrés comme on n'en avait jamais vu en France, dans le but d'« aider » les photographes. « De les manipuler », répondent les intéressés.

Premier grief, la mise à distance. « On n'approche pas » est la phrase que j'ai dû entendre le plus, explique Guillaume Herbaut ; or il est déterminant de pouvoir bouger près du candidat et tourner autour. » Pour les meetings, qu'il était impossible de photographier avant et après, encore moins dans les coulisses, le rituel laisse peu de place à l'impré-

vu. Pour Jacques Chirac, les photographes étaient parqués sur deux praticables loin du micro. « Il était impossible d'aller près de la scène ou derrière », raconte Laurent Troude, qui a demandé à être avec Jacques Chirac durant les deux minutes précédant son entrée dans une salle de meeting. Il a essayé un refus. Pour les déplacements du président, les preneurs d'images ont encore en

fameux protocole : « Pour un meeting, la scène, la lumière, la distance, le micro, le pupitre, le fond bleu, tout est en place pour générer une image efficace. Claude Chirac a appris l'image, elle sait qu'installer une corde à 7 m permet d'éviter l'objectif 7 mm qui déforme le visage. Rendre le candidat ridicule est quasi impossible. Les photographes sont en cage et prennent un peu les mêmes photos. A

hasard sur le candidat socialiste, à l'aéroport de Toulouse.

« Quand il n'y a pas de débat de fond, les images deviennent ternes », analyse Patrick Artinian. Et d'affirmer que la propagande pointe. « Les photographes sont devenus de la chair à meeting », peste Daniel Simon, de l'agence Gamma. Les meetings, fréquentés par « des militants jeunes, que l'on met en avant, et des personnes âgées, que l'on cache », sont d'abord destinés à offrir quelques secondes d'images aux journaux télévisés. Laurent Troude est sévère : « Tout est fait pour donner une image parfaite et des visages lisses. Le car de journalistes qui suivait Chirac s'arrêtait parfois uniquement pour les preneurs d'images. Et même les photos qui semblent échapper à la propagande sont sous contrôle. » Chirac boit une bière avec des adolescents pour faire jeune et pose sur fond de Mont-Saint-Michel pour faire une bonne photo ; Martine Aubry se maquille pour se donner une image féminine ; Roselyne Bachelot se jette au cou de son favori pour cultiver son image décalée ; Lionel Jospin fait la cuisine pour paraître convivial. « Chirac, qui donne l'impression de s'être fait surprendre au restaurant avec sa femme par un photographe, c'était assez malin », se souvient encore Laurent Troude.

Cette image a fait la couverture de *Paris Match* quelques jours avant le premier tour. Son auteur, Benoît Gysembergh, raconte : « J'ai dit à Jacques Chirac que je voulais une photo un peu exceptionnelle. Il m'a répondu de voir ça avec sa fille. Claude m'a alors suggéré de passer au restaurant où son père devait dîner un soir, avec Bernadette. Ils sont peut-être allés au restaurant à cause de moi, mais c'est toujours mieux qu'un truc monté dans une cuisine. » On touche à un autre aspect de cette présidentielle : l'afflux de « rendez-vous exclusifs ». Le journal y voit un scoop, le candidat se donne une image de M. Tout-le-Monde sympathique. Mais qu'en pensent les photographes ? Benoît Gysembergh cherche « une photo qui s'approche de l'instantané. Les hommes politiques me disent souvent : "Vous voulez quoi monsieur le photographe ?" Ce n'est pas à nous de dire ! Le résultat est que tout semble télévisé ». Beaucoup de photo-

graphes voient dans ces rendez-vous des opérations de communication avec des candidats qui contrôlent les photos avant publication. « Ce n'est pas mon cas », corrige Benoît Gysembergh.

La France suit la voie des Etats-Unis, ce pays où le photographe officiel de la Maison Blanche a pu suivre Clinton jusque dans les toilettes, mais où, dans le même temps, un contrôle très sévère s'est exercé lors de prises de vue en situation officielle : des photographes parqués dans un périmètre précis, à 150 m, avec un responsable qui indique l'objectif, la lumière, et le temps d'exposition, dans le but d'obtenir le « meilleur profil » du président.

Ancien photographe, aujourd'hui responsable de l'agence Roger-Viollet, Henri Bureau ose une comparaison : « Jamais Pompidou ou Chirac ne m'ont demandé de voir mes photos avant publication. La coutume semble avoir changé. On a l'impression que des photographes sont convoqués par les politiques pour une prise de vue. C'est de la fausse intimité. Avant, c'étaient les photographes qui faisaient les coups. Quand j'ai photographié Pompidou en train de se baigner en Bretagne, à Pâques, après une marée noire, c'était mon idée, et il accepte parce qu'il me connaît. Aujourd'hui, les conseillers en image polissent tout au point de trouver extraordinaire une photo de Chirac qui ouvre son frigo. »

L'homme politique, surtout en campagne, a une peur bleue de se voir ridiculiser dans le journal. Mais pourquoi refuser à ce point de montrer des « moments humains, de fragilité, d'inquiétude ou de débat animé », demande Laurent Troude. C'est un Jacques Chirac en homme politique que je veux montrer et non un personnage sacralisé. » Guillaume Herbaut choisi de photographier les « détails incontrôlables », le décor, les objets, les sièges, les lieux, les gens qui restent ou attendent, les tracts par terre. Quelques jours avant le premier tour, il avait ces mots envers Lionel Jospin : « Sa campagne est déshumanisée. Une élection devrait être une ouverture vers la vie et j'ai découvert un candidat coupé de la réalité. »

Michel Guerrin

« Claude Chirac a appris l'image, elle sait qu'installer une corde à 7 m permet d'éviter l'objectif 7 mm qui déforme le visage »

BENOÎT GYSEMBERGH

tête la fameuse corde épaisse derrière laquelle ils étaient parqués, brandie par deux responsables de la sécurité. Pour un meeting de Jospin, Guillaume Herbaut se souvient d'avoir eu droit à trois minutes, montre en main, devant la scène. Deux fois, il s'est fait tirer le pantalon par la conseillère en image du candidat socialiste, parce qu'il s'était écarté de l'espace autorisé. Benoît Gysembergh décrypte ce

hasard sur le candidat socialiste, à l'aéroport de Toulouse. « Quand il n'y a pas de débat de fond, les images deviennent ternes », analyse Patrick Artinian. Et d'affirmer que la propagande pointe. « Les photographes sont devenus de la chair à meeting », peste Daniel Simon, de l'agence Gamma. Les meetings, fréquentés par « des militants jeunes, que l'on met en avant, et des personnes âgées, que l'on cache », sont d'abord destinés à offrir quelques secondes d'images aux journaux télévisés. Laurent Troude est sévère : « Tout est fait pour donner une image parfaite et des visages lisses. Le car de journalistes qui suivait Chirac s'arrêtait parfois uniquement pour les preneurs d'images. Et même les photos qui semblent échapper à la propagande sont sous contrôle. » Chirac boit une bière avec des adolescents pour faire jeune et pose sur fond de Mont-Saint-Michel pour faire une bonne photo ; Martine Aubry se maquille pour se donner une image féminine ; Roselyne Bachelot se jette au cou de son favori pour cultiver son image décalée ; Lionel Jospin fait la cuisine pour paraître convivial. « Chirac, qui donne l'impression de s'être fait surprendre au restaurant avec sa femme par un photographe, c'était assez malin », se souvient encore Laurent Troude.

Cette image a fait la couverture de *Paris Match* quelques jours avant le premier tour. Son auteur, Benoît Gysembergh, raconte : « J'ai dit à Jacques Chirac que je voulais une photo un peu exceptionnelle. Il m'a répondu de voir ça avec sa fille. Claude m'a alors suggéré de passer au restaurant où son père devait dîner un soir, avec Bernadette. Ils sont peut-être allés au restaurant à cause de moi, mais c'est toujours mieux qu'un truc monté dans une cuisine. » On touche à un autre aspect de cette présidentielle : l'afflux de « rendez-vous exclusifs ». Le journal y voit un scoop, le candidat se donne une image de M. Tout-le-Monde sympathique. Mais qu'en pensent les photographes ? Benoît Gysembergh cherche « une photo qui s'approche de l'instantané. Les hommes politiques me disent souvent : "Vous voulez quoi monsieur le photographe ?" Ce n'est pas à nous de dire ! Le résultat est que tout semble télévisé ». Beaucoup de photo-

Février 2002. Lors d'une visite du président-candidat Jacques Chirac, à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), où sa femme l'accompagne, les journalistes et photographes sont tenus à distance derrière un cordon.





# sous contrôle

## Négociations, accords et exclusivités

Présidents et candidats ont appris à soumettre la télévision et la presse à leurs propres règles

**R**UPTURE sur le petit écran : Jacques Chirac ayant refusé de débattre avec Jean-Marie Le Pen avant le second tour du 5 mai, l'histoire des élections à la télévision retiendra surtout de la présidentielle 2002 qu'il n'y aura pas eu de face-à-face, donc d'images susceptibles de figurer dans la mémoire audiovisuelle sur les deux candidats restés en lice. Re-transmis par les grandes chaînes hertziennes, ce débat était pourtant traditionnel au point de faire figure de point d'orgue de la campagne depuis trente ans.

En 1974, au cours d'un débat homérique, Valéry Giscard d'Estaing lançait à son rival François Mitterrand : « Vous n'avez pas le monopole du cœur ! ». En 1981, le second face-à-face télévisé entre VGE et François Mitterrand est considéré comme celui qui apporta l'adhésion de la majorité des électeurs au candidat de la gauche. En 1988, le duel entre Jacques Chirac et François Mitterrand atteignit un niveau rare de dramatisation avec les accusations de « mensonge » lancées par le second au premier, à propos de l'affaire Wahid Gordji, un Iranien soupçonné de soutien à des commandos

terroristes et renvoyé en Iran. Enfin, en 1995, le débat entre Jacques Chirac et Lionel Jospin fut très organisé : le choix des journalistes donna lieu à d'âpres négociations. Finalement l'accord se fit sur Guillaume Durand et Alain Duhamel, après que d'autres furent récusés par l'une et l'autre partie. Cet épisode poussa les rédactions des télévisions à critiquer des candidats « ravalant les chaînes au rang de simples prestataires de service ».

Pour échapper aux parcours ainsi balisés par les chargés de communication ou pour apporter aux émissions politiques un peu de vie, un nouveau genre s'est développé, le film « de coulisses ». Tournés à l'aide de petites caméras numériques qui permettent d'approcher au plus près les candidats sans trop se faire remarquer, ces documents sont supposés capter des moments de vérité, rompre avec la langue de bois et montrer ces petits riens qui rendent l'homme politique humain. Dans le sillage de Raymond Depardon, le cinéaste Serge Moati a voulu à son tour filmer la politique autrement. Pour lui, il s'agit de mettre l'homme politique en confiance afin d'obtenir des images spontanées, échappant le plus possible à leur contrô-

le. 47,3 %, coulisses d'une campagne, chronique de la candidature présidentielle de Lionel Jospin en 1995, révéla au public des aspects méconnus de la personnalité du candidat socialiste.

Pour l'élection de 2002, le réalisateur n'a été autorisé à suivre aucun des deux principaux candidats à la présidentielle, Jacques Chirac et Lionel Jospin. Après avoir hésité, il a quand même réalisé un film sur

« plans médias ». L'équipe de campagne de Lionel Jospin a ainsi donné l'exclusivité de tournage dans l'Atelier du candidat, rue Saint-Martin à Paris, à une équipe de jeunes réalisateurs de la société de production 2P2L, Jérôme Caza et Stéphane Meunier, auteur de *Les yeux dans les Bleus*. Embauchés pour filmer la victoire de Jospin comme ils l'avaient fait avec l'équipe de France de football en 1998,

« plans médias ». L'équipe de campagne de Lionel Jospin a ainsi donné l'exclusivité de tournage dans l'Atelier du candidat, rue Saint-Martin à Paris, à une équipe de jeunes réalisateurs de la société de production 2P2L, Jérôme Caza et Stéphane Meunier, auteur de *Les yeux dans les Bleus*. Embauchés pour filmer la victoire de Jospin comme ils l'avaient fait avec l'équipe de France de football en 1998, savent qu'il y a un danger à trop contrôler ou aseptiser les images ». Il faut passer par Claude Chirac pour prendre telle ou telle image. « Avant le second tour, M. Chirac avait besoin d'isolement, de recueillement, il ne voulait pas en faire trop. Notre photographe a finalement été autorisé à prendre des clichés le dimanche du second tour, en fin d'après-midi. » A contrario, c'est presque sans difficulté qu'Helmut Newton, qui travaille depuis des années pour *Paris Match*, a pu faire le portrait de Bernadette Chirac, tout comme celui de Sylviane Agacinski.

Au Point, le directeur de la rédaction, Franz-Olivier Giesbert, a essentiellement « négocié du temps » avec les candidats. Pour les portraits de Jacques Chirac et Lionel Jospin, publiés le 29 mars et pris par Karl Lagerfeld, le porte-flambeau de la maison Chanel qui est également photographe, « la discussion a été très vive pour que Lagerfeld puisse disposer d'un temps suffisant pour travailler, chercher l'expression qu'il souhaitait. Les deux candidats étaient très inquiets. Dans ce cas, leurs équipes vous posent des tas de questions. En même temps, on a des comptes à leur rendre et c'est normal de leur dire ce qu'on veut faire ».

Pour Marc Fourny, rédacteur en chef de *Gala*, préparer des reportages sur les hommes politiques, « ça se passe exactement comme avec les célébrités. Il faut négocier avec les équipes de la date, du lieu, du contenu visuel, éventuellement de la relecture des titres, ce que femme, à l'exception d'Alain Madelin, qui présentait pour la première fois sa compagne, n'a demandé pendant la campagne ». Certains veulent revoir les photos avant publication. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du groupe Prisma (Bertelsmann), qui travaille toujours avec des photographes extérieurs, affirme que « les équipes des candidats ont vraiment compris ce qu'apporte la presse people (2 millions de lecteurs chaque semaine pour *Gala*, dont 75% de femmes). Il y a sept ans, les politiques n'osaient pas ». M. Fourny voulait, pendant la campagne, faire un reportage sur « Arlette Laguiller, telle qu'on ne l'a jamais vue, en robe, maquillée. Elle n'a jamais voulu et nous avons laissé tomber », dit-il. « Elle nous a recontactés et était prête à dire des choses inédites, sur son compagnon ». Proposition acceptée.

Sylvie Kerviel, Yves-Marie Labé et Nicole Vulser

« Les équipes des candidats ont vraiment compris ce qu'apporte la presse people »

MARC FOURNY, RÉDACTEUR EN CHEF DE « GALA »

les coulisses de la campagne, *Tous en scène !*, mais en s'attachant à d'autres personnalités politiques, notamment Jean-Marie Le Pen (*Tous en scène !* est programmé dimanche 12 mai à 20 h 55 sur France 3).

En raison de leur succès d'audience, ces films sur les côtés des campagnes électorales commencent à intéresser les équipes chargées de l'image des politiques. Pour elles, la tentation est grande de les intégrer à leurs

Caza et Meunier n'ont pu qu'enregistrer la défaite. Acheté à l'avance par France 2 qui avait prévu de le diffuser le 25 avril, leur film, baptisé *Comme un coup de tonnerre*, n'a toujours pas été programmé. Dans la presse écrite, le jeu ne diffère guère. *Paris Match* a beau cultiver depuis des années des relations privilégiées avec les hommes politiques, Alain Génestar, directeur de la rédaction, doit constater qu'en 2002 « les communicants ont été de plus en plus présents », même « s'ils

## Profession : communicant

C'est Valéry Giscard d'Estaing qui les a lancés en 1974. Le maître, Jacques Pilhan, a conseillé François Mitterrand puis Jacques Chirac

**P**OUR comprendre la « politique spectacle » telle qu'elle semble s'imposer, ses rouages et ses fantasmes, les tensions entre le fond et la forme, la politique et l'image, il faut rappeler trois temps forts des campagnes présidentielles. Sans perdre de vue deux questions aux réponses incertaines : quelle est la part réelle d'une politique de communication dans le succès d'un candidat ? A qui attribuer la paternité de la stratégie visuelle ?

Pour la campagne de 1974, une équipe de communicants a bouleversé l'image du candidat Giscard d'Estaing dans le but de transformer un technocrate conservateur des beaux quartiers en père de famille décontracté et moderne. Ce sera une victoire « à 300 000 voix », suffisamment serrée pour valoriser les saltimbanques qui ont « relooké » l'ancien ministre des finances. Giscard lui-même a dit que sur les sept raisons de sa victoire une était ses affiches.

Jacques Hintzy, publicitaire élégant et discret, était responsable du visuel des campagnes de Giscard en 1974 et en 1981. Hintzy définit le premier écueil : le publicitaire doit trouver sa place au sein d'un appareil politique qui cherche à « flinguer l'intrus ». Il en déduit quelques règles d'or, aujourd'hui désuètes : « Le publicitaire doit être un professionnel sincère ; j'étais giscardien depuis 1967. Il doit être indépendant et, pour cela, ne doit pas chercher à se créer une notoriété, doit rester bénévole, ne doit pas attendre une nomination en échange. » Il ajoute : « Je voyais VGE dans les moments-clés, mais je ne sortais jamais de mon domaine : la publicité et l'image du candidat. Je n'étais pas consulté sur la stratégie politique, je ne m'occupais pas des relations avec la presse. L'image n'allait pas au-delà des affiches. Personne ne disait à Giscard comment s'habiller. »

La stratégie de Hintzy – celle-là toujours d'actualité – fera frémir les militants : « Croire qu'un candidat peut être élu sur un programme et qu'il va ensuite l'appliquer me semble d'une immense naïveté. »



A gauche : le 21 février, inauguration du QG de campagne de Jacques Chirac. Dans la foule, sa fille, Claude, veille à tous les détails. A droite : lundi 11 mars, à l'Atelier de campagne de Lionel Jospin, celui-ci analyse, avec Dominique Strauss-Kahn et Jacques Séguéla (debout), l'intervention de Jacques Chirac à la télévision.

« Sur quoi est-il alors élu ? » « Ses compétences, son caractère, « La force tranquille », « L'autre chemin » – la première a été trouvée par la publicitaire Anne Storch. Mais ce qui frappe d'abord, en 1981, c'est la débâche de moyens, de conseillers, d'équipes de créatifs, de photographes. C'est le cas de Mitterrand mais aussi de Giscard, pour lequel Hintzy recense « 5 équipes créatives, 52 projets d'affiches, 20 photos ».

Gérard Colé s'est occupé de la communication de Mitterrand de 1975 à 1981, puis de 1984 à 1991.

« Le vieux devient sage, l'allié des communistes devient rassembleur, le notable nivernais devient gentleman citoyen »

GÉRARD COLÉ, 1981

elle l'écoute. Giscard est le premier à poser en famille pour la presse. C'est un pas déterminant vers la « politique spectacle ».

La campagne de Mitterrand, en 1981, est l'étape suivante. « En 1974, les politiques cherchent conseil. En 1981, on dit que les publicitaires peuvent tout », dit Hintzy. Ils seraient « la » solution. Vient à l'esprit Jacques Séguéla, que

l'on associe aux affiches acclamées, « La force tranquille », « L'autre chemin » – la première a été trouvée par la publicitaire Anne Storch. Mais ce qui frappe d'abord, en 1981, c'est la débâche de moyens, de conseillers, d'équipes de créatifs, de photographes. C'est le cas de Mitterrand mais aussi de Giscard, pour lequel Hintzy recense « 5 équipes créatives, 52 projets d'affiches, 20 photos ».

Gérard Colé s'est occupé de la communication de Mitterrand de 1975 à 1981, puis de 1984 à 1991.

Il a la conviction – inédite – que les communicants doivent être proches de l'appareil du candidat. « Être à l'intérieur de la machine du PS était indispensable. Dehors, on n'est que la cerise sur le gâteau », dit-il. A l'intérieur cela permet notamment d'écartier les campagnes militantes pour mettre en avant un homme. « Mitterrand perd, en 1974 et aux législa-



tives de 1977, à cause d'une campagne publicitaire à la Bulgare. Si, en 1981, il ne fait pas une campagne grand public, il perd », affirme Gérard Colé.

Ce dernier affirme que les affiches de 1981 découlent d'une stratégie de communication définie dans huit pages manuscrites, qu'il nous a montrées. Le titre est *L'homme qui veut contre l'homme qui plaît*. Ou alors : *Roosevelt contre Louis XV, Mitterrand contre Giscard*. L'objectif est de transformer les handicaps en atouts. « Le vieux devient sage, l'allié des communistes devient rassembleur, le notable nivernais devient gentleman citoyen ». Les affiches traduiront sept traits de caractère : « Sage, réaliste, vrai, courageux, passionné, tenace, homme d'Etat. »

Ce texte est écrit de la main de Jacques Pilhan, corrigé par Colé « puis venu par Séguéla à Mitterrand, qui l'adopte, conservant longtemps ce memento dans sa poche », affirme Colé. Pilhan n'est pas n'importe qui. Publicitaire de l'agence de Séguéla, remarqué par Colé, participant actif – et oublié – de la victoire de 1981, joueur de poker, marqué par les situationnistes, d'« une capacité de synthèse phénoménale », il est consultant en image de François Mitterrand de 1984 à 1995. Il passe ensuite au service de Jacques

Chirac, jusqu'à sa mort, en 1998.

La troisième étape découle de 1981. Il s'agit de l'action menée par un trio au service de Mitterrand entre 1984 et 1991. On retrouve Colé, conseiller direct de « Dieu » ou « Tonton », Pilhan et Jean-Luc Aubert. Ce dernier est peintre de formation, « adepte de la psychanalyse, passé par la publicité et formé à l'école de la Cofreca », écrit Raphaëlle Bacqué dans *Chirac, le démon du pouvoir* (Albin Michel, 2002). Il a participé à la dernière campagne présidentielle de Jacques Chirac.

Ce « laboratoire », comme l'appelait Mitterrand, ne se contente plus d'imaginer des affiches le temps d'une campagne. Il donne « des conseils au jour le jour, du détail formel à la gestion politique », affirme Gérard Colé. Cet apport est difficile à jauger. Toujours est-il que Mitterrand est au plus bas dans les sondages, en 1984, et qu'il est réélu dans un fauteuil en 1988. Pour Jacques Hintzy, cette troisième étape est déterminante : « Pilhan est le premier conseil politique qui ne part pas de la publicité mais de la communication globale. »

Très secret, Pilhan a donné un long entretien à la revue *Le Débat*, en 1995, dans lequel il définit cette méthode : multiplier les études qualitatives ; non pas des sondages mais des entretiens

poussés avec des groupes culturellement ciblés dans le but d'analyser le « sentiment et les attentes des Français ». Adeptes de l'école de Palo Alto, l'équipe associe les réponses rationnelles et celles liées au subconscient, qui permettent d'ajuster une image, trouver des mots, comprendre une émotion.

A partir de ces données, le trio délire une multitude de notes sur les orientations et déclarations du président. Dans son livre *Le Conseiller du prince* (Michel Lafon, 1999), Colé abonde en exemples : forme et décor des discours qui visent à « sacraliser » le président : estrade, micro unique, lumière, drapeau tricolore... Le « look » du président varie en fonction des sorties (blouson d'aviateur pour rencontrer des militaires). Les conseils débordent sur le contenu, notamment la gestion de crise (affaire Greenpeace), les gestes « symboliques » pour les caméras lors de déplacements, les phrases distillées en début de discours pour les télévisions, la mise en scène de formules-chocs.

Surtout, l'accent est mis sur la télévision, « là où tout se joue ». Gérard Colé a fait installer un studio télévisé à deux pas de l'Elysée. Il fait appel au chef-opérateur Henri Alekan, qui baisse la lumière des projecteurs afin que Mitterrand ne cligne plus des yeux et perde son « teint d'endive ». Une réflexion est menée sur le thème « Quand et comment apparaître sur le petit écran ». Le résultat est de faire intervenir le président dans des émissions atypiques. Le sommet fut l'émission « Ça nous intéresse monsieur le Président », en 1985, où Mitterrand est interrogé sur TF1 par Yves Mourousi, qui n'hésite pas à s'asseoir sur le bureau. Henri Alekan est aux lumières, Maurice Dugowson à la réalisation. L'émission est vue par 19 millions de téléspectateurs. C'est un peu cette idée qu'a reprise, depuis 1999, Michel Drucker en recevant des personnalités politiques dans « Vivement dimanche ».

La campagne présidentielle 2002 a marqué le triomphe de la communication politique. Chirac a parfait une image bâtie depuis 1988. Le Pen a soigné les apparences

# Trois candidats,



Mardi 16 avril. Jacques Chirac dans les rues d'Ajaccio.

PATRICK ARTINIANI/CONTACT PRESS IMAGES

## Chirac, ou comment se construire

En quinze ans, le maire de Paris s'est méthodiquement façonné un profil présidentiel, dans ses moindres détails

**P**OUR faire de la politique, il faut avoir une bonne gueule », dit souvent Jacques Chirac. Il explique cela sans rire, en professionnel de la politique qui sait que le charisme d'un homme peut valoir presque autant qu'un parti fort, des moyens financiers substantiels, des alliés solides. Il surveille donc de très près son apparence. Seuls les grands acteurs savent ce que cela suppose de travail minutieux et de contrôle de soi. Et Chirac est sans doute l'un de ceux qui s'y sont le mieux appliqués.

En dix ans, il a d'abord transformé sa gestuelle. Il a pris soin de ne plus battre frénétiquement du pied sous la table. Il a appris à poser les mains à plat, de chaque côté de son dossier. Il sait paraître attentif à ses interlocuteurs, relancer la discussion d'un détail, en notant avec sérieux un mot sur une fiche. Quand il marche sous l'œil des caméras, il garde une main dans la poche de son pantalon, pour la décontraction de l'allure. Il a été si longtemps catalogué parmi les « agités », si souvent critiqué pour son abord brutal – « c'est une école, je le sais, de parler comme on tape à la machine », jugeait avec ironie François Mitterrand – qu'il faut souligner l'ampleur de l'effort fourni pour paraître apaisé. Mais ce travail sur son apparence était une question de survie politique. Il lui a permis de quitter l'enveloppe inquiétante du Chirac « excité », « inconséquent », « survolté » dont il a longtemps été affublé, pour celle de responsable rassurant et proche des gens, qui a fini par faire sa fortune électorale.

Claude Chirac n'est évidemment pas pour rien dans cette reconstruction de l'image de son père. C'est elle qui a convaincu Chirac de s'atteler à cette tâche. C'est elle qui a établi les qualités à exploiter et les défauts à gommer. Les rivaux de Jacques Chirac ont pu moquer cette obsession de la communication. Ils ont bien dû reconnaître son efficacité.

Le physique de Chirac a cependant été la première pierre sur laquelle édifier une image. L'homme est grand, il porte beau. Pendant des années, sa résistance et son énergie ont été son plus formidable outil de campagne. Restait à transformer cet atout en « force tranquille », cette belle qualité présidentielle que Claude Chirac a toujours rêvé d'emprunter à François Mitterrand. Les détails vestimentaires ont donc été

soignés. Fin des lunettes à grosses montures noires et des trois pièces à fines rayures version grand patron, « trop typique de la vieille droite », a tranché Claude. Arrivée des costumes souples taillés à l'américaine. On aurait tort de renvoyer cela au rayon des accessoires. Aux pires moments qui suivirent la dissolution, en 1997, le physique de Jacques Chirac est resté son seul allié. Dans les enquêtes qualitatives réalisées par l'Elysée, le panel des Français interrogés avaient beau dire : « Il a trahi ses électeurs », « Il a fait perdre son camp », « Mais pourquoi a-t-il voulu dissoudre ? », un élément positif est toujours ressorti : « Il présente bien, tout de même » et, même lorsqu'il paraissait devenu politiquement impuissant : « Il est grand. »

Jamais, d'ailleurs, les conseillers du président n'ont négligé cet aspect-là. Très vite, ils ont compris que l'âge de Jacques Chirac – 69 ans en 2002 – pourrait être un handicap, quand, un peu partout en Europe, les dirigeants ont moins de 50 ans. Chirac s'est donc appliqué à lutter contre les effets du vieillissement. Teinture subtile des cheveux, UV pour paraître constamment hâlé, parka et écharpe pour rajeunir l'allure. Chirac n'a eu qu'à s'en féliciter. Lorsque, le 10 mars 2002, la presse a rapporté que Lionel Jospin jugeait le chef de l'Etat « vieilli », « usé », « fatigué », les conseillers de l'Elysée ont aussitôt constaté, dans les sondages et parmi les supporters du président, que ce n'était pas tout à fait conforme à la perception des Français.

Mais ce travail sur son physique est presque la seule « actualisation » d'une entreprise de communication amorcée quinze années auparavant. Car c'est au lendemain de sa défaite de 1988 que Jacques Chirac a intégré qu'il lui faudrait se construire très professionnellement une image de président s'il voulait avoir une chance de le devenir vraiment. François Mitterrand, qui paraît alors en maîtriser tous les secrets, l'a sévèrement battu. Il dispose des moyens financiers de l'Elysée et d'une formidable équipe de communicants où dominent les figures étonnantes de Gérard Colé et Jacques Pilhan. A la télévision, il paraît crever l'écran. A plus de 70 ans, il semble plus « moderne » que son rival RPR. Face à lui, Chirac a parfois l'air d'un enfant.

Sa fille Claude, alors âgée de 25 ans, vient d'entrer discrètement

dans son cabinet, à l'Hôtel de Ville de Paris. Elle s'est longtemps cherchée mais, après quelques mois de stages auprès du publicitaire Jean-Michel Goudard (l'un des fondateurs d'Euro-RSCG), elle paraît avoir trouvé sa voie. En 1984, Goudard l'a emmenée assister à la convention républicaine qui donne sa seconde investiture à Ronald Reagan. Elle y a rencontré deux hommes, Roger Ailes et Jon Kraushar, les deux conseillers en communication qui ont fait Nixon et conseiller l'ancien acteur devenu président des Etats-Unis. A partir de 1988, alors qu'ils travaillent avec George Bush père, Jacques Chirac décide de se payer leurs services. Régulièrement, pendant près de cinq ans, Chirac part donc en Concorde, en compagnie de sa fille et d'un garde du corps, les rencontrer discrètement, à New York.

Il ne s'agit pas seulement, pour lui, de maîtriser les techniques de l'interview télévisée, qu'il déteste – « Je n'ai jamais pu parler à une lentille », s'excuse-t-il alors souvent –, mais de bâtir une stratégie de communication plus globale. « Les gagnants sont ceux qui rassemblent des informations sur le terrain, observent, questionnent et pratiquent toutes sortes de recherches », affirment Ailes et Kraushar

dans leur livre *You are the message* (Ed. DoubleDay, 1989). Claude Chirac va donc imaginer une manière de faire campagne avant la campagne. Car, a-t-elle bien compris, « une image ne se façonne pas en trois mois sur le terrain ».

Une fois toutes les trois semaines, l'équipe de la Mairie de Paris organise donc pour Jacques Chirac une visite en province. La visite dure deux jours, avec une nuit sur place. Chirac rencontre, au cours de « séances de travail », des chefs d'entreprise, des présidents d'association, des travailleurs sociaux, bref des « agents d'influence », qui seront autant de témoins de l'attention que Jacques Chirac porte aux Français. Les militants RPR sont priés de ne le voir que discrètement, en fin d'après-midi. Enfin, on soigne tout particulièrement la presse régionale.

Une fois devenu président, Jacques Chirac a à peine sophistiqué sa manière de faire. Claude a tout de même fait acheter un prompteur, du même modèle que celui qu'utilisait Ronald Reagan, qui permet enfin à son père de sortir physiquement de ses discours sur lesquels il gardait les yeux braqués. Il a aussi poursuivi ses voyages en province, dans le même but : prouver que le pouvoir, même

suprême, n'isole pas et s'imprègne de cet air du temps si important lorsqu'on veut communiquer. Cela ne le sauvera pas toujours des erreurs de jugement politiques. En 1997, il décide ainsi de la dissolution sur la seule foi de quelques sondages des renseignements généraux quand un regard attentif sur les mouvements de protestation aurait pu le convaincre de l'aspect hasardeux de l'entreprise. Mais cela lui a permis de se maintenir à flot. Même lorsque la cohabitation lui enlevait tous ses pouvoirs. Même lorsque les scandales politico-financiers menaçaient d'écorner son image.

Jamais, d'ailleurs, Jacques Chirac n'a perdu le seul vrai capital engrangé pendant toutes ces années de travail sur lui-même : sa popularité. C'est cette image d'homme « sympathique » et « proche des gens » qui lui a permis de se maintenir. C'est à partir d'elle qu'il a repris pied, face à un Lionel Jospin qui possédait les qualités et les défauts inverses aux siens : le sérieux et l'intégrité politique, mais une certaine rigidité. Cela n'a pas forcément étoffé son bilan politique. Mais cela a assurément permis de rendre possible sa réélection.

Raphaëlle Bacqué



Lionel Jospin et la lampe offerte traditionnellement par les mineurs du Pas-de-Calais au candidat PS.

STÉPHANE RUEY/EDITING

### Bibliographie

- *La Photographie du président*, de Viviane Esders, éd. Hazan, 212 p., 200 ill., 40 €, 2002.
- *Chirac, le démon du pouvoir*, de Raphaëlle Bacqué, éd. Albin Michel, 302 p., 18,90 €, 2002.
- *Présidentielles, les surprises de l'histoire 1965-1995*, d'Olivier Duhamel et Jean-Noël Jeanneney, Le Seuil, 19 €, 2002. Ce livre est issu du documentaire du même titre, réalisé par Virginie Linhart, diffusé sur France 2 le 4 février.
- *Télévision, politique et élections*, étude dirigée par Roland Cayrol et Arnaud Mercier, les dossiers de l'audiovisuel-INA, 10,60 €, 2002.
- *Le Conseiller du Prince*, de Gérard Colé, éd. Michel Lafon, 1999.
- *Le Vertige des urnes*, de Jacques Séguéla, Flammarion, 2000.
- *La Parole de Dieu*, de Jacques Séguéla, éd. Albin Michel, 1995.
- *L'écriture médiatique, entretien avec Jacques Pilhan*, revue *Le Débat*, n° 87, Novembre-décembre 1995.
- *L'Œil naïf*, de Régis Debray, éd. du Seuil, 1994.
- *Haute fidélité, pouvoir et télévision 1935-1994*, de Jérôme Bourdon, Le Seuil, 1994.
- *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, de Jérôme Bourdon, Anthropos-INA, 1990.
- *La politique à l'affiche*, affiches électorales et publicité politique, 1965-1986, de Jean-Marc Benoit, Philippe Benoit et Jean-Marc Lech. Préface de René Rémond, éd. du May, 1986.
- *Politique-sédution*, de Thierry Saussez, éd. Lattès, 1986.
- *Splendeurs et misères de la politique*, de Michel Bongrand, éd. Larousse, 1986.

# trois stratégies

Jeudi 2 mai.  
Jean-Marie Le Pen  
et sa femme Jany,  
à Marseille, en meeting  
avant le deuxième tour.



PATRICK ARTINIANI/CONTACT PRESS IMAGES

## La métamorphose de Le Pen

Adieu, le provocateur sulfureux. Bonjour, le leader policé et familial

Le style est l'homme même. La célèbre maxime du naturaliste Buffon a inspiré toute la communication présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Oubliés les emportements, les provocations, les déclarations tempétueuses et les coups de gueule. Pour sa quatrième campagne dans l'élection à la magistrature suprême, M. Le Pen s'est appliqué à gommer ces aspects sulfureux de son personnage pour donner de lui l'image policée d'un responsable politique certes obstiné dans son combat, mais nullement buté. Celle d'un homme public indiscutablement âgé, mais doté, précisément grâce à cette ancienneté, de l'expérience nécessaire à la gestion des affaires du pays. Celle aussi d'un remarié apaisé et d'un grand-père gâteau.

Ce « relookage » ne doit rien au hasard. Dès le printemps 2001, Jean-Marie Le Pen avait installé auprès de lui une « cellule idéologique », dirigée par Jean-François Touzé, rentré au Front national en 1999 après dix ans de dissidence. Constituée de proches de M. Le Pen - Martial Bild, chargé

de la communication interne du FN, Marine Le Pen, sa troisième fille, directrice du service juridique du FN, Eric Iorio, compagnon de Marine et secrétaire national aux élections, Louis Alliot, président de l'association de financement du FN, qui avait été le directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen après le départ des mégrétistes, Olivier Martinelli, qui a remplacé M. Alliot auprès de lui, Alain Vizier, son fidèle attaché de presse -, cette cellule s'est progressivement resserrée, dans les dernières semaines, autour du clan familial et des directeurs de cabinet du candidat, avec à leur tête Samuel Maréchal. Gendre de M. Le Pen, aujourd'hui en retrait du FN, il avait marqué le parti en introduisant le slogan « Ni droite, ni gauche, Français ! » en 1995.

Au fil des réunions quotidiennes, cette cellule a d'abord proposé des documents et des affiches à M. Le Pen, avant de réfléchir avec lui sur son image, notamment lors de trainings organisés dans sa maison de Montretout, sur les hauteurs de Saint-Cloud. « Notre objectif n'a jamais été de construire l'image de Jean-Marie

Le Pen, mais de mettre en lumière ses qualités », affirme Jean-François Touzé.

Un rendez-vous médiatique a joué un rôle décisif. Le 25 novembre, M. Le Pen est invité à l'émission « Riposte » sur la Cinquième, à laquelle ont accepté de participer Malek Boutih, président de Sos-Racisme, le sénateur socialiste de Seine-Maritime Henri Weber et le député de l'Aisne Renaud Dutreil, président de l'Union en mouvement. Ce jour-là, le président du FN débat posément. « Les gens ont découvert un Le Pen très ouvert, raconte M. Touzé. Ils ont vu un homme politique comme les autres. » Par la suite, M. Le Pen adoptera le même profil, partout où il sera invité, dùt-il lui en coûter. Opposé à Noël Mamère, lors d'un « Grand débat RTL-Le Monde » le 4 février, il glisse, hors micro, à un des journalistes qui animaient le débat : « Faites quelque chose. Dites à Mamère de s'arrêter. Je ne peux plus tenir. Je n'en peux plus d'être poli, moi ! » De nouvelles portes médiatiques se sont ouvertes. Et l'on a vu M. Le Pen s'es-sayer au rap sur Match-TV, poser fumant le narguilé dans un café

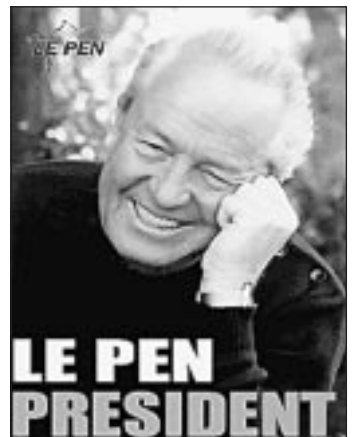
arabe de Pigalle, se prendre au jeu des chats sur Internet... « Son souhait est de passer comme les autres hommes politiques chez Drucker, dans des émissions grand public », assure Alain Vizier.

Faute d'y parvenir, M. Le Pen a tenté, à plusieurs reprises, de donner de lui-même une image « people ». C'est ainsi que, dans ses clips de la campagne officielle, usant d'un réel talent de comédien, M. Le Pen est apparu parfois primesautier et déboulaire pour se présenter, lui, et sa famille. Avant le premier tour, les téléspectateurs l'ont ainsi vu vanter les mérites de son « épouse, Jany, qui est une femme formidable » : « Vous ne l'avez vue dans aucun magazine, comme d'autres femmes de candidats. Et, pourtant, elle ferait une belle première dame, n'est-ce pas ? » Le 1<sup>er</sup> mai, ils l'ont découvert en train de feuilleter et commenter trois douzaines de photos tirées de son album personnel. Des clichés relatifs à sa vie publique, mais aussi plus familiaux. Comme dans une causerie au coin du feu, M. Le Pen y racontait ainsi, en images, son enfance marquée par la disparition de son père, patron

pêcheur mort en mer après que son bateau eut sauté sur une mine allemande, sa rencontre avec le président de Côte d'Ivoire, Félix Houphouët Boigny, celle avec Jean Paul II, les moments passés avec ses petits-enfants, etc. « C'est Jean-Marie Le Pen qui a eu l'idée de ce clip », raconte son attaché de presse, Alain Vizier.

C'est en revanche Yann Maréchal, fille cadette de M. Le Pen, qui a fouillé dans les archives de sa famille et d'amis pour éditer un gros livre-album tout simplement intitulé *Le Pen*. Publié en septembre et largement diffusé à la presse, en lieu et place du projet du candidat, cet album, qui retrace le parcours politique de son père, a, de l'avis d'Alain Vizier, « beaucoup contribué à modifier l'image du candidat, surtout dans la presse régionale ». « Les relais d'opinion que sont les journalistes l'ont vu d'un autre œil, poursuit M. Vizier. Quand Jacques Chirac a juré n'avoir jamais rencontré Jean-Marie Le Pen, ils ont vu une photo des deux hommes se serrant la main. »

Michel Soudais



Ce cliché date de l'été 1999, à La Trinité-sur-Mer, il a été pris par Franck Landouch, le photographe officiel du FN. Il travaille depuis une quinzaine d'années avec ce parti. La direction du FN a sélectionné cette photo en noir et blanc dans le catalogue d'archives en estimant que « M. Le Pen a l'image d'un homme du peuple, ouvert et rassembleur ». Pour des questions de temps et d'organisation, il n'a pas été possible d'en faire la photographie officielle dès le premier tour du scrutin. Elle l'a finalement été pour le second tour. Hormis le nombre d'affiches prévu par les préfetures, un tirage de 200 000 exemplaires supplémentaires a été réalisé pour les militants.

## Stéphane Ruet, photographe chez Jospin

Il devait apporter son livre à Lionel Jospin, vendredi 3 mai. On lui a finalement expliqué gentiment que le premier ministre - il n'avait pas encore démissionné - ne voulait voir aucun journaliste, et même pas lui, Stéphane Ruet. Même pas lui, le beau photographe de 32 ans au « regard d'artiste, émouvant et esthétique », comme dit lui-même le candidat malheureux dans la préface du livre, que l'équipe de campagne avait laissé aller à sa guise, derrière son boîtier, dans l'Atelier de campagne de la rue Saint-Martin, pour un livre qui devait s'appeler *Les 80 jours de Jospin*. Il vient de paraître sous un autre titre : *Les 60 jours de Jospin*.

Beaucoup est dit sur la campagne du premier ministre dans cette centaine de clichés noir et blanc. Dans sa conception d'abord. Stéphane Ruet, un ancien photographe de Corbis-Sygma,

aujourd'hui distribué par l'agence Editing, a été repéré par Marie-France Lavarini, chargée de la communication du candidat socialiste. Elle lui confie l'album papier glacé de la victoire. Ce baroudeur qui traînait encore en Afghanistan en novembre n'a pas l'œil bêtement politique, se dit « Marie » Lavarini, qui confie au même moment une seconde exclusivité à une équipe de télévision emmenée par Stéphane Meunier. Que Stéphane Ruet ait suivi les voyages présidentiels de Jacques Chirac ou joué les paparazzis devant Brégançon, enfin, n'est pas pour déplaire à l'équipe de l'Atelier.

Stéphane Ruet est le seul photographe, pendant la campagne, à échapper au contrôle des images qu'impose la conseillère venue d'Euro-RSCG, Nathalie Mercier. Non sans difficultés : les journalistes se souviennent de quelques

vifs échanges, aux premiers jours, entre le photographe et la nouvelle conseillère « image », soucieuse de maîtriser les angles et les « exclus ». « Je comprends les autres photographes qui ont râlé : là où j'ai pu aller, il n'y avait plus de com', c'était tactique et politique », estime Stéphane Ruet. Il a toutefois l'honnêteté de raconter que, lorsqu'il décide de publier ses photos dans *Paris Match*, avant le premier tour, il les soumet à Lionel Jospin. Le commentaire du candidat accompagne d'ailleurs, en légende, l'un des plus beaux clichés, la photo fiévreuse et enfumée du « conseil politique », où se retrouvait, tous les mercredis, la fine fleur du socialisme. « On dirait le Congrès de Tours en 1920 ! », sélectionne avec enthousiasme Lionel Jospin, auquel Pierre Mauroy vient de reprocher d'avoir oublié les « ouvriers »...

Stéphane Ruet a réussi à se faire oublier. « J'ai travaillé avec un 45 mm et un 28 mm, pas de téléobjectif, parce que j'étais dedans. J'ai choisi le noir et blanc parce qu'il permettait de l'ambiance, les visages et le milieu clos de l'Atelier, que j'ai privilégié sur l'anecdote. J'étais souvent à 50 cm du sujet. Je passais parfois trois heures pour me faire oublier. Je me mettais au niveau des tables, on m'enjambait, je devenais un objet. » Jamais il ne demande au candidat de poser. « Toutes les photos sont prises sur le vif. »

Sourires, simplicité, chaleur. « Lionel » en bretelles. Lionel qui noue sa cravate devant les « filles » de la salle de presse, Lionel qui cherche une ceinture, Lionel qui Sylviane aide à fermer ses boutons de manchette, Lionel qui offre son baise-main à « Martine » Aubry, Lionel qui balance en riant son livre, *Le Temps de répondre par-*

dessus les tables : « Tenez, attrapez ! Je vous rappelle que j'ai été basketteur et je n'ai pas le temps de faire le tour ! » Stéphane Ruet n'en revient visiblement pas : cet homme n'est pas « ce qu'on a dit » de lui. « Quand je le voyais faire des choses en toute décontraction, je me disais que s'il était capable simplement de faire la même chose devant tout le monde, il aurait pu être élu », confie-t-il très vite aux journalistes qui suivent le candidat.

Quand on connaît l'issue de l'histoire, certains clichés sont d'une ironie presque noire. Lionel Jospin, seul, admirant, souriant, l'affiche de sa campagne du second tour, posée sur son canapé. Lionel Jospin installé derrière son bureau où trône la lampe de mineur que la fédération du Pas-de-Calais offre traditionnellement au candidat socialiste. La fête dansante que donne l'équipe, le 18 mars, a

drôle d'allure. Comme ce planning de campagne des deux semaines qui courent jusqu'au 5 mai, étalé sur les tablettes de l'avion qui ramène le candidat de Cintegabelle, dimanche 21 avril, à l'heure du déjeuner.

Seules quelques photos, après coup, expliquent la défaite. Lionel Jospin qui s'attarde, seul, un samedi soir, à l'Atelier, fatigué, « claqué » - découragé ? Les plus belles sont celles où les visages se répondent, celles, violentes, de la défaite. Les visages se cachent, les yeux s'enfouissent dans les mains, Lionel Jospin est de dos. Ou absent.

Ariane Chemin

★ Les 60 jours de Jospin, photos et légendes de Stéphane Ruet, Editions de La Martinière, mai 2002, 120 p. 30 euros.

Pour Raymond Depardon, photographe et cinéaste, l'influence de la publicité a poussé les hommes politiques à vouloir contrôler leur image, mais la politique est perdante. L'historien Jean-Paul Gourévitch y voit la confirmation d'une évolution entamée il y a vingt-cinq ans

## « La télévision nous a renvoyé une image floue et un discours confus »

**Quelle image avez-vous conservée de cette présidentielle 2002 ?**

C'est une bien étrange campagne, qui n'a pas imprégné la ville, où les affiches étaient plutôt rares. Avec une télévision mal à l'aise, ligotée par l'Audimat et une fausse neutralité, obnubilée par le désir d'être lisible. Les candidats réduits à l'état de mannequins se sont à peine exprimés sur leurs programmes. Et leurs stéréotypes se sont trouvés renforcés par des images quasi interchangeables. On était à mille lieues des préoccupations de la société civile. Personne n'est venu parler aux Français et personne ne semblait avoir pris la peine de les écouter. Ce malaise était très perceptible avant le premier tour. Le Front national a peu communiqué visuellement – mieux dans la dernière partie de la campagne, d'ailleurs –, mais l'abattage et la démagogie de Jean-Marie Le Pen ont incontestablement porté. Les gens aiment entendre une musique dont la familiarité les rassure. Même si beaucoup jugent les paroles excessives. Face à ces couplets, l'honnête bilan comptable défendu par Lionel Jospin n'a pas tenu.

**Comment expliquez-vous la tonalité de cette campagne ?**

Ne rêvons pas des campagnes d'antan : l'approche de la politique est plus bridée et elle a changé. Je constate que les communicants et les publicitaires qui entourent les politiques sont habitués à maîtriser des spots de quelques secondes et ne sont pas familiarisés avec le temps long, avec l'image qui s'installe, surprend parfois le candidat dans un moment d'abandon, au risque d'être cruelle. Ils craignent que ces moments d'abandon soient perçus comme de la faiblesse. Ils ont tort. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, avant le premier tour, les petits candidats, aux moyens plus limités, ont donné une meilleure image que Jospin ou Chirac. Les conseillers de ces derniers sont habitués à vendre des produits, pas des idées et encore moins des hommes. Ils ne font pas assez appel à des gens habitués à réfléchir sur l'image. Aux cinéastes, ils préfèrent le monde de l'audiovisuel. Le rêve des conseillers, ce sont des caméras automatiques comme à LCI. Du coup, la caméra bégaie. Aussi à la télévision on n'entendait rien, on n'arrivait pas à dégager un message politique. Sans savoir si cela venait des candidats, retenus par la crainte d'aborder des problèmes trop précis, ou de la télévision qui a peur de s'engager. Ou des conseillers qui désirent de séparer nettement le temps affecté à l'image (la télévision) et celui consacré aux programmes (les meetings, la presse écrite). Il y a là un terrible manque de point de vue : la télévision nous a finalement renvoyé une image floue et un discours confus.



**RAYMOND DEPARDON** est photographe et cinéaste. Il suit la politique depuis les années 1960. Il est notamment l'auteur d'*Une partie de campagne*, film documentaire sur la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, sorti sur les écrans en 2002, après avoir été bloqué par l'ancien président pendant plus de vingt-cinq ans. Il a également couvert pour *Le Monde* la présidentielle de 1988.

**D'où vient cette volonté de contrôler les images ?**

De la publicité, plus que du show-business. Dans ce domaine, le commanditaire laisse prendre toutes les photos, mais il veut les voir toutes et c'est lui qui les choisit, puisque c'est lui qui paye. Si certains « petits candidats » ont accepté de se laisser « surprendre » souvent de manière peu flatteuse pour

leur ego, c'est qu'ils devaient occuper le terrain face aux « gros », omniprésents. Ces derniers, en revanche, ont eu tendance à s'enfermer dans leur solitude. Et quand pour obtenir un supplément d'humanité, les deux principaux candidats présumés ont fait intervenir leurs épouses respectives, avant le premier tour, ils ont pratiqué la méthode *Paris-Match* : le rendez-vous pris à l'avance et la photo soigneusement calibrée.

**Entre la meute bridée des reporters et le rendez-vous de communication, existe-t-il un espace ?**

Il est difficile... David Burnett qui a saisi des photos « intimes » de Giscard en 1974 a pu travailler en toute indépendance. Cela n'a pas empêché Giscard d'utiliser certaines de ses images pour sa campagne. A la différence des communicants, le journaliste regarde le candidat comme un homme dont les idées sont importantes et non pas comme un produit à promouvoir. Bien sûr, il y a des lois vieilles comme l'image : l'importance du sourire, par exemple. Mais pour arracher ce sourire, il faut du temps. Il faut surtout que le sujet soit réceptif à l'image. Jacques Chirac l'est plus que Lionel Jospin, qui est trop sur la défensive, toujours dans la maîtrise de soi. Cette leçon est pourtant connue des hommes politiques américains depuis John Kennedy, qui a largement ouvert la Maison Blanche aux photographes. En France, les politiques – et d'abord leurs entourages – ont toujours peur de l'image. On a vu Jospin, lors de sa déclaration de candidature, devant son domicile, se faire doucement pousser par une conseillère pour qu'il ait la rue en fond

au lieu de la porte d'entrée. Le moindre geste est réfléchi. Au cours de cette présidentielle, on en est revenu aux portraits de studio, hideux, compassés, avec leurs fonds totalement kitsch et leurs éclairages artificiels. La seule bonne photo a été celle de Le Pen, diffusée au moment du deuxième tour : une image en noir et blanc, non posée, prise à la lumière du jour. Si les bonnes photos ont manqué, c'est aussi parce qu'il n'y a moins de proximité entre les candidats et leurs électeurs.

**Les choses étaient-elles différentes au milieu des années 1960 ?**

J'ai le souvenir de la campagne de 1965, où de Gaulle affrontait Mitterrand. C'était très guindé. En dehors des affiches, les images étaient peu nombreuses et stéréotypées : poignées de main des candidats, militants ou sympathisants au pied des tribunes, ballets de voitures. Mais il y avait aussi quelques vrais contacts, les bains de foule – ceux du général, notamment – où l'on pouvait glaner quelques bonnes photos. La rupture est intervenue en 1974. Avec le duel Giscard-Mitterrand, on sort du carcan gaulliste. Si Giscard était encore nerveux, contracté, moins rodé que Mitterrand, et pratiquement sans parti derrière lui, il était plus « moderne ». Il n'aimait pas beaucoup son image et le ton de sa voix, mais il avait compris que le naturel pouvait être un élément de sa victoire. J'ai fait – à sa demande – des photos de lui à Bagatelle, avec sa famille. Sur ses affiches, il apparaissait avec sa fille. On pouvait l'approcher très près. Il avait une image plus jeune, moins « statue du commandeur » que Mit-

terrand. Ce dernier voulait absolument garder le contrôle de son image. Même après son élection. En 1982, j'ai été chargé de faire un petit film. Je suis arrivé à l'Élysée avec Gaston Defferre. Dans le bureau présidentiel ; les deux hommes ont commencé à parler de Stendhal de manière très décontractée. Au bout d'un moment, Mitterrand s'est tourné vers ma caméra, et m'a cérémonieusement présenté à Defferre. Avec pour effet immédiat de couper court au moment de cinéma-vérité que j'essayais de filmer.

La bouffée de liberté de 1974 correspond à celle des photographes durant la guerre du Vietnam. Quinze ans plus tard, c'était la guerre du Golfe – un conflit sans image, verrouillé de bout en bout. En 1974, l'image acquérait en France, pour la première fois, une importance considérable, alors que la spontanéité des candidats n'était pas encore bridée par leurs puissants conseillers. Enfin le rapport à l'image était différent. Aujourd'hui, les gens acceptent moins la présence d'une caméra. Il ne s'agit pas pour eux de censurer, mais de contrôler.

**Auriez-vous aimé suivre, en 2002, un candidat ?**

J'aurais bien suivi Jospin, mais hors de son entourage immédiat, en filmant les retours de meeting, les pauses où le candidat s'abandonne un peu. Pas pour porter un jugement, positif ou négatif, mais pour souligner les difficultés d'une campagne et surtout montrer que la politique, c'est quelque chose de très riche.

Propos recueillis par Michel Guerrin et Emmanuel de Roux



Avril 1988. Débat télévisé entre François Mitterrand et Jacques Chirac vu du centre commercial de Vélizy (Yvelines).

## « Une fusée à trois étages »

**Depuis vingt-cinq ans vous analysez l'image en politique, et plus spécifiquement celle des candidats lors de la course à la présidence de la République. Comment la communication, ce travail sur l'impression produite, a-t-elle évolué ?**

Je défends depuis 1975 l'idée que la course à la présidence est, en communication, une fusée à trois étages. Le premier étage, c'est celui de la représentativité. Si ce premier étage n'est pas mis à feu, c'est perdu d'avance. Le deuxième étage est celui de la crédibilité, que je résumerai par « je vous montre que je peux vraiment être président et représenter la France ». Et le 3<sup>e</sup> étage, le plus difficile, c'est celui de la fiabilité, « on me juge capable de faire ce que je promets ». Depuis vingt-cinq ans, ce schéma directeur reste le même, on a juste une idée plus claire du dispositif, parce que celui-ci n'a fait que se renforcer.

**Comment un candidat se construit-il une image de chef de l'Etat crédible ?**

Pendant la campagne officielle, le candidat va, d'une part, jouer sur l'affiche qui va fixer l'idée qu'il voudrait que l'on garde de lui. Et d'autre part, travailler sur la perception de son dynamisme à travers ses clips et ses interventions télévisées. Il joue alors la carte de la mobilité.

La crédibilité vis-à-vis de l'extérieur se construit à partir d'images qui le montrent avec les grands de ce monde, une façon de faire comprendre qu'il est leur égal. En



**JEAN-PAUL GOURÉVITCH** est historien. Spécialiste de l'image en politique, il a notamment publié *L'Image en politique* (Hachette Litt. 1998), *Comment devenir président de la République en 90 minutes* (Plon, 1992, avec Michel Antoine Burnier et Léon Mercadet) et *L'Image du président* (Tema, 1975).

même temps, le candidat travaille sa crédibilité interne, celle qu'il ne doit pas perdre et qui lui est donnée par sa base. La marque ultime de son succès, c'est sa capacité à tenir un discours en public en étant respecté. Les crachats reçus par Jacques Chirac à Mantes-la-Jolie ont, par exemple, écorné son image parce qu'il a fait comme si de rien n'était.

L'écho donné à la gifle infligée à un gosse par François Bayrou a été favorable à son image parce que dans la tête de Français préoccupés par l'insécurité, il a montré qu'il réagissait.

Le troisième élément d'image est purement médiatique : il découle de la place que les médias accordent à chaque candidat. Si l'un d'eux n'obtient que trois secondes d'antenne, il est jugé par tous peu crédible parce qu'au départ les médias ne l'écoutent pas. Ce dernier critère, qui a pris le pas sur les autres, explique la professionnalisation du marketing politique. Aujourd'hui les conseillers ont pour principale mission de négocier, au moment opportun, les espaces dans lesquels le candidat va pouvoir s'exprimer.

**Pensez-vous que les médias « font » l'élection ?**

Non, mais en schématisant à l'excès, je vous rappellerai que les candidats pouvaient autrefois imposer leur agenda aux médias, aujourd'hui ce sont les médias qui contraignent l'agenda de campagne des candidats. Ce que je dis est banal, mais il faut se souvenir que lors de l'élection de 1974 la pression médiatique était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. Les médias étaient, sous Pompidou, au service de la République, c'était la voix de la France. La multiplication des médias, leur nouvelle importance, le fait qu'ils fonctionnent comme des microsociétés autonomes de dimension internationale

leur donne un pouvoir qui les rend incontournables.

**Existe-t-il une méthode, des techniques, pour se construire une image de candidat fiable ?**

C'est l'équation la plus complexe à décortiquer. La fiabilité est très difficile à traduire en images. Disons que l'on sait plutôt ce que l'on ne doit pas faire plutôt que ce qu'il faut faire. Lorsque Lionel Jospin affirme à propos de sa remarque sur l'âge de Jacques Chirac, « cela ne me ressemble pas, ce n'est pas moi », il s'est laissé piéger et ses propos ont porté atteinte à son image globale. Le téléspectateur a pu se dire : voilà quelqu'un dont on ne sait pas qui il est, il lui arrive de transgresser ses propres limites.

**Quelle influence ont les sondages sur la perception des candidats ?**

La cotation permanente à laquelle ils sont soumis a, indéniablement, un effet sur la température de l'opinion. Si vous prenez tous les jours la température d'un malade, vous finissez par lui donner la fièvre. Les sondages chauffent l'opinion. Ils multiplient, depuis 1999 et dans la perspective de cette élection, les angles de prises de vue dans le but de décongeler la population afin qu'elle se fasse progressivement à l'idée de choisir un nouveau président. Mais les sondeurs veulent aller de plus en plus vite et finissent par créer un sentiment de lassitude générale. En amont, la démarche fondée unique-

ment sur la communication est dominée par une grammaire des sondages. On voit très bien comment Lionel Jospin s'adresse, en fonction des éléments qui lui remontent des sondages, à l'électorat jeune, à l'électorat populaire, à celui d'origine immigrée parce qu'il se dit, comme d'autres, que cet électeur n'a pas encore fait ses choix. Jacques Chirac s'y est pris différemment. Il s'est adressé de façon globale un petit peu à tout le monde après avoir recentré son discours sur des thématiques transversales, comme l'insécurité, les retraites... Ils avaient tous les deux connaissance des mêmes chiffres mais leur utilisation a été différente. Chirac a cherché à gommer les segmentations, Jospin a cherché à recréer le clivage droite/gauche. Evidemment, les candidats préfèrent que ces stratégies restent cachées.

**Un président sortant possède-t-il des avantages « naturels » en termes d'image par rapport à ses concurrents ?**

L'image du président, une fois élu, est dominée par le fait qu'il a perdu le crédit accumulé lors de sa précédente course à la présidence où il a bénéficié d'une image forte de dynamisme parce qu'il a « conquis le pouvoir ». Disons que la fiabilité va naturellement à quelqu'un qui a déjà exercé les fonctions pour lesquelles il concourt.

Propos recueillis par Florence Amalou







# LE MONDE diplomatique

## DOSSIER

### VIVENDI

#### UNE LEÇON DE CHOSES

● Les seigneurs des réseaux

● Informer, communiquer, vendre, tout contrôler

● Jean-Marie Messier, penseur pensif

● Chef d'entreprise made in France

● Et l'eau de La Paz fut privatisée

● Les fous du roi

Par Ignacio Ramonet, Serge Halimi, Franck Poupeau, Philippe Leymarie, Frédéric Lebaron, Frédéric Lordon, et Dan Schiller

L'Afghanistan retombe dans le chaos  
Hugo Chávez sauvé par le peuple  
Vers une offensive américaine sur les OGM

## EXTRÊME DROITE

La peste

Par Ignacio Ramonet

Contagion en Europe

Par Jean-Yves Camus

Le sort contrasté des « frères » belges du Front national

Par Sergio Carrozzo

et Magali Uytterhaeghe

Contes sécuritaires venus d'Amérique  
Fracture chez les cols blancs

## PROCHE-ORIENT

Jénine, enquête sur un crime de guerre

Les partis pris de la Maison Blanche

Le monde arabe en ébullition

L'abolition du territoire

Bataille pour la terre au Zimbabwe  
Balbutiements de l'opinion publique en Arabie saoudite

NUMÉRO DE MAI 2002

En vente chez  
votre marchand de journaux

3,80 €

# La X-Type 2 litres, une Jaguar sans tapage

Vendue moins de 30 000 euros, cette berline doit rajeunir la clientèle de la marque anglaise

CONSTRUCTEURS généralistes et marques spécialistes se sont engagés dans un chassé-croisé plutôt paradoxal. Alors que les premiers multiplient les tentatives pour prendre pied au sein du cercle fermé des voitures de luxe (Renault Vel Satis et Avantime, Peugeot 607, Volkswagen Phaeton), les secondes amorcent un mouvement inverse pour élargir leur assise et lancent des modèles moins élitistes (Mercedes Classe A et Vaneo, nouvelle Mini de BMW, Audi A2). La X-Type, alias la « petite Jaguar », participe de ce ballet.

Lancée il y a tout juste un an (Le Monde daté 13 et 14 mai 2001), elle est censée permettre à la marque anglaise contrôlée par Ford de doubler sa production. Sa dernière version, commercialisée depuis quelques semaines, devrait rajeunir la clientèle et représenter plus de la moitié des ventes en avançant un argument de poids : son prix de 29 490 €, inférieur au « seuil psychologique » de 30 000 €.

En s'affichant à un tel tarif, en baisse de presque 8 000 €, la X-Type 2 litres n'est pas donnée mais elle n'est pas plus chère qu'une Peugeot 607 de base et coûte un peu moins qu'une Renault Vel Satis. Deux concurrentes plus habitables, plus confortables et mieux équipées mais qui n'arborescent pas un blason aussi prestigieux.

Evidemment, ce genre d'exerci-



Une Jaguar qui, même si elle manque un peu de nerf, s'inscrit dans la lignée des voitures raffinées.

2,7 l balaiera les derniers tabous et achèvera de scandaliser les gardiens du temple.

#### UN FEULEMENT TRÈS VELOUTÉ

Bien qu'allégée d'une centaine de kilos, la X-Type 2 litres n'offre pas les sensations décoiffantes des versions mieux dotées. Plus maniable mais moins collée à la route que ces dernières, elle prodigue des montées en régime qui, sans être époustouflantes, n'en-

que de couple du moteur, risque de se trouver à la peine. Le niveau de consommation se situe dans une très acceptable moyenne (un peu moins de 10 litres aux 100 kilomètres, en usage courant) et, ce qui n'a rien d'un simple détail lorsqu'il s'agit d'une Jaguar, le petit V6 laisse entendre un feulement très velouté, toujours agréable à l'oreille.

Clé d'accès à la gamme, la X-Type 2 litres, seulement reconnaissable à la présence d'une seule sortie d'échappement, ne paraît pas engager le félin de Coventry sur la voie de la décadence. Ni en faire une marque subitement devenue abordable et généreuse en équipements de série. Dans les années 1960, au temps de sa splendeur, la marque avait déjà conçu des versions dites « économiques » de la MKII, qui firent bonne figure. La petite dernière manque un peu de nerf mais elle s'inscrit dans cette lignée de voitures raffinées, moelleuses sans être cotonneuses, que l'on ne se lasse pas de conduire en toute sérénité.

#### UNE CALANDRE TIMIDE

De plus, l'aménagement intérieur et la présentation de l'habitacle n'ont pas été sacrifiés. En série, la X-Type est garnie de quelques boiseries en érable, d'un siège-conducteur réglable électriquement, d'un volant garni de cuir ajustable en hauteur comme en profondeur et d'une climatisation manuelle. Pour avoir également droit aux sièges en cuir, aux inserts boisés sur les contreportes, à la climatisation automatique et à l'ordinateur de bord, il faudra opter pour la finition Classique, facturée 34 200 €. A ce tarif, on serait en droit d'exiger une pédale d'embrayage moins dure.

#### Fiche technique

- Dimensions (L x l x h) : 4,67 x 1,79 x 1,39 m.
- Poids : 1 450 kg.
- Moteur : six-cylindres en V (ouverture à 60 degrés), 2 099 cc pour 159 ch.
- Consommation moyenne : 9,2 litres aux 100 kilomètres.
- Emissions CO<sub>2</sub> : 219 g/km.
- Coffre : 452 litres.
- Equipements de série : six airbags, antipatinage, direction à assistance variable, climatisation manuelle, réglage électrique du siège conducteur.
- Prix : de 29 490 à 34 200 €.

Au fond, le seul véritable hiatus qui affecte la X-Type est d'ordre esthétique. A sa sortie, on avait salué sa ligne élégante et empreinte d'une certaine retenue. Il semble pourtant que ce parti-pris, supposé gommer les aspects trop ostentatoires de cette marque qui effarouche tant de notaires et de chefs d'entreprise soucieux de ne pas trop afficher leur prospérité, ait été poussé un peu loin. Alors que le démarrage commercial de l'opulente S-Type, qui a marqué le renouveau de la firme, s'est opéré sur les chapeaux de roues, celui de la X-Type aura été laborieux même si les objectifs (35 000 immatriculations par an dont 1 500 en France) paraissent devoir être atteints. La faute, sans doute, au museau sage et à la calandre timide qui habillent cette voiture probablement trop discrète. Car qui-conque roule en Jaguar, fut-elle proposée à moins de 30 000 €, cherche rarement à passer tout à fait inaperçu.

Jean-Michel Normand

## Succès de la première vente aux enchères de l'écurie Prost

La première vente aux enchères organisée pour la liquidation de l'écurie Prost-Grand Prix a permis de totaliser un produit de 1 351 486 €, a annoncé l'étude Poulain-Le Fur. Ce « dernier tour de piste », qui a eu lieu le 6 mai dans un amphithéâtre plein, du Palais des congrès de Paris, a été marqué « par une mobilisation exceptionnelle des collectionneurs français », qui se, sont partagé la plupart des douze monoplaces proposées à la vente (Le Monde daté 5-6 mai). Deux d'entre elles ont été acquises par le Musée de la formule 1 de Magny-Cours constitué par Altadis (ex-Seita).

L'enchère la plus élevée a été réalisée par la Prost-Peugeot AP03-5 de 2000 (265 833 €) devant une AP02 de 1999 (232 604 €). Un casque de Jean Alesi a atteint 8 525 €, les maquettes de soufflerie ont rencontré un beau succès (l'une d'elles est partie à 7 753 €) de même que les combinaisons de pilote (adjugées de 1 000 à 3 800 €). Du 15 au 17 mai, d'autres enchères consacrées au matériel de piste, au parc informatique et au stock de machines-outils auront lieu sur le site de Guyancourt (Yvelines).

ce ne va pas sans susciter quelques froncements de sourcils intégristes. Malgré la présence de deux puissantes motorisations (un 2,5 l de 197 ch et un 3 l de 234 ch), les conservateurs ont fait la moue devant cette X-Type qui s'écarte du principe ancestral des roues arrière motrices pour adopter une transmission intégrale. Sur la nouvelle version 2 l, la cylindrée du moteur (un V6 conçu par Jaguar) a été réduite à 2 099 cc et – sacrilège ! – entraîne les roues avant. Dans deux ans, l'arrivée du futur V6 diesel Ford-Peugeot de

gendrent pas de sentiment de frustration. Si nécessaire, ses 159 chevaux qui se réveillent à partir de 4 000 tours, car il faut solliciter la mécanique, se lancent dans de belles accélérations (le 0 à 100 km/h est atteint en 9,4 secondes) et la boîte de vitesses manuelle, dont l'étagement des rapports a été utilement revu, permet au V6 de s'exprimer au mieux.

En revanche, la boîte de vitesses automatique, dotée de la fameuse grille de commande en « J » mais pénalisée par le man-

## Le Suzuki Wagon R, une « midget » japonaise pour l'Europe

HORMIS la Twingo et la Smart, les toutes petites autos vraiment originales, celles dont la vue suffit à mettre de bonne humeur, ne courent pas les rues. Les nouvelles citadines poussent en longueur, se prennent au sérieux et cherchent absolument à se faire plus grosses qu'elles ne sont. Autant de raisons de rendre hommage au Suzuki Wagon R, une sorte de micro-monospace cubique, diffusé en France depuis 1998, qui mérite d'être reconnu comme l'un des véhicules les plus excentriques qui soient. Disponible en gris ou en noir, la nouvelle série limitée Special (11 400 €) lancée le mois dernier (330 exemplaires) reçoit la climatisation, une présentation extérieure clinquante. Et il offre même à ses acheteurs une boîte de caviar ainsi qu'une bouteille de vodka.

Sur la route, impossible de ne pas remarquer le Wagon R. Son allure de camionnette rétrécie au lavage le fait ressembler à une voiture de manège mais, en l'examinant de plus près, on saisit l'intérêt que présentent ses dimensions insolites. Court (3,50 m), haut (1,66 m), étroit (1,62 m), le Suzuki installe ses occupants en hauteur et offre une habitabilité d'autant plus appréciable que la banquette peut se replier. La largeur aux



L'original petit wagon nippon est un modèle certifié exotique.

coudes est un peu juste mais le coffre accepte toute sorte d'objets et la hauteur sous pavillon comme le grand pare-brise renforcent l'impression d'espace. Les claustrophobes applaudissent.

#### UNE BONNE BOUILLE

Le Wagon R, diffusé à raison de quelque 3 000 unités chaque année en France, plaît surtout aux jeunes familles – qui peuvent y caser pour pas trop cher (le modèle de base coûte 9 132 €) enfants, poussettes, vélos et bagages – et aux couples de jeunes grands-parents qui l'apprécient pour les mêmes raisons. La bonne bouille et l'esprit pratique du parallépipè-

dè de Suzuki ont donné des idées à la maison mère, General Motors. Opel, principale filiale européenne du groupe américain, a adopté le Wagon R pour le diffuser sous l'appellation Agila afin d'augmenter ses ventes mais aussi pour donner à la marque une coloration plus conviviale.

L'original petit wagon nippon est un modèle certifié exotique. Sa configuration courte et étroite trahit son appartenance à la catégorie des « midgets », une pure spécificité japonaise. Sous ce label, se regroupent les modèles suffisamment menus et sous-motorisés pour échapper à certaines taxes et permettre, dans les villes, à leur

propriétaire de posséder une automobile sans devoir obligatoirement disposer d'un parking privé, presque aussi cher qu'un appartement. Suzuki s'en est fait une spécialité et le Wagon R (véhicule le plus vendu au Japon l'an passé, avec près de 240 000 exemplaires) a trouvé sa niche en Europe en trouvant son minuscule moteur de 660 cc pour une mécanique plus énergique. Le quatre-cylindres de 1,3 l développant 76 ch, dont la consommation n'est pas excessive (6,1 litres aux cent kilomètres, en moyenne), lui permet de figurer honorablement dans le trafic routier et de tirer son épingle du jeu dans la circulation urbaine.

Attachant, le Wagon R n'en est pas moins rustique. Le moteur est certes vigoureux mais il est incroyablement bruyant (l'autoradio, par bonheur, est de qualité acceptable), la direction flotte un peu, le confort des suspensions laisse à désirer et les sièges sont durs. Quant à l'équipement des versions de base, il est indigent et le plastique des garnitures de l'habitacle d'une désolante platitude. Bref, pour apprécier pleinement la joie de vivre qui se dégage de cette drôle de petite voiture, il faut être d'assez bonne composition.

J.-M. N.



# La rhinite allergique, une allergie de plus en plus fréquente

En France, on estime que 20 % de la population souffre de pollinose. La progression constante du nombre de personnes touchées et ses liens avec l'asthme en font un problème mondial de santé publique

**LES POLLENS** représentent une des principales causes de maladies respiratoires allergiques, parfois sévères, qui touchent un Français sur cinq. La manifestation classique est celle de la rhinite pollinique. Il s'agit d'une affection très commune, certainement la plus fréquente des maladies allergiques, qui n'est habituellement pas sévère, mais qui peut altérer la vie sociale des patients, les performances scolaires et la productivité au travail.

Près de 90 % des allergiques considèrent que la rhinite a un retentissement important sur leur vie quotidienne, ayant même motivé un arrêt de travail chez 8 % de ceux qui exercent une activité professionnelle. Les études épidémiologiques récentes confirment qu'il s'agit d'un problème mondial de santé publique, en augmentation constante.

La Suisse est un des pays qui ont

la scène, tels que maux de tête, en particulier frontaux, troubles olfactifs, sensations de picotements au niveau du pharynx ou des yeux, ainsi qu'une grande fatigue, parfois aggravée par des troubles du sommeil. « Dans 70 % des cas, une conjonctivite allergique est associée au tableau », complète François-Bernard Michel.

En France, 7 % des enfants, 15 % des adolescents et 31 % des adultes ont ou ont eu à un moment donné une rhinite allergique. Classiquement, les garçons sont plus souvent atteints que les filles entre 15 et 35 ans. La rhinite débute rarement avant 5 ans et après 35 ans, et plus fréquemment en période pubertaire. Dans certains cas d'allergies, telle celle aux pollens des cyprès, elle peut débuter plus tardivement, après l'âge de 60 ans.

Etonnamment, il existe une association inverse entre la rhinite pollinique et le rang dans la fratrie : la

sent localement sur plusieurs cibles : les glandes muqueuses, entraînant un écoulement nasal ; les nerfs sensitifs, ce qui explique le prurit et les éternuements ; les vaisseaux, provoquant une vasodilatation et la congestion nasale. Cette phase immédiate, déclenchée en quelques minutes, est la plus souvent suivie d'une phase retardée survenant six à huit heures plus tard, sans nouvelle administration d'allergène, expliquant les symptômes plus tardifs.

## DIAGNOSTIC AISÉ

Dans la grande majorité des cas, « le diagnostic de pollinose est facile à porter lorsque les symptômes surviennent et se répètent lors d'une saison pollinique bien déterminée ; le printemps pour les graminées, la fin de l'été et le début de l'automne pour les herbacées, décembre ou janvier pour certains pollens d'arbres comme ceux des cyprès ou des thuyas », explique le professeur Pascal Demoly, clinique des maladies respiratoires de l'hôpital Arnaud-de-Villeneuve, à Montpellier. Un bilan allergologique sanguin ainsi que le dosage des immunoglobulines E dans le sang complètent le diagnostic. « Exceptionnellement, si la concordance entre l'histoire clinique et le bilan allergologique reste douteuse, des tests de provocation nasale permettent d'affirmer le diagnostic », ajoute Pascal Demoly.

Le traitement de la rhinite saisonnière se partage en trois volets : symptomatique, désensibilisation et prévention. Symptomatique, il fait appel aux antihistaminiques par voie orale, aux corticoïdes locaux et aux cromones. Les décongestionnants ne doivent être utilisés que sur des périodes courtes. Les antihistaminiques de nouvelle génération sont préférés en raison de leur bon rapport efficacité-tolérance et de la rapidité de leur efficacité, dès la première heure, sur les symptômes nasaux et oculaires.

## Des liens avec la sinusite et l'asthme

La sinusite est la complication la plus fréquente de la rhinite allergique de mécanisme strictement mécanique : 50 % des sujets souffrant de rhinite (allergique ou non) ont des anomalies des sinus à la radiographie. De plus, rhinite allergique, sinusite et asthme sont souvent associés, comme le soulignent de récentes publications. En effet, de 20 à 40 % des patients ayant une rhinite allergique rapportent des manifestations asthmatiques (contre 3 à 5 % dans la population générale). Chez l'enfant, il existe une forte liaison entre asthme, rhinite et aussi eczéma (30 % des enfants, 43 % des adolescents).

Sur le plan chronologique, les symptômes ORL apparaissent généralement avant les symptômes bronchiques. Plusieurs études suggèrent que la rhinite allergique représente un facteur de risque de développement secondaire d'un asthme. De plus, de 30 à 80 % des patients asthmatiques ont des manifestations nasales.

permis de le démontrer, avec une prévalence progressant de 0,8 % en 1926 à 4,8 % en 1958, 6,1 % en 1981, 15 % en 1989 et 24 % en 1996. En France, on estime que 20 % de la population souffre de pollinose et « l'évolution de la maladie au cours des dernières décennies a suivi celle des Suisses », assure le professeur François-Bernard Michel, chef du service des maladies respiratoires à l'hôpital Arnaud-de-Villeneuve, à Montpellier. Les symptômes de la rhinite pollinique, ou rhinite allergique intermittente, sont bien connus. L'obstruction et l'écoulement nasal, ainsi que les éternuements, se reproduisent régulièrement à la même période de l'année et sont en rapport avec la présence dans l'atmosphère des pollens auxquels les sujets sont allergiques. La sensation de nez bouché est le plus souvent bilatérale, d'intensité variable. L'écoulement nasal, ou rhinorrhée, est volontiers clair et les éternuements surviennent le plus souvent sous forme de crise, en sèves, précédant habituellement la rhinorrhée.

## AUTRES MANIFESTATIONS

Le désagrément des patients allergiques ne se limite pourtant pas à ces seuls signes, puisque le tableau s'accompagne très fréquemment de manifestations qui peuvent aussi occuper le devant de

probabilité de développer un rhume des foins diminue plus l'on a de frères ou de sœurs plus âgés. Et, plus singulier encore, mais fait controversé tout de même, il existerait un risque accru chez les enfants nés pendant la période pollinique. Enfin, il semble que la majorité des individus souffrant de pollinose soient des sujets atopiques, c'est-à-dire souffrant d'un ensemble de syndromes ayant une transmission héréditaire. « Un enfant dont les deux parents souffrent d'une allergie a 70 % de risques d'en souffrir lui-même, et cette probabilité ne baisse que de 30 % à 45 % quand un seul de ses parents en est atteint », indique le professeur Michel.

La rhinite saisonnière résulte de l'interaction entre les pollens, qui jouent le rôle d'allergènes, et un certain type d'anticorps, les immunoglobulines E (IgE), produits par les lymphocytes B. La production d'anticorps est normalement destinée à protéger un organisme contre les agressions. Mais, en cas d'allergie, cette réponse est exagérée. La réponse immunitaire dépasse son but, et devient agressive pour l'individu lui-même.

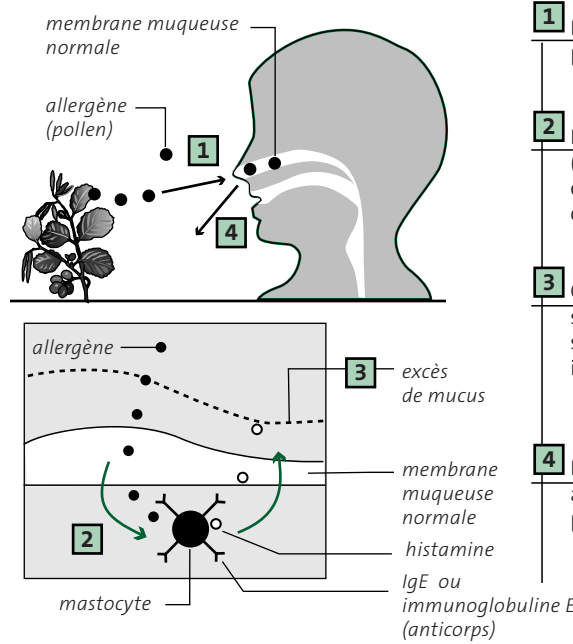
Les immunoglobulines E produites vont se fixer sur des cellules, les mastocytes, qui libèrent leur contenu, les médiateurs, parmi lesquels l'histamine. Ces médiateurs agis-

**LES CAUSES** de l'augmentation de fréquence des rhinites allergiques intermittentes ne sont pas totalement identifiées aujourd'hui. Mais l'une des hypothèses incontournables concerne une modification ou d'une agressivité accrue de ces aéro-allergènes par les facteurs d'environnement, particulièrement la pollution atmosphérique ou domestique. « Est-ce que les caractéristiques génétiques des individus ont changé ? C'est peu probable, étant donnée la rapidité d'évolution de la fréquence des allergies », commente le professeur François-Bernard Michel.

Un bulletin de l'Académie nationale de médecine consacré aux « Actualités en allergologie respiratoire » rapporte une étude allemande qui suggère qu'un grain de pollen exposé aux polluants atmosphériques (NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, et O<sub>3</sub>) libère davantage de protéines allergisantes. Ces grains de pollen sont capables d'induire un relargage d'histamine - substance médiatrice des phénomènes allergiques -, à partir des globules blancs de patients allergiques, plus important que des grains de pollen témoins. L'exposition aux pol-

## LA RHINITE ALLERGIQUE SAISONNIÈRE, OU "RHUME DES FOINS"

Les réactions allergiques sont des réactions immunitaires "inappropriées", c'est-à-dire des réactions de défense excessives vis-à-vis d'agents inoffensifs chez le sujet normal. On distingue les allergies immédiates (fabrication d'anticorps) des allergies retardées (dermites, eczéma...).



## Classification des rhinites allergiques

| Intermittente  | ou | Persistante  |
|--|----|--|
| inf. à 4 jours/semaine<br>inf. à 4 semaines  |    | sup. à 4 jours/semaine<br>sup. à 4 semaines  |
| Légère   | ou | Modérée-Sévère   |
| Sommeil normal<br>Activités sociales et loisirs normaux<br><br>Activités scolaires et professionnelles normales<br>Symptômes peu gênants |    | Sommeil perturbé<br>Activités sociales et loisirs perturbés<br><br>Activités scolaires et professionnelles perturbées<br>Symptômes gênants |

## Ceux qui sont touchés

|                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| 1<br>FRANÇAIS<br>SUR 5 |                     |
| 7% des enfants         | 15% des adolescents |
| 31% des adultes        |                     |

Les antihistaminiques par voie intranasale ou intraoculaire sont rapidement efficaces sur les symptômes locaux. Les corticoïdes par voie nasale sont les traitements les plus efficaces, actifs sur l'obstruction nasale et l'odorat, avec des effets observés dès la 6-12<sup>e</sup> heure après le début du traitement, mais maximaux après quelques jours. Une corticothérapie courte orale est parfois nécessaire en début de traitement dans les formes sévères et/ou ne répondant pas suffisamment au traitement local.

Dans la rhinite allergique saison-

nière, les corticoïdes retard injectables ne doivent plus être utilisés. La désensibilisation est théoriquement le traitement le plus logique. Il faut cependant que le patient soit motivé, car la gêne subie est importante et le résultat non immédiat.

La désensibilisation a fait ses preuves pour les pollens des graminées et des pariétaires. La voie injectable reste à ce jour le traitement de référence, mais, depuis quelques années, la voie sublinguale, largement moins contraignante, s'est développée.

Dans les années à venir, la voie locale par pulvérisation devrait être de plus en plus utilisée. La prévention reste très difficile, car l'allergie aux pollens est difficile à éviter. On peut toutefois conseiller un début de traitement préventif (avec un antihistaminique par voie orale) dès le début de la période annuelle incriminée, selon les calendriers polliniques, ainsi que d'éviter les zones à risque et d'utiliser des filtres antipollens dans sa voiture.

Régine Artois

## Plusieurs facteurs d'environnement interviennent

lants pourrait augmenter le contenu allergénique et faciliter la sortie du pollen du grain.

Ce domaine s'est récemment enrichi d'expérimentations sur des émanations de moteurs diesel, particulièrement surveillées. En effet, le nombre de ce type de véhicules est en augmentation rapide et il a été démontré que les hydrocarbures extraits d'émissions diesel sont capables de stimuler la production d'immunoglobuline E par les lymphocytes B qui les synthétisent. Sans compter que ces poussières peuvent aussi porter à leur surface des allergènes.

Troisième type de facteur environnemental pouvant intervenir, le tabagisme, actif et passif, facteur démontré des allergies respiratoires. Enfin, s'il n'y a pas d'arguments solides pour penser que la charge allergénique aurait augmenté dans des proportions considérables, il faut compter avec la modification du paysage pollinique français. En effet, la plantation, en nombre, d'espèces végétales ou leur introduction accidentelle peuvent accroître la fréquence des réactions polliniques.

Deux exemples sont, en France, particulièrement significatifs. D'abord, celui de la pollinose aux cyprès et cupressacées. « L'intensification des plantations de leurs diverses variétés dans le sud et le sud-est de la France y a multiplié les phénomènes allergiques souvent sévères et tenaces à cause de la longue période de pollinisation, qui débute en hiver et se poursuit jusqu'en mars », insiste le professeur Michel.

Ensuite, le développement, dans la région Rhône-Alpes depuis la seconde guerre mondiale, des plants d'ambrosie (« ragweed » pour les Américains ou « herbe à poux » pour les Canadiens) sur les terrains en friche. Face à la croissance des allergies à cette herbacée, l'Association française d'étude des ambrosies (Afeda) agit en faveur d'un programme d'éradication lancé depuis 1990 sous la forme de campagnes d'arrachage et d'aménagement des berges du Rhône, des autoroutes et des voies ferrées.

R. A.

# Le Réseau national de surveillance aérobiologique met les pollens sous haute surveillance

Une nomenclature permet de distinguer les allergènes majeurs des mineurs, et des bulletins allergopolliniques sont publiés chaque semaine

**LES AGENTS** des pollens sont les agents mâles de la fécondation des plantes. Chaque grain de pollen peut être différencié par ses caractéristiques morphologiques, spécifiques du genre et de l'espèce. Une première classification différencie les pollens en entomophiles, ceux qui sont véhiculés par les insectes, et anémophiles, ceux qui sont véhiculés par le vent.

Ce sont ces derniers qui représentent un danger majeur car ils sont habituellement émis en grande quantité, réalisant alors un véritable aérosol pollinique pouvant sévir à grande distance de leur lieu d'émission et être véhiculé à haute altitude. « L'été, dans les moments où il souffle un vent très chaud, les carrosseries des voitures sont recouvertes d'une fine poussière qui contient des pollens d'arganiers, un arbre fruitier qui pousse dans la région d'Agadir, au Maroc », expli-

que le professeur François-Bernard Michel (CHU Montpellier).

## CLASSER ET DISTINGUER

Une nomenclature des allergènes a été mise place ; elle permet de les classer et de distinguer les allergènes majeurs des allergènes mineurs. Des techniques sophistiquées, fondées sur l'utilisation d'anticorps monoclonaux et l'analyse de l'ADN, autorisent la caractérisation des allergènes et permettent aujourd'hui de comprendre certaines réactions allergiques croisées entre les allergènes de même espèce ou d'espèces différentes. La liste des allergènes ne cesse de croître, et, pour les étudier, on les classe en trois grandes familles : les graminées, les herbacées et les arbres.

Comment prévenir les patients de la survenue prochaine de l'émission de pollens vis-à-vis desquels

ils sont sensibilisés ? Les calendriers polliniques permettent d'évaluer le contenu en pollens de l'atmosphère. « Leur réalisation nécessite un suivi sur au moins trois années consécutives, qui permet d'obtenir des calendriers polliniques standards moyens de la zone géographique considérée », explique Michel Calleja, ingénieur de recherche à l'institut de palynologie de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier. Toutefois, leurs prédictions ne sont pas fiables à 100 %, dans la mesure où la pollinisation dépend aussi de aléas climatologiques. L'ensoleillement favorise la production de pollens, la pluie les sédimente - phénomène de lessivage - et le froid peut bloquer la floraison. »

A la suite d'une évaluation menée entre 1994 et 1995 par le RNSP (Réseau national de santé publique), un Réseau national de

surveillance aérobiologique a été créé en 1996 à l'Institut Pasteur de Paris.

Son objet est le recueil, l'analyse et l'interprétation des particules biologiques présentes dans l'air. L'action de cette association a permis, entre autres, la création d'une cinquantaine de sites répartis sur l'ensemble du territoire français permettant un système de recueil et de synthèse des données cliniques sectorisées, jointe à la publication hebdomadaire de bulletins allergopolliniques.

## DATES DE FLORAISON

« En fonction de la latitude, les dates de floraison varient, ajoute Michel Calleja. Il est vrai que fixer le début d'émissions polliniques pour des espèces à floraison courte a peu d'intérêt, en revanche pour les espèces à floraison longue comme le platane, les patients ont

le temps de prendre un traitement préventif. De plus, ces calendriers polliniques confirment la tendance au réchauffement climatique. En 1980, les marronniers fleurissaient le 15 mai, en 2000, le 1<sup>er</sup> mai ! »

De façon générale, les arbres pollinisent de janvier à mai, les graminées de mai à fin juillet et les

herbacées de juillet à octobre. Les personnes allergiques déclenchent des réactions si la concentration en pollens dans l'air atteint un certain seuil (en moyenne de 10 à 20 grains de pollens par m<sup>3</sup> d'air, selon l'espèce).

R. A.

Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

**1** Voltaire, l'insurgé.  
**2** L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

# Les insectes aux avant-postes du réchauffement climatique

Les entomologistes observent l'apparition en Europe de nombreux papillons ou coléoptères jusqu'alors inconnus sous nos latitudes. L'augmentation de l'effet de serre, explication la plus plausible, menace, par ailleurs, d'autres espèces d'extinction

**LE MONARQUE** africain, petit cousin du grand papillon américain, a pris ses quartiers dans le Var. Voilà encore une trentaine d'années, ce lépidoptère à l'élégante parure orange ourlée de noir était inconnu sur le continent européen. Il pullule aujourd'hui en Espagne et commence à s'implanter dans le sud de la France. Le bupreste du thuya, magnifique coléoptère naguère rarissime en Ile-de-France, y est devenu, depuis quelques années, une espèce presque commune. Un grillon agreste à front jaune que l'on croyait cantonné aux départements méditerranéens a été observé, voilà peu, en Seine-et-Marne...

A l'évidence, il se passe quelque chose dans le petit monde rampant et volant des invertébrés. Il ne s'agit, pour l'instant, que d'observations isolées, rapportées le plus souvent par des entomologistes amateurs. Sur les 35 000 à 39 000 espèces d'insectes recensées en France, il n'en est guère que quelques dizaines, en effet, à faire l'objet d'un réel suivi. Trop peu pour tirer des conclusions définitives. Il n'empêche que les indices se multiplient et sont concordants, constate Jacques Lhonore, spécialiste de la biodiversité au centre de Nogent-sur-Vernisson (Loiret) du Cemagref : les insectes gagnent du terrain.

Souvent, il s'agit d'espèces jusqu'alors localisées dans le Midi de la France qui progressent vers le nord en empruntant le couloir de la vallée du Rhône ou en suivant le littoral atlantique. C'est le cas d'un petit charançon, remarquable par la longueur du rostre de la femelle et vivant sur les roses trémières, qui s'est répandu sur la presque totalité du territoire national. La



A gauche, le petit monarque, papillon originaire d'Afrique, qui pullule aujourd'hui en Espagne d'où il a gagné le sud de la France. A droite, le rhynchophore roux, gros charançon d'origine tropicale, qui remonte lui aussi vers le nord.

mante religieuse, autrefois méridionale, se fait de plus en plus nordique tout comme certaines libellules. Le nacré de la ronce, petit papillon aux ailes orangées tachetées de noir, qui ne dépassait pas la ligne Bordeaux-Grenoble voilà quinze ans, a même essayé jusqu'au Luxembourg.

Le sphinx du caille-lait, papillon de nuit gris orangé dont le vol très rapide rappelle celui du colibri, a poussé, quant à lui, jusqu'à la Grande-Bretagne. Le même trajet a

été accompli par certaines espèces de sauterelles brunes. L'exemple du vulcain, un peu différent, va dans le même sens. Ce papillon rouge et noir qui avait l'habitude de quitter la France au début de l'automne pour se reproduire en Espagne ou en Afrique du Nord a tendance, depuis quelques années, à renoncer à cette migration et à hiverner sur place.

Mais on voit aussi apparaître des espèces exotiques, originaires des pays chauds. Le papillon du géranium, natif d'Afrique du Sud et introduit accidentellement aux Baléares, voilà dix ans, colonise à présent l'Europe du Sud. Après un séjour sur la Costa Brava, il a gagné les Pyrénées-Orientales au printemps 1997, puis a poursuivi sa route vers l'Italie au fil des jardinières de géraniums. On l'a même repéré, l'an dernier, dans le parc de la Tête-d'Or de Lyon. Le rhynchophore roux, gros charançon d'origine tropicale vivant sur les palmiers, vraisemblablement importé en Espagne lors de l'exposition universelle de Séville de 1992, a entrepris de remonter vers le nord de la péninsule ibérique et on s'attend à le voir franchir la frontière d'ici peu. Des déplacements d'insectes ont



certaines été observés de tout temps, à la faveur des importations de bois ou de plantes exotiques, par exemple. L'intensification du commerce et du tourisme internationaux n'a fait qu'accélérer ces migrations. La nouveauté vient de ce que

### La nouveauté vient de ce que certaines espèces réussissent à coloniser leur milieu et à s'y installer durablement

certaines des espèces transplantées réussissent, à partir de quelques têtes de pont, à coloniser leur nouveau milieu et à s'y installer durablement.

L'explication ? Jacques Lhonore y voit, sans le moindre doute, la marque du réchauffement, dont les insectes, extraordinairement mobiles - qu'ils soient introduits

par des activités humaines ou transportés par le vent -, constitueraient des sortes de sentinelles avancées. « Leur cycle biologique est, à tous les stades - œuf, larve, nymphe, adulte - très lié aux conditions climatologiques », explique le chercheur. Des températures hivernales clémentes leur sont favorables. « La douceur des derniers hivers faciliterait ainsi l'implantation et l'extension de l'aire des nouveaux venus. Ceux-ci, n'hésitant pas à changer de plante-hôte pour survivre - le papillon du géranium peut se développer sur des variétés sauvages et le monarque d'Afrique s'accommode, en Europe, de plantes herbacées communes -, proliféreraient d'autant plus gaillardement qu'ils ne trouvent sur place ni prédateur ni parasite.

Pierre Zagatti, entomologiste au centre de Versailles de l'INRA, se montre plus circonspect. « La responsabilité du réchauffement climatique est probable pour certaines espèces, mais elle n'est pas établie de façon scientifique », estime ce chercheur, qui milite pour la création d'un observatoire national des invertébrés. « Les insectes, souligne-t-il, sont capables de résister à des températures très froides en hiver

et, pour la plupart, le facteur primordial est la température estivale. » Certaines migrations ne doivent rien, il est vrai, à l'effet de serre : un petit scorpion noir à queue jaune très répandu dans le Midi est probablement remonté vers le nord par le « couloir des vacances » dans les toiles de tente de campeurs et c'est sans doute en passagère clandestine de touristes que la grande cigale a rallié les Vosges...

Les entomologistes ne sont, en tout cas, pas les seuls à suivre à la loupe ces déplacements. Les forestiers et les agriculteurs les observent, eux aussi, avec inquiétude parfois. Certes, on ne redoute pas encore l'invasion d'insectes vecteurs de maladies exotiques ou dévastateurs de récoltes, même si, voilà quelques années, des nuées de criquets pèlerins venus d'Afrique se sont abattues sur des plages italiennes où ils sont morts d'épuisement avant d'avoir pu se reproduire. Mais les sylviculteurs s'alarment de l'expansion géographique de la chenille processionnaire du pin, qui cause de sévères dégâts aux résineux et qui, très urticante, pose aussi de tels problèmes sanitaires dans les zones touristiques où il est déjà arrivé que des campings infestés doivent être évacués.

Les viticulteurs redoutent, pour leur part, l'extension de la cochyliis et de l'eudémis, deux papillons communément appelés « vers de la grappe », qui s'attaquent au vignoble et sont capables de ruiner une récolte. Un autre petit papillon nocturne, découvert pour la première fois en France en octobre 2000 dans le Var, cause, lui aussi, quelques soucis car ce ravageur se développe sur le maïs et les citronniers cultivés.

Le réchauffement climatique ne profite cependant pas à tous les insectes. Il met en péril certaines espèces - parmi les plus rares - rescapées de la dernière glaciation. C'est le cas d'un papillon damier fréquentant les tourbières d'altitude ou de certains taupins adaptés au froid, qui sont aujourd'hui menacés d'extinction dans leurs derniers refuges montagneux. Des spécimens comme le papillon nègre des bois ou l'apollon, qui avaient profité du petit âge glaciaire (milieu du XVI<sup>e</sup> siècle-milieu du XIX<sup>e</sup> siècle) pour descendre dans les plaines et y installer des colonies abyssales, risquent tout simplement de disparaître du paysage.

Pierre Le Hir

## Floraisons et vendanges plus précoces

« L'INRA a décidé de mettre la question du changement climatique au premier plan de ses préoccupations », annonce Bernard Seguin, chargé d'une mission sur l'effet de serre au sein de l'Institut national de la recherche agronomique. Des études associant observations de terrain et modélisations numériques font apparaître qu'un doublement du taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère - scénario plausible pour le siècle à venir - « ne devrait pas poser de problèmes insurmontables pour les grandes cultures comme le blé et le maïs, dont les capacités d'adaptation rapide ont été démontrées dans le passé, suite aux modifications successives d'orientation de la politique agricole commune ». En revanche, les cultures fruitières et la vigne, dont le temps d'adaptation est plus long (dix à vingt ans), pourraient être fortement affectées. Déjà, on assiste à « une avancée significative des stades phénologiques ». La floraison de certains arbres fruitiers (pommiers, abricotiers, pêchers...) se produit, en moyenne « dix à quinze jours plus tôt qu'il y a trente ans », et, dans certains vignobles, les vendanges s'effectuent « quatre semaines plus tôt qu'il y a cinquante ans ». L'INRA va donc concentrer ses efforts sur la sélection de variétés adaptées à la nouvelle donne climatique.

## « Gladiator », spécimen namibien d'un nouvel ordre d'insectes

LA CLASSE des insectes est la plus riche du règne animal, avec 1,2 million d'espèces connues et probablement autant qui restent à découvrir. Mais depuis 1915, on croyait avoir fait le tour de la diversité des groupes d'insectes, fixée à trente après la description en 1913 des zoraptères et des notoptères en 1915. Depuis lors, les centaines d'espèces nouvelles identifiées chaque année dans les contrées les plus diverses pouvaient toutes se rattacher à l'un ou l'autre de ces trente groupes. Mais après la découverte d'un étudiant du groupe d'écologie tropicale de l'institut de limnologie Max-Planck de Plön, en Allemagne, il va falloir récrire certains chapitres des ouvrages de zoologie. Oliver Zompro a en effet identifié un nouveau groupe d'insectes, décrit dans le dernier numéro de la revue américaine *Science* (19 avril).

Les Mantophasmatodés, comme leur nom l'indique, se situent morphologiquement entre les mantes religieuses et les phasmes. Oliver Zompro a d'abord retrouvé leur trace dans des fragments d'ambre fossile de la Baltique, vieux de 45 millions d'années, où avaient été piégés des insectes atypiques. L'ambre provenait de collections de l'université de Hambourg, du musée d'histoire naturelle de Berlin et de collections privées. Lors d'une visite au Muséum d'histoire naturelle de Londres, on lui présenta un insecte collecté en Tanzanie en 1950 qui avait été envoyé à seize ans plus tôt par le musée de Lund en Suède, pour être identifié. Sans succès.

L'étudiant fut aussitôt frappé par



Morphologiquement, les Mantophasmatodés, ici une *M. zephyra* femelle, se situent entre les mantes religieuses et les phasmes.

la ressemblance de ce spécimen moderne avec un des insectes fossilisés dans l'ambre. Se pourrait-il qu'ils soient apparentés ? Fouillant dans les réserves du musée de Berlin, Oliver Zompro tomba alors sur une femelle non identifiée, proche des phasmes, trouvée en Namibie au début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'allure très proche. Restait à confirmer son intuition. Son premier travail, avec ses confrères du Muséum zoologique de Copenhague, coauteurs de l'article de *Science*, a été d'examiner en détail les spécimens pour s'assurer qu'ils diffèrent bien des ordres déjà décrits - les 30 actuels, plus 30 ordres fossiles. Ce faisant, ils ont

### ANALYSES D'ADN

Parallèlement, des photographies des deux spécimens modernes étaient adressées aux muséums du monde entier, avec la consigne de rechercher dans les collections des individus identiques. Eugène Marais, du Muséum national de Windhoek, en Namibie, ne tarda pas à faire savoir que deux animaux

similaires avaient été trouvés en 1990 et 2001. Après examen, deux espèces nouvelles, appartenant à un troisième genre, venaient enrichir l'ordre tout neuf des Mantophasmatodés.

L'enthousiasme fut tel qu'une expédition fut aussitôt décidée : en mars 2002, les zoologues allemands et namibiens arpentent les pentes du mont Brandberg, dans la région d'Erongo, dans l'espoir de découvrir « Gladiator » - c'était encore le nom de code de l'animal. Espoir plus que comblé puisqu'ils mettent la main sur plusieurs spécimens, qui coulent désormais des jours paisibles dans des chambres climatiques, à Plön. Des analyses d'ADN ont été lancées pour tenter de clarifier la position des Mantophasmatodés dans la classe des insectes.

André Néel, du laboratoire d'entomologie du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, se réjouit de cette publication : « Il y a quelques années, avec un collègue espagnol, nous avions aussi observé, dans l'ambre de la Baltique, des spécimens que nous n'avions pu rattacher à des ordres connus », se souvient-il. La découverte en Namibie de ces « reliques biologiques », derniers représentants d'une lignée jadis plus florissante, est une « bonne surprise ». Elle permettra peut-être de mieux cerner les relations de parenté qui unissent les blattes, les mannes, les termites, les pinces-oreilles... dont les liens font, depuis un demi-siècle, l'objet de débats feutrés au sein de la communauté des entomologistes.

Hervé Morin

## Le nombre total des espèces vivantes sur Terre pourrait être revu à la baisse

Une étude relance la controverse

DEPUIS la conférence de La Haye, la conservation de la biodiversité est officiellement reconnue comme une priorité. Pour autant, le nombre total d'espèces vivantes, règne animal et végétal confondus, reste incertain. Il est estimé entre 14 et plus de 30 millions, suivant les études. Un projet de recherche mené depuis 1994 sous l'égide de la NSF (National Science Foundation) américaine, dont les résultats sont publiés dans l'édition du 25 avril de la revue *Nature*, relance la controverse. Les biologistes et les entomologistes d'une équipe internationale proposent en effet une très forte révision à la baisse de l'évaluation du nombre des espèces d'arthropodes vivant sur Terre. Ils avancent en effet une fourchette de 4 à 6 millions en l'opposant aux 31 millions recensés dans une étude parue en 1982.

Le règne du vivant est d'abord divisé en embranchements et les arthropodes constituent le plus vaste d'entre eux. Une telle dévaluation du nombre des espèces qui le composent, si elle était confirmée, aurait de fortes répercussions sur le décompte total des espèces vivantes. Elle s'appuie sur une invalidation des méthodes employées pour établir les précédents inventaires du vivant.

Les chercheurs ont analysé des

données relatives à plus de 900 espèces d'insectes herbivores et 51 espèces de plantes dans les forêts de la Nouvelle-Guinée. Ils ont observé que le régime alimentaire de la majorité des insectes herbivores est composé de nombreuses espèces végétales proches mais différentes. Ils remettent ainsi en cause l'hypothèse selon laquelle chaque espèce d'insecte herbivore se nourrit d'un nombre très restreint d'espèces végétales.

### À L'AIDE D'ÉQUATIONS

Or, c'est cette hypothèse qui permet, en dénombrant d'abord les espèces végétales, d'en déduire un nombre d'espèces d'insectes herbivores. Ensuite, par extrapolation et à l'aide d'équations intégrant données génétiques et paramètres écologiques, on obtient le nombre d'espèces vivantes en un lieu donné. Mécaniquement, les résultats ainsi obtenus sont beaucoup plus élevés que ceux proposés par les chercheurs de la NSF.

Ces derniers soulignent cependant que, si leur étude réduit la biodiversité, elle met également en évidence la résistance accrue des insectes à la déforestation grâce à une diversification importante de leurs sources de nourriture.

François Lassagne



Le festival de musiques du Sud d'Angoulême, dont le directeur vient de créer un nouveau label, affiche une volonté de redécouvrir plusieurs musiciens vétérans, qui ont autrefois fait figure de pionniers dans leur pays et qui ont su trouver des voies pour évoluer et se renouveler

# Musiques métisses et mémoire neuve

**S'IL PARIE** volontiers sur les jeunes talents et les artistes émergents, le festival Musiques métisses d'Angoulême aime également aller fouiner dans le passé. On lui doit la (re) découverte d'artistes représentatifs du patrimoine culturel de leur pays. Au programme de la 27<sup>e</sup> édition (du 17 au 20 mai), un patchwork harmonieux des musiques dites « du Sud » (Afrique, Caraïbes, océan Indien, avec un crochet en Louisiane et au Mexique). Outre les quasi-inconnus porteurs de promesses et les noms rassembleurs, il y aura encore quelques légendes. Musiques métisses dévide le fil de la mémoire et rend hommage aux anciens qui ne renoncent pas et sont toujours là, bon pied, bon œil.

Christian Mousset, directeur et créateur de ce festival pionnier, se défend de toute nostalgie. « Je trouve qu'il y a souvent une méconnaissance, y compris par la nouvelle génération, de tout l'apport de ces musiciens. Il faut montrer ces gens qui, en Afrique, ont créé à l'époque des indépendances une musique fondatrice de tout ce qui s'est passé après. Ils n'ont pas abdiqué. Ils font encore aujourd'hui une musique incroyable de fraîcheur, avec une vraie identité, toujours actuelle et loin d'être figée. » Une musique liée à une période d'illusions et d'espoirs qui fut une époque d'une formidable énergie créatrice musicale.

Ainsi, Kar Kar, qui « était la voix de

l'indépendance au Mali. Avec son tube "Mali Twist" il a été encore plus populaire que les orchestres modernes ». Dans les années 1960, toute la jeunesse malienne dansait sur cette chanson diffusée en boucle à la radio. On l'appelait alors l'Elvis Presley du Mali. Programmé le 17 mai, en ouverture de la première soirée, Boubacar Traoré tient son surnom, Kar Kar, de l'époque où il était une gloire locale du football, chez lui, à Kayes. La voix ample et chaude, s'accompagnant d'une guitare, il interprète des mélodies inspirées de la tradition Kassonké de sa région natale.

## UN NOUVEAU LABEL

Autre vétéran à l'affiche le premier soir, autre pari de Musiques métisses sur le passé porteur d'avenir : Wendo Kolosoy. Né dans l'actuelle République démocratique du Congo en 1925, Wendo Kolosoy est l'un des inventeurs de la rumba congolaise à la fin des années 1950, qui s'est épanouie d'abord à Brazzaville et à Léopoldville (rebaptisée Kinshasa en 1966) avant d'infiltrer toute l'Afrique. Comme Boubacar Traoré, il a connu lui aussi une éclipse avant une seconde carrière. Après un disque enregistré en 1992 sur un label belge passé inaperçu, il est retourné en studio à Abidjan, en 1999, lors du 4<sup>e</sup> Marché des arts du spectacle africain (MASA), pour enregistrer un album tout d'indolence gracieuse et

bercé de guitares solaires (Marie Louise, Indigo/Harmonia Mundi).

Respecté par tous les musiciens congolais, de Werra Son à Papa Wemba, qui avait tenu à l'inviter pour son show la nuit du réveillon en 2001 à Bercy, Wendo Kolosoy est la première signature du nouveau

label fondé par Christian Mousset, Marabi (nom du jazz des townships sud-africains en vogue dans les années 1950). Une nouvelle aventure pour le directeur du festival, qui abandonne la direction artistique du label Indigo, qu'il avait créé en 1992 avec Michel Orier, alors directeur de

la Maison de la culture d'Amiens.

« Marabi est un complément du festival », précise Christian Mousset. L'idée de Marabi (distribué par Mélodie), comme le fut celle d'Indigo pendant dix ans, est de constituer une mémoire discographique, de donner de vrais moyens d'enregistrement et de rayonnement à des artistes – une préoccupation partagée par d'autres festivals dédiés aux musiques du monde, à l'instar d'Africolor, à travers le label Cobalt, ou des Nuits atypiques de Langon, avec Daqui. Après Wendo Kolosoy et l'Orchestre Victoria Bakolo Miziki (Amba), la seconde production de Marabi sera un nouvel enregistrement du Bembeya Jazz de Guinée.

## ORCHESTRE FONDATEUR

Entre Musiques métisses et le Bembeya, c'est une vieille histoire. En 1985, le groupe donnait à Angoulême son premier concert en Europe. « Pour moi, ils sont peut-être symboliquement l'orchestre fondateur de tout un courant qui s'est épanoui par la suite, déclare Christian Mousset. Ils ont la même importance que le Rail Band au Mali. Ce n'est pas seulement un orchestre, c'est aussi une école de talents. » Groupe légendaire et historique, le Bembeya Jazz est fondé en 1961 à Beyla, ville de la Guinée forestière à environ 1 000 km de Conakry. Sa mission sera celle de

tous les orchestres créés à travers le pays : valoriser la culture nationale. Une volonté du président Sékou Touré après l'indépendance, qui interdira par ailleurs la diffusion de toute musique étrangère à la radio.

Promu Orchestre national après un voyage à Cuba au sommet de la Tricontinentale, il devient salarié de l'Etat, le symbole de la révolution guinéenne, l'ambassadeur de la Guinée, le porte-parole de Sékou Touré. Une image dont il se défend aujourd'hui, à travers la voix d'Achkeen Kaba, 62 ans, toujours leader du groupe, qui en parcourant la liste des quelque 125 chansons composées par le Bembeya affirme n'y trouver que peu de traces de louanges au président défunt.

Après le décès en 1973 dans un accident de voiture, au Sénégal, de son chanteur Aboubacar Demba Camara, le Bembeya a recruté de nouvelles voix pour continuer l'aventure. Paradoxalement, la mort de Camara a redonné un second souffle au Bembeya. Le renouvellement de l'équipe lui a apporté un sang neuf, un nouveau répertoire, contrairement aux autres orchestres nationaux qui ont davantage vieilli, et dont certains n'ont pas survécu longtemps à leur dénationalisation après la mort de Sékou Touré en 1984.

Patrick Labesse

## Pepetela, l'ex-guérillero devenu écrivain

**ANCIEN GUÉRILLERO**, ex-ministre, Pepetela est un romancier angolais peu connu en France, où il vient de publier un deuxième roman, *L'Esprit des eaux* (Actes Sud, 140 p., 13,90 €). Il est l'un des invités de « Littératures métisses », le volet littéraire du festival d'Angoulême, qui a fait découvrir en France nombre d'artistes du monde entier. Sont invités cette année des écrivains aussi divers que le Saoudien Ahmed Abodehman (*La Ceinture*, Gallimard), le Zimbabwéen Chenjerai Hove (*Ancêtres*, Actes Sud), le Réunionnais Axel Gauvin (*Train fou*, Le Seuil) ou le Cubain Eduardo Manet (*La Sagesse du singe*, Grasset). Du 12 au 17 mai, ils circulent dans les bibliothèques publiques et les réseaux associatifs de plusieurs villes de la région Poitou-Charentes, avant de se retrouver au cœur du festival à Angoulême.

Issu d'une famille portugaise implantée en Angola, Pepetela a participé à la guerre d'indépendance de son pays. Né en 1941, après des études au Portugal et à Paris, il déserte l'armée portugaise et passe quelques années dans l'Algérie nou-

vellement indépendante. A son retour en Angola, il s'engage dans le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA). Son pays subit une colonisation extrêmement brutale sous la férule du dictateur portugais Salazar. Les Noirs (98 % de la population), privés d'instruction et de droits civiques, sont soumis aux travaux forcés.

## UN COMBATTANT PASSÉ À LA POLITIQUE

Le MPLA, d'obédience marxiste, livre le combat pour l'indépendance. La guerre coloniale se poursuit après la mort de Salazar, jusqu'à la « révolution des œilleux » au Portugal, en 1974. L'année suivante, l'Angola se voit accorder son indépendance. Pepetela, le guérillero qui organisait un embryon de système scolaire dans les zones dirigées par le MPLA, devient vice-ministre de l'éducation. Mais il délaissera la politique pour l'écriture dès le milieu des années 1980.

Son premier roman, *Mayombe*, dans lequel il pointe les dissensions au sein du MPLA, connaît immédiatement le succès au Portugal. Selon son

traducteur, Michel Laban, son œuvre se répartit en trois types de livres : « Des romans historiques, tel le récit de la vie d'une famille portugaise en Angola sur plusieurs générations ; des ouvrages sur les mythes fondateurs du pays ; des romans de satire sociale. »

*L'Esprit des eaux* appartient à ce dernier type. Fable sur la corruption des dirigeants, le roman s'organise autour d'un couple : l'homme passe son temps sur son ordinateur à jouer aux jeux vidéo ; la femme, une appartichik du MPLA, délaisse la révolution pour l'affairisme dès que l'économie de marché triomphe à Luanda. Le couple habite le quartier de Kinachichi, où les immeubles s'effondrent les uns après les autres : ils ont été construits sur une lagune asséchée, domaine de Kianda, l'esprit des eaux. Avec humour, Pepetela dénonce la pauvreté de la population, dans un pays dont la manne pétrolière ne profite qu'aux dirigeants et aux firmes occidentales.

Catherine Bédarida

## Le programme de la 27<sup>e</sup> édition

Les concerts du festival Musiques métisses sont organisés sur l'île de Bourguines, près du centre-ville d'Angoulême.

● **Vendredi 17 mai.** Nyamakala (Guinée), Lo'Jo (France), Bembeya Jazz (Guinée), Clifton Chenier Jr. (Etats-Unis), Abdel Gadir Salim (Soudan), Boubacar Traoré (Mali), Danyèl Waro (Réunion), Wendo Kolosoy (République démocratique du Congo) et King Sunny Adé (Nigeria). A partir de 17 h 45.

● **Samedi 18 mai.** Bembeya Jazz, D'Gary (Madagascar), Tinariwen (Mali), Lo'Jo, Fred Galliano & African Divas (France/Mali), Abdel Gadir Salim, Steve Riley (Etats-Unis), Salem Tradition (Réunion), Clifton Chenier Jr., Lokua Kanza (République démocratique du Congo), Habib Koite (Mali) et Sergent Garcia (France). A partir de 12 h 30.

● **Dimanche 19 mai.** Isnebo avec Faadah Kawtal (Cameroun), D'Gary, Danzonera de Felipe Urban avec Armando Garzon (Mexique/Cuba), Nathalie

Natiembé (Réunion), Gangbé Brass Band (Bénin), Clifton Chenier Jr., Wendo Kolosoy, Steve Riley, Hasna el Bécharia (Algérie), Teofilo Chantre (Cap Vert), Zamballarana (France) et Cesaria Evora (Cap Vert). A partir de 12 h 30.

● **Lundi 20 mai.** Gangbé Brass Band, Nathalie Natiembé, Isnebo avec Faadah Kawtal, Danzonera de Felipe Urban avec Armando Garzon, Steve Riley, Papa Noël avec Aseré (République démocratique du Congo/Cuba), Coco Mbassi (Cameroun), Wendo D'Gary, Amadou et Mariam (Mali), Souad Massi (Algérie) et Ismaël Lô (Sénégal). A partir de 12 h 30.

● **Renseignements et tarifs.** Musiques métisses, 6, rue du Point-du-Jour, 16007 Angoulême (Charente). Tél. : 05-45-38-61-62 ; www.musiques-metisses.com. Concerts gratuits au Mandingue et au Filaos ; de 14 € à 23 € au Grand Chapiteau ; abonnement quatre soirées de 31 € à 54 €. Gratuit pour les moins de dix ans.

## Le maloya envoûtant et rebelle de Danyèl Waro

**FI DES PONTS** à rallonge et des départs en week-end ! Le Réunionnais Danyèl Waro est suffisamment précieux et rare (quatre albums en vingt-cinq ans de « carrière ») en métropole pour qu'on ne rate pas sa venue. D'autant que ses performances scéniques restent en général gravées dans les cœurs. Pour la première de ses trois soirées parisiennes au Café de la Danse, jeudi 9 mai, ce poète et militant créole a confirmé qu'il était pour son île un ambassadeur d'exception et, qu'il le veuille ou non, l'un des plus impressionnants chanteurs français.

« Petit blanc des Hauts » de l'île Bourbon, à la tignasse rousse et aux lunettes triple foyer, ce fils de paysan rayonne sur scène, la voix et le corps habités par l'appel du maloya. Fruit de la culture des esclaves rebelles, cette musique longtemps marginalisée par les édiiles de la République est devenue dans les années 1970 un outil de revendication identitaire, qui permet à Danyèl Waro d'épa-

## ÉLAN DE RAGE OU COMPLAINTÉ

La voix est la première à s'inviter. Celle de Danyèl Waro, en un ténor un peu voilé, s'est révélée au rythme du travail des champs avant d'affirmer sa puissance derrière un micro. Une phrase est lancée, reprise par les chœurs et les percussions en écho. Ce peut être un élan de rage, une montée nostalgique, l'expression d'une douleur lancinante comme quand le chanteur évoque sa mère dans

*Anéil*, tiré de son récent album, *Bwarou*. Le roulis du kayamb est alors une déchirante caresse, accompagnée de rythmes qui ressemblent à des gouttes tombant doucement sur la tête d'une case. Pour une des premières fois, Waro tente des parallèles révélateurs. Sur *Bino*, le chanteur est accompagné d'un harmonica et d'une takamba, sorte de luth africain à deux cordes joué par Loy Ehrlich, instruments qui rapprochent cette complainte d'un vieux blues.

Entre les morceaux, le militant dialogue en créole avec son public. Il parle des élections, dit sa haine de la xénophobie, cite le modèle réunionnais en rappelant qu'il n'est pas à l'abri du racisme. Il se moquera aussi des politiques et des universitaires prompts à défendre sa langue sans jamais l'employer eux-mêmes dans les occasions officielles. L'écume des percussions se fait tumultueuse comme pour rappeler que le kabar, cette fête traditionnelle à

ciel ouvert, est le lieu de diffusion privilégié d'un maloya qui devient danse de transe. On a alors l'impression que l'Afrique, l'Inde et le Brésil communient dans la fièvre. Ruisselant de sueur, Danyèl Waro semble s'arracher de terre, comme émerveillé par l'énergie renouvelée de cette musique. Une ampleur physique et festive qui n'oublie jamais l'impact des paraboles et des messages, à l'instar de *Batarité*, hymne irrésistible au métissage.

Stéphane Davet

**CAFÉ DE LA DANSE**, le 9 mai, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bastille. Tél. : 01-47-00-57-59. Le 11 mai, à 20 heures. 18 €.

**EN TOURNÉE** : salle de la Cité, Rennes (le 14) ; au VIP, à Saint-Nazaire (le 16) ; festival Musiques métisses d'Angoulême (le 17) ; à l'Astrolabe, Orléans (le 18) ; festival Percu'soileil de Toulouse (le 22) ; à l'Agora, Le Havre (le 24) ; festival Musiques vivantes de Ris-Orangis (le 25).





# Chad Chenouga, cinéaste de ses drames

Après avoir abordé la guerre d'Algérie en contant la déchéance de sa mère, le cinéaste prépare un film sur les relations de deux frères

**AU SORTIR** du mauvais suspense de l'élection présidentielle, certains commentateurs n'ont pas manqué de mettre la montée en puissance du Front national sur le compte, notamment, de l'occultation d'un certain passé, en l'occurrence celui des rapports de la France à l'Algérie, dans la conscience nationale. Tous ceux qui ont vu, en novembre 2001, *17 rue Bleue*, premier long métrage de Chad Chenouga, n'auront pas attendu ces commentaires pour en être convaincus et pour penser très fort à ce film au cours des récents événements de la vie politique française. Trop tôt débarqué des écrans, *17 rue Bleue* fait partie de ces très rares films qui se saisissent de cette période et qui le font, de surcroît, non pas au moyen d'une mise en accusation militante et frontale, mais avec une intelligence et une sensibilité qui permettent au spectateur de prendre toute la mesure de la tragédie humaine qui en a résulté.

L'histoire est celle d'une jeune Algérienne qui s'installe en France peu avant la fin de la guerre d'Algérie et y devient la maîtresse entretenue d'un riche industriel français qui lui promet monts et merveilles. L'homme meurt prématurément, laissant la femme, avec ses deux enfants dont l'un est le sien, dans le plus complet dénuement. Celle-ci, en se prévalant d'un testament qu'elle a contrefait, engage alors un procès au long cours contre la famille légitime de son amant. Elle le perdra, en même temps que la raison. Cette histoire de conquête passionnelle qui tourne au drame sordide en laissant deux orphelins sur le carreau est d'autant plus efficace qu'elle met en scène sous le signe privilégié du faux, d'une part, une sorte de reflet intime de la grande histoire et, d'autre part, la biographie réelle de Chad Chenouga.

Il n'est pas facile de demander à ce jeune homme élané et timide d'évoquer son parcours quand on sait, par son film, de quelle nature il relève. On ne s'y autorise qu'en vertu de la force de caractère dont il fait preuve. Né le 11 mai 1962 à Paris à l'hôpital Lariboisière, Chad Chenouga a été conçu en Algérie par un père dont sa mère a toujours refusé de lui révéler l'identité.

Après une très courte période de bonheur familial, il a vécu la longue descente aux enfers de sa mère, passant une partie de son adolescence à pourvoir aux besoins de première nécessité que celle-ci négligeait, tout en s'efforçant de cacher sa déchéance aux yeux du monde. « J'ai vécu pendant longtemps une double vie, raconte Chad Chenouga, et personne à l'époque parmi mon entourage ne l'a jamais soupçonné. Ce qui m'a permis de tenir, c'est le sentiment, malgré tout, d'avoir été aimé. Mais c'était très dur, j'ai cru que j'allais péter les

## BIOGRAPHIE

► **11 mai 1962**  
Naissance à Paris.

► **1992**  
Premier court métrage, « *Poisson rouge* », auto-produit.

► **1998**  
« *Rue bleue* », court métrage nommé aux Césars et sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs, à Cannes.

► **2001**  
Sortie dans les salles de « *17, rue Bleue* », premier long métrage.

plombs. Quand elle est partie, ma culpabilité de ne pas avoir été près d'elle à la fin a longtemps été aussi forte que mon chagrin. »

Si le film se termine à la mort de la mère, la vie, elle, a continué pour le jeune Chad, âgé de seize ans. En même temps que son frère cadet, il est placé par la DDASS, successivement dans un foyer à Fontenay-aux-Roses, dont le directeur était un ancien de la guerre d'Algérie, puis à Bagneux, dont il ne conserve pas un meilleur souvenir. C'est pourtant à ce moment précis, là où d'autres se seraient sans doute laissé glisser, que quelque chose de décisif a lieu : « J'ai décidé de me battre avec moi-même pour tenir et faire quelque chose de ma vie. Je me suis rattaché aux études, et je suis devenu le premier de ma classe. » Il décroche ainsi son bac B avec mention, se paie ses études de sciences économiques à Paris-I grâce à une bourse et de multiples petits boulots, puis finit par entrer à Sciences Po.

Comme si l'essentiel était de se prouver qu'il pouvait le faire, il n'y restera pas, s'y sentant irrémédiablement « déplacé ». Le théâtre l'attire depuis longtemps : il entre dans la classe libre du cours Florent. Un pur hasard – une jeune femme qui s'ennuie autant que lui à faire du vélo dans une salle de gymnastique et qui s'avère être actrice – lui permet rapidement, en étant recommandé par elle, de faire ses premiers pas sur scène, dans *Alexandre le*

*Grand* de Racine, mis en scène par Adel Hakim et Elisabeth Chaillou. Il enchaîne avec de multiples petits rôles, au théâtre, dans des séries télévisées, mais aussi au cinéma, sous la direction d'Yves Robert, qui vient de mourir (*Le Monde* du 11 mai) et de Bertrand Blier.

Mais la revanche de Chad Chenouga sur la vie est trop exigeante pour qu'il soit quitte : entre-temps, il est passé lui-même, en autodidacte, derrière la caméra et a réalisé quatre court-métrages, dont *Rue Bleue*. Couronné par de nombreux prix dans les festivals et nommé aux Césars, il constitue l'esquisse du long métrage dont Jérôme Vidal, de la société de production Quo Vadis, va rendre possible l'existence.

## CLORE L'HISTOIRE FAMILIALE

Pour les besoins de ce dernier et parce qu'il veut éviter « un regard embué par le sentimentalisme », Chad Chenouga se replonge dans les archives qui relatent le procès intenté par sa mère à la famille de son amant, obtient même des comptes rendus psychologiques sur lui et sa mère.

Le hasard veut que, le lendemain du jour où il a obtenu l'avance sur recettes, le cimetière de Thiais l'informe que la concession où est enterrée sa mère va être rasée et qu'il faut inhumer le corps ailleurs si l'on veut éviter la fosse commune. Il fait alors transférer le corps au cimetière de Montmartre, près de chez lui,

et estime que son histoire familiale, en un certain sens, « ne se termine vraiment qu'ici », avec l'exhumation de son passé par le film et l'inhumation définitive du corps de sa mère.

Mais au moment où Chad Chenouga a, autant que faire se peut, apuré les comptes de son passé, la France n'en a pas encore fini avec le sien. Dix mille spectateurs seulement ont vu son film, accueilli, ne peut-il s'empêcher de penser, « avec la même indifférence que celle qui a rendu possible la folie et la mort de ma mère ». Chad Chenouga, qui n'a plus voté depuis 1981 tant son espoir dans le changement a été depuis lors déçu, s'est découvert, entre les deux tours de la présidentielle, radié des listes électorales et, partant, s'est senti « un peu péteux ». S'il se dit aujourd'hui rassuré par le plébiscite républicain, il ne peut s'empêcher de penser qu'il vit « dans un pays où près de six millions de personnes ont voté pour un candidat raciste, xénophobe et antisémite ». Face aux sinistres humains et sociaux du libéralisme économique, il place ses espoirs dans les courants antimondialisation dont il espère que les partis de gauche les considéreront désormais autrement qu'avec « une sympathie amusée ». En attendant, il travaille à son deuxième long métrage, une histoire entre deux frères qu'il puisera, sans nul doute, au fond de lui-même.

Jacques Mandelbaum



BRUNO CHABRY

## LES GENS DU MONDE

■ **Jean-Jacques Aillagon**, ministre de la culture et de la communication, a assisté vendredi 10 mai, au concert de l'Orchestre national de France, dirigé par son nouveau chef, **Kurt Masur**, dans la basilique, nécropole des rois de France, à Saint-Denis. Pour sa première sortie officielle, le ministre a été accueilli par **Patrick Braouezec**, maire de Saint-Denis et député (PC) de la Seine-Saint-Denis et **Jean-Pierre Le Pavec**, directeur du Festival de Saint-Denis. Au programme, *Alexandre Nevski*, de Prokofiev, et *le Requiem* de Mozart, pour l'ouverture du festival, qui se déroule jusqu'au 29 juin.

■ Les hommages au réalisateur et comédien **Yves Robert**, mort le 10 mai (*Le Monde* du 11 mai), se sont succédés dans la journée. **François Hollande**, premier secrétaire du Parti socialiste, a exprimé la « *profonde tristesse* » de son parti et affirmé : « *L'homme de convictions nous manquera, tant sa fidélité à nos idées communes nous avait été précieuse* ». Le réalisateur de *La Guerre des boutons* a été salué aussi par le RPR comme « *le défenseur d'un cinéma populaire de grande qualité* » et par le premier ministre, **Jean-Pierre Raffarin**, comme « *un producteur découvreur de nombreux jeunes talents* ». Tandis que le comédien **Jean Rochefort**, sur France-Info, évoquait l'ami, « *un travailleur extraordinaire, un charpentier de la pellicole* », le ministre de la culture, **Jean-Jacques Aillagon**, avait déjà fait part de son « *immense tristesse* » à l'annonce de la disparition d'un « *cinéaste de la vie* », qui avait su « *cultiver un style très personnel fait d'humour, de compréhension et d'une certaine nostalgie* ». **Bertrand Delanoë**, maire de Paris (PS), a rappelé que l'homme « *venu du théâtre avait inventé un cinéma de troupe, amical et fraternel* ». Enfin, un communiqué de l'Elysée a clos le ban. Enfin, le chef de l'Etat, **Jacques Chirac**, tout en adressant ses condoléances à **Danièle Delorme**, a souligné comment Yves Robert avait su « *concilier avec génie les exigences du film d'auteur et la rencontre avec le grand public, un public qu'il respectait profondément* ».

■ Le ténor italien **Luciano Pavarotti** a annulé, quatre-vingt-dix minutes avant le début du spectacle, une représentation de *Tosca*, de Puccini, à laquelle il participait au Metropolitan Opera de New York, mercredi 8 mai. Sa présence au prochain spectacle, dimanche 12, n'est pas certaine, rapporte le *New York Times*, et beaucoup de lyricomanes se demandent s'il ne s'agirait pas de sa dernière apparition sur une scène lyrique, puisque, pour la première fois depuis de nombreuses années, Pavarotti n'est pas à l'affiche de la prochaine saison du Met.

## TÉLÉVISION

### Ming, entre France et Chine

Yan-Pei Ming est né à Shanghai en 1960. « *Dans un bidonville* », résumé-t-il pour expliquer le souci qu'il a de peindre les mômes d'Aubervilliers, comme autrefois les prisonnières de la centrale pénitentiaire de Rennes (*Le Monde* du 22 mars 1997). Il apprend le métier à la dure et desséchante école du réalisme socialiste, mais échoue à l'entretien d'entrée aux Beaux-Arts pour cause de bégaiement. Il vient en France en 1980 et se perfectionne aux Beaux-Arts de Dijon. Il vit là depuis – les vignes lui rappellent les rizières. Tout le film de Michel Quinejure est bâti sur le balancement entre France et Chine, pour montrer l'itinéraire d'un artiste remarquable. « *Vive le président Mao* » est la première phrase qu'il apprend à l'école. A son père disant : « *Nous n'avons pas de riz, mais nous avons Le Petit Livre rouge* », il répond « *Le Petit Livre rouge c'est bien, mais moi, j'ai faim* ». Aujourd'hui artiste reconnu, soutenu par un des meilleurs collectionneurs français, Jean Brolley, et par un non moins bon galeriste, Michel Durand-Dessert, Ming peint. On le voit giflant ses portraits, le coup de brosse sonne comme une claque – on est plus proche du kung-fu que de l'aquarelle. Le résultat est étonnant. La caméra saisit le geste, montre la construction presque magique d'un visage. Elle livre le « *mystère Ming* », comme Clouzot l'avait fait du mystère Picasso. – Ha. B.

« *Ming, artiste brigand* », dimanche 12 mai, 9 h 15, France 5.

## DIMANCHE 12 MAI

### ► Alexis Gruss, maître écuyer

8 h 30, France 5  
L'aventure est née en 1854, des amours d'un tailleur de pierre alsacien et d'une écuyère italienne. Depuis, le cirque Gruss est devenu synonyme de virtuosité dans les arts équestres, de génération en génération. Alexis le magnifique a su transmettre sa passion à ses

enfants qui l'entourent sur la piste.

Propos tendres et justes sur les chevaux, la magie du métier, l'expérience comme « *suite d'erreurs reconnues* », et sur le passage de relais. Un volet de la collection « *Figures de cirque* » écrit et réalisé par Bruno Lemesle.

### ► Droit d'auteurs

11 h 05, France 5

Dans ce numéro spécial consacré à Patrick Chamoiseau, Frédéric

Ferney invite l'écrivain antillais à revenir sur son parcours, depuis son enfance à Fort-de-France jusqu'à son dernier livre, *Biblité des derniers gestes* (Gallimard), qui conte l'histoire politique, poétique et amoureuse de Balthazar Bodule-Jules, mercenaire au grand cœur qui vole au secours des opprimés partout à travers le monde. Sourire aux lèvres, le romancier évoque son enfance et ses premières lectures, le passage à l'écriture, l'identité créole et « la » question : « *Comment écrire en pays dominé ?* »

### ► A Filetta, voix corses

19 h 00, Arte

Un voyage en compagnie du groupe A Filetta, qui s'adonne au chant polyphonique corse depuis près de vingt-cinq ans. Don Kent alterne moments musicaux, entretiens et images des paysages sublimes qui inspirent le groupe.

### ► Tous en scène !

20 h 55, France 2  
Quatre mois de tournage, cinq équipes, plus de 500 heures de rushes... Serge Moati a filmé au jour le jour l'envers du décor et les à-côtés de la course à l'Elysée. Construit comme une pièce de théâtre en trois actes, ce film devrait aider à comprendre pourquoi le paysage politique français a basculé au soir du premier tour de la présidentielle.

## Contre-courant : entre deux feux

22 h 50, France 2

Depuis 1993, Amira Hass est « *correspondante israélienne en Palestine* » pour le quotidien *Haaretz*. Basée à Gaza puis à Ramallah, elle couvre les événements « politiques » mais surtout elle témoigne de la vie quotidienne des Palestiniens et de la situation d'apartheid. Le déclenchement de la deuxième Intifada n'a pas vraiment surpris Amira Hass qui reste pourtant convaincue qu'« *il y a encore des gens avec qui dialoguer et négocier la paix* ». La réalisatrice Yifat Kedar a filmé pendant deux ans le combat solitaire de cette journaliste rebelle.

## LUNDI 13 MAI

### ► L'Ambition d'une famille

22 h 50, Arte

C'est de la famille Servan-Schreiber qu'il s'agit, de l'ascension fulgurante et des divisions de la dynastie issue des deux époux Schreiber, juifs prussiens installés à Paris en 1877. Saga familiale, traversée du siècle et modèle d'intégration à la française, le documentaire de Philippe Kohly tisse habilement vies privées et vie publique en un écheveau passionnant.

## RADIO

### DIMANCHE 12 MAI

#### ► Je vous écris du plus lointain de mes rêves

16 h 00, France-Inter  
Claude Villers présente Du Danemark à la Suède, un reportage de Gwenaëlle Abolivier, avec l'écrivain suédois Björn Larsson.

#### ► Le Festival de Cannes, rites et légendes

17 h 00, France-Culture  
Cinéastes du monde entier, acteurs et actrices, stars, producteurs, distributeurs, vendeurs, responsables de télévision, attachés de presse, critiques... Après une première édition avortée en 1939 et un nouveau lancement en 1946, le Festival de Cannes est devenu un carrefour où se mêlent opinions et rumeurs qui font la vie du cinéma. Pour ce numéro de « *Bandes à part* », Serge Toubiana a puisé dans les archives sonores pour retracer l'histoire du Festival.

#### ► Concerts de jazz

20 h 00, France-Musiques  
Enregistrés les 5 et 6 mai aux 10<sup>es</sup> Rencontres d'ensembles de violoncelles de Beauvais, les trois concerts présentés par Xavier Prévost ont la particularité d'associer des musiciens de jazz à des violoncellistes. On entendra

donc successivement la rencontre du clarinetiste-saxophoniste Louis Slavicus avec Vincent Courtois et Alain Grange, celle de l'accordéoniste Richard Galliano avec Jean-Charles Capon et enfin l'Orchestre national de jazz dirigé par Paolo Daminai avec Ernst Reijseger.

### LUNDI 13 MAI

#### ► C'était hier : une semaine avec Pierre Boulez

12 h 30, France-Musiques  
Cinq jours durant, Georges Boyer et François Castang font revivre les concerts de Pierre Boulez au travers de nombreuses archives.

#### ► A voix nue : Claire Denis

17 h 00, France-Culture  
Il y a quatorze ans, Claire Denis présentait à Cannes son premier film, *Chocolat*, avec Isaac de Bankolé, François Cluzet et Mireille Perrier. Cette semaine, Thierry Jousse invite le cinéaste à revenir sur son parcours, de son enfance africaine (ce lundi) à *Vendredi soir*, son dernier film adapté du roman éponyme d'Emmanuel Bernheim (vendredi), en passant par la musique (mardi), la position du metteur en scène (mercredi), *Vers Nancy*, court métrage inédit, et le mouvement des sans-papiers (jeudi).





## Défaite de la pensée économique

CHRONIQUE DE L'ÉCONOMIE

ALAIN LOMPECH

## Si j'aurais su...

« SI J'AURAIS SU, j'aurais pas v'nu ! », la déception de Petit Gibus, dans *La Guerre des boutons*, d'Yves Robert, mort jeudi, adapté du roman de Louis Pergaud, avait fait un tabac dans la France des années 1960.

Est-ce pour ne pas avoir à se le murmurer que Philippe Douste-Blazy n'a pas accepté de participer au gouvernement Raffarin ? Le maire de Toulouse ne pensait quand même pas que le poste de premier ministre lui reviendrait. Il le convoitait si ostensiblement qu'il avait lâché François Bayrou, au mépris de valeurs que l'on imaginait communes. Pas bien !

Douste, on l'a connu ministre de la culture, méconnaissant tant le matériau qui lui avait été confié que l'interviewer était un bonheur ! Il y a prescription aujourd'hui, alors on peut conter une petite histoire. Douste, donc, avait appelé *Le Monde* pour lui faire part, en exclusivité, de ses projets pour la musique. Il avait décidé d'affirmer l'Orchestre philharmonique de Radio France, dont il soulignait les progrès incontestables engrangés sous la direction de Marek Janowski, dans la fosse de l'Opéra de Garnier, pour lui faire accompagner le ballet. Comme nous lui faisons remarquer que cette décision était illogique, que la pire punition pour un musicien d'orchestre était d'être confiné dans la fosse un soir de ballet, un chef malhabile devant lui, des partitions pas toujours bien passionnantes sur le pupitre, qu'elle entraînerait une grève immédiate et compréhensible à Radio France et, sans doute, à l'Opéra, le ministre se tourna vers la directrice de la musique, pour prendre son avis. Il tomba. Le ministre, en une seconde, changea, illico, d'idée. L'orchestre philharmonique reste-

rait à la radio, en raison même de ses progrès.

Aurait-il donc accepté ce siège éjectable qu'il aurait dû quitter un confortable fauteuil de maire. Un doute : Jean-Pierre Raffarin a-t-il rappelé cette exigence aux désignés ? Certains renâclent, font mine d'être mis devant le fait accompli.

Raffarin, homme à peu près nouveau, certes, mais enfermé dans une vieille rhétorique revancharde qui lui a déjà fait disqualifier ses prédécesseurs. Assez précisément ce dont les Français sont lassés. Pour ce faire, il utilise les mêmes formules, les mêmes arguments que ceux qu'on lui a entendu « développer » avant le premier tour de l'élection présidentielle, avant l'irruption de Le Pen et la grande mobilisation des démocrates.

Raffarin parle, agit de façon sectaire. L'inaction du gouvernement Jospin ? Pour le moment, Raffarin remet en cause ce que son prédécesseur... a fait. Vague sentiment que le grand discours rassembleur de Jacques Chirac, place de la République, est déjà loin.

Comme si Jacques Chirac avait oublié qu'il avait aussi été élu, peut-être même majoritairement, par des forces républicaines de gauche. Elles ont voté, sans ambiguïté, même celles qui avaient choisi Laguiller, dont le grand soir est remis aux calendes grecques.

La gauche, pas bien remise, répond maladroitement. La faute des autres. Julien Dray s'en prend à TF1, d'autres à France 2. Les journaux télévisés causent de la montée de l'insécurité ? Temps de chien à la télé.

Lionel Jospin, de Parlerme où il tente d'oublier, doit se dire : « Si j'aurais su, j'aurais fait campagne autrement. »

AU-DELÀ du séisme politique qu'elle a provoqué, l'élection présidentielle de 2002 a aussi constitué, pour la France, une défaite de la pensée économique. Triple défaite, pourrait-on ajouter : archaïsme ou irréalisme des projets, manque de conviction des candidats, désintérêt des électeurs.

Que restera-t-il, par exemple, de la campagne du premier tour, dont on avait pourtant pu espérer, compte tenu du large éventail politique représenté, qu'elle soit une occasion unique de débats économiques de fond, de fructueuses confrontations d'idées ? Peu de chose, sinon l'impression générale que rien ne séparerait vraiment les programmes des deux principaux candidats présumés de l'époque, Jacques Chirac et Lionel Jospin, impression d'ailleurs, pour des raisons de stratégie électorale, soigneusement entretenue par les deux camps. Les seules polémiques notables qui les opposèrent concernèrent le pacte de stabilité et les baisses d'impôts. Polémiques feutrées, en vérité, dans la mesure où MM. Chirac et Jospin étaient, sur ces deux points, d'accord sur l'objectif final (équilibre des finances publiques à moyen terme, réduction de la pression fiscale) : leur désaccord ne portait que sur le rythme de leur mise en œuvre.

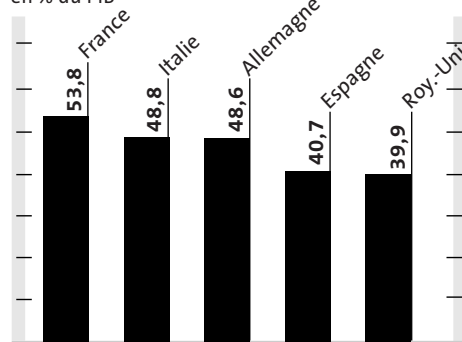
## L'EURO EST ARRIVÉ TROP TÔT

Sans verser dans la nostalgie, on peut rappeler que la campagne présidentielle de 1995 avait eu, dans sa dimension économique, une tout autre allure, notamment marquée par de vives confrontations autour de la fameuse « autre politique » et de la stratégie du franc fort. Sans doute, à cet égard, le calendrier monétaire a-t-il favorisé l'éviction de l'économie de la campagne 2002. L'euro est arrivé quelques mois trop tôt dans les poches des Français. Il y avait de la lassitude chez les citoyens vis-à-vis de toutes les questions économiques et monétaires, l'envie de passer à autre chose.

Le franchissement de cette échéance, vers laquelle tous les efforts des gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, tendaient depuis de longues années, a aussi créé un vide difficile à combler en quelques semaines. Privés du phare monétaire, MM. Chirac et Jospin se sont retrouvés perdus, sans projets économiques mobilisateurs de remplacement. Sans doute aussi – de façon cruelle pour M. Jospin –

## LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Dépenses dans plusieurs pays européens, en % du PIB



Source : Eurostat

l'amélioration de la situation économique observée au cours des dernières années, avec la croissance retrouvée, la diminution du chômage, la forte baisse des taux d'intérêt, a-t-elle aidé à chasser l'économie de la campagne.

Il faut enfin ajouter à cela l'absence de conviction économique des deux candidats : le socialisme contrarié de M. Chirac et le libéralisme obligé de M. Jospin ne laissaient guère de place pour l'affrontement. A cet égard, les législatives, conduites par d'autres hommes, aux idées économiques plus affirmées et plus claires, devraient permettre de relancer, du moins en partie, le débat : le programme présenté cette semaine par le Parti socialiste va dans ce sens.

Les questions importantes ne manquent pas : est-il possible de maintenir les spécificités françaises, par exemple en matière de services publics, tout en harmonisant les économies européennes ? Comment expliquer que la France, malgré une croissance plus soutenue que la plupart de ses partenaires de la zone euro, connaisse un taux de chômage parmi les plus élevés ? Sera-t-il possible de ramener le niveau des prélèvements obligatoires de la France vers la moyenne européenne sans réduire la dépense publique et sans diminuer son poste principal, la masse salariale des fonctionnaires ? Reste que la quasi-disparition de l'économie dans la campagne présidentielle a eu une conséquen-

ce désastreuse : elle a permis au thème de l'insécurité d'occuper toute la scène médiatique et de devenir le principal motif de vote des Français (deux fois plus que les retraites ou les impôts). De vrais combats d'idées sur la fiscalité ou sur les déficits publics entre MM. Chirac et Jospin auraient sans doute limité l'ampleur du désastre démocratique qu'a constitué le premier tour.

## LE SUCCÈS DES EXTRÊMES : UNE RÉGRESSION

Quant au succès des extrêmes, de gauche et de droite, il a représenté, sur le plan économique, une immense régression des idées, un gigantesque retour en arrière : à 1917 pour les premiers, à 1933 pour les autres. Pas la moindre trace de modernité là-dedans. Même le débat sur la mondialisation a été occulté. Un silence dénoncé, début avril, par Bernard Cassen, le président d'Attac, qui a rappelé qu'« on est passé d'une sorte d'unanimité à Porto Alegre », lors du forum social qui s'était tenu en début d'année au Brésil, « à une sorte d'amnésie au retour ». Il est vrai qu'il était difficile, pour la gauche, de mettre trop en avant la lutte contre la mondialisation dès lors que ce combat était ouvertement revendiqué par Jean-Marie Le Pen, antimondialiste de la première heure : alliance nauséabonde.

Le pire est que, mieux et plus que n'importe quel autre candidat, le leader de l'extrême droite ait su rallier sur son nom les suffrages de tous ceux qui ressentent comme un danger et non comme une chance l'ouverture des économies, le libre-échange, la déréglementation financière, la libre circulation des marchandises, des capitaux et des individus. Que près de 6 millions de Français aient approuvé cette stratégie de grand renfermement, poussée jusqu'à l'absurde avec le souhait de M. Le Pen de renoncer à l'euro, est économiquement désespérant. Comme l'est tout autant la conclusion tirée par certains, selon laquelle le succès du Front national en France est la conséquence directe d'un excès de libéralisme. Si l'on suit ce raisonnement, il faut donc considérer que les Etats-Unis et l'Angleterre possèdent des économies bien moins libérales que la France pour que l'extrême droite y enregistre des scores aussi faibles.

Pierre-Antoine Delhommais

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Balanchine, héritier de Diaghilev

EN DEUX JOURS, à l'Opéra samedi, au Théâtre des Champs-Élysées hier soir dimanche, le ballet américain s'est imposé d'une manière éclatante à Paris grâce au New York City Ballet de George Balanchine. En quelques saisons, un géant à tête de fer, Lincoln Kirstein, et un disciple de Diaghilev, le Byzantin américanisé George Balanchine, avec l'apport d'un jeune chorégraphe de talent, Jerome Robbins, n'ont pas seulement

formé la meilleure compagnie de danse de New York : ils ont créé le style américain de la danse. Avant la guerre, le corps de ballet de l'Opéra de Paris régnait souverainement sur toutes les scènes du monde. Aujourd'hui, tout en couvant mille feux traditionnels au sein d'une troupe où chaque pensionnaire a la personnalité d'une étoile, la vieille maison, même aux yeux de ses fidèles, grisonne et se ride. Depuis la Libération, par suite de la concurrence

de troupes mieux administrées, comme les Sadler's Wells de Londres, plus modernes ou plus hardies, comme les Ballets des Champs-Élysées, l'Opéra s'est vu contester sa suprématie. Hier, il fallait compter avec Londres. Aujourd'hui, avec des moyens tout neufs, voilà un New York singulièrement plus clair, plus fort et plus vivant.

Olivier Merlin  
(13 mai 1952.)EN LIGNE SUR [lemonde.fr](http://lemonde.fr)

■ FESTIVAL DE CANNES : une séquence spéciale pour suivre toute l'actualité du Festival dès son ouverture.

Critiques et reportages du *Monde*, portfolios, en ligne le 14 mai, ainsi que le supplément consacré au Festival de Cannes. Les lecteurs du site pourront trouver la version intégrale d'un long entretien avec David Lynch.

■ 7 JOURS SUR 7 : l'actualité en continu, mise en ligne et en images, de 4 heures du matin à 22 heures.

CONTACTS

## RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris  
Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ;  
télécopieur : 01-42-17-21-21 ;  
téléc : 202 806 F

## ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 22

Changement d'adresse et suspension :  
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

## INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies :  
<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

## TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

## DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

## COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

## LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « La République réélue ».

■ Tirage du *Monde* daté samedi 11 mai 2002 : 600 365 exemplaires.

1 - 3

Le Monde

## De la fracture à l'insécurité sociale

Précarité, bas salaires, échec scolaire, mondialisation... des inégalités que droite et gauche doivent combattre

Lundi 13 mai avec *Le Monde* daté mardi 14 mai

# ARGENT

ÉPARGNE

DIMANCHE 12 - LUNDI 13 MAI 2002

PLACEMENTS

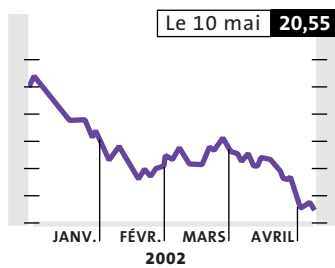
## BOURSE

L'action France Télécom a perdu 10,14 % cette semaine, tombant à un plancher historique de 20,55 euros. Les analystes s'inquiètent de la lourde dette du groupe

p. IX

## L'ACTION FRANCE TÉLÉCOM

A Paris, en euros



## IMMOBILIER

Les décisions qui orientent la gestion de l'immeuble se prennent lors des assemblées générales de copropriété. Le moindre vice de forme peut avoir de graves conséquences

p. X

## PORTRAIT



JULIEN DANIEL/LEIPUBLIC

Fabrice Hybert, plasticien dont l'œuvre associe peinture, photo, sculpture et vidéo, mène de front deux activités : l'une d'artiste, l'autre de chef d'entreprise

p. XI

## PHILATÉLIE



CHRISTIE'S

Les timbres fautés valent plus cher que ceux bien imprimés

p. XI

# Le palmarès européen des sicav

**DOSSIER.** « Le Monde » publie, en collaboration avec cinq journaux européens, le seul classement des fonds commercialisés dans toute l'Europe

Même si la reprise économique semble poindre sur les deux rives de l'Atlantique, les marchés boursiers ne sont pas sortis du marasme dans lequel ils se trouvent depuis plus de deux ans. À l'exception de Tokyo, les Bourses mondiales perdent du terrain depuis le début de l'année. La bulle spéculative qui s'est formée à la fin des années 1990 n'en finit pas de se dégonfler. L'indice CAC 40 du marché parisien a retrouvé son niveau de la mi-1999, et l'indice Standard & Poor's de la Bourse américaine est revenu à celui d'avril 1998. Pis, le rebond des marchés, observé après les attentats du 11 septembre et la guerre rapide en Afghanistan, a été effacé alors que la poursuite de la croissance économique est loin d'être assurée.

Dans leur dernière lettre de conjoncture, les analystes de la Française des placements évaluent à une chance sur deux le risque de déception sur la croissance. Aux Etats-Unis, c'est un effet de stockage qui explique les bons chiffres de croissance du premier trimestre. Pour que la tendance se prolonge, les ménages devront continuer à consommer et les entreprises se remettre à investir. Ce qui implique que la santé financière des sociétés s'améliore. Ces dernières semaines, la publication des résultats a réservé des mauvaises surprises,



PAUL GENDROT

certaines titres connaissent des chutes vertigineuses. En outre, le scandale Enron laisse planer un doute sur la véracité des comptes des grandes entreprises américaines qui ont acheté au prix fort des actifs aujourd'hui dévalués.

En Europe, le rebond se fait attendre, même s'il semble que le pire soit derrière nous. Au Japon, la Banque centrale entrevoit la fin de la détérioration de l'économie à partir du second semestre. Enfin, la hausse des prix du pétrole (de presque 30 % depuis le début de l'année) fait peser une menace sur la croissance et risque de raviver une inflation jusqu'à présent sage.

Beaucoup d'observateurs ont cru que la simple amélioration de la situation économique suffirait à doper la Bourse ; aujourd'hui, une majorité d'entre eux admettent que ce sont les résultats des entreprises qui seront le moteur de la reprise des marchés. Reste à savoir

si les sociétés, particulièrement celles de la sphère technologique, ont « digéré » les conséquences financières de l'éclatement de la bulle Internet. « La qualité des bénéfices et le potentiel de croissance pèsent considérablement sur les investisseurs, note Lauriann Kloppenburg, de CDC Ixis Asset Management. Si nous sommes optimistes quant à une poursuite de l'amélioration de ces deux éléments, il est néanmoins probable que le marché mettra un certain temps à partager pleinement notre avis. »

En attendant, la plupart des gestionnaires d'actions enregistrent des performances médiocres. Seuls quelques fonds sectoriels comme ceux spécialisés sur les matières premières ou les produits obligataires affichent des rendements positifs. Tels sont les principaux enseignements du classement des fonds communs de placement et des sicav européens que nous publions en exclusivité avec cinq journaux européens. Toutefois, certaines stratégies adoptées par des gérants s'avèrent payantes, comme le montre une étude exclusive d'Aptimum Conseil qui réalise le palmarès que nous publions. Autre note positive, les baisses qu'accusent une majorité de fonds d'actions sont moins spectaculaires qu'il y a quelques mois.

Joël Morio

Lire pages II à VII

## TENDANCE

# L'appât du gain ne rend pas malin

DE NOMBREUX gourous opposent leurs méthodes pour s'enrichir en Bourse. Contradictions et banalités pourraient inciter les investisseurs à se détourner de ces conseillers au profit de la science. Hélas, deux études récentes n'incitent pas à l'optimisme.

Selon la première, américaine, publiée en mars dans la revue *Science*, en cas de perte le joueur est poussé à prendre davantage de risques. Les auteurs de l'étude, Adrian Willoughby et William Gehring, de l'université du Michi-

du cerveau ne sont pas améliorées par la promesse d'une récompense en bon argent sonnante et trébuchante. L'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRMf) a permis de visualiser les régions du cerveau activées par la perspective d'une récompense financière. Les images montrent que, plus la difficulté de la tâche augmente, plus la zone « opérationnelle » du cerveau est active. Quand le cerveau se met au travail, il bloque le système des motivations. Ainsi, selon les cher-

« Après une perte, le cerveau pense qu'un gain va arriver. Il en résulte une décision précipitée et plus risquée »

gan, appliquent les résultats de leurs travaux à de nombreuses décisions humaines, parmi lesquelles celles du pilote confronté aux indications de ses instruments de bord, ou celles de l'investisseur face aux cours de Bourse. D'après les scientifiques, l'activité cérébrale et les choix semblent influencés par les résultats des paris précédents. « Après une perte, le cerveau pense qu'un gain va arriver, explique M. Gehring. Il en résulte une décision précipitée et plus risquée. »

Selon la seconde étude, menée par des chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), dont les travaux sont parus dans les comptes rendus de l'Académie des sciences américaine (www.pnas.org), les performances

cheurs, « les résultats vont à l'encontre du sens commun qui veut que la promesse d'une récompense financière décuple la performance intellectuelle », ajoutant que, « à difficulté égale, la motivation financière n'améliore pas les performances intellectuelles ».

Quel espoir reste-t-il pour pouvoir gagner plus d'argent ? Peut-être faut-il s'en remettre à l'avis de Warren Buffett. Le détenteur de la deuxième fortune du monde a déclaré le 5 mai, lors de l'assemblée annuelle du fonds d'investissement qu'il dirige, qu'« il n'est pas nécessaire d'avoir un QI supérieur à la moyenne pour être un bon investisseur ». Son conseil : investir sur le long terme... et éviter les escrocs.

Pierre Jullien



Le Monde  
EL PAIS

Süddeutsche Zeitung  
Deutschlands große Tageszeitung

LA STAMPA

Tageblatt  
ZEITUNG FÜR LETZBERG

Le Jeudi



Les progrès de la science se reflètent dans vos cheveux.

PARCE QUE VOUS LE VALEZ BIEN.

L'ORÉAL  
PARIS

www.orealparis.com

## Un trimestre médiocre où le style de gestion prime

En Europe, les gestionnaires privilégient les valeurs de croissance quand les gérants de fonds américains misent davantage sur un choix de titres décotés par rapport à leur valeur réelle

Depuis le début de l'année, les marchés continuent à faire grise mine. A Wall Street, l'indice Dow Jones est quasiment stable mais l'indice Nasdaq a encore perdu 17,92 %, à 1 600,85 points, en dépit des 5,7 % de croissance du produit intérieur brut américain au premier trimestre. Ce décalage entre la vigueur de l'économie outre-Atlantique et la morosité boursière s'explique par les interrogations sur la véracité des résultats des entreprises après la faillite du courtier en énergie Enron. Il traduit aussi la défiance persistante des investisseurs face aux valeurs TMT (technologie, média et télécommunication). Les difficultés de ce secteur ont également pesé sur la tendance des Bourses européennes.

Le marché britannique est resté stable depuis janvier mais, en France, les 40 plus grosses capitalisations boursières ont perdu 6,37 %, entraînés par la dégringolade de titres comme France Télécom ou Vivendi Universal. En Allemagne, la Bourse de Francfort a reculé de 5,59 %. Paradoxalement, ce sont les actions japonaises qui s'en tirent le mieux, avec une progression de 9,37 % depuis le début de l'année. La situation économique reste pourtant très dégradée et ne devrait pas s'améliorer avant le second semestre. Les marchés émergents, boudés jusqu'à présent par les investisseurs, redressent la tête. Les Bourses sud-coréenne, chilienne, mexicaine - et même argentine - enregistrent des performances à deux chiffres depuis janvier.

Sur le front des taux d'intérêt, la situation paraît moins favorable qu'il y a quelques mois. Bien que les avis divergent sur le moment où le mouvement commencera, tous les observateurs anticipent



PAUL GENDROT

une hausse des taux, ce qui ne sera ni favorable à l'investissement en actions ni aux sociétés endettées.

Dans ce contexte, la tâche des gestionnaires de fonds n'est guère aisée. Les performances, même si elles s'améliorent par rapport au trimestre précédent, restent négatives pour la quasi-totalité des catégories de fonds d'actions. Le rendement des produits obligataires continue, lui, d'être satisfaisant, mais il est en retrait par rapport aux précédents classements.

Pour espérer faire mieux que l'ensemble du marché, les gérants, qui avaient eu trop tendance à coler au « benchmark » (l'indice de référence d'un ou plusieurs marchés) lorsque les indices boursiers caracolaient à la fin des années 1980, redécouvrent le travail du « stock picking » : la recherche de

titres susceptibles de s'apprécier, même dans un environnement défavorable.

Pour la première fois depuis la création du palmarès européen des sicav, Aptimum Conseil a analysé la politique de gestion des fonds. Quatre styles ont été étudiés : le style « grandes valeurs », qui privilégie les sociétés vedettes de la cote ; le style « petites valeurs », qui se concentre sur les petites capitalisations boursières ; le style « croissance », qui consiste en la sélection de sociétés offrant des perspectives de progression des bénéfices élevés ; enfin, le style « value », qui se caractérise par un choix de titres décotés par rapport à leur valeur réelle. Selon le processus d'analyse propre à Aptimum Conseil, le comportement de chaque fonds a été analysé en référence à quatre indices

boursiers : le MSCI Growth (croissance), le MSCI Value, le MSCI Small Cap (petites capitalisations) et le MSCI Large Cap (grandes valeurs), et ce dans plusieurs pays. Cette étude exclusive montre que, selon la catégorie, les gérants ont privilégié un style de gestion par rapport à un autre.

### PALETTE DE CHOIX TRÈS LARGE

En Europe, malgré les déconvenues enregistrées sur ces titres, les gestionnaires continuent généralement de préférer les valeurs de croissance, mais les produits qui investissent sur la Bourse de Paris

sant sur la Bourse suisse se distinguent des autres pays européens : ces gestionnaires ont joué sur des titres de sociétés apparaissant décotées, quelle que soit leur taille.

L'analyse des fonds d'actions américaines montre un style de gestion très différent de celui observé en Europe. Alors que, sur le Vieux Continent, l'immense majorité des fonds semblent avoir adopté une politique de gestion identique, les produits investis sur la Bourse américaine offrent une palette de choix très large entre différents styles de gestion. Seuls les fonds qui privilégient les petites

### LES BOURSES EUROPÉENNES CONVERGENT TOUJOURS

Comme chaque trimestre, Aptimum Conseil mesure la convergence des Bourses européennes. Il s'agit de savoir si les marchés du Vieux Continent évoluent selon un rythme propre à chacun ou marchent de concert. Comme nous l'observons depuis plusieurs trimestres, les Bourses européennes se comportent d'une manière semblable. Toutefois, si les marchés allemand, français, italien, espagnol et néerlandais varient dans des marges étroites depuis l'instauration de la monnaie unique européenne, d'autres appartenant pourtant à la zone euro ont un comportement spécifique. Celui des actions belges est lié à l'évolution des actions financières et industrielles. La Bourse autrichienne est influencée par les marchés de l'Europe de l'Est.

En ce qui concerne deux pays n'appartenant pas à la zone euro, la Suisse et le Royaume-Uni, les actions de la première sont très orientées par l'évolution du secteur financier, de l'industrie du luxe et de la chimie ; les titres du second ont en revanche un comportement qui se rapproche de celui observé dans les grands pays où la monnaie européenne est en vigueur.

privilégient un peu moins ce style de gestion. Pour les fonds d'actions allemandes, la différence est encore plus nette : le style croissance est largement adopté mais les gérants accordent une place plus grande aux sociétés de petites tailles. En Italie, les gestionnaires semblent plus influencés par la croissance de l'entreprise que par sa taille tandis que les gérants de fonds d'actions espagnoles ont surtout misé sur des grandes valeurs de croissance. Le comportement des gérants de produits investis-

valeurs ont, dans leur majorité, privilégié les valeurs de croissance.

Ces choix ont-ils été déterminants dans la performance des produits ? « Oui », indique Aptimum conseil. Ce sont les fonds misant sur les grandes valeurs « value » qui occupent les premières places du palmarès. Aux Etats-Unis toutefois, c'est le style de gestion « value » qui a permis d'assurer les meilleurs rendements, quelle que soit la taille de l'entreprise.

Joël Morio

### 3 QUESTIONS

À FLORENCE PISANI, ÉCONOMISTE CHEZ CPR GESTION. COAUTEUR AVEC ANTON BRENDER DU LIVRE « LA CROISSANCE ET LES MARCHÉS », PARU AUX ÉDITIONS ECONOMICA



### 1 Le spectre de la récession aux Etats-Unis s'est-il définitivement éloigné ?

Sans doute, mais il reste une incertitude sur la vigueur de la reprise outre-Atlantique. Pendant que la croissance ralentissait, la consommation des ménages est restée soutenue alors qu'habituellement elle baisse dans des phases semblables. De même, les achats de logements sont restés forts. Ces phénomènes s'expliquent par des allègements fiscaux, par le ralentissement de l'inflation et par la baisse des taux d'intérêt. Mais ces éléments ayant déjà joué, il ne faut plus compter sur eux pour favoriser la consommation dans les prochains mois et donc doper la croissance. D'autre part, le rebond de l'économie américaine au premier trimestre s'explique, en grande partie, par un arrêt du déstockage et par une hausse des dépenses militaires. Pour qu'il se poursuive, il faut que l'investissement des entreprises prenne le relais : pour l'instant, il a juste arrêté de baisser.

### 2 Peut-on espérer un redémarrage rapide de la Bourse ?

Contrairement à ce qu'on lit parfois, les marchés financiers n'anticipent pas les nouvelles économiques. Ils réagissent au jour le jour. Or, pour le moment, ils doutent : ils ne perçoivent pas de signes tangibles d'une reprise économique durable outre-Atlantique. En outre, les investisseurs s'interrogent sur la véracité des comptes des entreprises après l'affaire Enron. Une étude récente a montré que les grandes entreprises intégraient dans leurs résultats un rendement fixe des fonds de pension de la société, indépendamment des évolutions effectives de la Bourse. Cela ne peut que contribuer à la confusion. Enfin, même si la Bourse américaine a retrouvé son niveau de 1998 et si elle a effacé une grosse partie de la bulle spéculative de la fin des années 1990, elle ne bénéficie plus d'apports massifs d'argent comme alors.

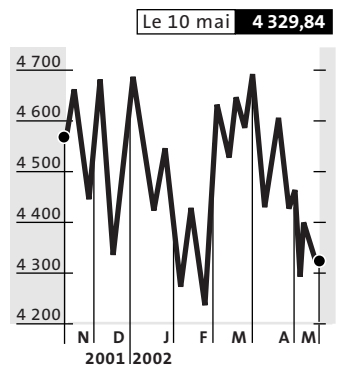
### 3 Les actions européennes vont-elles tirer leur épingle du jeu ?

A très court terme, elles restent liées à l'évolution de Wall Street. Toutefois, à six mois, j'attends un rebond des marchés européens. Ces derniers ne sont pas particulièrement chers aux niveaux actuels. Dès que se manifesterait la reprise, les profits des entreprises devraient suivre. En France, le CAC 40 pourrait atteindre les 5 000 points d'ici à la fin de l'année. Mais l'époque où la Bourse enregistrerait plusieurs années de suite des augmentations fortes et continues semble révolue. A moyen terme, elle n'a pas de raison de progresser plus vite que les bénéfices des sociétés, soit environ 5 % l'an en moyenne.

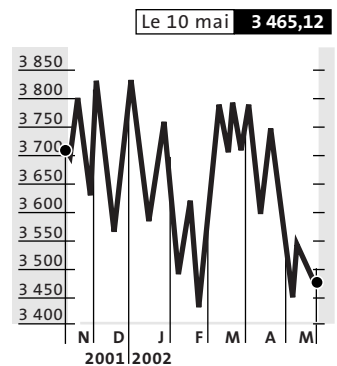
Propos recueillis par J. Mo.

### DES MARCHÉS MOROSES

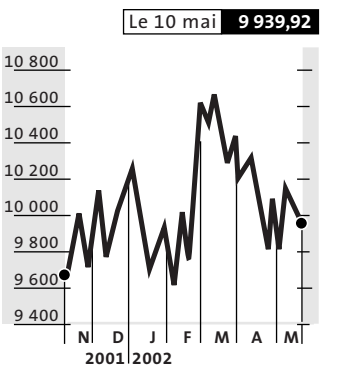
Indice CAC 40 en points à Paris



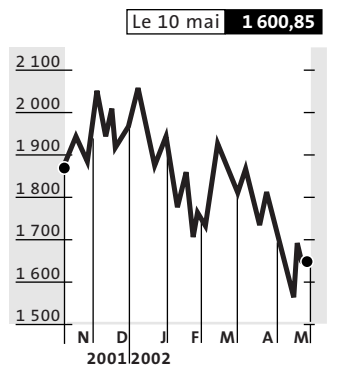
Indice Euro Stoxx en points



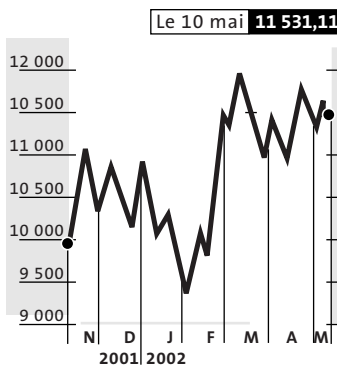
Indice Dow Jones en points à New York



Indice Nasdaq en points



Indice Nikkei en points à Tokyo



Source : Bloomberg

## La méthode APT

La base de données d'Aptimum Conseil, la société qui réalise les classements que nous publions, totalise 50 000 fonds européens. La base est enrichie régulièrement. Au cours de ces derniers mois, 2 600 fonds de droit allemand ont été enregistrés, 800 produits italiens et 950 sicav espagnoles. Aujourd'hui, la quasi-totalité des fonds français, allemands, italiens, espagnols et anglais figurent dans la base d'Aptimum Conseil.

Seuls 9 600 fonds sont réellement analysés. Un premier tri consiste à éliminer ceux qui apparaissent à plusieurs reprises : pour des raisons de marketing, le même produit, géré de façon identique, est en effet proposé sous des noms différents dans divers pays. Une fois ce travail effectué, il ne reste dans la base que 30 000 fonds environ. Pour faire son étude, Aptimum Conseil élimine ensuite les produits monétaires et les fonds qui distribuent des revenus lorsqu'il existe un produit identique qui capitalise les performances des fonds. A ce stade du travail, plus de 12 000 sicav restent en lice.

L'analyse des fonds peut alors commencer. Chacun est examiné selon une vingtaine de critères qui peuvent expliquer l'évolution de la

sicav. Celles qui ont un comportement semblable sont rangées dans une catégorie. Cette dernière n'est pas forcément la catégorie officielle définie par exemple par la Commission des opérations de Bourse (COB). Au total, les fonds sont classés dans 180 catégories. Toutefois, quelques produits ont des comportements si atypiques qu'ils ne peuvent être rangés dans aucune. Aptimum Conseil les appelle les « fonds orphelins ». Les produits qui n'ont pas trois ans d'existence sont eux aussi éliminés de l'étude.

Les 9 600 fonds analysés sont classés dans chacune des catégories. Cependant, la méthode APT ne classe pas les fonds en fonction d'une performance brute mais d'une performance retraitée. Cette dernière est un nombre théorique qui tient compte du risque pris par le gérant. Le système APT applique le modèle de la théorie des prix d'arbitrage (« APT ») élaborée par Steve Ross en 1976. Des méthodes mathématiques sophistiquées permettent de dégager un jeu de facteurs clés, significatifs et non corrélés, qui vont servir à décortiquer la performance de chaque fonds puis à les classer dans chaque famille. Nous publions des extraits de ce classement en donnant les produits les mieux classés.

### COMMENT LIRE LE TABLEAU

| Libellé                  | Promoteur         | Pays | Perform. retr. en % au 28/03/2002 | Rang retraité sur 1 an | Perform. sur 1 an | Risque sur 1 an | Performance brute en % au 28/03/2002 | Rang brut sur 1 an |
|--------------------------|-------------------|------|-----------------------------------|------------------------|-------------------|-----------------|--------------------------------------|--------------------|
| DRESD RCM Engenering Mkt | DRESDNER RCM GLOB | DE   | +40,39                            | 1                      | ★★★★★             | ★★★★★           | +39,26                               | 1                  |

**Libellé** - Comme pour la question du promoteur, à de nombreuses reprises, des fonds sont apparus en plusieurs exemplaires dans différents pays, notamment au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne et en Suisse, sous des codes d'identification différents, sous des noms souvent différents. Les doublons entre fonds « jumeaux » ont été éliminés pour ne pas inscrire ces fonds plusieurs fois dans le classement.

**Classement retraité** - Classement selon la performance retraitée de chaque fonds.

**Risque** - Savoir quel est le risque couru pour atteindre une performance est important. Plus il y a d'étoiles et plus le risque est faible. Une seule étoile traduit donc un risque important.

**Classement brut** - Rang obtenu par chaque fonds dans le classement de la performance.

**Nom du promoteur de fonds** - L'enregistrement d'un même fonds, d'un par pays, s'est souvent fait avec des caractéristiques de promoteur différentes : c'est le cas pour Parvest, qui peut apparaître sous Paribas, Artésia Bank, Paribas Luxembourg.

**Indication de la catégorie de fonds** - Chaque catégorie regroupe les fonds qui présentent entre eux la plus grande homogénéité. Au fil des comparaisons de ressemblances, chaque fonds trouve sa famille selon les risques auxquels il réagit.

**Performance retraitée** - A risque identique, c'est la performance réelle (en %) d'un fonds par rapport à ses concurrents. Cette donnée permet une appréciation objective de la situation. Mathématiquement, la performance retraitée est égale à la performance brute divisée par le coefficient bêta.

**Performance brute obtenue par chaque fonds** - C'est la performance réalisée en % et en euros du fonds sur l'année écoulée, soit du 27 mars 2001 au 28 mars 2002.

**Colonne performance sur 1 an**  
 ★★★★★ = Très bonne  
 ★★★★ = Bonne  
 ★★★ = Moyenne  
 ★★ = Faible  
 ★ = Très faible  
 • = Mauvaise

**Colonne risque**  
 ★★★★★ = Très peu  
 ★★★★ = Peu  
 ★★★ = Moyen  
 ★★ = Important  
 ★ = Très important

**Abréviations**  
 AU = Autriche  
 BL = Belgique  
 CH = Suisse  
 FR = France  
 DE = Allemagne  
 ITL = Italie  
 LUX = Luxembourg  
 ES = Espagne  
 UK = Grande-Bretagne  
 UT = fonds d'investis. (Unit Trust) à capital fixe et d'origine britannique

! = Comportement atypique par rapport à la catégorie  
 !! = Comportement très atypique par rapport à la catégorie

Source : Aptimum





## Zoom sur une sicav

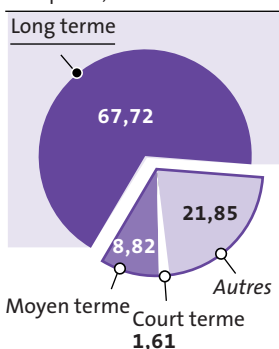
## Indocam Horizon Europe

**INDOCAM HORIZON EUROPE** est une sicav gérée à Londres par les équipes de Crédit agricole Asset Management (CAAM). Elle est en tête du classement APT des fonds d'obligations européennes de très long terme avec une performance annuelle retraitée de + 9,71 % à fin mars, alors que sur la même période l'ensemble des fonds de la catégorie affichent un rendement moyen de + 2,08 %. Créée en décembre 1996, accessible aux particuliers comme aux institutionnels, Indocam Horizon Europe a, selon Marc Maudhuit, spécialiste des produits obligataires européens chez CAAM, pour vocation d'être « un support obligataire paneuropéen d'arbitrage ». Se référant à l'indice JP Morgan

European Bond Index, le fonds cherche à faire mieux que ce benchmark à travers une stratégie de diversification du risque de taux et de devises. « *Outre jouer sur la "duration", c'est-à-dire sur la courbe des taux d'intérêts à plus ou moins long terme, nous effectuons des arbitrages entre les différents grands pays de l'indice JP Morgan European Bond, à savoir la zone euro d'un côté contre la Grande-Bretagne de l'autre, explique M. Maudhuit. Par ailleurs, nous intégrons une dose de crédits privés (essentiellement notés double ou triple A) ou encore des actifs comme les OATi, obligations d'Etat françaises indexées sur l'inflation. Enfin, nous sommes diversifiés (20 % actuellement, jusqu'à 25 % maximum) sur les pays émergents d'Europe de l'Est, où nous sélectionnons exclusivement des dettes d'Etat libellées en dollars ou en euros.* » Limité au départ à quelques pays (la Pologne, la Hongrie, l'ex-Tchécoslovaquie), le portefeuille s'est ouvert à d'autres régions comme le Kazakhstan, l'Ukraine ou la Russie. Au-delà de cette spécificité géographique, Indocam Horizon Europe effectue aussi des arbitrages en termes de devises. Ces multiples voies stratégiques d'arbitrage, qui confèrent au fonds de CAAM son originalité, sont également un moyen d'en limiter la sensibilité. « *Nous jouons sur des univers relativement peu corrélés, ce qui nous permet de diversifier le risque, donc de le réduire* », résume M. Maudhuit.

## DÉCOMPOSITION DU RISQUE

Indices des taux d'intérêt européens, en %



Fonds dominé par le long terme avec une part réduite du court terme. Les 21,85% non expliqués correspondent à une gestion avec de fréquents arbitrages.

Source : APT

L. D.

(Publicité)

## SICAV - FCP

Ces informations sont données sous la responsabilité de l'émetteur

Une sélection.

Cours relevés au 10 mai à 17 h 47

Code Émetteurs → Date Valeur de souscription Valeur de rachat Devises de cotation Montant du coupon Date du coupon

Internet : www.sgam.fr SG ASSET MANAGEMENT

## SICAV

|        |                      |          |        |        |     |      |          |
|--------|----------------------|----------|--------|--------|-----|------|----------|
| 029614 | CADENCE 1 D          | 07/05/02 | 155,10 | 153,57 | EUR | 1,75 | 09/04/01 |
| 029615 | CADENCE 2 D          | 07/05/02 | 153,40 | 151,88 | EUR | 1,75 | 03/05/01 |
| 029616 | CADENCE 3 D          | 07/05/02 | 153,07 | 151,54 | EUR | 1,35 | 07/03/02 |
| 028307 | CONVERTIS C          | 10/05/02 | 227,85 | 223,38 | EUR | ...  | ...      |
| 009577 | INTEROBLIG C         | 07/05/02 | 59,73  | 59,14  | EUR | ...  | ...      |
| 009543 | INTERSELECTION FR. D | 10/05/02 | 73,28  | 71,84  | EUR | 1,27 | 25/01/01 |
| 028315 | SÉLECT DÉFENSIF C    | 10/05/02 | 194,81 | 191,46 | EUR | ...  | ...      |
| 028316 | SÉLECT DYNAMIQUE C   | 07/05/02 | 238,67 | 234,57 | EUR | ...  | ...      |
| 028653 | SÉLECT ÉQUILIBRE 2   | 10/05/02 | 168,91 | 166    | EUR | ...  | ...      |
| 094406 | SÉLECT PEA DYNAMIQUE | 10/05/02 | 140,09 | 137,68 | EUR | 2,69 | 01/02/01 |
| 094404 | SÉLECT PEA 1         | 07/05/02 | 204,03 | 200,52 | EUR | 4,37 | 01/02/01 |
| 029548 | SG FRANCE OPPORT. C  | 10/05/02 | 447,38 | 438,61 | EUR | ...  | ...      |
| 029713 | SG FRANCE OPPORT. D  | 10/05/02 | 418,89 | 410,68 | EUR | 2,02 | 27/01/00 |
| 001099 | SOGEFAVOR            | 10/05/02 | 100,13 | 96,28  | EUR | 9,63 | 01/09/00 |
| 029709 | SOGENFRANCE C        | 10/05/02 | 448,90 | 440,10 | EUR | ...  | ...      |
| 029549 | SOGENFRANCE D        | 10/05/02 | 402,61 | 394,72 | EUR | 1,54 | 28/01/99 |
| 029408 | SOGEOBLIG C          | 07/05/02 | 114,72 | 113,58 | EUR | ...  | ...      |
| 009524 | SOGÉPARGNE D         | 07/05/02 | 44,99  | 44,54  | EUR | 1,95 | 16/10/00 |
| 028520 | SOGEPEA EUROPE       | 10/05/02 | 216,74 | 212,49 | EUR | 0,23 | 25/01/01 |
| 009545 | SOGÉSECTOR IMMOB. D  | 10/05/02 | 25,27  | 24,77  | EUR | 0,38 | 28/06/00 |
| 009526 | SOGINTEC C           | 07/05/02 | 49,26  | 48,29  | EUR | ...  | ...      |

## Fonds communs de placements

|        |                         |          |        |        |     |      |          |
|--------|-------------------------|----------|--------|--------|-----|------|----------|
| 702074 | DÉCLIC ACTIONS EURO     | 07/05/02 | 14,84  | 14,55  | EUR | ...  | ...      |
| 747971 | DÉCLIC ACTIONS FRANC    | 07/05/02 | 51,98  | 50,96  | EUR | 0,26 | 07/09/00 |
| 747985 | DÉCLIC ACTIONS INTER.   | 10/05/02 | 32,36  | 31,73  | EUR | 0,10 | 13/09/96 |
| 702304 | DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE | 07/05/02 | 16,48  | 16,16  | EUR | ...  | ...      |
| 703114 | DÉCLIC BOURSE PEA       | 07/05/02 | 50,33  | 49,34  | EUR | ...  | ...      |
| 747973 | DÉCLIC OBLIG. EUROPE    | 07/05/02 | 16,77  | 16,60  | EUR | 0,87 | 05/01/01 |
| 702560 | DÉCLIC PEA EUROPE       | 07/05/02 | 22,66  | 22,22  | EUR | 0,08 | 14/11/00 |
| 748493 | DÉCLIC SOGENFR. TEMPO   | 07/05/02 | 57,46  | 56,33  | EUR | 0,28 | 21/12/00 |
| 702744 | SOGÉSECTOR FINANCE      | 07/05/02 | 542,03 | 526,09 | EUR | ...  | ...      |
| 043136 | SOGÉSECTOR SANTÉ        | 07/05/02 | 547,77 | 537,03 | EUR | ...  | ...      |
| 043153 | SOGÉSECTOR TECHNO.      | 07/05/02 | 405,64 | 397,69 | EUR | ...  | ...      |
| 703304 | SOGESTION C             | 07/05/02 | 47,91  | 46,97  | EUR | ...  | ...      |
| 042303 | SOGINDEX FRANCE C       | 07/05/02 | 500,62 | 485,89 | EUR | ...  | ...      |

CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT

08 36 68 56 55 (2,21 F/mn)

## SICAV

|        |                     |          |        |        |     |      |          |
|--------|---------------------|----------|--------|--------|-----|------|----------|
| 028818 | ATOUT CROISSANCE    | 09/05/02 | 377,04 | 367,84 | EUR | 3,49 | 07/01/02 |
| 028581 | ATOUT FRANCE C      | 09/05/02 | 191,87 | 187,19 | EUR | ...  | ...      |
| 028582 | ATOUT FRANCE D      | 09/05/02 | 170,63 | 166,47 | EUR | 3,24 | 24/12/01 |
| 093707 | ATOUT FRANCE ASIE   | 09/05/02 | 77,75  | 75,85  | EUR | 0,16 | 24/12/01 |
| 028583 | ATOUT FRANCE EUROPE | 09/05/02 | 168,63 | 164,52 | EUR | 2,73 | 25/03/02 |
| 028575 | ATOUT FRANCE MONDE  | 09/05/02 | 43,01  | 41,96  | EUR | 0,92 | 15/04/02 |
| 028610 | ATOUT MONDE         | 09/05/02 | 50,33  | 49,10  | EUR | ...  | ...      |
| 028990 | ATOUT SELECTION     | 09/05/02 | 99,79  | 97,36  | EUR | 2,33 | 24/12/01 |
| 028636 | CAPITOP EUROBLIG C  | 09/05/02 | 102,61 | 101,59 | EUR | ...  | ...      |
| 028637 | CAPITOP EUROBLIG D  | 09/05/02 | 81,42  | 80,61  | EUR | 3,17 | 24/03/02 |
| 028612 | CAPITOP REVENUS D   | 09/05/02 | 170,87 | 169,18 | EUR | 2    | 16/04/02 |

## Fonds communs de placements

|        |                 |          |        |       |     |      |          |
|--------|-----------------|----------|--------|-------|-----|------|----------|
| 044668 | ATOUT VALEUR    | 08/05/02 | 75,34  | 75,34 | EUR | 1,36 | 13/12/01 |
| 097265 | INDOCAM FONCIER | 09/05/02 | 100,22 | 97,78 | EUR | 3,48 | 15/04/02 |

## Incertitudes pour les fonds obligataires

Dans ce contexte brouillé, les stratégies des gérants restent dominées par la prudence

Après une année 2001 plutôt favorable aux sicav obligataires (+ 4,9 % pour l'ensemble des fonds d'obligations européennes long terme et + 5,11 % pour ceux de très long terme), le premier trimestre 2002 s'inscrit en net repli. « *Le contexte a changé dès novembre 2001 avec la reprise américaine, qui s'est révélée plus rapide et vive que prévu, ce qui s'est traduit par une sensible remontée des taux longs* », rappelle Eric Bertrand, responsable de la gestion de taux chez CPR Gestion. Les obligations variant à l'inverse des taux, cette tension s'est traduite par une baisse sensible du marché obligataire.

« *La hausse des taux a atteint un paroxysme fin mars*, constate Guillaume Simonneau, gérant obligataire chez Sogeposte, société de gestion de La Poste. *Les taux français à dix ans ont alors touché un point haut à 5,35 %, ceux à deux ans se his- sant à 4,3 %. Le climat s'est apaisé en avril mais de nouveau, début mai, des tensions sont réapparues.* »

## TAUX DIRECTEURS

Les craintes inflationnistes exprimées lors de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui s'est tenue jeudi 3 mai, par son président Wim Duisenberg ont en effet poussé les analystes à envisager une hausse prochaine des taux directeurs européens, actuelle-



Patrick Barbe, responsable de la gestion obligataire Europe chez BNP Asset Management. *Le cycle baissier des taux est certes terminé, mais reste à savoir quand le cycle haussier va s'enclencher et surtout dans quelle proportion.* »

## NEUTRALITÉ

Faute d'établir des pronostics assez fiables, les équipes de gestion de taux privilégient la neutralité. La plupart jouent « *un aplatissement de la courbe des taux* » et tendent à se positionner sur le moyen terme. Quant aux actifs sélectionnés, ils dépendent souvent de la durée du fonds. « *Pour les maturités supérieures à sept ans, nous privilégions les titres notés triple A en restant centrés sur les emprunts d'Etat et assimilés, précise M. Soubiran. De quatre à sept ans, nous sélectionnons plus de crédits privés avec une priorité donnée au secteur bancaire. Enfin, pour des maturités inférieures à quatre ans, nous augmentons la part des crédits d'entreprise, mais là aussi, nous restons vigilants dans le choix des secteurs en limitant, par exemple, nos positions sur les valeurs technologiques.* »

L. D.



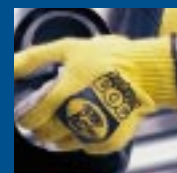
N°1 MONDIAL DE LA PROTECTION ANTICHUTE



N°1 MONDIAL DE LA PROTECTION OCULAIRE



N°2 MONDIAL DE LA PROTECTION AUDITIVE



N°3 MONDIAL DU GANT INDUSTRIEL



N°2 EUROPEEN DE LA CHAUSSURE DE SECURITE

Augmentation de capital

## Devenez actionnaire de Bacou-Dalloz

Leader mondial des équipements de protection individuelle



Bacou-Dalloz protège les hommes et les femmes au travail ou dans un environnement à risques. Le Groupe conçoit, fabrique et commercialise, sous des marques reconnues, des produits innovants et de haute qualité, qui répondent à l'ensemble des besoins des entreprises de tous les secteurs d'activité. Avec près de 6 500 salariés et 50 sites de production en France et à l'international, Bacou-Dalloz est aujourd'hui idéalement positionné pour faire progresser partout dans le monde la sécurité au travail.

Chiffres clés consolidés pro forma 2001

Chiffre d'affaires 928 millions d'euros

Résultat d'exploitation 138 millions d'euros

Résultat net 31 millions d'euros

## Souscription : du 29 avril au 13 mai 2002 inclus.

Bacou-Dalloz procède à une Offre à Prix Ouvert destinée plus spécialement aux particuliers dont le prix définitif sera arrêté après la clôture de l'offre. Parallèlement à l'OPO, un placement global est proposé aux investisseurs institutionnels. Pour participer, adressez-vous à votre intermédiaire financier habituel. Les actions Bacou-Dalloz peuvent être inscrites dans un PEA et donc bénéficier de ses avantages fiscaux. Bacou-Dalloz est coté sur le premier marché d'Euronext Paris, code Euroclear 6089.

Un prospectus préliminaire composé du document de référence déposé auprès de la COB le 10 avril 2002 ayant reçu le numéro de dépôt D02-0205 et de la note d'opération préliminaire visée par la COB le 26 avril 2002 sous le numéro 02-465 est disponible sans frais, sur simple demande, auprès des banques responsables de l'opération, ABN AMRO Rothschild et Crédit Agricole Indosuez, et de Bacou-Dalloz

www.bacou-dalloz.com/fr

Bacou-Dalloz

CLASSEMENT DES FONDS EUROPÉENS SELON LA MÉTHODE APT



Table header with columns: Libellé, Promoteur, Pays, Perf. retr. en %, Rang retr. 1 an, Perf. sur 1 an, Risque sur 1 an, Perf. brute en %, Rang brut 1 an. Includes performance metrics like Risque and Performance.

Actions japonaises

Table of Japanese actions with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of -18,81%.

Fonds mixtes équilibrés européens

Table of balanced European mixed funds with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of -1,08%.

Actions des marchés émergents

Table of emerging markets actions with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of +15,02%.

Fonds mixtes dynamiques européens

Table of dynamic European mixed funds with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of -2,85%.

Actions technologiques

Table of technology actions with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of -17,99%.

Fonds mixtes agressifs européens

Table of aggressive European mixed funds with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of -4,52%.

Fonds mixtes prudents européens

Table of prudent European mixed funds with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of +0,58%.

Fonds mixtes internationaux prudents

Table of prudent international mixed funds with columns for Libellé, Promoteur, Pays, and performance metrics. Includes 'Performance moyenne sur un an' of +0,15%.











# L'art du business

Loin de l'image d'Épinal de l'artiste lunaire, le plasticien Fabrice Hybert voit dans l'entreprise un espace de liberté. Travaillant souvent avec l'industrie, il a d'ailleurs fondé sa propre société

Depuis une quinzaine d'années, le plasticien français Fabrice Hybert bouscule le mythe du créateur maudit. Artiste reconnu (ses œuvres, inclassables, se monnaient cher, comme son *Elevage de mouches* en 1991, construction en plastique avec mouches et larves, vendu 88 610 francs le 23 juin 2001, ou ses dessins *Les Cinq Sens*, achetés, en 2000, 376 600 francs par François Pinault), il porte aussi une seconde casquette : celle d'un entrepreneur.

Tout chez lui contredit l'image de l'artiste lunaire. Son origine d'abord. Fabrice Hybert est né en 1961 à Luçon, en Vendée, dans une famille d'agriculteurs éleveurs de moutons. « J'y retourne régulièrement. C'est un peu un retour aux sources permanent. C'est une région assez vierge où les gens ne sont pas blasés », déclare l'artiste. Il y a de cela quatre ou cinq ans, il a acheté une vallée dans le sud de la région, pour 200 000 francs, où il a fait planter des arbres exotiques – une « thématique » récurrente dans son œuvre – en provenance du monde entier.

Son parcours ensuite. Avant de s'inscrire, en 1980, à l'École nationale supérieure des beaux-arts de Nantes (ENSBA) – et d'en devenir professeur depuis la rentrée 2001 –, il a suivi des études de mathématiques. Son œuvre, empreinte de rigueur et de logique, en garde une large trace. « Je suis un bossueur, se définit-il. J'ai toujours beaucoup travaillé et j'ai fait rapidement des expositions. Quand j'ai voulu être artiste, je voulais aussi faire des affaires, faire du commerce, échanger. Chef d'entreprise, cela a toujours été mon histoire. »

Rapidement courtisé par les galeries, Fabrice Hybert met un point d'honneur à conserver son autonomie. Représenté actuellement par huit galeries à travers le monde, il a toujours décliné les contrats d'exclusivité qui lient les artistes. « Dans quel domaine voit-on les marchands prendre 50 % sur un objet ? C'est aberrant. Les galeries n'ont pourtant pas la notion de l'après-vente alors que c'est l'artiste qui doit assurer la restauration d'une œuvre lorsqu'elle est cassée. Les grands artistes internationaux, les meilleurs, savent très bien gérer leurs affaires », s'insurge-t-il.

Entre la lenteur des institutions publiques et la réactivité des PME, Fabrice Hybert a choisi : il préfère travailler avec des entreprises privées, petites ou grandes. Étudiant aux Beaux-Arts, il obtient, dès 1981, de la firme de cosmétiques Liliane France vingt tubes de rouge à lèvres pour réaliser son premier tableau, *Le Mètre carré de rouge à lèvres*. Six mois plus tard, Matra lui adresse une caisse de puces électroniques pour couvrir un tableau de 4 mètres carrés.

En 1990, il projette la fabrication du plus gros savon au monde – 27 tonnes –, moulé dans une benne de camion. Son marchand de l'époque, Arlogos, se désintéresse de l'idée. Fabrice Hybert démarque alors deux sociétés, dont l'une



## Fabrice Hybert

- **1961** : naissance à Luçon (Vendée).
- **1980-1985** : École des beaux-arts de Nantes (Loire-Atlantique).
- **1986** : première exposition collective : les ateliers internationaux de Fontevraud.
- **1990** : création du plus grand savon au monde.
- **1994** : création d'UR.
- **1995** : transformation du Musée d'art moderne de la Ville de Paris en espace commercial, avec l'Hybertmarché.
- **1997** : Lion d'or à la Biennale de Venise.
- **2001** : mise en place du club international d'entrepreneurs Woolways.

– Chimiotek SED Idéal –, installée à Marseille et à Lyon, lui donnera son accord. Cette dernière, en quête d'un événement pour relancer sa communication interne, trouve dans ce projet le liant nécessaire pour dynamiser ses trois lieux de production. « L'année suivante, ils ont augmenté leur chiffre d'affaires sur le savon. Cette activité de production de l'œuvre est riche d'échanges entre les décideurs et les artisans. On peut montrer à quelqu'un dont le métier tourne un peu en rond qu'il est possible de faire autre chose », explique le créateur, qui travaille aujourd'hui avec Sephora et Voies navigables de France (VNF).

Entrepreneur et industriel, Fabrice Hybert crée en 1994 la SARL Unlimited Responsibility (UR, qu'on peut traduire en français par « responsabilité illimitée ») : une unité de production, située dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, destinée aux artistes et aux entreprises, dont l'esprit se situe à mi-chemin entre l'association, le collectif et la coopérative.

Espace de liberté, l'entreprise est, selon lui, la structure idoine capable de pallier les insuffisances de la galerie. « Il y a encore quelques années, les marchands vendaient uniquement à l'État et pratiquement pas au privé. Les artistes ne veulent pas de cela. Ils veulent rencontrer des gens, faire du commerce, échanger des idées et des formes. Ils savent le faire. Pendant vingt ou trente ans, on les a protégés de cette capacité-là en les orientant

vers un achat public. L'artiste peut aujourd'hui valoriser un groupe, une entreprise », défend le plasticien, complice d'un nouveau mouvement de créateurs indépendants, « les transactionnistes ».

UR, dont le chiffre d'affaires est de 609 797 euros pour 2001, n'est pas construite selon un modèle fonctionnel. Dotée d'un programme extrêmement souple, elle compte sept employés salariés polyvalents. « Ce sont des individualités qui ont leur mot à dire et qui fonctionnent autour des projets d'artistes ou des désirs d'entreprise. Quelqu'un chargé de la communication peut un jour organiser une exposition », explique Fabrice Hybert, qui assume la responsabilité de gérant bien que l'administration soit confiée à l'un de ses employés. UR produit des événements, des œuvres, des éditions.

Fabrice Hybert substitue l'idée active de partenariat à celle de mécénat. Il est d'ailleurs souvent conduit à collaborer davantage à la communication interne des entreprises qu'à leur valorisation externe. Les locaux de sa société sont dévolus aussi bien au travail d'UR qu'à sa création personnelle. « Travailler ici est un vrai plaisir, se réjouit-il. Cela pourrait aussi devenir un modèle. Cela me semble important d'avoir un artiste dans une société. Il donne des informa-

« Les artistes veulent rencontrer des gens, faire du commerce, échanger des idées et des formes. Ils savent le faire. Pendant vingt ou trente ans, on les a protégés de cette capacité-là en les orientant vers un achat public. L'artiste peut aujourd'hui valoriser un groupe, une entreprise »

tions très riches aux employés. Je m'en aperçois lorsque je fais mes tableaux, très vite les gens regardent, posent des questions. Cela tire la pensée vers le haut. »

UR, aujourd'hui en plein développement, devrait prochainement agrandir son capital. « Dans une entreprise traditionnelle, au bout d'un an, on fait le bilan, il y a le stock et il y a les problèmes. UR est une entreprise qui ne peut que gagner des plus-values avec des problèmes. Nous avons du stock, ce qui peut être désagréable pour certaines sociétés. Dans notre cas, cela ne l'est pas parce qu'il peut être revendu cinq ans plus tard cinq fois plus

cher. Nous avons aussi une masse énorme d'archives et d'objets qui ne sont pas valorisables pour le moment », se réjouit l'entrepreneur.

Tout en produisant les projets d'autres artistes, UR accompagne Fabrice Hybert dans toutes ses aventures, des POF (ses fameux prototypes d'objets en fonctionnement, comme le POF n° 2 daté de 1989, intitulé « Deep Narcissus », qui est un masque de plongée doté d'un miroir orienté vers l'intérieur à la place du verre) aux manifestations de grande envergure. A la Biennale de Venise de 1997, UR est intervenu pour un tiers du budget total (686 020 euros) du pavillon français, que l'artiste avait transformé en studio d'enregistrement. Dans le cadre de l'animation de l'Arc de triomphe pour le passage à l'an 2000, la société a contribué à hauteur de 381 120 euros, soit les deux tiers de la somme totale.

L'œuvre de Fabrice Hybert est faite de mises en abyme : chaque objet renvoie à un autre, un POF pouvant, par exemple, être décliné suivant une multitude de comportements. Son entreprise est conçue de la même façon : elle n'est pas isolée, mais en relation permanente avec d'autres structures, un peu à l'image d'un réseau souterrain. Ainsi, dernier développement du concept d'UR, Fabrice

Hybert a intégré en 2001 sa société dans un espace mondial mis en réseau : UR est impliquée dans un nouveau club international d'entrepreneurs baptisé Woolways. Pour l'heure, il expose à la galerie Jack Tilton, à New York, jusqu'au 3 juin, tandis que « Pof Cabaret » se déroule à la Kunsthalle Lophem, à Bruges (Belgique), jusqu'à la fin août, et qu'un fauteuil rouge doté de lamelles amovibles, facétieusement appelé « Couteau suisse », est en vente dans le magasin branché Colette, à Paris, au prix de 7 795 euros.

Roxana Azimi

## COLLECTION

### Timbres : quand le défaut s'avère payant

En 1996, un timbre suédois, le *Tre skilling banco*, de 1855, est adjugé 2,5 millions de francs suisses lors d'une vente organisée en Suisse. Il devient le timbre détaché oblitéré le plus cher jamais vendu aux enchères. Sa seule particularité : être imprimé en jaune au lieu de vert, sa couleur normale.

Christie's, à New York, a vendu en 1991, pour 660 000 dollars, un bloc de quatre timbres américains de 1918 qui représentent un avion, le Curtiss Jenny, imprimé à l'envers.

Ces timbres fautés, que les collectionneurs désignent sous le terme de variétés, sont très prisés. Jean-Luc Guilleret, négociant parisien qui s'est fait une spécialité de ces « moutons à cinq pattes », explique que « ce qui est recherché, c'est le côté spectaculaire : une absence de couleur, un piquage déplacé... ». François Guillaud, président du Cercle des amis de Marianne, qui réunit les amateurs de timbres d'usage courant, constate que « les prix sont plutôt à la hausse. Il y a de plus en plus de collectionneurs qui ne se limitent plus à la collection d'un timbre sous toutes ses coutures, mais qui vont s'ouvrir à des ensembles, augmentant la demande : les timbres verts du tarif lent, ou bleus pour l'étranger », explique-t-il.

#### IMPRESSIONS DÉFECTUEUSES

Les amateurs distinguent les variétés accidentelles – dont les timbres sont victimes de façon aléatoire durant leur impression –, des variétés « constantes », qui affectent la totalité d'un tirage. Les variétés dépendent des procédés d'impression : typographie, offset, héliogravure, taille-douce. Ainsi, les « tête-bêche » (dans une planche assemblée manuellement, un timbre est monté à l'envers) comptent parmi les pièces les plus anciennes et les plus rares. Selon l'état, une paire tête-bêche du premier timbre de France, le 20 c noir *Cérès* de 1849, imprimé en typographie, pourra dépasser 7 600 euros (dix fois moins à l'unité).



France, paire tête-bêche du 20 c noir *Cérès* de 1849.

Les impressions défectueuses vont de l'absence totale de couleur (pour la taille-douce, on parlera d'impression à sec) au maculage complet, en passant par l'absence d'une seule couleur : en France, le 4 francs *Agam*, paru en 1980 sans le noir, cote 2 850 euros (au lieu de 3,85 euros). Catalogues de ventes et magazines spécialisés regorgent d'offres où se mêlent variétés de piquage (dentelure à cheval sur le timbre), anneaux-lune (petites

taches circulaires), décalages de couleurs, raccords (cassures du papier recollées), absence des barres fluorescentes nécessaires au tri du courrier, etc. qui donnent le plus-value aux timbres. Ainsi, la vente sur offres Roumet, clôturée le 16 mai, disperse trois feuilles de timbres de la côte des Somalis, dont le motif central a été omis, pour un prix minimum de 12 000 euros au lieu de quelques dizaines d'euros pour leur version normale.

Le mois de mai est traditionnellement un mois d'activité intense pour les philatélistes, invités à participer aux « Quatre jours de Mari-



Côte française des Somalis, centre omis.

gny », organisés à Paris au Marché aux timbres installé rue Gabriel (cette année jusqu'au 12 mai) et au congrès de la Fédération française des associations philatéliques (FFAP), qui se déroule traditionnellement pendant le week-end de Pentecôte (du 17 au 20 mai à Marseille, dans les Bouches-du-Rhône). Ils ont l'occasion de négocier au meilleur prix ces pièces spectaculaires.

Mais les marchands ne sont pas leur seul recours : il faut commencer par bien regarder les timbres que l'on achète à son bureau de poste. Ainsi, en 1988, la poste mit en vente un timbre à 2,20 francs (0,34 euro) consacré au thermalisme. Par erreur, une petite quantité de ces vignettes, sur lesquelles la valeur faciale était imprimée en rouge au lieu de bleu – ce qui aurait dû être repéré par les vérificatrices de l'imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires (ITVF) de Périgueux (Dordogne) puis détruit –, se mélangea au stock des timbres tirés dans la bonne couleur. Ce timbre-vedette erroné vaut environ 250 euros au lieu de 1,10 euro pour sa version officielle. Il est plus intéressant que celui émis en 1999 lors de la Coupe du monde de rugby à 0,46 euro, sur lequel manque le « F » du sigle « ITVF » et qui, malgré cette absence, n'est vendu qu'à 7 ou 8 euros. A son sujet, M. Guillaud – qui, par ailleurs, constate la vogue du 0,69 euro *Métallurgie* sans la tour Eiffel, dont le cours s'élève à une cinquantaine d'euros – s'interroge avec malice : « Je me demande si cela n'a pas été fait exprès pour relancer la vente du bloc dont est issu ce timbre. »

Pierre Jullien

● Adresse utile :  
– Chambre des négociants et experts en philatélie, 4, rue Drouot, 75009 Paris.

## ENCHÈRES

■ **FORMULE 1** : la première des quatre ventes destinées à disperser les actifs de l'écurie de formule 1 Prost Grand Prix, mise en liquidation judiciaire le 28 janvier par le tribunal de commerce de Versailles (Yvelines), s'est déroulée lundi 6 mai au Palais des congrès de Paris. Douze monoplaces et des accessoires (des casques, des roues, des ailerons de capot et cinq combinaisons de Jean Alesi, adjugées entre 1 700 et 3 400 euros) ont trouvé preneur pour 1 052 000 euros. L'enchère la plus élevée a atteint 240 000 euros pour une formule 1 Prost Peugeot AP03 de 2000, avec laquelle Jean Alesi a disputé trois grands prix.

■ **PORCELAINE** : un vase chinois de la dynastie Qing a été vendu mardi 7 mai à Hongkong par la maison Sotheby's pour la somme record de 5,32 millions de dollars (près de 6 millions d'euros).

■ **RECORDS BATTUS** : un bronze du sculpteur français d'origine roumaine Constantin Brancusi – un visage stylisé, recouvert d'une feuille d'or – est devenu, mardi 7 mai chez Christie's à New York, la sculpture la plus chère jamais vendue lors d'enchères, avec un prix de 18,1 millions de dollars. Un autre record a été battu : celui du prix payé aux enchères pour une toile du peintre belge René Magritte. Son *Empire des lumières* a atteint 12,6 millions de dollars. Le précédent record était de 7,1 millions.

■ **CÉZANNE** : la vente de 52 des 55 œuvres offertes aux collectionneurs, le 8 mai chez Sotheby's à New York, a rapporté 126 millions de dollars. La plus forte enchère a été offerte pour une nature morte de Paul Cézanne, *Pichet et assiette de poires*, qui a été enlevée pour 16,7 millions de dollars.